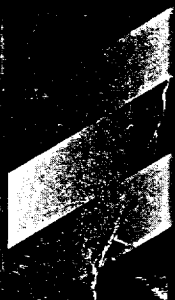
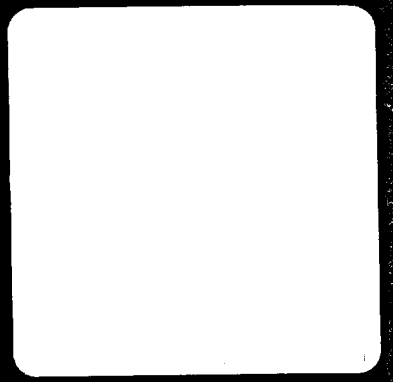


**RAPPORT  
ANNUEL  
1990-1991**

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

**Canada**





**RAPPORT  
ANNUEL  
1990-1991**



Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

Pensez à recycler!



Imprimé sur du papier recyclé

Think Recycling!



External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

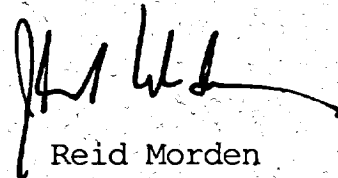
L'honorable Barbara McDougall  
Secrétaire d'État aux  
Affaires extérieures  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0G2

Madame la Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier Rapport  
annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi sur le  
ministère des Affaires extérieures, le présent rapport rend  
compte de l'activité du Ministère au cours de l'année  
financière, soit la période allant du 1<sup>er</sup> avril 1990 au  
31 mars 1991.

Je suis heureux d'ajouter qu'à l'intention des  
handicapés visuels, la partie du rapport intitulée Vue  
d'ensemble a été enregistrée sur cassette sonore.



Reid Morden

# TABLE DES MATIÈRES

## GLOSSAIRE

Sigles et abréviations .....	vii
------------------------------	-----

## CHAPITRE UN VUE D'ENSEMBLE

Activités multilatérales .....	1
Relations internationales .....	2
États-Unis .....	2
Amérique latine et Antilles .....	2
Afrique .....	2
Asie et Pacifique .....	3
Europe de l'Ouest et Communauté européenne .....	3
Union soviétique, Europe centrale et Europe de l'Est .....	3
Moyen-Orient .....	4
Politique commerciale et expansion du commerce d'exportation .....	4
Activités sectorielles .....	5
Environnement .....	5
Droit .....	5
Défense .....	5
Immigration .....	5
Administration .....	6
Conclusion .....	6

## CHAPITRE DEUX LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Points saillants .....	7
Le contexte économique international .....	7
Tendances du commerce extérieur du Canada .....	8
Activités commerciales multilatérales .....	10
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) .....	10
Propriété intellectuelle .....	10
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) .....	10
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) .....	11
Affaires internationales en matière de finances et d'investissement .....	11
Sommet économique annuel .....	11
Énergie et environnement .....	11
Relations économiques avec les pays en développement .....	12
Endettement international .....	12
Réduction de la dette de la Pologne .....	13
Aide à la République fédérative tchèque et slovaque et à la Hongrie ..	13
Accords relatifs à la protection des investissements étrangers .....	13
Initiative canadienne en matière de crédits à l'exportation .....	13

Politique relative au commerce des produits industriels.....	14
Politique relative au commerce des produits agricoles .....	14
Politique relative au commerce des produits de la pêche .....	15
Politique relative au commerce des ressources et des produits de base...	15
Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALE) .....	16
Contrôles à l'exportation .....	17
Contrôles à l'importation .....	17
Textiles et vêtements .....	17

**CHAPITRE TROIS  
EXPANSION  
DU COMMERCE  
D'EXPORTATION**

Points saillants .....	19
Agro-alimentaire, pêches et produits des ressources.....	19
Direction de l'agro-alimentaire.....	19
Produits de consommation .....	19
Pêches .....	20
Programmes de défense et technologie de pointe .....	21
Programmes concernant la défense et l'industrie aérospatiale .....	21
Technologies de l'information et électronique.....	21
Science et technologie.....	22
Direction de la machinerie et de l'équipement pour le transport et l'environnement.....	22
Programmes d'exportation et industries de services .....	23
Promotion des investissements .....	23
Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) ..	23
Services financiers internationaux et projets d'équipement .....	24
Centres du commerce international et enseignement des matières relatives aux exportations .....	25
Systèmes d'information commerciale et Réseau mondial d'information sur les exportations (WIN).....	26
Direction des services des transactions d'affaires et des transports ...	26
Secrétariat des comités consultatifs sur le commerce extérieur.....	27
Secrétariat à l'expansion du commerce.....	27

**CHAPITRE QUATRE  
AFFAIRES  
INTERNATIONALES  
ET COOPÉRATION  
MULTILATÉRALE**

Points saillants .....	28
Les Nations Unies .....	28
Le Commonwealth.....	29
Droits de la personne et affaires sociales .....	29
L'égalité pour les femmes dans le monde .....	30
La Francophonie .....	30
L'environnement.....	30

**CHAPITRE CINQ  
LES RELATIONS  
INTERNATIONALES  
DU CANADA**

Conseiller spécial auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour l'environnement .....	30
Conservation des ressources marines .....	31
Questions nucléaires .....	31
Non-prolifération des armes nucléaires .....	31
Questions d'ordre environnemental .....	32
Exportations d'énergie nucléaire .....	32
Points saillants .....	33
Relations canado-américaines .....	33
Relations concernant le commerce d'exportation .....	34
Défense .....	34
Relations canado-américaines concernant la pêche .....	34
Questions environnementales et transfrontalières .....	34
Programmes de relations publiques .....	35
Amérique latine et Antilles .....	35
Commerce avec l'Amérique latine .....	36
Mexique : nouveaux débouchés, formules nouvelles .....	36
Libre-échange nord-américain .....	36
Antilles .....	37
Afrique .....	37
Afrique francophone .....	37
Afrique anglophone .....	38
Groupe de travail sur l'Afrique australe .....	38
Commerce avec l'Afrique .....	39
Asie et région du Pacifique .....	40
Japon .....	40
Corée .....	40
Hong-Kong .....	41
République populaire de Chine .....	41
Taiwan .....	41
Asie du Sud-Est — Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) .....	41
Commerce avec l'ANASE .....	42
Indochine .....	42
Vietnam .....	42



Asie du Sud : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Népal, Afghanistan et Myanmar.....	43
Commerce avec l'Asie du Sud.....	43
Australasie : Australie, Nouvelle-Zélande et Pacifique Sud.....	43
Commerce avec l'Australie .....	44
Commerce avec la Nouvelle-Zélande .....	44
Îles du Pacifique Sud .....	44
Immigration .....	44
Relations publiques .....	45
Europe de l'Ouest et Communauté européenne .....	45
Commerce.....	46
Communauté européenne (CE).....	46
Immigration .....	47
Programmes de relations publiques en Europe de l'Ouest .....	48
Union soviétique, Europe centrale et Europe de l'Est.....	49
Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.....	49
Commerce .....	50
Immigration .....	51
Relations universitaires, culturelles et scientifiques .....	51
Moyen-Orient .....	52

**CHAPITRE SIX  
DÉFENSE ET  
SÉCURITÉ  
COLLECTIVE**

Points saillants.....	55
Le maintien de la paix et la défense.....	55
L'OTAN et les relations de défense du Canada.....	55
Les relations de défense entre le Canada et les États-Unis.....	56
La crise du Golfe .....	56
Le maintien de la paix et l'aide à l'instruction militaire.....	56
Limitation des armements et désarmement .....	57
La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) .....	58

**CHAPITRE SEPT  
PROTECTION DES  
INTÉRÊTS PRIVÉS**

Points saillants.....	60
Introduction .....	60
Services consulaires.....	60
Immigration et réfugiés.....	62
Services de passeports.....	63
Droit international privé.....	63
Accès à l'information et protection des renseignements personnels .....	64

**CHAPITRE HUIT  
DROIT  
INTERNATIONAL**

Points saillants .....	65
L'Arctique .....	65
Litiges maritimes entre le Canada et la France .....	65
Droit de la mer .....	66
Droit commercial .....	66
Droit de l'environnement .....	67
Droit pénal .....	67
Droit diplomatique .....	68
Droit conventionnel .....	68
Droit économique .....	68

**CHAPITRE NEUF  
COMMUNICATIONS  
ET CULTURE**

Points saillants .....	70
Communications ministérielles et relations avec les médias .....	70
Communications ministérielles .....	70
Relations avec les médias .....	70
Services de bibliothèque .....	71
Communications sur le commerce et la politique étrangère .....	71
Communications sur la politique étrangère .....	71
Communications sur le commerce .....	72
Relations culturelles internationales .....	73
Expositions internationales .....	73
Culture et sports .....	73
Études canadiennes .....	74
Échanges universitaires .....	75
Éducation sur le plan international .....	75
Échanges internationaux .....	75
Affaires historiques .....	75

**CHAPITRE DIX  
COORDINATION  
DE LA POLITIQUE,  
GESTION DU  
MINISTÈRE ET  
PERSONNEL**

Points saillants .....	76
Gestion du Ministère .....	76
Aperçu .....	76
Secrétariat de la planification et de la gestion des ressources .....	77
Bureau de l'Inspecteur général et direction de la vérification et de l'évaluation .....	77
Finances, services administratifs et budget .....	77
Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS) .....	79

Gestion des ressources en information .....	79
Biens .....	80
Planification et coordination de la politique.....	81
Personnel .....	82
L'ombudsman du Ministère .....	82
Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada.....	83
Coordination fédérale-provinciale.....	84
Sécurité et renseignement.....	85
Sécurité.....	85
Renseignement .....	85
<b>ANNEXE I</b>	
Organigramme .....	91
<b>ANNEXE II</b>	
Mesures prises par le Canada en matière de traités en 1990 .....	92

# GLOSSAIRE

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACDI	Agence canadienne de développement international
AECEC	Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
AEN	Agence pour l'énergie nucléaire
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALE	Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMF	Arrangement multifibres
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Dar Es-Salam, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande)
ANC	Congrès National d'Afrique
APD	Aide publique au développement
BAD	Banque africaine de développement
BCCT	Bureau du commerce canadien à Taipei
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BIE	Bureau international des expositions
CANDU	Réacteur canadien à deutérium-uranium
CATS	COSICS Stockage automatisé de textes
CCAC	Conseil de commerce ANASE-Canada
CCCE	Comité consultatif sur le commerce extérieur
CCI	Centre du commerce international
CE	Communauté européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)
CFE	Forces conventionnelles en Europe
CIM	Commission interaméricaine des femmes
CNUED	Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement
COCOM	Comité de coordination de contrôle des échanges stratégiques multilatéraux
CONFESJES	Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'éducation nationale
COSICS	Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
DPSA	Accord canado-américain sur la partage de la production de défense
EDI	Échange de données informatisées
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCSCE	Groupe de consultation sectorielle sur le commerce extérieur
GENEXAG	Accords généraux sur les échanges (entre le Canada et l'URSS)
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICCS	Conseil international des études canadiennes
IFI	Institutions financières internationales
IPCC	Groupe d'experts international pour l'étude du changement climatique
LAN	Réseau de zone local
MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale

MITNET	Réseau de télécommunications d'AECEC
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MRC5	Mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité
MTCR	Régime de surveillance de la technologie des missiles
NEEF	Nouveaux exportateurs aux États frontaliers
NEXOS	Nouveaux exportateurs sur les marchés outre-mer
NEXUS	Nouveaux exportateurs vers les États américains du Sud
NORAD	Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEA	Organisation des États américains
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCA	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale
OPANO	Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAPA	Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique
PAT	Programme d'apports technologiques
Pays du G-7	Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni
Pays du G-24	Algérie, Argentine, Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guatemala, Inde, Liban, Mexique, Nigeria, Pakistan, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Sri Lanka, Trinidad-Tobago, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre
PDI	Programme de développement de l'investissement
PIB	Produit intérieur brut
PIHM	Programme d'investissements Horizon Le Monde
PNB	Produit national brut
RDP	Recherche, développement et production
RFA	République fédérale d'Allemagne
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SSEA	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures
SITCI	Système informatisé de traitement des cas d'immigration
TAMs	Gestion des activités liées au commerce
TNP	Traité de non-prolifération des armes nucléaires
TRIMS	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
TRQ	Limite du contingent
UK	Royaume-Uni
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNGA	Assemblée générale des Nations Unies
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient
UNSC	Conseil de sécurité des Nations Unies
UNRG	Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque
UNUCA	Mission d'observation des Nations Unies
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
US	États-Unis
USA	États-Unis d'Amérique
WIN	Réseau mondial d'information sur les exportations d'AECEC

# **NOTRE MISSION**

---

**Faire connaître, promouvoir et défendre  
dans le monde les intérêts du Canada et  
les valeurs communes des Canadiens;**

**Aider les Canadiens à mieux connaître et  
comprendre le monde extérieur;**

**Servir les Canadiens au pays et à l'étranger.**

**Examen ministériel  
Juin 1990**

---

# V CHAPITRE UN VUE D'ENSEMBLE

L'année étudiée, (1<sup>er</sup> avril 1990 au 31 mars 1991) a été marquée par des événements politiques qui ont modifié l'équilibre des forces dans le monde, posé des défis sur le plan diplomatique et offert d'extraordinaires possibilités commerciales. L'unification de l'Allemagne, les changements rapides en Union soviétique et la guerre du Golfe ont eu des répercussions considérables sur les missions diplomatiques du Canada. Par le biais d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada, le gouvernement s'est efforcé de faire progresser la démocratie et de soulager les souffrances humaines, tout en protégeant les intérêts du pays sur la scène internationale.

## ACTIVITÉS MULTILATÉRALES

Le Canada attache une grande importance à son rôle au sein de nombreux organismes multilatéraux, qui aujourd'hui gèrent ces changements mondiaux, et au soutien qu'il apporte à ces organismes. Membre du Conseil de sécurité des Nations Unies jusqu'en décembre 1990, il a pris part à de longs débats onusiens visant à empêcher que la guerre éclate au Moyen-Orient. En janvier, lorsque l'on n'a pu convaincre l'Iraq de se retirer pacifiquement du Koweït, le Canada a appuyé les résolutions de l'ONU et envoyé des troupes dans le Golfe. Par ailleurs, le Canada a aussi fait preuve de leadership à l'ONU concernant l'embargo sur les armements décrété contre l'Afrique du Sud, et comme membre du Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA).

Le Sommet de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en novembre 1990, a marqué la fin de la Guerre froide en Europe. La Charte de Paris pour une nouvelle Europe a salué l'avènement de relations amicales entre les 34 États participants et, aux termes du Traité sur les forces conventionnelles en Europe, les 22 pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et du Pacte de Varsovie ne sont plus ennemis. Le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui représentaient le Canada aux réunions, se sont efforcés de convaincre leurs homologues de créer un centre pour la prévention des conflits et de reconnaître la dimension humaine des événements mondiaux.



Photo : Klaus Moller

*M. Joe Clark à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)*

En juillet, au Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN, le premier ministre Mulroney et d'autres dirigeants de l'Alliance ont publié la Déclaration de Londres. Constatant les changements fondamentaux survenus en Europe, ils y annonçaient le lancement d'un programme visant à transformer l'OTAN, en conséquence.

Le Sommet économique de Houston a porté essentiellement sur l'URSS, sur le commerce et sur l'environnement. Les leaders des sept grands pays industrialisés ont pris acte des changements démocratiques en Europe centrale et en Europe de l'Est et donné le feu vert à une étude de l'économie soviétique ayant pour but de formuler des recommandations pour la réformer. Le Canada y a notamment proposé d'adopter des mesures concernant les indicateurs environnementaux, les sources terrestres de pollution côtière et l'étiquetage des produits en fonction de leur impact sur l'environnement. Dans la Déclaration sur les questions transnationales, les leaders condamnaient le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

Les négociations multilatérales de l'Uruguay Round sur le commerce se sont poursuivies, l'accent y étant mis en priorité sur le règlement des questions agricoles.

À chacune des réunions du Commonwealth cette année, le Canada a défendu les droits de la personne, les valeurs démocratiques et l'égalité pour les femmes. Le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, présidé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très

honorables Joe Clark, n'a pas relâché ses efforts pour obtenir la suppression de l'apartheid en Afrique du Sud.

Depuis le Sommet de la Francophonie à Dakar, en mai 1989, 90 projets ont été mis en oeuvre dans les domaines suivants : agriculture, environnement,

éducation, culture, science et développement technique. Les ministres de la Culture se sont réunis en conférence à Liège (Belgique), en novembre, pour trouver les moyens d'aider les industries culturelles francophones.

## RELATIONS INTERNATIONALES

### ÉTATS-UNIS

Les relations canado-américaines se sont concentrées sur un certain nombre de domaines clés comme le commerce, la défense, la coopération scientifique et l'environnement. Le premier ministre Mulroney et le président Bush se sont rencontrés 11 fois depuis janvier 1989. Le 13 mars 1991, après plusieurs années de pourparlers, l'Accord sur la qualité de l'air a été signé. Il devrait permettre de réduire de moitié la pollution transfrontalière, qui se manifeste sous forme de pluies acides.

Les États-Unis sont les premiers investisseurs étrangers au Canada, avec près de 70 % des investissements étrangers directs. Au total, le commerce bilatéral de marchandises se chiffre à 203,4 milliards de dollars. Les programmes pour les nouveaux exportateurs, NEEF et NEXUS, auxquels concourent 12 consulats et 15 bureaux auxiliaires canadiens, ont attiré des participants dans les domaines suivants : achats du gouvernement fédéral, matériel de protection de l'environnement, techniques de l'information et services de consultation.

Les programmes de relations publiques renforcent l'image du Canada comme partenaire responsable sur le continent en matière de commerce, de défense et d'environnement.

### AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

La stratégie du gouvernement concernant l'Amérique latine en est à sa deuxième année d'application, et le Ministère a accru son activité dans la région. En juin 1990, la ministre des Relations extérieures et du Développement international, l'honorable Monique Landry, a assisté à l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) qui s'est tenue au Paraguay. La proposition canadienne de créer une Unité pour la promotion de la démocratie y a été adoptée à l'unanimité. Parmi les activités de l'OEA auxquelles le Canada a participé, citons une commission sur la femme et un forum sur la toxicomanie.

Le Canada s'est attaché à consolider et à renforcer les institutions démocratiques, à l'occasion, notamment, des élections en Haïti, auxquelles il a contribué par une aide se chiffrant à un million de dollars et par l'envoi d'observateurs.

Les relations économiques se sont améliorées avec toute l'Amérique latine. Les exportations et les investissements ont augmenté, atteignant plus précisément 490 millions de dollars pour le Brésil, et 230 millions de dollars pour le Venezuela.

Au printemps 1990, avec l'aide financière du Ministère, les Grands Ballets Canadiens, ont fait une tournée acclamée au Mexique, au Venezuela et au Brésil.

### AFRIQUE

Au cours de l'année écoulée, beaucoup de pays africains se sont engagés sur la voie de la démocratisation. Le Canada encourage les réformes économiques et sociales. En outre, il a accordé une aide humanitaire au Libéria, à la Somalie, au Soudan et à l'Éthiopie.

En septembre, le président du Zimbabwe, M. Mugabe, est venu en visite à Ottawa pour remercier le Canada du rôle qu'il joue dans le développement économique de son pays et d'autres pays de l'Afrique australe.

La question de l'apartheid a continué de dominer les relations avec l'Afrique du Sud. Bien que Pretoria ait éliminé la plupart des piliers de ce système, le Canada a maintenu ses restrictions commerciales pour être sûr que le gouvernement sud-africain honorerait les promesses qu'il a faites à la communauté internationale de mettre fin à la ségrégation raciale. Ainsi, le gouvernement sud-africain doit, entre autres, permettre le retour des exilés, libérer les prisonniers politiques et revoir la législation répressive.

En juin, peu après que le gouvernement sud-africain l'ait relâché de prison, M. Nelson Mandela, vice-président du Congrès national africain (ANC), est venu en visite au Canada. À cette occasion, le premier ministre Mulroney a promis que le Canada



consacrerait 5,85 millions de dollars à l'aide au retour des exilés et à la réinsertion des anciens prisonniers politiques.

### ASIE ET PACIFIQUE

Onze des pays dont l'économie connaît la croissance la plus rapide du monde se trouvent en Asie et dans le Pacifique, régions qui devraient abriter 70 % de la population mondiale d'ici à l'an 2000. Le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. Au Japon, M. Clark a rencontré son homologue nippon, M. Taro Nakayama, et engagé le Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord. Les échanges avec la Chine s'accroissent.

La participation du Canada à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est la pierre angulaire de ses relations avec l'Asie du Sud-Est. Les échanges commerciaux, universitaires et culturels se développent rapidement et, pour 1990, le commerce bilatéral s'est chiffré à 3,4 milliards de dollars.

Le Canada a recommencé à fournir une aide publique au développement au Vietnam, au Cambodge et au Laos. Il a déjà engagé plus de 112 millions de dollars US pour financer des projets au Vietnam.

En Asie du Sud, une aide a été accordée au Bangladesh, dévasté par plusieurs catastrophes naturelles (cyclones, inondations, et autres). M<sup>me</sup> Landry et l'honorable Barbara McDougall (en tant que ministre de l'Emploi et de l'Immigration) se sont rendues en visite officielle dans la région au cours de l'exercice.

Le Canada, qui compte parmi les six partenaires au Dialogue, a participé à la deuxième rencontre du Forum du Pacifique Sud, aux Vanuatu.

Au cours de l'année étudiée, l'Asie et le Pacifique ont constitué, pour le Canada, une source extrêmement importante d'immigrants, dont un grand nombre sont des entrepreneurs et des investisseurs qui ont beaucoup à apporter à l'économie canadienne.

Le Ministère a organisé, à Séoul, la Semaine du commerce et de la technologie, en novembre 1990, et la Semaine du Canada à Taipei, entre autres programmes de relations publiques, pour mieux faire connaître le Canada en Asie et dans la région du Pacifique.

### EUROPE DE L'OUEST ET COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Le Canada a participé à l'évolution de l'Europe par le biais, notamment, de tribunes mondiales et

de discussions au sein d'organismes intergouvernementaux tels que l'OTAN. Il a eu des consultations avec les premiers ministres français et italien, MM. Michel Rocard et Giulio Andreotti, et il a reçu le président allemand, M. Richard von Weizsaecker.

En prévision de l'instauration d'un marché unique dans la Communauté européenne (CE), le Ministère a distribué aux milieux d'affaires et aux milieux universitaires des rapports sectoriels sur l'Europe de 1992. Dans une déclaration sur les relations entre le Canada et la CE, l'importance des échanges bilatéraux pour les deux partenaires a été soulignée.

Au nombre des programmes de relations publiques figurait une vaste campagne publicitaire visant à sensibiliser les décideurs européens aux dangers de la surpêche dans l'Atlantique Nord. Grâce à TV 5, réseau de télévision francophone auquel le Canada participe, les émissions canadiennes atteignent un plus vaste public international.

### UNION SOVIÉTIQUE, EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST

D'immenses changements bouleversent toute la structure de l'URSS. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a effectué une visite de travail dans ce pays et le président Mikhaïl Gorbatchev est venu au Canada demander qu'on le soutienne dans ses réformes et que l'on accorde à l'Union soviétique une aide financière et technique.

Afin d'aider les pays nouvellement convertis à l'économie de marché et ayant entrepris un processus de démocratisation, le Canada a créé un groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. En novembre 1990, celui-ci a envoyé en République fédérative tchèque et slovaque (RFTS) une mission chargée de désigner des projets. Des programmes d'aide ont été mis sur pied pour la Pologne et la Hongrie, ainsi que pour la RFTS. Le Canada apporte également à ces pays une aide technique, des compétences en matière de gestion et une aide alimentaire.

Le Canada appuie les réformes politiques et économiques entreprises en URSS, mais il se montre prudent, afin de s'assurer que la libéralisation annoncée se fera paisiblement. Suite au meurtre de civils par l'armée soviétique en Lituanie et en Lettonie, le Canada a suspendu son aide technique et une ligne de crédit alimentaire à l'URSS.

Le Ministère a développé les relations culturelles par le biais d'expositions internationales et d'échanges dans le domaine de l'éducation, et par la promotion de centres d'études canadiennes à l'étranger.

## MOYEN-ORIENT

Pendant la crise du golfe Persique, le Ministère a dû intervenir à de nombreux niveaux, allant du dialogue international et des efforts de maintien de la paix aux liaisons entre le gouvernement canadien et les forces déployées. Les répercussions de la crise ont été dramatiques pour tout le Moyen-Orient, notamment pour les populations, qui ont traversé de terribles épreuves physiques et qui ont été déplacées en grands nombres. Le Canada a fourni des forces de maintien de la paix à la Mission d'observation des Nations Unies en Iraq et au Koweït (UNIKOM) et il participe actuellement aux opérations de nettoyage et de reconstruction du Koweït.

Le 31 mars 1991, pour aider l'Égypte à faire face à l'afflux de réfugiés, le Canada lui a octroyé quelque 26 millions de dollars et a allégé sa dette de 13 millions de dollars. La Jordanie a, elle aussi, été l'un des grands bénéficiaires des 75 millions de dollars débloqués par le Canada pour aider les pays souffrant des répercussions de la guerre.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu en Israël en novembre 1990, puis en mars 1991. Il s'est également rendu en Iran et en Jordanie, et il a rencontré les dirigeants saoudiens et le président de la Syrie. La crise du Golfe a rappelé combien il est urgent de régler équitablement le conflit israélo-arabe. Le Canada appuie sans réserve les efforts que déploient les Nations Unies et les États-Unis pour instaurer la paix au Moyen-Orient.

## POLITIQUE COMMERCIALE ET EXPANSION DU COMMERCE D'EXPORTATION

La politique suivie en matière de commerce extérieur a permis d'améliorer la compétitivité des industries canadiennes, a favorisé leur adaptation technologique et facilité leur accès aux marchés étrangers.

Entre autres décisions importantes prises pendant les réunions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) au cours de l'année, citons l'adhésion du Salvador et du Guatemala ainsi que l'admission de l'URSS à titre d'observateur. Le Canada a défendu avec succès ses intérêts pour ce qui est du libre-échange, des échanges commerciaux en rapport avec l'environnement et de l'ouverture de la Communauté européenne au blé canadien.

C'est en partie grâce à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) que le commerce bilatéral entre les deux pays se chiffre à 200 milliards de dollars. Une troisième série d'abaissement des tarifs a eu lieu en janvier 1991, ce qui a amélioré la position du Canada vis-à-vis du plus grand marché du monde. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) que l'on envisage de conclure avec le Mexique et les États-Unis aura pour but de consolider ces gains. Le Mexique est le premier partenaire commercial du Canada en Amérique latine et dans les Antilles, nos exportations vers ce pays atteignant presque 600 millions de dollars.

Le Ministère administre un certain nombre de programmes destinés à aider les producteurs et les fabricants canadiens à être plus concurrentiels au niveau international et à attirer les investisseurs au Canada. Les bénéficiaires du Programme d'apports

technologiques ont enregistré des ventes de 156 millions de dollars et créé 1 550 emplois. Avec des initiatives telles que le Programme de développement des investissements, « Horizon Le Monde » et le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME), le Ministère a encouragé les investissements au Canada et la vente de nos produits à l'étranger. Le PDME est à double volet, public et privé. Les ventes enregistrées à la suite d'opérations de commercialisation privées se chiffrent à 600 millions de dollars.

Les Centres du commerce international implantés dans tout le Canada assurent une liaison avec les services du Ministère à Ottawa et à l'étranger.

Le Ministère a poursuivi ses efforts pour développer de nouveaux marchés et élaborer des stratégies de commercialisation dans tous les secteurs de l'agroalimentaire, des produits du poisson et des produits de consommation. Il a étudié des moyens de relier entre elles des entreprises produisant des marchandises similaires ou complémentaires, et de les présenter sur le marché international, en combinant des efforts promotionnels afin d'augmenter les ventes. En 1990, le Ministère a aidé des entreprises canadiennes qui ont participé à 55 foires commerciales en Europe de l'Ouest, y compris en les invitant à ses stands nationaux, 18 au total.

Pendant l'exercice financier, le Canada a enregistré une croissance de ses exportations et la balance commerciale a présenté un excédent de 12,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,9 milliards par rapport à 1989.

---

## ACTIVITÉS SECTORIELLES

### ENVIRONNEMENT

Un conseiller spécial a été nommé à l'automne 1990 auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les questions environnementales exclusivement. Des réunions préparatoires ont déjà eu lieu en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Le Canada s'intéresse notamment aux problèmes touchant les forêts, la diversité biologique et les changements climatiques.

En avril 1990, il a accueilli une réunion de l'Initiative de protection environnementale de l'Arctique des huit nations circumpolaires, pendant laquelle une stratégie de protection de l'environnement arctique a été esquissée. La surpêche des Européens dans les eaux canadiennes a continué malgré l'opposition de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest.

Le Canada s'intéresse à tous les problèmes d'environnement, depuis les efforts de recyclage à l'administration centrale jusqu'à l'analyse de la couche d'ozone.

### DROIT

La France et le Canada ont poursuivi leurs négociations sur les questions maritimes, notamment sur le différend qui les oppose quant aux droits de pêche dans les eaux qui entourent l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.

L'adoption de nouvelles lois a permis au Canada de ratifier les protocoles de 1977 de la Convention de Genève concernant le traitement, en temps de guerre, des prisonniers, des malades et des blessés.

Le Ministère s'est aussi penché sur des questions telles que la protection de la propriété intellectuelle, les produits chimiques précurseurs, le blanchiment de l'argent, les accords scientifiques et technologiques, les armes chimiques et les accidents nucléaires.

### DÉFENSE

La limitation des armements et le désarmement ont occupé l'avant-scène internationale, la situation au Moyen-Orient rendant encore plus important le repérage des armes de destruction massive et l'arrêt de leur prolifération. En février, le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont proposé de nouvelles mesures pour atteindre précisément cet objectif. Ainsi, ils ont invité leurs homologues à se réunir afin de déclarer la volonté politique mondiale de condamner ces armes.

L'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) conclu entre le Canada et les États-Unis a été reconduit pour cinq années supplémentaires.

### IMMIGRATION

En 1990, le gouvernement canadien a annoncé un plan quinquennal aux termes duquel le nombre des immigrants passera de 200 000 en 1990 à 220 000 en 1991, puis à 250 000 par an jusqu'en 1995.

En raison des bouleversements politiques et économiques que connaît l'Europe, les bureaux d'immigration ont reçu davantage de demandes. En 1990, le Canada a accepté 13 442 réfugiés et 37 944 immigrants en provenance d'Europe de l'Ouest. Beaucoup de réfugiés d'Europe de l'Est ont aussi transité par l'Europe de l'Ouest au cours de l'année écoulée. Le Système informatisé de traitement des dossiers d'immigration (SITCI) et Immigration Mega permettent de suivre les requérants tout au long du processus d'immigration.

---

## ADMINISTRATION

Les dépenses du Ministère pour l'exercice se sont élevées à 1 150,5 millions de dollars. Son budget de fonctionnement étant considérablement réduit, il a dû adopter de nouvelles méthodes de comptabilité et tous les services se sont efforcés de rentabiliser leurs opérations. À cette fin, un Examen ministériel a été entrepris pour étudier le fonctionnement de l'administration centrale et des missions à l'étranger. Les résultats, publiés en juin 1990, recommandaient la réorganisation de plusieurs directions. Les fonctions de vérification et d'évaluation ont été combinées et confiées à un inspecteur général; une unité de la correspondance ministérielle a été créée pour répondre au courrier au nom des ministres; et le nouveau Secrétariat de planification et de gestion des ressources a été chargé de gérer les ressources du Ministère.

Dans le cadre du programme Fonction publique 2000 et à la suite de l'Examen ministériel, le Ministère a réaffecté des employés et procédé à des réductions par attrition. Le volet formation a été renforcé et un ombudsman ministériel a été nommé.

Les auteurs de l'Examen ministériel ont également souligné la nécessité de créer un Secteur des affaires consulaires, de l'immigration et des passeports. Au cours de l'année civile 1990, par l'intermédiaire des missions à l'étranger, le Ministère a délivré 181 902 visas d'immigrant et 644 889 visas de visiteur. À l'heure actuelle, 5,6 millions de passeports canadiens sont en circulation.

Le Ministère a continué d'améliorer ses réseaux d'ordinateurs pour les communications et l'extraction de données. Ainsi, avec le réseau MITNET, on peut combiner et acheminer voix, données, télécopie et messages, grâce à des techniques de pointe conçues au Canada.

Afin de réduire les loyers, qui sont très élevés dans certains pays étrangers, le Canada investit davantage dans l'immobilier et ce, grâce au Programme d'acquisition à long terme. Une des principales réalisations cette année a été la rénovation de notre ambassade à Tokyo, qui a coûté 200 millions de dollars.

---

## CONCLUSION

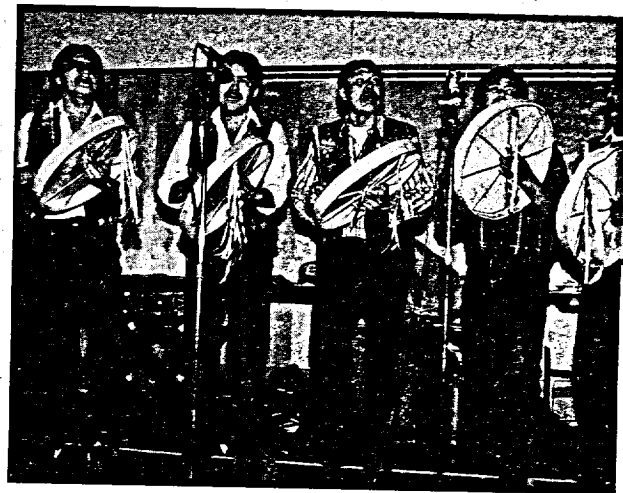
En raison de la complexité et de l'instabilité de la conjoncture mondiale, des réalités économiques de la récession, de la restructuration interne et des restrictions financières, cette année a été éprouvante pour le Ministère sur le plan des ressources. À tous les niveaux, les employés ont fait preuve de diligence et d'initiative, ce qui est à leur honneur. Avec

leur concours, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada continuera à promouvoir le Canada au pays et à l'étranger, à favoriser les échanges internationaux et à influencer sur la politique étrangère du gouvernement dans les années à venir et à l'appliquer.

# LE CHAPITRE DEUX LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

## Points saillants

- Le Canada siège au conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.
- Premier rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires.
- La Canada exerce un contrôle sur les exportations à destination de l'Iraq.
- Le Sommet économique de Houston lance le dialogue avec l'Union soviétique.



Spectacle de danses rituelles présenté par les autochtones de la bande des Dene du village de Dettah à la rencontre d'avril 1990 à Yellowknife sur l'Initiative de protection du milieu arctique des huit pays circumpolaires.

## LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Après un ralentissement pendant le dernier semestre de 1990, la croissance économique dans les pays industrialisés a stagné pendant le premier semestre de 1991. Des conditions monétaires restrictives et une baisse marquée de la confiance des consommateurs par suite de la guerre du Golfe ont généré une croissance économique moyenne évaluée à 1,5 % pour le dernier semestre de 1990 et à 0,3 % pour le premier semestre de 1991, comparativement à 4 % en 1989. Les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada sont entrés en récession. La France et l'Italie ont vu leurs taux de croissance se rapprocher de zéro et ceux du Japon et de l'Allemagne ont ralenti. À la fin de la période à l'étude, il y avait toutefois des indications claires d'une reprise de la croissance dans les pays industrialisés, bien que dans certains cas cette croissance ne faisait encore que s'amorcer.

On évalue à 10 % le déclin économique enregistré par les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, par suite de l'effet de la transition vers les prix mondiaux, de règlements en devises convertibles et de la perte du marché soviétique dominant. Pendant

les six premiers mois de 1991, il y avait cependant des signes qu'une restructuration interne et des courants financiers externes contrebalançaient, dans une certaine mesure, ces éléments négatifs.

Dans les pays en développement, les taux de croissance ont chuté en raison du déclin survenu dans les pays industrialisés. Les exceptions ont été les pays exportateurs de pétrole qui ont bénéficié, pendant une brève période, de prix du pétrole élevés au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Iraq, et certaines économies en Asie dont la croissance est restée relativement forte. Les pays africains sont demeurés aux prises avec d'énormes difficultés économiques en raison de la baisse des taux des échanges des produits provenant de ressources et des difficultés continues causées par des niveaux d'endettement élevés. En Amérique latine, l'adoption, par certains pays, de programmes de réforme destinés à éliminer les obstacles au commerce et à attirer un financement extérieur a commencé à porter fruit, mais le fardeau de la dette a continué de limiter les investissements et la croissance.

## TENDANCES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA

Les exportations canadiennes ont progressé de 7,2 % en 1990, ce qui représente une hausse considérable par rapport à la croissance de 0,1 % que l'on a connue en 1989. En même temps, les importations de marchandises n'ont augmenté que de façon marginale, soit de 0,8 %, en baisse par rapport à l'augmentation de 3,1 % de 1989. L'essor des exportations témoigne du maintien de la croissance de la demande mondiale de marchandises canadiennes, tandis que le ralentissement de l'augmentation des importations reflète l'incidence de la récession sur la demande intérieure pendant le deuxième semestre de 1990.

En contrecoup de cette croissance des exportations et de la stagnation des importations, la balance commerciale a enregistré un excédent de 12,4 milliards de dollars, soit 8,9 milliards de dollars de plus qu'en 1989.

Le volume des exportations canadiennes, s'ajustant aux changements de prix, a grimpé de 4,5 %, alors qu'il était de 1,1 % en 1989, tandis que les importations déclinaient marginalement de 0,4 % après une hausse de 4,8 % en 1989.

La part canadienne du commerce international de marchandises s'est rétrécie quelque peu pour se fixer à un peu moins de 4 % en 1990.

Les termes de l'échange du Canada ont perdu 2 % en 1990 après trois années consécutives d'amélioration. Cette dégradation s'explique par un déclin des prix des produits non énergétiques causé surtout par un ralentissement de la demande mondiale. Les cours de nombreux métaux de base ont chuté en flèche en 1990, comme d'ailleurs les prix à l'exportation des pâtes et papiers, témoignant d'une diminution de la demande pour ces produits. Les cours des céréales ont également baissé en raison de l'excellence des récoltes ainsi que de l'importance des subventions agricoles accordées par certains pays. Une forte augmentation des cours du pétrole brut dans le deuxième semestre de l'année, due à l'incertitude provoquée par la guerre du golfe Persique, a toutefois eu pour effet de neutraliser les pertes en partie. Les cours du pétrole brut à l'importation et à l'exportation ont suivi en général une courbe parallèle pendant cette période.

La composition des exportations canadiennes a changé quelque peu en 1990. En raison de ventes déprimées sur le marché américain, les exportations de pièces et de véhicules automobiles ont chuté de 700 millions de dollars, ce qui représente le premier déclin en quatre ans. Ainsi, pour la première fois en 20 ans, les autres produits manufacturés formaient une plus grande part des exportations

canadiennes. Par ailleurs, d'autres catégories ont connu une augmentation de 3,6 milliards de dollars en 1990, grâce en particulier à un bond de 2 milliards de dollars au chapitre de l'exportation de matériel de communications et d'électronique et de 1 milliard de dollars à celui des produits et pièces aéronautiques. Les autres groupes de produits qui ont contribué à la croissance globale des exportations en 1990 sont les suivants : le blé (hausse de 800 millions de dollars), le pétrole brut (augmentation de 1,2 milliard de dollars), le gaz naturel et les autres produits énergétiques (croissance de 1,1 milliard de dollars). Les exportations de ressources naturelles non énergétiques ont connu un déclin dans les catégories du bois, des pâtes et des papiers ainsi que des métaux et des minéraux.

Malgré des gains dans certains secteurs, les importations canadiennes n'ont progressé que de façon marginale du fait que la majorité des groupes particuliers de produits d'importation ont connu un recul. Les importations de pièces et de véhicules automobiles ont subi le déclin le plus important (1,5 milliard de dollars), en raison du ralentissement de l'activité économique et de la demande de produits de consommation au Canada pendant l'année. Les autres produits manufacturés et les ressources naturelles non énergétiques ont enregistré une régression de 0,7 et de 0,4 milliard de dollars, respectivement. Ces baisses ont été compensées par des importations de pétrole brut qui ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, à cause de la hausse des cours du pétrole dans les débuts de la crise du golfe Persique. Par ailleurs, les importations de produits alimentaires ont grimpé de 0,5 milliard de dollars tandis que les importations des autres produits de consommation faisaient un bond de 0,8 milliard de dollars.

Les exportations de marchandises canadiennes dans le monde ont progressé de 3,3 % en 1990. Comme l'illustre le tableau 2.1, la forte croissance des exportations aux États-Unis (9,6 %) constitue le principal facteur de l'augmentation globale des exportations. Les exportations vers l'Europe ont également augmenté de 6,3 % en 1990, grâce notamment à un bond de 38 % en Europe de l'Est et en URSS. Le Canada a également accru ses exportations vers l'Afrique et l'Amérique du Sud, avec une forte hausse de 15 %. Ces gains ont été en partie annulés par un déclin des exportations vers l'Asie-Pacifique, le Moyen-Orient, ainsi que l'Amérique centrale et les Antilles, de 3,9, 10,5 et 16,6 %, respectivement.

Pour la majorité des autres régions de commerce extérieur, les importations ont décliné. Celles en provenance de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine ont chuté de 0,5 et de 12,5 %, respectivement. En revanche, on a assisté à une hausse de 8,9 % des importations d'origine européenne et de 17,9 % de celles qui proviennent de la région constituée par l'Afrique et le Moyen-Orient.

L'excédent commercial du Canada s'est accru de 3,8 milliards de dollars en 1990 pour se fixer à 10,9 milliards. Le principal facteur de cette montée

en flèche a été la hausse de 5,4 milliards de dollars de l'excédent commercial avec les États-Unis qui a atteint 17,5 milliards de dollars. Le déficit de la balance commerciale avec l'Europe et l'Asie-Pacifique s'est quelque peu intensifié en 1990, atteignant 4,4 et 3,3 milliards de dollars, respectivement. Le déficit commercial avec l'Amérique latine s'est redressé de 0,5 milliard de dollars, se chiffrant à 1,9 milliard, tandis que le modeste excédent avec la région de l'Afrique et du Moyen-Orient est passé de 0,6 à 0,2 milliard de dollars.

**TABLEAU 2.1**

**PRINCIPAUX  
MARCHÉS DU  
CANADA,  
EXPORTATIONS DE  
MARCHANDISES,  
IMPORTATIONS  
ET SOLDES  
COMMERCIAUX**

(BASE DOUANIÈRE)  
(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)

Commerce des marchandises avec :	Exportations 1990	Variation en p. 100 sur 12 mois 1990-1989	Importations 1990	Variation en p. 100 sur 12 mois 1990-1989	Solde commercial 1989	Solde commercial 1990
Le monde	148 665	7,2	136 224	0,8	3 510	12 440
Les États-Unis	111 381	9,6	87 895	(0,2)	13 488	23 486
L'Europe	15 780	6,3	20 227	8,9	(3 723)	(4 446)
Europe de l'Ouest	14 459	4,1	19 627	9,0	(4 112)	(5 167)
dont la CE (12)	12 191	2,5	15 616	4,7	(3 025)	(3 425)
Europe de l'Est et USSR	1 321	38,0	600	5,6	389	721
L'Asie - Pacifique	16 237	(3,9)	19 535	(0,5)	(2 751)	(3 299)
Asie	15 143	(2,7)	18 540	(1,1)	(3 181)	(3 397)
dont le Japon	8 230	(6,9)	9 523	(0,4)	(719)	(1 293)
et la Chine	1 655	44,4	1 394	17,9	(36)	262
Pacifique	1 094	(17,3)	995	11,6	430	99
L'Amérique latine	2 703	(3,0)	4 582	(12,5)	(2 449)	(1 879)
Amérique du Sud	1 378	15,0	2 198	(11,9)	(1 298)	(821)
Amérique centrale et Antilles	1 325	(16,6)	2 383	(13,0)	(1 151)	(1 058)
Africa - M.-Orient	2 521	(1,1)	2 283	17,9	611	238
Moyen-Orient	1 434	(10,5)	1 157	48,5	824	277
Afrique	1 087	15,0	1 126	(2,7)	(213)	(39)

Source : Base de données Cansim

## ACTIVITÉS COMMERCIALES MULTILATÉRALES

### ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (GATT)

Le GATT prévoit des concessions tarifaires et un traitement mutuel de « la nation la plus favorisée » entre les pays participants, en plus de fixer les règles et de prendre des règlements régissant la conduite du commerce international.

La Direction des affaires du GATT fait connaître aux autres ministères gouvernementaux la façon dont la législation fédérale et provinciale correspond aux exigences du GATT. Elle examine également les initiatives législatives des autres membres et défend les intérêts du Canada contre les violations possibles des obligations au titre de l'Accord.

Pendant la dernière année, la Direction a défendu les intérêts commerciaux et économiques du Canada dans l'enceinte du GATT sur plusieurs fronts :

- Adhésion du Salvador et du Guatemala au GATT;
- Admission de l'URSS à titre de pays observateur;
- Incidence de l'unification de l'Allemagne;
- Accord de libre-échange canado-américain;
- Importation, distribution et vente de la bière par des offices de commercialisation provinciaux;
- Accès du blé canadien à la Communauté économique européenne;
- Interdiction nationale de produits et autres substances dangereuses; et
- Interrelations du commerce et de l'environnement.

### PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le Canada a des intérêts internationaux importants dans le domaine des brevets, des droits d'auteur, des puces de semi-conducteurs, des designs industriels, des marques de commerce, des noms commerciaux et des appellations d'origine. La Direction de la propriété intellectuelle s'emploie à protéger ces intérêts, en donnant accès aux technologies étrangères qui accroissent la compétitivité du Canada. La Direction veille également à ce que les mesures étrangères relatives à la propriété intellectuelle ne nuisent pas aux exportations et au commerce canadiens.

Le Canada est un membre actif de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et il participe de près aux négociations actuelles du GATT sur la propriété intellectuelle liée au commerce.

La Convention internationale pour la protection des obtentions végétales est entrée en vigueur au Canada en 1991, instituant un système pour la protection des nouveautés végétales.

### ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Le ministre du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie, a dirigé, au mois de mai, la délégation canadienne à la rencontre ministérielle annuelle de l'OCDE.

Une bonne partie des travaux a porté sur les non-membres et, en particulier, sur l'amélioration du dialogue avec les pays asiatiques à l'économie dynamique afin de promouvoir leur intégration au système international des échanges.

La participation du Canada au Comité des échanges de l'OCDE favorise le fonctionnement sans heurts du système international des échanges. Parmi les activités dans ce domaine, signalons le compte rendu des initiatives des membres en matière de politique commerciale, l'évaluation de l'avancement des négociations commerciales de l'Uruguay Round et l'analyse de l'utilisation, de l'incidence et de l'interdépendance des divers instruments de politique commerciale.

En décembre 1990, les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont tenu leur réunion annuelle de haut niveau. Ils ont étudié les implications des activités de l'année précédente sur la coopération en matière de développement et discuté de la crise dans le Golfe et de la fin de la Guerre froide qui posent de nouveaux défis tant aux pays développés qu'aux pays en développement. Ils se sont réjouis qu'un consensus de plus en plus large se dégage face à l'importance de ces questions et ils se sont déclarés en faveur de mesures spéciales visant à répondre aux besoins urgents des pays en développement aux prises avec des répercussions complexes.

Le Programme technologie/économie, qui consiste en une importante étude de trois ans sur les relations entre les progrès technologiques, le développement économique et l'adaptation sociale, a atteint son point culminant lors de la conférence de clôture qui s'est tenue à Montréal en mars.

Le Comité de l'agriculture de l'OCDE ainsi que le Groupe de travail mixte du Comité de l'agriculture et le Comité des échanges ont continué à suivre de près les politiques agricoles nationales.

Le Comité des échanges s'est engagé dans une autre sphère importante d'activités, à savoir l'analyse des interrelations entre le commerce et l'environnement.

Le Comité des pêches a continué à produire des rapports détaillés de surveillance des activités de pêche et, avec l'encouragement de la délégation



canadienne, a passé en revue officiellement les principaux éléments nouveaux de la politique des États membres de l'OCDE en matière de pêche.

#### **BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)**

La BERD, qui a son siège social à Londres, a été inaugurée officiellement du 15 au 17 avril 1991, après un an de préparatifs auxquels le Canada a participé activement. La mission de la BERD est de faciliter la transition des pays de l'Europe centrale

et de l'Europe de l'Est vers l'économie de marché et la démocratie. L'avoir du Canada dans la Banque est de 3,4 %, ce qui lui assure un siège au conseil d'administration. Le ministre des Finances agit à titre de gouverneur de la Banque et son substitut est le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les questions qui intéressent le Ministère tout particulièrement sont celles qui touchent aux débouchés commerciaux et aux occasions d'investissement pour les entreprises canadiennes, ainsi que celles qui se rapportent à la politique de la Banque en matière d'environnement et de droits de la personne.

### **AFFAIRES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE FINANCES ET D'INVESTISSEMENT**

#### **SOMMET ÉCONOMIQUE ANNUEL**

Le Sommet économique de Houston, qui a eu lieu en juillet 1990, a surtout mis l'accent sur trois dossiers : l'URSS, les échanges et l'environnement. Les autres questions abordées incluent l'accession à la démocratie, les relations avec les pays en développement, l'endettement et les stupéfiants.

Les chefs d'État présents au Sommet ont répondu à une lettre du président Gorbatchev, de l'URSS, qui cherchait à établir le dialogue. Ils ont demandé que d'ici la fin de 1990 le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'OCDE et le président désigné de la BERD, en collaboration avec la Commission de la Communauté européenne, entreprennent une étude détaillée de l'économie de l'Union soviétique, afin de présenter des recommandations de réforme. L'étude doit en outre fixer les critères permettant à l'aide économique occidentale d'appuyer ces réformes efficacement.

L'Uruguay Round des Négociations commerciales multilatérales s'est vu accorder la priorité absolue dans le programme économique international. Les chefs d'État présents au Sommet ont fait savoir clairement qu'il était essentiel de débloquer le dossier de l'agriculture mondiale et qu'ils prendraient les décisions politiques nécessaires, si difficiles soient-elles, pour atteindre des résultats concrets et durables dans tous les secteurs de négociation. Les chefs d'État ont en outre convenu de l'opportunité de se pencher sur l'idée d'une organisation internationale du commerce à la fin des négociations.

Les chefs d'État se sont déclarés en faveur de la Deuxième conférence mondiale sur le climat et de la

ratification des grandes lignes d'une convention sur les changements climatiques d'ici 1992. Ils ont en outre convenu de négocier une convention mondiale sur les forêts. Les initiatives canadiennes sur les indicateurs environnementaux, les sources terrestres de pollution littorale, la surpêche et l'éco-étiquetage (inclusion à titre volontaire d'information environnementale sur les biens de consommation) ont été reconnues et incluses dans le communiqué.

Les chefs d'État présents au Sommet ont célébré le rétablissement de la démocratie en Europe centrale et en Europe de l'Est, ainsi qu'un peu partout dans le monde, et ont exprimé leur détermination à aider les autres peuples à réaliser et à maintenir la prospérité économique et la liberté politique. Les chefs d'État ont signalé que les perspectives de rapprochement avec la Chine seraient améliorées par une nouvelle réforme économique et politique, notamment dans le domaine des droits de la personne.

La Déclaration sur les questions transnationales a réitéré la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes et faisait état des préoccupations suscitées par la menace que fait peser sur la sécurité internationale la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que des systèmes de lancement d'engins à missiles balistiques.

#### **ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT**

La Direction de l'énergie et de l'environnement a participé activement à une grande variété de conférences et de négociations. Les plus importantes sont les suivantes : la Réunion d'examen du Protocole de Montréal relatif à l'ozone (Londres, juin 1990),

la rencontre du Groupe intergouvernemental de l'évolution du climat (Suède, août 1990), et la Deuxième conférence mondiale sur le climat (Genève, octobre 1990).

Le Secrétariat du Fonds multilatéral du Protocole de Montréal a été établi à Montréal. Le Secrétariat est chargé de dispenser des fonds et des technologies aux États désireux de remplacer des équipements désuets.

La Direction a élaboré la position du Canada en vue de la négociation d'une Convention sur les changements climatiques et une Convention sur la diversité biologique, qui a commencé au début de 1991. La Convention sur la biodiversité viserait à encourager la conservation des formes de vie actuellement menacées d'extinction.

La Direction a joué un rôle de premier plan dans l'Initiative de protection du milieu arctique des huit pays circumpolaires (Canada, États-Unis, URSS, Norvège, Finlande, Suède, Islande et Danemark). Le Canada a organisé la rencontre d'avril 1990 à Yellowknife où les délégués ont ébauché la Stratégie concernant l'environnement arctique.

L'invasion du Koweït par l'Iraq en août 1990, de même que l'embargo subséquent sur les achats de pétrole à ces pays, a remis sur le tapis la question de la sécurité énergétique. En collaboration avec le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, la Direction a présidé au contrôle de l'évolution des marchés pétroliers internationaux et à l'élaboration d'une position commune à l'égard de la crise au nom des membres de l'Agence internationale de l'énergie. La Direction a coordonné les aspects internationaux de la participation canadienne au nettoyage des déversements de pétrole dans le Golfe.

La Direction de l'énergie et de l'environnement a participé aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), qui doit avoir lieu à Rio de Janeiro en juin 1992. Les deux premiers comités préparatoires de la CNUED se sont réunis à Nairobi en août 1990 et à Genève en mars 1991. Le Canada compte parmi les principaux bailleurs de fonds pour les opérations préparatoires à la CNUED, avec un apport de 1,5 million de dollars versé au Secrétariat de la Conférence, dirigé par le secrétaire général Maurice Strong, une contribution de 500 000 \$ à l'Institut international pour l'analyse des systèmes évolués en vue d'une étude d'envergure pour le compte de la CNUED et le « Fonds pour l'hirondelle noire » de 1,5 million de dollars destiné à aider le gouvernement du Brésil ainsi que les organisations non gouvernementales à se préparer à accueillir le monde entier à la CNUED en 1992.

## RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Les programmes d'aide publique au développement demeurent le principal instrument du Canada dans sa lutte contre la pauvreté dans le monde. Ce qu'il convient d'assurer, toutefois, c'est un développement durable à long terme, c'est-à-dire qui soit stable sur les plans politique, économique, environnemental, social et culturel. C'est pourquoi le Canada s'emploie à intégrer des programmes d'action économiques appropriés, des mécanismes ouverts de commerce international, des mesures d'allègement de la dette, les principes de « bon gouvernement », les droits de la personne et la protection de l'environnement à sa politique de développement.

Si le Canada a adopté ce cadre général, c'est que les perspectives des pays en développement sont étroitement liées à des facteurs financiers, commerciaux et environnementaux de dimension mondiale. Ces facteurs, pour leur part, déterminent la disponibilité et le coût du financement extérieur, la valeur des exportations, l'accès aux marchés, les capitaux d'investissement et les transferts de technologie. Les négociations d'Uruguay visent à ouvrir les marchés internationaux, qui sont essentiels à la croissance économique des pays en développement.

Il est également important de trouver une solution au lourd endettement des pays en développement. Dans sa réponse au rapport de 1990 du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur sur l'endettement international et le développement, publié pendant l'année, le gouvernement s'est dit d'avis que bon nombre des pays les plus pauvres devront compter sur de nouvelles mesures importantes d'allègement de leur dette. Ces mesures d'allègement doivent être liées à l'adoption de politiques économiques judicieuses et à la promotion du développement durable dans les pays bénéficiaires.

Au cours de la dernière année, le Canada a participé activement à des discussions d'orientation avec les banques de développement régional et les organismes de l'ONU afin de favoriser une meilleure compréhension de la gamme complexe de facteurs qui influent sur le développement durable.

## ENDETTEMENT INTERNATIONAL

La volonté de réforme et de croissance économiques dans les pays en développement est entravée par le poids de l'endettement international. La communauté internationale a réagi à ce problème en prenant des mesures diverses d'allègement de la dette. Les États qui sont incapables d'assurer le service de

leur dette bilatérale officielle rencontrent les pays créanciers au Club de Paris, où ces derniers, traditionnellement, acceptent de rééchelonner leurs prêts sur de longues périodes de remboursement.

Le Canada a appuyé énergiquement, en septembre 1990, un accord entre les pays créanciers visant à accorder aux États à revenus moyens inférieurs des conditions plus favorables de rééchelonnement, dont des délais plus longs de remboursement et des échanges de créances limités à titre volontaire. Le Canada a défendu l'entente conclue par les créanciers en 1988 afin d'accorder des privilèges de rééchelonnement aux pays les plus pauvres et a de nouveau pris les devants dans les discussions du Club de Paris pour améliorer ces conditions, arguant de la nécessité d'accorder un allègement considérablement plus important.

#### **RÉDUCTION DE LA DETTE DE LA POLOGNE**

En mars 1991, une délégation du gouvernement polonais et les pays créanciers du Club de Paris ont conclu une entente de réduction de 50 % de la dette polonaise, qui a fait date. Selon l'entente, la réduction devait se faire en deux temps, le deuxième étant lié à l'obligation de mener à bonne fin le programme de rajustement économique préconisé par le FMI. Le but du Club de Paris était d'appuyer le courageux programme polonais de réforme économique, destiné à remplacer un régime d'économie planifiée peu producteur par un régime ouvert d'économie de concurrence. Aux termes de l'entente, le Canada recevra des remboursements de la Pologne pour la première fois depuis dix ans.

#### **AIDE À LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE ET À LA HONGRIE**

Le Canada appuie sans réserve les transformations politiques et économiques qui voient le jour en Europe de l'Est. Dans le cadre d'une action concertée

avec les autres pays industrialisés du G-24, le Canada a convenu d'accorder une aide exceptionnelle au titre de la balance des paiements, qui se chiffre à 25 millions de dollars US pour la République fédérative tchèque et slovaque et à 12,5 millions de dollars US pour la Hongrie, afin de faciliter leur passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. Le Gouvernement du Canada offre des garanties sur prêt pour permettre aux institutions financières canadiennes de prêter à des taux concurrentiels et à plus long terme. Ces garanties sur prêt seront administrées par le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur en étroite collaboration avec le ministère des Finances.

#### **ACCORDS RELATIFS À LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS**

Le Canada a poursuivi l'exécution de son programme d'accords bilatéraux relatifs à la protection des investissements étrangers, destinés à protéger les investisseurs canadiens à l'étranger et les investisseurs étrangers au Canada selon une formule de réciprocité. Les premiers accords ont été conclus avec l'URSS, la Pologne et la République fédérative tchèque et slovaque. Les négociations se sont poursuivies avec la Hongrie et touchent maintenant la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, l'Argentine et l'Uruguay.

#### **INITIATIVE CANADIENNE EN MATIÈRE DE CRÉDITS À L'EXPORTATION**

S'appuyant sur une initiative canadienne prise au Sommet économique de Houston en 1990, le Canada a continué à soutenir activement les efforts de l'OCDE visant à renforcer les règlements internationaux concernant l'utilisation des subventions aux crédits à l'exportation, qui créent des distorsions dans le commerce et l'aide internationale. Les négociations devraient prendre fin en 1991.

---

## **POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS INDUSTRIELS**

Au moyen de l'application efficace d'accords commerciaux, le Canada a multiplié les efforts en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises de fabrication canadiennes, leur adaptation technologique et leur accès aux marchés étrangers. Les mêmes objectifs ont également incité à l'élaboration de meilleurs règlements internationaux sur les normes techniques, les règles d'origine et d'autres pratiques touchant le commerce des produits industriels.

Le Canada a continué à promouvoir un contexte d'échanges stable, mais sans restrictions, afin de favoriser la compétitivité et l'efficacité de l'industrie automobile.

Un des objectifs de la politique commerciale du Canada est de promouvoir l'abolition du commerce administré de l'acier afin de permettre la restructuration concurrentielle de ce secteur. Grâce à sa participation au Comité de l'acier de l'OCDE, le Canada a pu maintenir ces objectifs. Dans un effort pour empêcher la perturbation du commerce de l'acier canadien, la Direction de la politique relative au commerce des produits industriels a surveillé les exportations et les importations d'acier afin

d'obtenir des données sur le commerce plus rapidement et avec plus de précision.

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la négociation d'une entente du GATT plus générale sur les obstacles techniques au commerce dans le cadre de l'Uruguay Round. Cette entente aura pour effet d'améliorer l'accès des exportations canadiennes aux divers marchés une fois que les négociations d'Uruguay seront terminées.

Le rapport du Groupe de travail sur les normes, les essais et l'homologation d'Europe 1992 a été parachevé et des mesures ont été prises en vue d'améliorer la circulation de l'information sur les nouvelles normes internationales. Les organismes de réglementation fédéraux, le Conseil canadien des normes ainsi que les représentants des provinces et de l'industrie ont tous été consultés. Le cheminement de l'information permettra à l'industrie d'améliorer sa position concurrentielle sur les marchés mondiaux et de rendre plus efficaces les commentaires du Canada sur les normes étrangères et les nouveaux critères d'homologation.

---

## **POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS AGRICILES**

Les objectifs de la politique canadienne en matière de commerce des produits agricoles sont de favoriser la réduction des barrières commerciales et des subventions qui ont des effets perturbateurs sur les échanges commerciaux, ainsi que l'établissement de nouvelles règles commerciales applicables à tous les pays.

En 1990-1991, la priorité du Ministère a été de continuer à défendre la position du Canada sur la réforme de l'agriculture dans le cadre de l'Uruguay Round du GATT. Le Canada a également discuté du dossier de l'agriculture au sein de l'OCDE, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et au moyen

de négociations bilatérales avec ses principaux partenaires commerciaux. À l'OCDE, le Canada a participé aux nouvelles mesures d'intégration des politiques en matière d'agriculture et d'environnement qui ont une incidence sur le commerce.

Les autres enceintes importantes où le Canada a fait porter les efforts sont le Groupe de Cairns, les Consultations Canada-Nicaragua sur le boeuf, les Audiences publiques du Groupe d'étude sur la politique laitière, l'Organisation internationale du sucre, le Conseil des céréales et les réunions préparatoires aux négociations de l'Accord de libre-échange nord-américain.

---

## **POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES PRODUITS DE LA PÊCHE**

Le Canada a poursuivi ses initiatives diplomatiques, juridiques et relationnelles pour lutter contre la surpêche sur la côte est. Il a continué à demander le respect, par les flottes étrangères, des dispositions du programme de conservation/gestion des pêcheries et des mesures établies par l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO). Dans ce contexte, le Canada a oeuvré pour améliorer la coopération internationale, notamment de la part de la Communauté européenne (CE), dans le domaine de la recherche scientifique, de la surveillance et du contrôle, ainsi que dans le but de restreindre la pêche par les parties non membres de

l'OPANO dans la région relevant de la compétence de l'OPANO.

Le Canada, qui figure parmi les principaux défenseurs des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU concernant la pêche aux filets dérivants pratiquée sur une grande échelle, a continué à exercer des pressions en vue de mettre un terme à cette pratique sur la côte du Pacifique, en l'absence de mesures de conservation efficaces. Le Canada a également travaillé en étroite collaboration avec les États-Unis pour contrer la pêche et la commercialisation illégales du saumon par des exploitants du Sud-Est asiatique.

---

## **POLITIQUE RELATIVE AU COMMERCE DES RESSOURCES ET DES PRODUITS DE BASE**

Les efforts en matière de politique sur le commerce des produits de base ont porté sur la suppression des obstacles aux exportations canadiennes de produits à base de ressources naturelles. Le Canada s'est opposé au règlement proposé par la Communauté européenne sur le séchage au four, qui vise à combattre la menace que représenterait le nématode du pin. Ce règlement pourrait nuire gravement au commerce de bois d'oeuvre avec la CE. Les menaces que font peser sur le commerce les campagnes contre les pratiques canadiennes d'aménagement forestier ont également donné lieu à une contre-offensive. La Direction de la politique relative au commerce des ressources et des produits de base a mené à bien des discussions avec la CE en vue d'augmenter, en 1990, les contingents d'exportation du papier journal canadien.

Une attention accrue a été accordée aux initiatives en matière de santé (amiante et métaux lourds) et d'environnement ayant une incidence possible sur le commerce des produits de base. Les discussions aboutiront à un nouveau règlement sur la gestion des déchets et sur le transport des déchets

dangereux. Des conseils ont été prodigués à l'industrie en vue de parer aux propositions législatives potentiellement nuisibles des États-Unis dans des dossiers comme le recyclage du papier journal. Par ailleurs, la Direction s'est employée à mettre au point des mécanismes de collaboration entre le gouvernement et l'industrie sur les questions environnementales ayant une incidence sur le commerce des produits de base.

Le Canada intervient de façon dynamique au sein d'un certain nombre d'organismes internationaux intéressés par les produits de base. Le règlement financier récemment adopté par le Fonds commun pour les produits de base protégera les intérêts financiers des actionnaires et assurera la souplesse opérationnelle de l'organisation. Le Canada a joué un rôle de premier plan pour la mise sur pied du Groupe d'étude international sur le nickel, qui a vu le jour en juin 1990, et pour l'élaboration de propositions visant la création d'un groupe d'étude international sur le cuivre. L'industrie minière soutient sans réserve ces organismes.

---

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA- ÉTATS-UNIS (ALE)

Après plus de deux ans d'application, l'ALE fonctionne bien et contribue à entretenir le commerce bilatéral de 203 milliards de dollars entre le Canada et les États-Unis. À la demande de l'industrie, on a procédé à la négociation d'une première série de réductions accélérées des droits de douane et celles-ci sont entrées en vigueur le 1er juin 1990, diminuant les droits de douane applicables à un segment du commerce bilatéral d'une valeur de 6 milliards de dollars. Une deuxième série de réductions accélérées des droits de douane sur 250 articles, touchant un bloc de 2 milliards de dollars du commerce bilatéral, a pris effet en juillet 1991.

Afin de maintenir et d'améliorer l'accès au marché, on a assoupli et affiné les dispositions relatives au séjour temporaire des gens d'affaires et celles touchant les règles d'origine de l'ALE ont fait l'objet de discussions bilatérales. Neuf groupes de travail techniques continuent à s'efforcer de supprimer les obstacles techniques au commerce des produits agricoles et alimentaires. Un groupe de travail sur les services a été créé. Il a pour mandat de mettre en évidence les possibilités de libéraliser davantage le commerce des services. Le Groupe chargé d'étudier le secteur de l'automobile travaille actuellement à un rapport sur la compétitivité globale de l'industrie automobile. Ce rapport est attendu au début de l'année 1992.

Le Canada a exercé ses droits au titre des mécanismes de règlement des différends de l'ALE pour l'interprétation, par un groupe spécial bilatéral, des obligations en vertu du chapitre 18 de l'Accord et l'examen, par un groupe spécial bilatéral, des sanctions commerciales prévues au chapitre 19. Un nouveau cas, celui du règlement américain sur la taille des homards, a été porté par le Canada à l'attention du groupe spécial bilatéral chargé du chapitre 18. Le groupe spécial a jugé que la mesure américaine était d'ordre interne et non une restriction des importations, comme le soutenait le Canada.

Le litige s'est résorbé du fait que les États-Unis ont modifié le règlement sur la taille des homards.

Quatre nouveaux cas au titre du chapitre 19 ont été déposés par l'industrie canadienne et cinq litiges ont été tranchés. Les plus importants d'entre ces derniers avaient trait à des allégations de droits compensatoires sur le porc. Les groupes spéciaux bilatéraux ont modifié la décision américaine concernant le niveau des subventions et renversé la décision relative à la question du préjudice. Les États-Unis ont par la suite saisi un comité de contestation extraordinaire de l'affaire du préjudice, sans succès.

L'ALE a par ailleurs été un facteur décisif pour assurer au Canada l'accès au marché, malgré des mesures protectionnistes américaines. En 1990, le Canada a bénéficié d'une dispense aux prescriptions des lois américaines limitant les importations de textiles et d'attaches, interdisant le transport de billets de loterie et appliquant le droit antitrust aux participations étrangères à des coentreprises. L'ALE a en outre permis à des compagnies canadiennes aux États-Unis de maintenir leur admissibilité aux marchés publics américains dans le cadre de la *Small Business Administration*.

La Commission mixte du commerce canado-américain, constituée du ministre canadien du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie, et de la représentante américaine du commerce international, M<sup>me</sup> Carla Hills, s'est réunie le 18 mai et le 11 octobre 1990 pour examiner le fonctionnement de l'ALE. Ces rencontres contribuent à assurer l'application efficace de l'Accord.

La consultation des provinces et des territoires concernant l'ALE a été coordonnée par le Comité sur l'Accord de libre-échange. Il y a eu neuf réunions d'examen de diverses questions. Enfin, la gestion globale de l'ALE a été discutée à l'occasion de trois réunions fédérales-provinciales des ministres du Commerce pendant cette période.

---

## CONTRÔLES À L'EXPORTATION

En mars 1991, le Ministère a rendu public son premier Rapport annuel sur l'exportation de marchandises militaires du Canada pour l'année 1990. Le rapport donnait suite à l'engagement pris par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, devant les Nations Unies de rendre les transferts d'armes aussi transparents que possible. La sécurité régionale, l'augmentation de la confiance, la prolifération et les transferts d'armements, ainsi que les préoccupations concernant la dissémination des armes de destruction de masse ont continué à prendre de l'importance. Les efforts de M. Clark en vue de promouvoir la non-prolifération ont abouti à une participation active du Canada au Régime de contrôle de la technologie des missiles et au Groupe de l'Australie visant à convaincre les pays détenteurs d'une technologie

précurseur de missiles et d'armes chimiques d'adhérer à ces organismes de non-prolifération.

L'invasion du Koweït par l'Iraq, en août 1990, a incité le Gouvernement du Canada à prendre des mesures immédiates pour interdire toute transaction commerciale, économique et financière avec ces deux pays au moyen du Règlement des Nations Unies sur l'Iraq.

Pour une deuxième année, le Canada a participé activement à la révision de la liste des produits contrôlés publiée par le Comité de coordination chargé du contrôle des échanges multilatéraux. Une nouvelle Liste de marchandises d'exportation contrôlée a été rendue publique en août 1990. On s'attend à de nouvelles réductions d'importance dans les listes de contrôle.

---

## CONTRÔLES À L'IMPORTATION

La Loi sur les licences d'exportation et d'importation autorise le secrétaire d'État aux Affaires extérieures à délivrer des licences d'importation aux résidents du Canada qui présentent une demande d'importation de produits figurant sur la Liste des marchandises d'importation contrôlée.

Les marchandises énumérées ci-après figurent sur cette liste et sont donc assujetties aux exigences de licence de même que, dans certains cas, à des restrictions quantitatives : dinde, poulet, oeufs de couvoir de poulets à griller et poulets de reproduction, oeufs, lait, beurre, fromage, crème glacée, yogourt, orge, produits d'acier au carbone et d'acier de spécialité, espèces menacées d'extinction. Les sanctions à l'importation de produits d'origine sud-africaine sont également appliquées sous le régime de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Étant donné que la Loi est le principal instrument législatif de soutien des programmes de gestion de l'offre par la protection des frontières [autorisée en vertu de l'alinéa XI 2(c)(i) du GATT], on assiste à de fréquentes interactions avec les offices nationaux de commercialisation des produits agricoles, le secteur privé, les autres ministères de l'État et les gouvernements étrangers aux fins de son exécution.

La réglementation des importations porte souvent à controverse du fait que des avantages financiers importants peuvent être associés au droit d'importer des produits contrôlés nationalement.

## TEXTILES ET VÊTEMENTS

Le principal objectif de la politique canadienne relative à l'importation de vêtements est de faire en sorte que le rythme de croissance des importations ne mette pas en péril l'industrie nationale. À cette fin, le Canada participe à l'Arrangement multifibres (AMF). Au moyen d'ententes bilatérales, l'AMF permet à des importateurs comme le Canada de limiter les importations de textiles et de vêtements en provenance de sources d'approvisionnement bon marché.

Au début de 1990-1991, le Canada avait conclu 28 ententes bilatérales, en plus de prendre deux mesures unilatérales de restriction des importations. En 1990, une nouvelle entente bilatérale a été passée avec la Colombie et une autre mesure de restriction a été négociée avec la Malaisie. Les accords conclus avec la Turquie et l'île Maurice ont été prorogés de douze mois, jusqu'à la fin de 1991, de manière à coïncider avec l'expiration des ententes bilatérales du Canada. L'accord avec les Maldives, qui a expiré le 31 décembre 1990, n'a pas été reconduit et une entente avec l'ancienne République démocratique allemande a été discontinuée. Enfin, le Canada a imposé unilatéralement des restrictions additionnelles sur un certain nombre de produits provenant des Émirats arabes unis. À la fin de 1990, le Canada avait conclu 27 ententes bilatérales de restriction et pris deux mesures unilatérales de restriction.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis comprend des règles précises concernant le commerce des vêtements et des produits textiles qui supposent des activités de surveillance et de contrôle. L'Accord contient des contingents tarifaires qui appliquent des droits de douane à des produits de textiles et de vêtements qui ne seraient normalement pas admissibles au titre des règles d'origine de l'ALE. En 1990, les contingents tarifaires ont été

appliqués aux vêtements non laineux, aux vêtements de laine, aux tissus non laineux et aux articles textiles façonnés.

Alors que le taux annuel des importations de vêtements bon marché s'est accru de 11 % par an entre 1981 et 1986, le taux de croissance annuelle moyen a été ramené à seulement 3,3 % depuis 1987.



# CHAPITRE TROIS EXPANSION DU COMMERCE D'EXPORTATION

## Points saillants

- Les ventes de l'industrie aérospatiale canadienne se chiffrent à 8,2 milliards de dollars.
- Le Ministère aide les entreprises canadiennes qui participent à la reconstruction du Koweït.
- Le Programme d'apports technologiques crée 1 550 emplois.
- En matière de commercialisation, une approche sectorielle est adoptée.
- Le gouvernement apporte son appui à 197 foires commerciales.



Le Canada se fait connaître partout dans le monde, grâce à sa participation à des foires commerciales.

## AGRO- ALIMENTAIRE, PÊCHES ET PRODUITS DES RESSOURCES

### DIRECTION DE L'AGRO-ALIMENTAIRE

En collaboration avec Agriculture Canada, la Direction de l'agro-alimentaire travaille en étroite relation avec les associations nationales oeuvrant dans ce secteur afin de mettre au point des stratégies de commercialisation appropriées et des programmes détaillés de commercialisation à long terme. Au total, 13 stratégies ont été élaborées et 4 autres sont en cours de développement. Cette démarche encourage les associations et leurs membres à chercher les marchés d'exportation les plus intéressants, à connaître leurs capacités en matière d'offre et les conditions imposées pour y accéder, et à déterminer dans quels domaines l'aide gouvernementale serait la plus efficace. Elle amène également les groupes de producteurs et les industries de transformation à se consulter pour mettre au point des méthodes intégrées de promotion sur les marchés internationaux et les appliquer. Ce que font, par exemple, la Canada Beef Export Federation, l'industrie des cultures spéciales et Canada Pork International (CPI).

### PRODUITS DE CONSOMMATION

La Direction des produits de consommation est chargée de développer les exportations d'une vaste

gamme de produits : vêtements, appareils électroniques grand public, industries culturelles, services pédagogiques et de formation, chaussure, ameublement, cadeaux, matériel hospitalier et médical, articles ménagers, outillage et articles de sport.

Pendant l'année, la Direction a :

- encouragé l'Association canadienne des fabricants d'articles ménagers et de quincaillerie à examiner la possibilité de regrouper ses entreprises en consortiums pour commercialiser des produits complémentaires à l'étranger;
- de concert avec l'Institut canadien des manufacturiers du vêtement, préparé un cours destiné à aider les entreprises à définir leurs stratégies internationales de commercialisation.
- mis au point, avec différentes missions installées aux États-Unis et en Europe, des profils de commercialisation dans les secteurs du vêtement et des articles de sport.

Des bases de données à l'intention des industries de la culture et des articles de sport ont été créées, et d'autres sont en cours d'élaboration pour les secteurs du vêtement et des appareils médicaux. Par le biais de sa base de données, la Direction a informé les entreprises fabriquant des articles de sport qu'il existait six foires commerciales consacrées à ces produits, et elle leur a demandé où elles

souhaitaient voir organiser d'autres foires de ce genre. Avec ces renseignements, il sera possible au Ministère de mieux attribuer les maigres ressources prévues pour les foires commerciales.

La Direction a également donné nombre d'ateliers sur la façon de rentabiliser au mieux la participation à des foires commerciales.

## PÊCHES

La Direction des pêches d'Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada est chargée de développer le marché à l'exportation des poissons et fruits de mer, y compris l'aquaculture, ainsi que les services connexes. Sa première tâche consiste à encourager la mise en valeur, pour les produits de la mer canadiens, d'un marché d'exportations coordonné et efficace.

En mars 1991, à Halifax, la Direction a organisé, à l'intention du gouvernement et de l'industrie, une conférence sur le développement des exportations de produits du poisson et de fruits de mer. Conformément aux consultations menées avec l'industrie et les provinces, la Direction avait axé ses efforts sur la commercialisation de quatre grands produits, à savoir : le saumon, le homard, ainsi que les espèces sous-exploitées, d'une part, et le groupe des produits à valeur ajoutée et des espèces plus coûteuses, d'autre part.

La Direction a effectué une enquête sur la commercialisation du homard dans le monde afin de savoir s'il était possible d'augmenter les exportations de homards canadiens vers 38 pays et marchés régionaux. En avril 1990, des membres de la Direction ont participé au Colloque de Boston sur le homard canadien, et ils ont pris la parole à la conférence annuelle de la *Shellfish Association of Great Britain*, qui s'est tenue à Londres en mai. Une enquête sur la commercialisation du saumon dans le monde a également été réalisée. En outre, la Direction a mis en oeuvre une série de projets promotionnels dans le cadre du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique. Ils visaient à encourager l'industrie à participer au Colloque sur les espèces de poissons sous-exploitées et à lui apporter son soutien. Par ailleurs, on a préparé et distribué la nouvelle édition du *Répertoire des exportateurs canadiens de poissons et de crustacés*.

Le *Répertoire mondial des importateurs de poissons et fruits de mer* a également été préparé et distribué en application du Programme d'adaptation des pêches de l'Atlantique. Il est le résultat de la plus vaste étude des marchés étrangers jamais effectuée au Canada dans le secteur des produits de la mer. Afin d'encourager l'emploi des ordinateurs personnels et d'autres outils de haute technologie pour commercialiser ces produits, on a également préparé une version sur disquette de ce répertoire.

À l'intention des exportateurs, la Direction a rédigé des rapports sur des manifestations comme *Seafood '90* (conférence donnée au printemps 1990 à Kyoto, au Japon, sur la commercialisation des produits de la pêche et parrainée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et *Sea Fare International 1990*, qui a eu lieu à Long Beach, en Californie.

Les renseignements confidentiels communiqués aux exportateurs canadiens fournissent à ces derniers des données essentielles pour évaluer le marché des produits de la pêche. Au cours de l'automne 1990, la Direction a publié une nouvelle édition du *Guide des marchés d'exportation des produits du poisson*, accompagné d'une nouvelle version annotée destinée aux exportateurs. Elle a également publié de nouvelles lignes directrices à l'intention des exportateurs de poisson canadiens vers la France et le Japon. Parmi les autres lignes directrices en préparation, citons un rapport sur le Mexique qui donne les résultats d'une mission envoyée dans ce pays par l'industrie au printemps de 1991 et à laquelle participait la Direction.

Celle-ci s'est occupée de faire participer les agents des bureaux commerciaux canadiens à l'étranger aux réunions annuelles conjointes du Conseil canadien des pêches et de l'Association canadienne des exportateurs de poisson. Le directeur de la Direction est membre d'office du conseil d'administration de cette association.

En vertu des dispositions sur les activités « spéciales » du Programme de développement des marchés d'exportation (PDME), elle a apporté son appui à l'Association canadienne des exportateurs de poisson, à l'Association des chasseurs de phoques du Canada, à l'Association québécoise de l'industrie de la pêche, à la Prince Edward Island Seafood Processors Association, à l'Association des producteurs de hareng fumé de la région de Cap Pelé, au Fisheries Council of British Columbia, au B. C. Oyster Board et à l'Association des éleveurs de saumon de la Colombie-Britannique.

## PROGRAMMES DE DÉFENSE ET TECHNOLOGIE DE POINTE

### PROGRAMMES CONCERNANT LA DÉFENSE ET L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE

La Direction a constaté que les différents secteurs d'exportation dont elle a la charge se maintiennent en bonne position (produits destinés à l'aviation, à la marine et à la défense). Les ventes réalisées par les industries aérospatiales canadiennes ont été particulièrement élevées, puisqu'elles sont passées de 7,7 milliards de dollars en 1989 à 8,2 milliards l'année suivante. Avec 6,2 milliards de dollars, les exportations ont représenté plus des trois quarts des recettes de ce secteur.

Afin de développer les exportations, la Direction a organisé un grand nombre d'activités auxquelles elle a participé et dont les résultats ont été positifs. Citons ici :

- HITEC 91, conférence très réussie sur les exportations de haute technologie. Cinquante et un délégués commerciaux venus de missions à l'étranger ont prodigué des conseils à 323 représentants d'entreprise au cours de plus de 3 500 entretiens individuels;
- l'exposition Subcontractors IV, qui a permis à 115 entreprises canadiennes de montrer leurs produits à plus d'une centaine d'importants fournisseurs américains et canadiens. Les commandes qui en découleront devraient se chiffrer à 20 millions de dollars; l'accueil de hauts dirigeants de sociétés allemandes et de missions intéressées par la défense et l'aérospatiale venues du Chili, des États-Unis, de la Finlande, de la Thaïlande et de l'Italie;
- l'envoi de cinq missions au Japon, aux États-Unis, en Turquie et en Scandinavie;
- la création d'un programme visant à aider les entreprises canadiennes à saisir les possibilités d'exportations créées par la guerre du Golfe (Bouclier du désert et Tempête du désert), et qui ont depuis rapporté quelque 240 millions de dollars;
- les visites effectuées à une dizaine d'organismes de défense et de commandements. Elles ont permis de constater que les possibilités d'exportation représentaient plus de 500 millions de dollars. Grâce à ces visites, un nombre important de fournisseurs canadiens ont été inscrits sur les listes de différents organismes d'approvisionnement;
- un colloque donné pour l'industrie canadienne par le comité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) chargé d'approuver

les projets relatifs à l'infrastructure de l'OTAN (afin d'augmenter les ventes de produits canadiens à l'OTAN).

Afin de faciliter l'accès des industriels canadiens aux marchés internationaux de la défense, la Direction s'est intéressée tout particulièrement aux États-Unis et aux neuf pays de l'Europe de l'Ouest avec lesquels le Canada a conclu des accords de recherche, de développement et de production. Des rencontres bilatérales ont eu lieu au cours de l'année avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne.

La Direction est intervenue à plusieurs reprises aux États-Unis et en Europe de l'Ouest au nom des entreprises canadiennes. En vertu de l'Accord sur le partage de la production de défense, le Canada a accès aux marchés clés de la défense aux États-Unis.

Les groupes de travail mis en place auprès de l'armée, de la marine et de l'aviation américaines aux termes de l'Accord sur le partage du développement industriel pour la défense ont constaté qu'il existait de nouveaux et importants projets possibles.

En Europe de l'Ouest, on s'est efforcé d'empêcher que soit adopté le nouveau tarif que la Communauté européenne (CE) se propose d'appliquer aux composants des matériels de défense. Ce tarif serait, effectivement, lourd de conséquences pour les ventes de composants canadiens à la CE.

### TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET ÉLECTRONIQUE

Comme l'exportation de technologies de l'information et d'électronique a une grande importance pour l'économie nationale, la Direction et les missions ont engagé des ressources considérables pour commercialiser, à l'étranger, les produits et services de ce secteur.

On a mis à jour et développé un ensemble de renseignements utilisés à des fins promotionnelles sur les marchés mondiaux et grâce auxquels on peut obtenir le profil des exportateurs canadiens appartenant aux secteurs des télécommunications, de l'électronique, de la géomatique (traitement des données), de l'instrumentation et de l'informatique. De nouvelles bases de données pour les émissions par câble, pour les émissions de radio et de télévision, pour la simulation et pour la formation ont été constituées pour publication au printemps 1991.

La Direction a coordonné la participation du Ministère à HITEC 91, la conférence sur

l'exportation des produits de haute technologie, à l'organisation de laquelle elle avait participé et qui a obtenu un si grand succès. Pour la première fois, cette conférence n'était pas axée uniquement sur la défense. En vue d'exporter leurs produits, de nombreuses entreprises sans liens avec la défense étaient venues chercher conseil auprès des délégués commerciaux des missions du Canada à l'étranger, auprès des organismes d'achat des gouvernements britannique et américain et auprès d'autres organismes tels que la Société pour l'expansion des exportations.

Les efforts de commercialisation sont essentiellement concentrés sur les méga-économies de l'Europe, de la région Asie-Pacifique et des États-Unis, bien qu'ils ne se limitent pas à ces régions. Grâce aux missions commerciales envoyées cette année en Autriche, en Australie, en Hongrie, en Pologne, en République fédérative tchèque et slovaque, au Moyen-Orient, en Extrême-Orient et en Amérique du Sud, plus de 300 exportateurs canadiens ont placé leurs produits sur de nouveaux marchés. Les pavillons et les stands du Canada ont permis aux entreprises de participer, à un coût raisonnable, aux grandes expositions internationales de haute technologie. Les expositions de Londres et de Stuttgart, consacrées uniquement au Canada, avaient pour but de montrer de quoi sont capables les entreprises canadiennes, eu égard aux possibilités des marchés étrangers et des réseaux de distribution. La Direction s'est occupée de coordonner la participation du Ministère à Telecom 90, qui a eu lieu à Vancouver, et, avec nos missions, elle y a organisé les visites de hauts dirigeants étrangers.

## SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Pendant l'année, 550 projets ont bénéficié du Programme d'apports technologiques (PAT) qui est à présent offert à l'étranger dans 40 missions. Au total, celles-ci répondent chaque année à 5 000 demandes de renseignements présentées par des entreprises canadiennes. Une vérification effectuée en 1990 par un consultant indépendant a révélé que plus de 80 % des bénéficiaires de ce programme avaient obtenu des techniques ou étaient en pourparlers pour en acquérir. Les bénéficiaires du programme ont signalé qu'ils avaient augmenté leurs ventes de 156 millions de dollars, économisé 178 millions de dollars et créé 1 550 emplois nouveaux grâce à leurs projets.

Le Canada, qui est l'un des pays à avoir mis sur pied le Programme scientifique sur la frontière humaine, a reçu 3 bourses de recherche et 12 autres bourses au titre de ce programme international.

Avec d'autres membres du Groupe des Sept, il a également participé à une étude de faisabilité sur la collaboration internationale en matière de systèmes de fabrication avancés, et il a entamé avec les États-Unis des pourparlers sur le superconducteur supra-accélérateur de collision, qui sera un instrument de recherche en physique des hautes énergies.

Le nouveau Comité international des sciences de l'Arctique a été créé à Resolute Bay lors d'une réunion à laquelle participaient 8 pays ayant des intérêts dans le Nord et où étaient présents plusieurs observateurs. Le Canada était l'un des pays favorables à l'ouverture de ce programme aux pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est ayant des activités dans le Nord.

Dans le cadre du Programme de technologie et d'économie échelonné sur trois ans qui a été lancé par l'OCDE, les effets de la technologie sur la société et sur la compétitivité ont pu être examinés. Le transfert de technologie s'est révélé être une question d'intérêt majeur sur le plan international et un processus a été élaboré pour préparer des politiques à ce sujet. Le Canada a joué un rôle déterminant au cours des discussions menées entre les différents pays.

Les longues négociations qui ont eu lieu avec les États-Unis au sujet de Radarsat, le premier satellite d'observation par radar conçu par le Canada pour surveiller les ressources naturelles et l'environnement, ont débouché sur un protocole d'entente énonçant les conditions d'une collaboration bilatérale. Les lettres échangées par la suite ont donné à ce protocole la valeur d'un véritable traité canado-américain. En outre, en créant un groupe canado-japonais de spécialistes de l'espace, dans le cadre de l'accord bilatéral sur la science et la technologie conclu avec le Japon, nous avons renforcé notre coopération avec ce pays dans le domaine des activités extra-atmosphériques.

Le Canada a joué un rôle essentiel dans les négociations menées par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Nations Unies) pour éviter que ne se reproduisent des accidents comme celui de l'engin spatial soviétique à propulsion nucléaire COSMOS 954, qui s'était écrasé dans le Grand Nord canadien en 1977.

## DIRECTION DE LA MACHINERIE ET DE L'ÉQUIPEMENT POUR LE TRANSPORT ET L'ENVIRONNEMENT

La Direction de la machinerie et de l'équipement pour le transport et l'environnement est responsable du développement des exportations de différents

produits : produits écoénergétiques, machines utilisées dans les secteurs primaire et secondaire, systèmes de transport urbains et ferroviaires et produits connexes, véhicules automobiles et pièces détachées, machines à moteur et matériels énergétiques (y compris le matériel utilisé dans l'industrie pétrolière et gazière). Elle est également chargée du secteur des services de ces produits. Au printemps 1991, la Direction s'est vu confier un rôle d'organisme ministériel afin d'établir la liaison avec les entreprises désireuses de participer à la reconstruction du Koweït.

Elle a mis en place des stratégies pour commercialiser les machines agricoles, les matériels d'emballage

et d'étiquetage, les machines de traitement des aliments, celles utilisées dans l'industrie des plastiques, les véhicules automobiles, leurs pièces détachées et le matériel de garage. Elle dirige la mise au point d'une stratégie pour l'exportation de produits environnementaux valable pour l'ensemble du gouvernement. La Direction joue aussi un rôle clé dans l'élaboration des stratégies à appliquer pour exporter des matériels et services relevant de l'industrie pétrolière et gazière, du secteur urbain et ferroviaire, des secteurs du matériel minier, de l'équipement utilisé par les services d'alimentation, du matériel d'imprimerie et des machines de fabrication des plastiques.

## **PROGRAMMES D'EXPORTATION ET INDUSTRIES DE SERVICES**

### **PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

Le Programme de développement des investissements continue d'attirer au Canada des investisseurs s'intéressant aux produits à valeur ajoutée et à fort contenu technologique. À l'étranger, un total de 45 missions s'occupent d'une large gamme d'activités axées tout spécialement sur les associations et alliances stratégiques qui permettent aux entreprises canadiennes de devenir concurrentielles. Ce programme, qui vise de plus en plus des secteurs économiques bien définis, ne met pas tant l'accent sur le Canada, considéré en général comme terre d'investissement, que sur certaines industries et certains domaines bien définis.

En outre, le Programme d'investissements Horizon Le Monde porte surtout sur les activités propres à ces secteurs, qu'il vient compléter, en traçant le portrait de compagnies canadiennes dans des brochures publicitaires destinées à d'éventuels investisseurs étrangers.

Ces deux programmes reçoivent un appui croissant des provinces et des intérêts privés qui y apportent leur contribution et y consacrent des efforts correspondants.

### **PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION (PDME)**

Le PDME demeure le programme le plus efficace et le plus populaire auprès des exportateurs, qui y font appel pour accroître leurs ventes de biens et de services à l'étranger. Il permet au Ministère de participer au financement d'opérations que les sociétés ne pourraient entreprendre seules, ce qui réduit ainsi le risque auquel elles s'exposent en arrivant sur un marché étranger.

D'après le nombre des demandes reçues et approuvées, il est manifeste qu'au cours des quatre dernières années, les sociétés ont de plus en plus utilisé ce volet du programme qui concerne les projets lancés par l'industrie.

À la suite des mesures de commercialisation prises par celle-ci, mesures dont le coût est remboursable, les ventes à l'exportation ont atteint cette année le chiffre de 600 millions de dollars.

**TABEAU 3.1**

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION (PDME)**

(Projets lancés par le gouvernement)

Année	Projets proposés	Projets approuvés	Sociétés aidées	Budget approuvé (en millions de \$)	Dépenses (en millions de \$)	Ventes (en millions de \$)
1985-1986	1 033	385	1 709	15,8	15,2	763
1986-1987	1 219	323	1 403	13,9	11,9	444
1987-1988	1 576	297	1 575	11,6	12,2	500
1988-1989	1 464	297	1 593	14,7	13,8	800
1989-1990	1 620	331	2 016	17,6	17,6	900
1990-1991*	1 010	317	TBA	20,2	20,6	1 300

(Projets lancés par l'industrie)

Année	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montants engagés (en millions de \$)	Dépenses (en millions de \$)	Ventes (en millions de \$)
1985-1986	5 363	3 664	36,3	33,7	583
1986-1987	4 426	2 992	29,4	24,0	572
1987-1988	3 997	2 738	22,3	18,8	1 065
1988-1989	4 193	3 068	28,1	17,2	1 051
1989-1990	4 492	3 227	23,4	13,3	535
1990-1991*	5 261	3 693	35,7	19,0	600

\* Données préliminaires

REMARQUE : Les chiffres des ventes donnés pour 1987-1988 et 1988-1989 comprennent les montants relevés au cours de ces années mais attribuables à des années antérieures.

L'augmentation des coûts, la rigidité des critères et les changements apportés au processus de révision ont diminué le nombre des projets lancés par le gouvernement. Le budget de 20,2 millions de dollars a permis de financer 197 foires commerciales, d'envoyer 37 missions commerciales à l'étranger et d'accueillir 83 missions d'acheteurs.

**SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX ET PROJETS D'ÉQUIPEMENT**

La Direction est responsable du Programme de financement des exportations sous le Compte du Canada, lequel programme est géré par la Société pour l'expansion des exportations (SEE). Il s'agit d'un mécanisme de financement de dernier ressort qui permet de satisfaire à des demandes de crédits à l'exportation, d'assurance commerciale et d'assurance pour les investissements étrangers, lorsque la SEE ne peut pas fournir elle-même les services demandés. Depuis 1986, on sollicite de plus en plus les fonds limités du Compte du Canada. De ces

fonds, 191 millions de dollars ont été prélevés pour financer 19 marchés conclus en 1990 dans des pays comme la Chine, l'Indonésie, le Maroc, le Kenya et la Jamaïque.

La Direction assure également, pour le compte du Ministère, la promotion des affaires que l'on peut réaliser avec des institutions financières internationales comme la Banque mondiale, les 5 banques régionales de développement et divers organismes des Nations Unies. Par sa présence dans un groupe de travail dont fait partie le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, la Direction encourage également les entreprises canadiennes à participer à des projets d'équipement internationaux non financés par les institutions ci-dessus. Le Programme d'aide technique à frais recouvrables permet aux pays en développement de profiter des hautes compétences du gouvernement canadien. La Direction est à présent chargée de favoriser le développement du commerce et d'aider les exportateurs de services.

## CENTRES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET ENSEIGNEMENT DES MATIÈRES RELATIVES AUX EXPORTATIONS

Présenté dans le cadre du Mois canadien du commerce extérieur, Carrefour 90 représente un programme unique en son genre destiné aux petites et moyennes entreprises qui se préparent à exporter leurs produits. Il permet aux représentants de ces sociétés de rencontrer personnellement des spécialistes des marchés étrangers qu'ils souhaitent prospecter.

Treize équipes étaient présentes à Carrefour 90. Elles représentaient 11 secteurs, à savoir : l'agriculture et l'alimentation, les produits de la pêche et de la mer, l'exploitation minière (matériel et machines), le bois (produits fabriqués), le pétrole et le gaz (matériel), les techniques d'information, le vêtement, l'environnement, les produits et services, les matériels de défense, le tourisme et l'industrie du meuble. Ces équipes se sont rendues dans des entreprises choisies dans différentes parties du pays par les centres du commerce international du Ministère.

Le programme Carrefour 90 était présenté par 80 agents commerciaux venus d'une cinquantaine de missions à l'étranger, par 18 agents ministériels spécialisés dans chaque secteur et par des experts commerciaux de différents organismes comme la Société pour l'expansion des exportations et Tourisme Canada. Les équipes de Carrefour 90 se sont rendues dans des centaines de sociétés de quelque 60 villes du Canada.

Créés en 1988 en collaboration avec le ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, les Centres du commerce international ont pour but de montrer que le gouvernement fédéral joue un rôle prépondérant, partout au Canada, dans le développement du commerce extérieur, et servent de lien avec les ressources dont dispose le Ministère à Ottawa et à l'étranger. À un programme spécialisé dans la mise au point de stratégies d'exportation se sont ajoutés des conseils et des cours sur la façon d'exporter et d'autres programmes subventionnés, dont le PDME (Programme de développement des marchés d'exportation), NEEF (Nouveaux exportateurs aux États frontaliers), NEXUS (Nouveaux exportateurs vers les États américains du Sud), NEXOS (Nouveaux exportateurs sur les marchés d'outre-mer), Carrefour et le Mois canadien du commerce extérieur.

Les exportations représentent trois millions d'emplois et le tiers de tout ce qui est produit dans ce pays. Le Programme des prix d'excellence à l'exportation canadienne rend hommage aux

entreprises canadiennes qui ont contribué de façon substantielle à l'expansion des capacités d'exportation du Canada, et il souligne l'importance du commerce pour notre produit national brut.

Parmi les sociétés ayant bénéficié de ce programme, on trouve aussi bien de grandes multinationales que de petites entreprises privées.

Depuis 1983, sur 1 350 sociétés candidates, 109 ont reçu cette distinction prestigieuse. Pour 1990, les lauréates sont les sociétés suivantes : ATS Inc., de Kitchener (Ontario); Boeing Canada Technology Ltd., de Winnipeg (Manitoba); DRECO Rig Technology Construction, d'Edmonton (Alberta); H.A. Simons Ltd., de Vancouver (Colombie-Britannique); Groupe Lavalin Ltée, de Montréal (Québec); Lovat Tunnel Equipment Inc., de Rexdale (Ontario); Magic Pantry Foods, de Hamilton (Ontario); MPB Technologies Inc., de Dorval (Québec); Northern Telecom Ltd., de Mississauga (Ontario); Nexus Engineering Corp., de Burnaby (Colombie-Britannique); Peerless Clothing Inc., de Montréal (Québec); Seagull Pewter & Silversmith Ltd., de Pugwash (Nouvelle-Écosse); Thomas Equipment de Centerville (Nouveau-Brunswick) et Western Co-Ordinators de Corner Brook (Terre-Neuve).

M. John C. Crosbie, ministre du Commerce extérieur, a remis ces prix lors d'un gala donné à l'occasion de la réunion annuelle de l'Association des exportateurs canadiens.

Le Programme des Centres d'études en administration internationale permet aux centres universitaires du pays d'offrir des cours aux étudiants dans cette discipline ainsi que des colloques aux entreprises canadiennes pour qu'elles s'intéressent davantage à l'économie mondiale, et de cerner les causes de l'évolution du commerce international.

L'Université Dalhousie, l'École des hautes études commerciales et les universités de Western Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont dotées d'un de ces centres. De plus, l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa en ont établi ensemble un huitième, le Centre sur la politique commerciale et le droit des échanges commerciaux, qui se trouve à Ottawa.

Il existe un fonds moins important qui aide les universités ne disposant pas de tels centres à étoffer leurs programmes d'études en administration internationale ou à offrir de nouveaux programmes. Ainsi, au cours de l'année, des subventions ont été accordées à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard, à l'Université Sir Wilfrid Laurier et à l'Université de Calgary.

En 1990, le ministre du Commerce extérieur a parrainé la remise d'une coupe destinée au gagnant

du concours international d'administration des affaires de l'Université Dalhousie qui aura désormais lieu chaque année. Les vainqueurs sont invités à Ottawa pour recevoir leur prix et pour participer à une journée d'information sur des questions d'administration internationale présentée par des responsables du Ministère. Les premiers gagnants, qui formaient une équipe, appartenaient à l'École d'administration de l'Université McGill.

#### **SYSTÈMES D'INFORMATION COMMERCIALE ET RÉSEAU MONDIAL D'INFORMATION SUR LES EXPORTATIONS (WIN)**

Le répertoire informatique WIN est la principale source de renseignements dont disposent les missions commerciales canadiennes à l'étranger. Il contient des renseignements sur une trentaine de milliers d'entreprises canadiennes exportatrices ou désireuses d'exporter leurs produits.

Plus de mille utilisateurs consultent régulièrement le répertoire des exportateurs canadiens du réseau WIN, qui est le plus moderne du monde et dont la mise à jour est effectuée chaque mois aux différents endroits où il est implanté.

Le Système de planification et de suivi fait appel aux ordinateurs du Réseau mondial d'information sur les exportations pour fournir aux missions leurs plans annuels (plans opérationnels des missions) et préparer des rapports trimestriels de suivi. Les renseignements relatifs au marché des exportations, qui ont été recueillis en temps opportun, sont utilisés au cours des consultations de nature commerciale menées entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Ils permettent également de conseiller les exportateurs et de prendre des décisions quant à l'affectation des ressources.

La Direction a fini la mise au point du Système de gestion des activités liées au commerce extérieur (TAMS), qui fonctionne maintenant. Ce système permet d'obtenir des renseignements sur les finances et les programmes de toutes les activités liées au commerce extérieur ou présentant un intérêt pour AECEC, tant au Canada que dans le reste du monde. La version 1.0 du TAMS est à présent en service à l'administration centrale où sont reçues chaque jour les données fournies par le système financier du Ministère. Avec le TAMS, les agents de projets et la haute direction disposent d'un outil administratif unique.

#### **DIRECTION DES SERVICES DES TRANSACTIONS D'AFFAIRES ET DES TRANSPORTS**

La Direction des services des transactions d'affaires et des transports a participé à six séries de négociations bilatérales sur l'aviation civile. Suite à ces négociations, on a conclu ou élargi quatre accords bilatéraux avec la Jordanie, la France, la Nouvelle-Zélande et la Bulgarie. En outre, plusieurs conventions aériennes déjà négociées ont été signées avec la Finlande, le Venezuela, le Chili et l'Arabie saoudite. Des consultations ont également eu lieu avec la Communauté européenne (CE), la France et les Pays-Bas au sujet de l'évolution de la politique commune de la CE en matière d'aviation, et des consultations préliminaires se sont déroulées avec les États-Unis en vue d'entamer des négociations sur la mise en place d'un régime plus libéral pour les transports aériens entre les deux pays.

Une mission composée de spécialistes des transports s'est rendue dans cinq pays méditerranéens afin de promouvoir les services maritimes, ferroviaires, portuaires et des services connexes, et de favoriser la création de nouveaux services de distribution pour les exportateurs.

On a publié une étude de profil, *Airborne Trade on the North Atlantic*, qui donne aux exportateurs les renseignements les plus récents sur les capacités et les itinéraires des transporteurs aériens et sur les dernières tendances relevées dans ce secteur. Une brochure intitulée *Arrimage sécuritaire* précise les méthodes à employer pour arrimer correctement un chargement, pour s'assurer que l'acheteur est satisfait et pour réduire au minimum les déclarations pour dommages.

La Direction a également préparé et publié *Le commerce de compensation en Union soviétique : les stratégies possibles et Choix et utilisation des représentants et des distributeurs étrangers*. Par ailleurs, 120 personnes ont assisté, dans les provinces de l'Atlantique, à un colloque donné par une maison de commerce.

Le service d'échange de données informatisées (EDI) a notamment continué de travailler à la définition, pour les messages, des normes du système EDIFACT (de l'ONU) et d'apporter son soutien au secteur privé canadien intéressé par ce système.



## SECRETARIAT DES COMITÉS CONSULTATIFS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'objectif de ce comité consultatif permanent est de faciliter l'échange régulier, confidentiel et bilatéral entre le gouvernement et les entreprises privées, de conseils et de renseignements sur les questions relatives au commerce d'exportation. Relevant du ministre du Commerce extérieur, le Secrétariat a pour fonction de permettre au gouvernement de bénéficier des avis du secteur privé dans ses délibérations bilatérales et multilatérales sur l'accès au commerce international et sur les questions de commercialisation.

Le système comporte deux volets : le Comité consultatif sur le commerce extérieur (CCCE), dont le mandat, général, porte sur toutes les questions de commerce international, y compris sur celles relevant de la politique commerciale, de l'accès aux marchés et au développement du commerce, et un ensemble de 13 Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), qui

s'assurent que le gouvernement tient bien compte des avis des différents secteurs pour tout ce qui a trait aux questions relatives au commerce d'exportation. Ces comités continuent de porter leurs efforts sur les négociations commerciales multilatérales du GATT et sur l'application de l'Accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis. Il faut noter, à ce propos, qu'ils ont fourni d'utiles conseils aux négociateurs dans des domaines tels que l'agriculture, la propriété intellectuelle, les investissements, l'augmentation des tarifs douaniers et les groupes chargés du règlement des différends. Ils ont en outre prodigué leurs conseils pour ce qui est de la préparation d'un accord trilatéral de libre-échange nord-américain.

Au cours de l'année, le Secrétariat a organisé deux réunions du CCCE, 33 réunions des GCSCE et neuf réunions des groupes et sous-groupes de travail du CCCE et des GCSCE.

## SECRETARIAT À L'EXPANSION DU COMMERCE

En ce qui concerne l'expansion du commerce, on est parvenu à mieux coordonner les opérations fédérales et provinciales grâce aux entretiens approfondis qui avaient déjà eu lieu avec des spécialistes provinciaux et fédéraux des régions et des différents secteurs. Plusieurs réunions de consultation se sont déroulées au niveau des ministres, à celui des hauts fonctionnaires et au niveau opérationnel, afin de traiter des questions relatives au développement du commerce extérieur et des programmes et événements s'y rapportant. L'examen des rapports existant avec des associations commerciales a révélé qu'il y avait place pour des améliorations. Le nombre de ces associations a du reste encore augmenté.

En 1990-1991, l'un des principaux objectifs du Secrétariat a été de rédiger la première ébauche du *Plan de promotion du commerce extérieur*. Ce programme stratégique, qui va devenir une entreprise annuelle, sera établi en fonction des problèmes commerciaux mondiaux et de la compétitivité du Canada. Il portera sur les objectifs de l'ensemble du gouvernement fédéral pour ce qui a trait au commerce, aux investissements et à la technologie.

Le Secrétariat a pris de nombreuses mesures visant à améliorer les opérations commerciales et leur planification. Il a ainsi procédé à une évaluation des intérêts commerciaux du Canada dans le



Le ministre du Commerce extérieur, M. John C. Crosbie en compagnie des lauréats du prix d'excellence à l'exportation canadienne pour l'année 1991.

domaine de l'environnement, préparé un manuel de procédures à l'intention des Centres du commerce international, comparé les techniques utilisées par les principaux pays exportateurs, fixé des objectifs pour les études supérieures en administration internationale et évalué les différentes parts du marché.

# CHAPITRE QUATRE AFFAIRES INTERNATIONALES ET COOPÉRATION MULTILATÉRALE

## Points saillants

- À l'ONU, le Canada participe aux négociations sur la guerre du Golfe.
- L'influence du Commonwealth accélère la fin de l'apartheid.
- Le Canada coparraine le Sommet mondial pour les enfants.
- Le Canada a des accords de coopération en matière nucléaire avec 28 pays.



Le vice-président du Congrès national africain, M. Nelson Mandela et M. Joe Clark.

## LES NATIONS UNIES

Le Canada est fermement convaincu que c'est au niveau mondial que l'on peut le mieux régler de nombreux problèmes internationaux et que l'ONU est actuellement la seule organisation capable d'intervenir à ce niveau.

En tant que membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Canada a participé pleinement aux intenses négociations diplomatiques au terme desquelles 12 résolutions ont été adoptées contre l'Iraq condamnant l'invasion du Koweït par ce pays, imposant de nombreuses sanctions à son encontre et autorisant l'emploi nécessaire de la force.

Le Canada a présidé l'un des deux comités du Conseil de sécurité créés pour faire appliquer les sanctions contre l'Iraq, et il a coprésidé le second.

Il a joué un rôle de premier plan à l'ONU lors de l'étude des questions suivantes :

- l'embargo sur les armements décrété contre l'Afrique du Sud;
- l'opération de maintien de la paix montée par l'ONU en Amérique centrale;

- le financement de l'opération de maintien de la paix à Chypre. Pour marquer qu'il jugeait ce financement insuffisant, le Canada s'est abstenu de voter le prolongement du mandat de la Force de maintien de la paix.
- le conflit cambodgien; et
- les territoires occupés par Israël.

Le Canada a appuyé activement les efforts déployés par les Haïtiens pour organiser des élections libres et équitables. En reconnaissance de ces efforts, le Secrétaire général a demandé au Canada de prendre la tête de l'équipe des observateurs militaires de l'ONU.

Ce sont les problèmes croissants posés notamment par la pauvreté, l'instabilité économique, le développement incessant de la technologie et la dégradation de l'environnement, dans un monde où les attentes sont sans cesse plus nombreuses et impérieuses, qui ont conduit le Canada à s'investir considérablement dans les organismes spécialisés de l'ONU.

---

## LE COMMONWEALTH

Association regroupant aujourd'hui 50 États membres et représentant le quart de la population mondiale, le Commonwealth permet au Canada de jouer un rôle croissant dans le monde et demeure une instance active où sa diplomatie s'exprime. À son accession à l'indépendance en mars 1990, la Namibie en est devenue le cinquantième membre. En outre, un nouveau Secrétaire général, le chef Emeka Anyaoku du Nigéria, a pris ses fonctions en juillet 1990.

Mandaté par les chefs de gouvernement des pays membres du Commonwealth réunis en 1989 à Kuala Lumpur, un comité d'examen s'est attaché à préparer le Commonwealth à relever les défis des années 90 et au-delà. À la réunion biennale des hauts responsables, qui s'est tenue en novembre 1990 à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée), le Canada a souligné que les droits de la personne, les valeurs démocratiques et l'égalité pour les femmes constitueraient les principes directeurs du futur Commonwealth.

Au cours de l'une de ses réunions, le Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, alors présidé par le très honorable Joe Clark, a

précisé qu'il n'y aurait aucune modification des sanctions prises contre l'Afrique du Sud avant que le gouvernement de Pretoria ait pris certaines mesures concrètes et pratiques pour mettre fin à l'apartheid. Un groupe d'experts du Commonwealth présidé par un Canadien, M. John Harker, a étudié comment on pourrait répondre aux besoins de développement des ressources humaines que connaît une Afrique du Sud débarrassée de l'apartheid.

Le Canada s'est déclaré favorable au renforcement des engagements pris par le Commonwealth à l'égard des droits de la personne, des valeurs démocratiques et de l'égalité pour la femme. Il a apporté son ferme soutien à la création d'un groupe d'observateurs du Commonwealth chargé de surveiller les élections, et il a participé à des missions d'observation en Malaisie et au Bangladesh.

En octobre 1990, l'honorable Mary Collins, ministre responsable de la situation de la femme, a animé une réunion historique à laquelle assistaient les ministres du Commonwealth responsables de ce portefeuille.

---

## DROITS DE LA PERSONNE ET AFFAIRES SOCIALES

Le Ministère a continué de promouvoir le respect des droits de la personne et d'appeler à leur insertion dans tous les aspects de la politique étrangère.

À la 47<sup>e</sup> session de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme, qui s'est tenue du 28 janvier au 8 mars, le Canada a coprésenté une vingtaine de résolutions. En adhérant à une déclaration du président sur les pays baltes, la Commission a montré pour la première fois qu'elle était prête à examiner les antécédents de certains pays comme l'URSS en la matière. De nouveaux rapporteurs ont été expressément nommés pour examiner la situation en Iraq, au Koweït occupé et à Cuba. Enfin, la Commission a réalisé quelques progrès en améliorant les normes sur les droits de la personne pour les victimes d'internements administratifs et les personnes torturées ou disparues, et en définissant les droits des minorités.

Le Canada a joué un rôle prépondérant dans l'étude des problèmes relatifs à l'enfance, comme on a pu le constater lorsqu'il a coorganisé le Sommet mondial pour les enfants qui a eu lieu les 29 et 30 septembre 1990, et, surtout, lorsque la co-présidence de celui-ci est revenue au premier ministre Brian Mulroney.

Ce sommet, auquel participaient plus de 70 chefs d'État ou de gouvernement, a été le plus grand rassemblement de dirigeants mondiaux qui ait jamais eu lieu. On y a attiré l'attention sur les problèmes auxquels les enfants sont confrontés dans le monde et recommandé des solutions pratiques.

Le Ministère a, par le biais d'entretiens officiels avec des organismes nationaux, multiplié les contacts avec les groupes autochtones, afin de tenir compte de leurs préoccupations dans l'exercice de son mandat. Le Canada a appuyé la décision visant à faire participer les groupes autochtones à la préparation de l'Année internationale des populations autochtones, fixée à 1993.

Le 5 juillet 1990, le Canada a ratifié la Convention des Nations Unies sur le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, qui est entrée en vigueur en novembre 1990. Il a été l'un des premiers pays du Groupe des Sept (G-7) à prendre cette mesure. Il a également participé à l'action du Groupe de travail du G-7 sur les produits chimiques dont l'objectif était d'empêcher que des produits chimiques précurseurs et essentiels servent à fabriquer des drogues interdites.

## L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES DANS LE MONDE

Promouvoir l'égalité pour les femmes dans le monde est resté un credo important de la politique étrangère canadienne. À cette fin, le Canada a accueilli la troisième Réunion des ministres du Commonwealth responsables de la condition féminine et il est devenu membre d'un organisme spécialisé de l'Organisation des États américains, la Commission interaméricaine des femmes.

À la 45<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a présenté une résolution sur la promotion de l'alphabétisation des femmes. À la 36<sup>e</sup> session

de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, il a proposé une résolution visant à renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux mis en place pour faire améliorer la situation des femmes. À cette même session, une autre résolution canadienne, qui s'attaquait au problème de la violence contre les femmes, demandait à la communauté internationale d'introduire dans les droits de la personne une disposition permettant de lutter contre ce type de violence. Le Canada a également contribué aux préparatifs de la Conférence mondiale consacrée aux femmes qui aura lieu en 1995.

---

## LA FRANCOPHONIE

La Conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) a eu lieu en novembre 1990 à Niamey (Niger). L'ACCT, qui célèbre son 25<sup>e</sup> anniversaire, compte actuellement 41 membres et est la seule organisation intergouvernementale francophone du monde.

Acteur de premier plan dans les affaires francophones, l'ACCT a essentiellement pour mission de mettre en oeuvre les quelque 90 projets annoncés au Sommet de Dakar et dont 24 ont été proposés par le Canada. Ces projets ne concernent pas moins de 9 secteurs, à savoir l'agriculture, l'énergie, l'environnement, l'enseignement, la formation, les communications, la culture, l'information scientifique et le développement technique.

Conformément à la décision prise au Sommet de Dakar, une conférence des ministres de la culture s'est tenue en novembre 1990 à Liège (Belgique) pour préparer un programme d'action sur les

industries de la culture, notamment sur l'édition, le cinéma, la télévision, la chanson et le théâtre.

En février 1991, à Madagascar, la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports (CONFEJES) a dressé le bilan des premiers Jeux francophones et donné une nouvelle orientation à leur programmation. À l'une de ses dernières sessions, la CONFEJES a proposé la création d'un Forum international de la jeunesse francophone.

C'est à Djibouti qu'a eu lieu la Conférence des ministres de l'éducation nationale des pays et gouvernements qui ont en commun l'usage du français (CONFEMEN). Elle avait pour but de promouvoir l'enseignement du français, le livre scolaire, la publication de matériel pédagogique et la formation des enseignants.

Toutes ces activités visent à mettre en place, dans les 9 secteurs prioritaires, un programme global qui a été soumis à l'approbation des participants au 4<sup>e</sup> Sommet, en novembre 1991.

---

## L'ENVIRONNEMENT CONSEILLER SPÉCIAL AUPRÈS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES POUR L'ENVIRONNEMENT

Un conseiller spécial auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures a été nommé en automne 1990 pour les questions d'environnement.

La Direction a mis l'accent sur le rôle déterminant que jouera le Canada à la Conférence des Nations

Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) prévue pour juin 1992, au Brésil. Quatre comités travaillant pendant un mois sont chargés de préparer la CNUED. Avec à leur tête le conseiller auprès du secrétaire d'État, les délégations canadiennes ont participé aux deux premières réunions, en août 1990 et en mars-avril 1991.

La Direction a consulté de nombreux organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, des

groupes autochtones, des groupements de jeunes et des représentants des intérêts industriels et commerciaux. Dans le cadre des préparatifs de la CNUED, des négociations parallèles ont eu lieu sur la possibilité de conclure des traités sur l'exploitation forestière, sur la diversité biologique et sur les changements climatiques.

Le même conseiller a préparé la Réunion inter-gouvernementale d'experts sur les sources terrestres de pollution marine qui a eu lieu à Halifax en mai 1991.

De concert avec Environnement Canada et divers groupes industriels, la Direction s'est occupée de mettre en place un mécanisme consultatif sur les problèmes environnementaux et sur les tendances mondiales qui influent sur les affaires et le commerce.

#### CONSERVATION DES RESSOURCES MARINES

Sur le plan diplomatique, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre du Commerce extérieur et le ministre de Pêches et Océans ont continué d'essayer de convaincre la Communauté européenne qu'elle devait se conformer aux décisions prises par l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO) pour conserver les ressources situées dans les eaux internationales à partir de 200 milles au large des côtes canadiennes.

Grâce à ces ministres et à l'intervention du Premier ministre, les dirigeants réunis au Sommet de Houston ont reconnu qu'il était important de conserver les ressources marines et de coopérer avec les organismes de pêche régionaux.

L'ambassadeur chargé de la conservation des ressources marines, M. J. Alan Beesley, a coordonné les efforts visant à mettre fin à la surpêche pratiquée par des pays étrangers dans l'Atlantique Nord. En septembre, il a présidé la Conférence internationale sur la conservation et la gestion des ressources biologiques en haute mer qui s'est tenue à St. John's (Terre-Neuve).

Les délégations canadiennes, auxquelles s'étaient joints des représentants de la région de l'Atlantique, ont mené une campagne auprès des Européens afin de les sensibiliser à la nécessité de prendre des mesures de conservation efficaces dans l'Atlantique du Nord-Ouest. L'année dernière, la Communauté européenne a accepté 8 des 11 décisions de l'OPANO, mais elle a rejeté le moratoire sur la morue du Nord. Qui plus est, en l'absence de réels moyens de contrôle, les navires de la CE n'ont même pas respecté les quotas imposés unilatéralement par celle-ci.

Le Canada a intensifié ses efforts pour faire cesser partout dans le monde la pêche en haute mer aux filets dérivants, en soulignant qu'il était urgent de procéder à une gestion efficace des stocks de poissons dans les régions situées au-delà des zones de pêche des États riverains.

Dans le Pacifique Nord, le Canada, le Japon et les États-Unis ont vérifié si la pêche aux filets dérivants était pratiquée et surtout si les Japonais respectaient les limites fixées pour la pêche au saumon. En étroite collaboration avec les États-Unis, le Canada a poursuivi ses efforts en vue de réduire la pêche et la commercialisation illégales du saumon de haute mer et d'obtenir la coopération des pays de l'Asie du Sud-Est à ce sujet.

---

## QUESTIONS NUCLEAIRES

### NON-PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES

En raison de ses hautes capacités techniques dans le domaine nucléaire, le Canada a continué de prendre une part active aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui compte 112 membres, et de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN). Les membres de ces organismes ont fait abstraction de leurs différents politiques traditionnels pour s'attaquer à diverses questions relatives à la prolifération nucléaire, comme les mesures prises en secret par l'Iraq pour se procurer des armes nucléaires.

Pour la première fois depuis 1978, les pays adhérant aux Directives du groupe des fournisseurs nucléaires se sont réunis pour échanger leurs points de vue sur les dispositions régissant actuellement la fourniture de ces produits, sur les produits nucléaires à double usage, sur les conditions s'appliquant à leur fourniture, sur l'harmonisation des lignes directrices susmentionnées, sur les listes de substances détonantes établies par le Comité Zangger des exportateurs nucléaires et sur le rôle des nouveaux fournisseurs.

L'Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) (1959) a été modifié et comprend désormais le tritium.

Le Canada a joué un grand rôle à la Conférence de 1990 chargée de l'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), conférence au cours de laquelle les pays participants ont affirmé avec force leur attachement à la non-prolifération.

Le Canada est à présent partie à un ensemble de traités qui lui permettent de collaborer avec 28 pays en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Il a eu des entretiens bilatéraux officiels avec un certain nombre de partenaires nucléaires dont les États-Unis, l'URSS, le Japon, la Corée, l'Australie, la Communauté européenne de l'énergie atomique, l'Argentine, le Brésil et l'Indonésie.

#### QUESTIONS D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

Sur le plan de l'environnement, des efforts ont été entrepris pour sensibiliser plus encore la population aux avantages présentés par l'énergie nucléaire par rapport aux combustibles fossiles, notamment en ce qui concerne l'effet de serre et les pluies acides.

#### EXPORTATIONS D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Le Canada est un important fournisseur de techniques, de produits et de services liés à l'énergie nucléaire. Premier exportateur d'uranium au monde avec un chiffre d'affaires annuel d'un milliard de dollars, il a répondu, en 1990, à plus du tiers de la demande de ce produit dans le monde occidental. La politique canadienne à l'égard du traitement ultérieur de l'uranium a été modifiée de façon à considérer les convertisseurs américains et canadiens comme équivalents aux termes de l'Accord de libre-échange. C'est le Canada qui a été retenu pour fournir à la Corée un réacteur CANDU-6 destiné à sa centrale nucléaire Wolsong-2. Les principaux marchés pour l'uranium canadien ont été les États-Unis, le Japon, la Corée et les pays de la Communauté européenne de l'énergie atomique. L'AIEA a donné son accord pour que l'on poursuive la construction du réacteur CANDU en Roumanie.

# CHAPITRE CINQ LES RELATIONS INTERNATIONALES DU CANADA

## Faits saillants

- Le Canada entame des négociations sur le libre-échange nord-américain.
- Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, prend la parole devant la Chambre des communes.
- La valeur du commerce canadien avec Hong-Kong atteint 1,7 milliard de dollars.
- La déclaration sur les relations CE-Canada est achevée.
- Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est est mis sur pied.
- Le Canada appuie les actions menées par l'ONU dans le cadre de la crise du Golfe.

Photo : Défense nationale



L'ambassadeur du Canada à Koweït, M. Dickinson, se fait remettre un masque à gaz par le sous-officier B. Kettler. Koweït.

## RELATIONS CANADO- AMÉRICAINES

Le Canada et les États-Unis sont des partenaires dans le cadre des relations bilatérales les plus importantes du monde; ils sont alliés en vue d'assurer la défense de l'Amérique du Nord et de l'Europe, et ils sont les protecteurs de l'environnement de l'ensemble du continent.

Au cours des 5 dernières années, le gouvernement canadien a accordé une grande importance à 3 domaines fondamentaux dans le cadre de ses relations avec les États-Unis, à savoir les relations économiques et commerciales, la défense et l'environnement. Les relations concernant la pêche, la coopération scientifique, les exportations d'énergie, la lutte antidrogue et la coopération dans l'Arctique sont d'autres questions qui ont également fait l'objet d'une attention particulière.

Tant le Canada que les États-Unis sont le plus important client de l'autre pays. La valeur totale du commerce bilatéral des biens et services était de 203,2 milliards de dollars en 1990, les États-Unis accusant un surplus de 0,09 %. En 1990, les exportations canadiennes aux États-Unis ont atteint 110,3 milliards de dollars, tandis que la valeur de nos importations provenant de ce pays atteignait 92,9 milliards de dollars, ce qui s'est soldé par un surplus de 17,4 milliards de dollars pour le Canada au poste du commerce des marchandises. En gros,

les États-Unis absorbent 76 % de nos exportations et fournissent 69 % de nos importations.

Le commerce des invisibles, y compris le tourisme, les services ainsi que les revenus et les transferts d'investissements, s'est chiffré à 53,9 milliards de dollars.

Avec des placements de 68 milliards de dollars américains, soit près de 70 % de l'investissement étranger direct au Canada, les Américains demeurent les plus gros investisseurs étrangers au Canada. La valeur des investissements canadiens directs aux États-Unis s'élève à 32 milliards de dollars américains, ce qui fait du Canada le quatrième investisseur étranger (8 %), après le Royaume-Uni, le Japon et les Pays-Bas.

L'Accord de libre-échange (ALE) est maintenant en vigueur depuis plus de deux ans. La mise en oeuvre s'étale sur une période de 10 ans et devrait déboucher sur l'élimination complète des barrières tarifaires et de presque toutes les autres restrictions douanières. Cet outil important vise à rendre les économies américaine et canadienne de plus en plus concurrentielles, tout en favorisant une évolution des relations commerciales bilatérales qui est dans l'intérêt des deux pays.

L'Accord sur l'élimination accélérée des droits de douane permettra l'élimination rapide des droits

sur plus de 400 articles, qui sont l'objet d'échanges bilatéraux d'une valeur de quelque 6 milliards de dollars. En mars 1991, la Commission mixte du commerce canado-américain acceptait les résultats d'une deuxième ronde de consultations relatives à l'élimination rapide des droits sur plus de 250 articles, qui correspondent à plus de 400 produits donnés. Il reste aux deux gouvernements à approuver l'accord.

En février 1991, le premier ministre Brian Mulroney, le président George Bush et le président Carlos Salinas annonçaient que le Canada, les États-Unis et le Mexique s'étaient entendus pour mener des négociations visant à l'instauration d'un Accord de libre-échange nord-américain.

#### **RELATIONS CONCERNANT LE COMMERCE D'EXPORTATION**

Le Ministère consacre environ 37 % de son budget destiné à favoriser l'expansion des exportations à la promotion des échanges avec les États-Unis. Les exportations canadiennes à destination des États-Unis représentent le quart du produit intérieur brut du Canada et quelque 2 millions d'emploi.

Au cours de l'année à l'étude, le Ministère a consacré 16 millions de dollars à la promotion des échanges dans le cadre de 360 activités auxquelles 5 000 entreprises exportatrices ont été associées, dont 65 % se classaient dans les catégories moyenne ou petite.

Le Ministère dispose d'un programme d'expansion des exportations vers les États-Unis, lequel comprend des foires et des missions commerciales, le programme Nouveaux exportateurs aux États frontaliers (NEEF) et le programme Nouveaux exportateurs vers les États américains du Sud (NEXUS). Diverses activités ont attiré des participants de plus de 70 secteurs et sous-secteurs industriels différents, englobant les produits de base aussi bien que les services. Les débouchés offerts par le gouvernement fédéral américain, l'équipement environnemental, les technologies de l'information et les services de consultation ont fait l'objet d'une promotion.

Douze consulats canadiens et 15 bureaux satellites ont appuyé ces activités. Par le truchement de 53 missions commerciales effectuées dans les États frontaliers du Nord des États-Unis, le programme NEEF a permis à plus de 1 000 exportateurs éventuels de toutes les provinces du Canada de se familiariser avec de nouveaux marchés régionaux. En 1990-1991, 209 entreprises ont participé à 17 missions mises sur pied dans le cadre du programme NEXUS.

Le programme NEEF pour 1990-1991 pourrait rapporter jusqu'à 30 millions de dollars à l'économie canadienne au cours de l'année à venir.

#### **DÉFENSE**

Le Canada et les États-Unis prennent au sérieux leur rôle au sein de l'Alliance atlantique (OTAN) et collaborent, en outre, au niveau bilatéral, à la défense de l'Amérique du Nord. La participation commune des deux pays à NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord) demeure un symbole incontestable de la coopération canado-américaine. Le Canada et les États-Unis ont souligné, en août 1990, le cinquantième anniversaire de la création de la Commission permanente canado-américaine de défense.

Le premier ministre Mulroney et le président Bush se sont rencontrés 11 fois depuis janvier 1989. Lors de leur rencontre à Ottawa le 13 mars 1991, leurs entretiens ont porté surtout sur les questions en suspens au terme du conflit au Moyen-Orient.

#### **RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES CONCERNANT LA PÊCHE**

Les relations canado-américaines dans ce domaine sont inévitablement marquées à la fois par la collaboration et le conflit, eu égard à la géographie, aux habitudes migratoires et à la valeur commerciale du poisson, de même qu'à la taille du marché américain.

Le 26 septembre 1990, le Canada et les États-Unis signaient une entente bilatérale sur le contrôle de la pêche, soit une importante mesure bilatérale en vue de diminuer le nombre d'incidents provoqués par la pêche illégale dans des régions frontalières au large des côtes est et ouest. Le Canada tente, par des moyens diplomatiques et la communication, d'amener les États-Unis à prendre des mesures en vue de réduire les prises accidentelles excessives de flétan du Pacifique capturé par les flottes américaines pêchant le poisson de fond dans les eaux de l'Alaska.

#### **QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET TRANSFRONTALIÈRES**

Le premier ministre Mulroney et le président Bush ont franchi une étape importante de la lutte contre les pluies acides en signant l'Accord canado-américain sur la qualité de l'air, à Ottawa, le 13 mars 1991. Grâce à une réduction de moitié du mouvement transfrontière des polluants qui provoquent



les pluies acides, jumelée au programme de contrôle des pluies acides lancé en 1985, il sera possible d'éliminer, d'ici à l'an 2000, les dommages causés par les dépôts acides excessifs dans l'Est du Canada. De plus, les limites imposées en permanence aux émissions d'anhydride sulfureux dans les deux pays sont une garantie que l'acidité des précipitations n'atteindra jamais des niveaux dommageables dans l'Ouest canadien. Le respect des engagements sera l'objet d'un contrôle public sous les auspices de la Commission mixte internationale. L'entente offre également les moyens de conclure d'autres accords à l'avenir en vue de lutter contre la pollution.

Le 5 mars 1991, l'honorable Robert de Cotret, ministre de l'Environnement, annonçait une initiative de prévention de la pollution, d'une valeur de 25 millions de dollars, dans les bassins hydrographiques des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Le Canada fait des démarches pour que soit désignée zone de nature protégée la plaine côtière de l'*Arctic National Wildlife Refuge*, en Alaska, qui est l'aire de mise bas de la harde de caribous de la Porcupine. Les sources de revenu et la culture traditionnelle des milliers d'autochtones canadiens qui dépendent de la harde seront mises en péril si l'exploitation pétrolière était permise dans le refuge.

Le Canada s'est également opposé à des projets de loi américains qui seraient allés à l'encontre des principes écologiques sur lesquels repose l'Accord canado-américain concernant le mouvement transfrontalier des déchets dangereux.

L'ALE a assuré des débouchés aux exportations canadiennes d'énergie, principalement de pétrole, de gaz naturel et d'électricité, sur le marché américain. Les exportations de gaz naturel se sont élevées au niveau record de 40,2 milliards de mètres cubes, soit 7,7 % de la consommation américaine totale.

Le Canada a annoncé son intention d'amorcer des négociations avec les États-Unis en vue de conclure un nouvel accord bilatéral sur le transport aérien.

Dans le secteur des communications, la Commission du droit d'auteur a mis sur pied le premier régime canadien de droits d'auteur à l'intention des détenteurs (tant canadiens qu'étrangers) des droits sur des émissions d'origine lointaine retransmises par les câblodiffuseurs.

#### PROGRAMMES DE RELATIONS PUBLIQUES

Le Canada maintient une très grande visibilité auprès des décideurs américains au moyen de campagnes de relations publique destinées au public et aux législateurs américains, et dont l'objet est de renforcer l'image de partenaire commercial intègre, d'observateur attentif des questions environnementales et de partenaire responsable, au chapitre de la défense et de la sécurité, que projette le Canada.

Grâce à des liens étroits avec les membres du Congrès américain et des congrès des différents États américains, le gouvernement canadien a pu empêcher les Américains d'adopter des mesures protectionnistes à l'égard du Canada, tout en les incitant à mieux comprendre les affaires canadiennes.

## AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES

Au cours de la deuxième année de mise en oeuvre de la stratégie du gouvernement canadien concernant l'Amérique latine, les liens se sont resserrés entre les chefs de gouvernement et les dirigeants du milieu des affaires. L'activité commerciale a connu une hausse appréciable au cours de cette période, les exportations canadiennes à destination d'Amérique latine ayant augmenté de 8,1 %.

L'annonce, en février 1990, de pourparlers devant aboutir à une zone de libre-échange Canada-Mexique-États-Unis signale le début d'une aire nouvelle des relations économiques canadiennes dans le contexte nord-américain et a d'importantes ramifications pour l'ensemble du continent.

En juin 1990, un ministre canadien, en l'occurrence le ministre des Relations extérieures et du

Développement international, l'honorable Monique Landry, assistait pour la première fois à l'assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), tenue au Paraguay. À cette occasion, une proposition canadienne visant à mettre sur pied une unité de promotion de la démocratie a été adoptée à l'unanimité. Le Canada participe activement au programme de l'OEA, siégeant à la Commission interaméricaine des femmes (CIM) et participant à la réunion des ministres, parrainée par l'OEA, à l'appui de la Commission interaméricaine pour le contrôle de l'abus des drogues, tenue à Mexico. Au printemps 1990, Les Grands Ballets Canadiens ont fait une tournée au Mexique, au Venezuela et au Brésil, où ils ont remporté un grand succès. Cette tournée a été rendue possible

grâce à l'aide financière accordée par le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur.

Les activités du Canada en Amérique centrale et dans les Antilles ont principalement eu pour objet la consolidation et le renforcement des institutions démocratiques. Par exemple, lors des élections en Haïti, le Canada a fourni à ce pays du matériel et un soutien technique d'une valeur d'un million de dollars, et il y a également dépêché un certain nombre d'observateurs, tant civils que militaires. De plus, le Canada a offert son appui au Salvador, au Guatemala et à la Guyane, à l'occasion des élections qui ont eu lieu dans ces pays.

Le Canada a continué à favoriser la paix en Amérique centrale en 1990 en participant au Groupe d'observateurs des Nations Unies (ONUCA). En septembre, des pourparlers préliminaires de paix ont eu lieu entre l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et les plus importantes associations de patronat de ce pays. Ces pourparlers ont eu lieu à Ottawa, à la demande des parties. Cela témoigne du rôle que joue le Canada en tant que facilitateur digne de confiance et véritablement désireux de promouvoir la paix dans cette région.

#### COMMERCE AVEC L'AMÉRIQUE LATINE

Dans l'ensemble de l'Amérique latine, les réformes économiques ont une incidence importante sur les relations commerciales avec le Canada. Tant les exportations canadiennes à destination de cette région que l'investissement qu'y fait le Canada sont à la hausse.

Le Brésil, qui vient d'amorcer la libéralisation de son économie, demeure le deuxième partenaire commercial du Canada en Amérique latine, la valeur des échanges entre les deux pays ayant atteint 1,3 milliard de dollars. Malgré une grave récession qui frappe le Brésil, les exportations canadiennes à destination de ce pays ont atteint 490 millions de dollars. S'ajoutent au volume important de blé exporté au Brésil, des exportations de moteurs d'aéronef, de charbon, de potasse, de minerai de cuivre, de papier journal et de soufre.

Au Venezuela, les exportateurs canadiens continuent de tirer parti de la libéralisation économique lancée par le président Carlos Andres Perez. En effet, en 1990, les exportations canadiennes à destination de ce pays se sont accrues de près de 50 %, et leur valeur s'est chiffrée à quelque 230 millions de dollars, plaçant le Venezuela au deuxième rang des marchés sud-américains visés par le Canada.

Le Canada a tiré environ 70 millions de dollars américains de la vente de minéraux et d'équipement minier au Chili en 1990, et la valeur

globale des échanges entre ces deux pays s'est accrue de 71 %. Les Canadiens étaient les plus importants investisseurs au Chili en 1990 (492 millions de dollars), s'intéressant principalement au secteur minier.

Des entreprises pétrolières et gazières et des cabinets de consultation canadiens négocient actuellement des contrats portant sur la privatisation d'importantes entreprises gouvernementales de services publics en Argentine. Des entreprises de communications ont entrepris des démarches semblables en Uruguay, au Venezuela et au Paraguay.

#### MEXIQUE : NOUVEAUX DÉBOUCHÉS, FORMULES NOUVELLES

Le Mexique était au premier rang des partenaires commerciaux du Canada en Amérique latine et dans les Antilles, la valeur des échanges entre ces deux pays ayant dépassé 2,3 milliards de dollars en 1990. Pour leur part, les exportations canadiennes se sont chiffrées à près de 600 millions de dollars.

Les exportateurs canadiens ont profité de nouveaux débouchés dans les secteurs de l'agriculture, des télécommunications, de l'environnement et de l'équipement destiné à l'industrie des plastiques :

- Du matériel de téléphonie cellulaire canadien sera utilisé dans cinq des neuf concessions attribuées à des exploitants privés par Telemex.
- Des technologies de protection de l'environnement et de contrôle de la pollution sont mises en oeuvre dans le cadre de projets de gestion de la qualité de l'air, de la qualité de l'eau et des déchets dans des grands centres urbains comme Mexico et Guadalajara, aussi bien que dans la région de la côte du Golfe.
- Un nombre record de bovins laitiers et de porcs canadiens ont été exportés au Mexique afin d'améliorer le rendement du cheptel mexicain.

Les exportateurs canadiens sont demeurés chefs de file parmi les fournisseurs de bon nombre de produits de base en vrac, y compris les céréales, les légumineuses, le soufre, la pâte de bois et la poudre de lait écrémé.

#### LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

En février 1991, le Canada, le Mexique et les États-Unis ont annoncé qu'ils entameraient des négociations en vue d'un accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Un tel accord constituerait un marché comprenant plus de 360 millions d'habitants et dont le produit intérieur brut (PIB) cumulatif totaliserait près de 7 billions de dollars américains.

Plus que jamais, les exportateurs canadiens se rendent au Mexique et découvrent qu'à la suite des politiques de réforme économique et des mesures de libéralisation commerciale mises en oeuvre depuis la fin des années 80, le Mexique offre un marché auquel les Canadiens peuvent s'attaquer avec succès.

#### ANTILLES

Les relations commerciales entre le Canada et les pays des Antilles sont vieilles de plusieurs siècles. En 1990, la valeur des échanges entre ces partenaires s'est élevée à 1,8 milliard de dollars, les exportations atteignant 850 millions de dollars, soit une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. Durant la même période, les importations se sont accrues de 12 %.

En 1990, la Société pour l'expansion des exportations a conclu des ententes visant à consentir des

lignes de crédit à des emprunteurs à la Barbade, en Jamaïque et à la Trinité-et-Tobago afin de faciliter la vente de quelque 30 millions de dollars en biens et services canadiens.

Northern Telecom, Mitel et Larcam Communications ont décroché un certain nombre de contrats de vente d'équipement dans les Antilles. De plus, une entente est intervenue en vue de la vente, à Bahamasair, société basée à Nassau, de cinq appareils Dash-8 de série 300, fabriqués par Boeing De Havilland.

En 1991, de nouveaux accords bilatéraux ont été conclus dans le cadre du Programme des travailleurs saisonniers agricoles, afin de permettre le déplacement organisé de travailleurs étrangers pour répondre aux besoins saisonniers des employeurs agricoles canadiens. Les pays participants comprennent le Mexique, la Jamaïque, la Barbade et la Trinité-et-Tobago.

## AFRIQUE

Au coeur des préoccupations canadiennes au chapitre de la politique extérieure, l'Afrique a continué tant à poser des défis qu'à offrir des perspectives prometteuses. Vingt-cinq pays africains ont entrepris des programmes de restructuration économique, aidés par le Fonds monétaires international, la Banque mondiale et des pays donateurs. La plupart des pays ont pris des mesures particulières, parfois radicales, pour en arriver à la démocratie, et des progrès notables ont été constatés en Afrique du Sud.

Bien que plusieurs pays de la région soient frappés par la guerre civile et la famine, le Canada a tenté de sensibiliser davantage les pays touchés aux rapports étroits qui existent entre les réformes économiques et sociales et le respect des droits et libertés fondamentaux et des institutions démocratiques.

#### AFRIQUE FRANCOPHONE

Le Canada a continué de resserrer ses liens avec l'Afrique francophone grâce aux visites de deux chefs d'État, de deux premiers ministres et de plusieurs autres hauts fonctionnaires. Ils ont reçu l'assurance d'un appui soutenu à la démocratisation, aux droits de la personne et à la protection de l'environnement. Le gouvernement canadien s'est réjoui de la réussite du processus électoral au Gabon, en Côte-d'Ivoire, au Bénin, en Algérie, à Sao Tomé-et-Principe et au

Cap-Vert. La situation intérieure a été perturbée au Rwanda, au Mali, au Niger et au Togo. En outre, le Canada a participé à des consultations bilatérales avec la Côte-d'Ivoire, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Rwanda.

Le premier ministre du Bénin, en visite au Canada en novembre, a discuté du renouveau et de la démocratisation de son pays. En juin, le premier ministre du Burundi et le ministre des Affaires étrangères du Rwanda ont accordé une attention particulière à leur politique respective de réconciliation inter-ethnique. Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères du Zaïre a discuté surtout de réforme politique au moment de sa visite, en décembre.

Élections Canada a dirigé des missions au Bénin, au Burkina Faso et au Zaïre afin de surveiller les élections qui s'y déroulaient.

En octobre, l'Association du Barreau canadien recevait une mission de la République de Guinée, qui désirait obtenir des conseils pour l'élaboration de sa constitution.

En avril, l'honorable Ed Broadbent, président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique s'est rendu en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, au Burkina Faso et au Cameroun. Sa visite, et les missions organisées par Élections Canada, témoignent de l'importance que le Canada accorde au développement politique de l'Afrique.

Le Canada a contribué au fonctionnement de la Banque africaine de développement et a reçu son président, M. Babacar N'Diaye. Pendant que le président de la République centrafricaine était en visite au Canada, une entreprise canadienne a décroché un important contrat d'exploitation forestière financé par la Banque mondiale.

Le Canada a pris une part active à la Conférence sur la protection de l'environnement méditerranéen, tenue à Tunis, en mars, et organisée pour le compte de la Francophonie.

### AFRIQUE ANGLOPHONE

Dans ses rapports avec l'Afrique anglophone (soit les 19 pays non francophones subsahariens), le Canada a continué à insister sur les questions de développement et la coopération au sein d'organismes internationaux, et a préconisé vigoureusement le règlement des conflits et la démocratisation.

La visite d'État au Canada, en septembre dernier, du président Robert Mugabe du Zimbabwe témoigne de l'apport fait par le Canada au développement économique du Zimbabwe et des autres pays d'Afrique australe, tant de manière bilatérale que par le truchement de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Le président Mugabe a annoncé, devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la Chambre des communes, la décision prise par son pays de maintenir un régime multipartite et d'ouvrir sensiblement son économie. Les parties ont échangé leurs points de vue sur les conséquences que présentaient pour la région les guerres civiles en cours en Angola et au Mozambique, de même que sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

En mai, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu à Abuja, Nigéria, afin d'assister à une réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe. Les participants se sont consultés sur les relations bilatérales Canada-Nigéria et sur des questions qui préoccupaient l'ensemble des participants.

La terrible guerre civile qui sévissait au Libéria a amené le Canada à organiser une action humanitaire afin d'aider les réfugiés libériens dans les pays voisins et d'encourager la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à faire déclarer un cessez-le-feu et à mettre en place une administration provisoire que toutes les parties pourraient accepter.

Dans la Corne de l'Afrique, la guerre civile en Somalie a provoqué l'écroulement du gouvernement

national quand les diverses factions n'ont pu s'entendre sur qui devait succéder à l'administration.

La guerre civile s'est poursuivie au Soudan, et le gouvernement a entravé l'aide internationale destinée aux 7 millions de personnes qui étaient à risque. Le Canada a exercé de fortes pressions afin de rétablir l'Opération survie Soudan et des activités efficaces d'aide internationale.

Le Canada a pris part à l'activité internationale visant à apporter un secours humanitaire à 7 millions de personnes en Éthiopie. Les diplomates canadiens ont donné leur appui aux négociations visant à mettre un terme à la guerre civile et à instaurer un gouvernement de transition, à représentation large, en attendant les élections démocratiques multipartites en 1992.

### GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

La campagne internationale visant à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud est demeurée l'un des principaux éléments de la politique extérieure du Canada.

Au début de mai 1990, le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement d'Afrique du Sud ont entamé des pourparlers, à Groote Schuur, concernant l'élimination des obstacles aux négociations.

En juin, des milliers de Canadiens ont accueilli le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, dans des rassemblements gigantesques, à Ottawa, à Toronto et à Montréal. Dans un discours historique qu'il a prononcé devant la Chambre des communes, il a rendu hommage au rôle de chef de file joué par le Canada dans la lutte contre l'apartheid. Le premier ministre Mulroney s'est engagé à verser 5,85 millions de dollars en aide aux personnes exilées qui rentraient en Afrique du Sud et aux prisonniers politiques remis en liberté, par le truchement du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les églises sud-africaines.

Lors d'un sommet tenu à Pretoria en août, le gouvernement d'Afrique du Sud consentait à éliminer, avant le 30 avril, les obstacles aux négociations, soit le retour des personnes exilées, la libération des prisonniers politiques et la révision de la législation répressive en matière de sécurité, et l'ANC consentait à suspendre sa lutte armée. Lors de la reprise de la session spéciale de l'ONU sur l'apartheid, c'est en partie grâce aux efforts déployés par le Canada que le HCR a obtenu un mandat d'assistance aux exilés qui rentraient en Afrique du Sud. En février 1991, le président de Klerk annonçait

que les derniers « piliers de l'apartheid » législatifs seraient abrogés avant la fin de juin 1991.

Les participants à la réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, tenue à Londres à la mi-février, présidée par M. Clark, se sont réjouis unanimement des progrès réalisés en Afrique du Sud, mais ils sont convenus de ne pas lever les sanctions contre ce pays avant l'entrée en vigueur des réformes promises. Le programme canadien Dialogue, d'une valeur de 1,8 million de dollars, offrait un soutien aux préparatifs des négociations constitutionnelles et favorisait le rapprochement des particuliers et des groupes oeuvrant afin d'instaurer, de manière pacifique, une démocratie non raciale en Afrique du Sud.

Pendant sa première année d'indépendance, la Namibie a continué de faire des progrès encourageants en matière de développement économique et de réconciliation nationale. Le Canada s'est engagé à lui verser 4 millions de dollars sous forme d'aide et a prêté son concours à un programme de formation policière financé par les pays du Commonwealth.

#### COMMERCE AVEC L'AFRIQUE

Les exportations canadiennes de biens à destination de l'Afrique ont augmenté de 15 % en 1990, passant à 1,07 milliard de dollars, tandis que la valeur des exportations de services a atteint les 200 millions de dollars. Grâce aux efforts du Ministère, les entreprises canadiennes ont pu conserver leur part du marché et trouver de nouveaux débouchés commerciaux en Afrique.

Les exportations à destination de l'Afrique proviennent de toutes les régions du Canada et incluent les biens et services suivants : produits forestiers et produits de la pêche (Maritimes); services de gestion

et d'ingénierie, matériel de télécommunications, hélicoptères et avions (Québec); locomotives, aéronefs, matériel d'exploitation des mines et outillage électrogène (Ontario); blé, soufre, matériel d'exploitation du pétrole et du gaz naturel (Prairies); produits forestiers (Colombie-Britannique). Le Nigéria, l'Algérie et le Maroc étaient, en 1990, les principaux partenaires commerciaux du Canada dans cette région. De plus, la Société pour l'expansion des exportations a continué d'offrir son appui aux exportateurs canadiens dont les produits étaient destinés à l'Afrique.

À l'initiative du Ministère, les associations industrielles suivantes ont augmenté leur activité d'expansion commerciale en Afrique : l'Association des exportateurs canadiens, le Conseil commercial canado-arabe, le Forum francophone des affaires, ainsi que la nouvelle Chambre de commerce Canada-Nigéria, fondée en janvier 1991.

Une équipe de spécialistes de la Banque africaine de développement (BAD) a tenu, dans tout le Canada, une série de séminaires qui portaient sur la façon d'obtenir des contrats pour des projets financés par la BAD. Des entreprises canadiennes ont continué à disputer à leurs concurrents les projets financés par la Banque mondiale et la BAD, dont la valeur s'élève à 7 milliards de dollars.

Le Ministère a intensifié ses efforts de marketing à l'égard du marché africain de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel. Plusieurs entreprises canadiennes réalisent actuellement en Afrique un certain nombre de projets profitables.

L'excellente réputation dont jouit le Canada, ses programmes d'aide et les rôles qu'il assume au sein du Commonwealth et de la Francophonie ont contribué à améliorer ses perspectives commerciales en Afrique.

## ASIE ET RÉGION DU PACIFIQUE

Le Canada et la région Asie-Pacifique continuent d'élargir et de solidifier les liens qui les unissent. Le Canada est fermement implanté dans la région depuis bon nombre d'années, grâce à des programmes d'aide au développement et d'aide humanitaire, à l'immigration, au commerce et à l'investissement, ainsi que par la voie du Commonwealth. L'Asie offre aujourd'hui au Canada un marché plus important que celui de l'Europe dans son ensemble; le marché du Japon à lui seul est plus grand que ceux du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne réunis. Plus que jamais, la prospérité du Canada repose sur l'Asie-Pacifique.

Cette région est d'ailleurs importante non seulement pour le Canada mais pour le monde entier. D'ici la fin du siècle, les « quatre tigres », soit la Corée, Hong-Kong, Singapour et Taïwan, auront vraisemblablement atteint des taux d'industrialisation comparables à ceux de l'Europe et auront des taux de croissance économique plus forts que n'importe quel des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le taux de croissance annuelle du produit national brut (PNB) des pays de la région atteint en moyenne 7 %; déjà, 11 des économies qui connaissent les taux de croissance économique les plus rapides au monde se situent en Asie.

Cette région engendre plus de 25 % du total des PNB de la planète. En outre, elle abrite 60 % de la population mondiale et elle est déjà à l'origine de 21 % du commerce mondial. D'ici l'an 2000, la région Asie-Pacifique comptera plus de 70 % de la population mondiale, produira plus de 40 % des biens de la planète et consommera plus de 40 % de la production mondiale.

### JAPON

Le Japon est le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. Les exportations canadiennes à destination du Japon ont totalisé 8,17 milliards de dollars en 1990, tandis que les importations en provenance du Japon, qui totalisaient 9,52 milliards de dollars, étaient légèrement en baisse, ce qui s'est soldé par un déficit de 1,35 milliard de dollars.

L'investissement direct du Japon au Canada poursuit sa montée et a dépassé la barre des 4,4 milliards de dollars en 1990. Les investissements japonais en valeurs mobilières canadiennes, pour la plupart des obligations du gouvernement, dépassent 46 milliards de dollars.

Près de 475 000 touristes japonais ont visité le Canada en 1990.

Un certain nombre de visites importantes ont eu lieu au cours de l'année, dans le cadre de cette importante relation commerciale :

- M. John C. Crosbie a rencontré le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Investissement du Japon, M. Kabun Muto, le 3 mai 1990, et a soulevé la question des tarifs imposés par le Japon au bois d'œuvre d'épinette, de pin et de sapin coupé à dimensions, ainsi que la question des négociations commerciales entre les États-Unis et le Japon.
- La conférence annuelle du Comité économique Canada-Japon a eu lieu à Hiroshima, du 13 au 16 mai.
- Le très honorable Joe Clark a lancé le dialogue sur la sécurité coopérative du Pacifique Nord à l'occasion des consultations annuelles des ministres des Affaires étrangères, tenues au Japon, dans le cadre desquelles il a rencontré le ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Taro Nakayama.
- La neuvième conférence annuelle du Comité économique Canada-Japon, tenue à Vancouver, et coprésidée par le sous-ministre du Commerce extérieur et le vice-ministre des Affaires étrangères du Japon, a connu un vif succès.
- Le ministre des Finances s'est rendu à Tokyo, en novembre 1990, où il a rencontré les dirigeants des plus grandes institutions financières japonaises.
- Le Ministère a tenu des tables rondes visant à évaluer les efforts déployés par le Canada pour attirer des investissements japonais directs. De plus, le gouverneur général et M<sup>me</sup> Ramon Hnatyshyn se sont rendus au Japon, en novembre 1990, afin d'assister aux cérémonies d'intronisation de l'empereur Akihito.

### CORÉE

La Corée demeure le cinquième partenaire commercial du Canada, les échanges avec ce pays ayant dépassé 3,8 milliards de dollars en 1990. Malgré une légère baisse des exportations canadiennes à destination de la Corée, lesquelles étaient évaluées à 1,55 milliard de dollars en 1989, le déficit commercial du Canada à l'égard de la Corée a marqué une baisse de 11 % en comparaison de l'année précédente.

M. Clark s'est rendu à Séoul en septembre 1990. C'était la première fois qu'un ministre canadien

des Affaires extérieures se rendait dans ce pays depuis 1975; ce contact témoigne d'une tendance à la hausse des échanges et de la coopération.

### HONG-KONG

L'économie de Hong-Kong dépend presque entièrement du commerce. Il s'agit du douzième marché d'importation à l'échelle mondiale. En 1990, les échanges entre le Canada et Hong-Kong ont totalisé 1,7 milliard de dollars.

Hong-Kong est l'un des plus importants centres financiers au monde et constitue pour le Canada une source importante d'investissements, dont la valeur estimative s'est chiffrée à 4 milliards de dollars en 1990.

Le Ministère a fait la promotion de l'industrie aéroportuaire, des technologies des télécommunications et de l'information et de produits transformés au Canada, dans le cadre de foires commerciales et de séminaires sur l'investissement qu'il a parrainés.

### RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Le Canada considère la République populaire de Chine tant comme un partenaire commercial et économique important que comme un interlocuteur influent par rapport à de nombreuses questions régionales et multilatérales. Le Ministère profite de chaque occasion pour souligner nos préoccupations en matière de droits de la personne.

La Chine semble poursuivre sa démarche de réforme économique avec l'adoption, en 1991, de son dixième plan quinquennal. La valeur totale des échanges entre le Canada et la Chine a dépassé les 3 milliards de dollars en 1990-1991, ce qui s'est soldé par un surplus commercial en faveur du Canada.

Au cours des trois dernières années, les exportations canadiennes de biens d'équipement à destination de la Chine ont augmenté régulièrement, passant de 125,7 millions de dollars en 1987 à 414,9 millions de dollars en 1989, et intervenant actuellement pour 50 % du total des exportations canadiennes à destination de ce pays. Le Canada importe principalement des produits textiles, de même qu'un certain volume de produits industriels légers comme des jouets et des articles de sport, de la maroquinerie et des chaussures.

Le deuxième symposium Canada-Chine sur le pétrole lourd a eu lieu à Beijing en octobre 1990. Le Canada a été l'hôte de la *National Petroleum Show*, à Calgary, à laquelle a assisté une mission d'État composée de représentants du gouvernement et du milieu des affaires de Chine.

L'ambassade du Canada à Beijing et le consulat général du Canada à Shanghai ont fait une promotion dynamique des produits et services canadiens dans le cadre de foires commerciales et de symposiums dans les secteurs de l'automobile, des télécommunications, de la production de l'électricité et de l'énergie et de l'agriculture.

### TAÏWAN

Le Canada respecte le principe « d'une Chine unique » suivant lequel il a reconnu en 1970 la République populaire de Chine; de ce fait, il ne peut pas établir de liens officiels avec Taïwan. Le Ministère peut néanmoins encourager les activités commerciales et les contacts privés avec Taïwan.

Le Bureau du commerce canadien à Taipei, ouvert en 1986 par la Chambre de commerce du Canada, a pris de l'expansion au cours de l'année. Un délégué commercial y est actuellement détaché aux termes d'un accord conclu en vertu d'Échanges Canada.

Grâce à un accord privé de coentreprise, la compagnie aérienne Canadien International offre depuis décembre un service de vol sans escale entre Vancouver et Taipei.

Taïwan est actuellement au quatrième rang des partenaires commerciaux du Canada dans la région du Pacifique, la valeur des échanges entre les deux pays s'étant établie à 2,9 milliards de dollars en 1990.

### ASIE DU SUD-EST — ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST (ANASE)

Le Ministère a rédigé des documents détaillés d'analyse économique de chaque pays membre de l'ANASE : le Brunei Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Grâce aux efforts déployés par le Centre Canada-ANASE, situé à Singapour, les échanges se multiplient dans les secteurs commercial, universitaire et culturel.

Le rôle du Canada en tant que partenaire du dialogue des pays de l'ANASE constitue la pierre angulaire de nos relations avec l'Asie du Sud-Est et facilite la discussion des questions ayant trait à la situation économique et politique internationale et régionale. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a représenté le Canada lors de la Conférence annuelle postministérielle de l'ANASE, tenue à Djakarta, Indonésie, en juillet 1990. M. Clark a aussi accueilli ses homologues de l'ANASE, à Jasper, en octobre 1990, à l'occasion d'une réunion qui a été couronnée de succès.

En octobre, le ministre des Affaires administratives d'Indonésie a entrepris une importante visite d'étude au Canada.

La présence du gouvernement et du secteur privé canadiens en Asie du Sud-Est continue de prendre de l'ampleur à mesure qu'augmente l'activité de coopération à caractère politique, économique, social et culturel.

### COMMERCE AVEC L'ANASE

Le commerce bilatéral entre le Canada et les pays de l'ANASE a atteint 3,4 milliards de dollars en 1990. Les exportations canadiennes sont passées de 1,3 milliard de dollars en 1989 à 1,8 milliard de dollars en 1990, alors que la valeur des importations en provenance de l'ANASE, soit environ 1,8 milliard de dollars en 1990, n'enregistre aucun changement sensible. Le potentiel de croissance des relations commerciales Canada-ANASE est énorme, car les exportations du Canada vers ces pays et de ces pays vers le Canada représentent un peu plus de 1 % de leur marché respectif.

Le gouvernement canadien a subventionné une série de conférences, de missions et d'études de faisabilité destinées à étendre ces relations commerciales. Jusqu'à présent, les exportations canadiennes à destination de cette région ont consisté principalement en produits de base et en produits à base de matières premières. Les efforts d'expansion commerciale à l'appui des produits et services de technologie de pointe donnent lieu à une diversification et à une hausse des ventes à l'ANASE notamment dans les secteurs des transports, des communications, de l'aérospatiale et de l'électricité.

Les investissements canadiens dans les pays de l'ANASE atteindraient actuellement 2,9 milliards de dollars, ce qui représente environ 3 % du total des investissements canadiens directs à l'étranger. Ils portent sur les secteurs pétrolier, gazier et minier. L'Indonésie et Singapour en sont les principaux bénéficiaires.

Créé en 1986 par la Chambre de commerce du Canada et les Chambres du commerce et de l'industrie de l'ANASE, le Conseil de commerce ANASE-Canada continue d'encourager les relations d'affaires entre le Canada et les pays de l'ANASE. En octobre 1990, à l'occasion de la visite en Alberta des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, le Conseil a présenté, à Calgary, un séminaire sur les débouchés commerciaux qu'offre l'ANASE, qui a été très suivi.

### INDOCHINE

Tandis que les hostilités se poursuivaient au Cambodge pour la douzième année, le Canada pratiquait une politique à deux volets qui consistait à prendre part activement au processus de paix tout en s'occupant des aspects humanitaires du conflit.

Dans le sillon du retrait du Vietnam de ce pays, en mars 1990, le Canada annonçait qu'il reprendrait officiellement l'aide au développement, au Vietnam, au Cambodge et au Laos. En mai, le Canada est devenu l'un des premiers pays occidentaux à déclarer qu'il n'appuierait plus les revendications de la résistance cambodgienne à l'égard du siège du Cambodge à l'ONU.

### VIETNAM

Les rapports avec le Vietnam se sont améliorés par suite des réformes économiques soutenues qui ont lieu dans ce pays et de son retrait du Cambodge. À la suite de ce retrait, le Canada reconnaît à nouveau, depuis mars 1990, l'admissibilité du Vietnam à une aide officielle au développement, et un programme d'aide restreint est en voie d'élaboration.

Le Canada est au cinquième rang des investisseurs au Vietnam, ayant engagé un peu plus de 112 millions de dollars américains au titre de projets dans ce pays. En janvier 1991, M. Crosbie a été le premier ministre canadien à se rendre au Vietnam depuis 19 ans.

Le commerce bilatéral entre le Canada et le Vietnam s'est accru de 30 %, passant à 22,6 millions de dollars en 1990-1991, ce qui est principalement attribuable à une hausse phénoménale de 168 %, par rapport à l'année précédente, des exportations à destination de ce pays. Les principales exportations canadiennes, dont la valeur a atteint 7,5 millions de dollars en 1990, sont la pénicilline et les antibiotiques, les postes récepteurs de radio, le plastique, les tapis et la machinerie. Les principales importations canadiennes incluent le poisson, les vêtements et les invertébrés à coquille.

Les sociétés pétrolières canadiennes approvisionnent le Vietnam en produits et services et y font également de la prospection; les sociétés d'ingénierie mènent des études de faisabilité portant sur des projets de reconstruction.



## **ASIE DU SUD : INDE, PAKISTAN, BANGLADESH, SRI LANKA, NÉPAL, AFGHANISTAN ET MYANMAR**

La région de l'Asie du Sud compte approximativement 1 milliard d'habitants, soit environ 20 % de la population mondiale.

L'Inde, dont la population atteint presque 850 millions d'habitants, possède maintenant la neuvième économie en importance au monde. Ce pays fait face à des problèmes politiques intérieurs dans les États d'Assam, du Pendjab et du Cachemire.

Le nouveau gouvernement pakistanais du premier ministre Nawaz Sharif place au premier rang des priorités la libéralisation économique du pays, l'éducation et la santé. Une résolution négociée du conflit en Afghanistan et la stabilité de ce pays contribueraient à la paix et à la sécurité du Pakistan et de toute la région et permettrait le rapatriement des quelque 1,5 million de réfugiés en Iran et 3,5 millions au Pakistan.

Le Canada et d'autres membres de la communauté internationale ont manifesté leur préoccupation au sujet des violations des droits de la personne au Sri Lanka, où les forces du gouvernement continuent de combattre les sécessionnistes tamouls.

Le Bangladesh continue d'être aux prises avec une pauvreté largement répandue que viennent aggraver des pertes de vie et des perturbations économiques importantes dues aux ravages causés par des cyclones et des inondations, et doit faire appel périodiquement à une aide internationale. Le Ministère, par le truchement de l'ACDI, a supervisé les activités de secours du Canada dans ce pays.

À la suite des élections qui se sont déroulées au Népal, ce pays est dirigé par un gouvernement démocratique pour la première fois depuis plus de 30 ans.

Le Comité de Myanmar pour la restauration de la paix échappe, à toutes fins pratiques, aux pressions internationales en raison des revenus appréciables que tire ce pays de concessions de prospection pétrolière et d'exploitation forestière. Le Canada, entre autres pays, se dit particulièrement préoccupé par les violations des droits de la personne dans ce pays.

Le Canada s'est efforcé de favoriser le processus démocratique et le respect des droits de la personne dans l'ensemble de la région de l'Asie du Sud, d'assurer la stabilité régionale par le règlement de divers conflits et d'accorder son appui aux mesures visant

à promouvoir la libéralisation et la croissance économiques. Il tente d'influencer les politiques en vigueur dans les pays de l'Asie du Sud et de favoriser la libéralisation et la croissance économiques par le biais de programmes d'échanges commerciaux et d'immigration et de l'aide au développement aux pays admissibles.

Au cours de l'année écoulée, tant M<sup>me</sup> Landry que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, se sont rendues en visite officielle en Asie du Sud.

En octobre, Ottawa accueillait le ministre des Cultures de plantation et le ministre d'État à la Défense du Sri Lanka, en visite officielle au Canada.

## **COMMERCE AVEC L'ASIE DU SUD**

Les exportations canadiennes à destination de l'Asie du Sud se sont accrues d'environ 8 % par rapport à l'année précédente. En dépit de la protection et de la réglementation extrêmes qui caractérisent les marchés de l'Asie du Sud, les entreprises canadiennes jugent que la région a un potentiel énorme en raison de la taille de son marché. Le Canada a réalisé un chiffre d'affaires important, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, en Inde et au Pakistan. Des délégations commerciales, parrainées soit par le Canada soit par les pays de l'Asie du Sud, et des visites de hauts fonctionnaires ont mis en relief les occasions d'affaires. En juin 1990, le ministre de l'Industrie de l'Inde, M. Ajit Singh, a prononcé un discours à l'occasion d'une importante conférence d'affaires à Montréal et a visité des entreprises au Québec et en Ontario.

## **AUSTRALASIE : L'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE PACIFIQUE SUD**

Le Canada a continué d'entretenir d'étroites relations politiques, économiques et commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. De plus, il continue à collaborer avec ces pays pour de nombreuses questions, notamment celles qui touchent le Commonwealth et les Nations Unies, la coopération en matière de défense, le développement régional et l'environnement. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont consultés à de nombreuses reprises relativement aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Uruguay Round, en particulier au sein du Groupe de Cairns, qui favorise une réforme du commerce agricole.

La collaboration étroite entre le Canada et l'Australasie a été soulignée par un certain nombre de visites de haut niveau, dont celle du ministre des Affaires étrangères et du Commerce d'Australie, le sénateur Gareth Evans, en janvier 1991.

#### COMMERCE AVEC L'AUSTRALIE

La récession qui sévit au Canada comme en Australie a fait baisser, en 1990, les exportations de chaque pays à destination de l'autre. Les exportations canadiennes sont passées de 1 milliard de dollars en 1989 à 846 millions de dollars en 1990, ce qui représente une baisse de 18 %, tandis que les importations australiennes vers le Canada ont également diminué. Le Canada conserve le sixième rang parmi les pays exportateurs qui desservent l'Australie. Ce pays offre d'importants débouchés aux biens et services canadiens en technologie de pointe, et les occasions d'affaires devraient se multiplier à mesure que l'Australie dérègle et privatise le secteur des télécommunications.

Parmi les faits saillants, il faut signaler la vente, par MacDonalD Dettwiler, de 27 millions de dollars en matériel informatisé à l'Australian National Aeronautical Authority, de même que le contrat d'une valeur de 23 millions de dollars décroché par DMR Group Inc., en vue de l'intégration des systèmes du fisc de l'État de Victoria. Northern Telecom a également décroché des contrats importants en vue de la fourniture de matériel de commutation numérique. Canpotex, pour sa part, a réalisé des ventes de 35 millions de dollars en 1990.

#### COMMERCE AVEC LA NOUVELLE-ZÉLANDE

À cause de la récession qui frappe tant le Canada que la Nouvelle-Zélande, l'ensemble des exportations canadiennes à destination de ce pays a diminué de quelque 8,6 % par rapport à 1989. Néanmoins, le Canada jouit d'une situation enviable sur le marché néozélandais, et la Nouvelle-Zélande continue d'offrir d'importants débouchés aux produits manufacturés canadiens. En 1990, McCain Foods a acheté sa première entreprise néozélandaise, soit une entreprise de transformation des aliments appelée Alpine Foods. C'est également en 1990 que Petrocorp Exploration Canada Ltd. achetait, pour plus de 118 millions de dollars, la quasi-totalité des intérêts d'Amoco Canada dans la région de Provost, dans le centre-est de l'Alberta. Petrocorp est une filiale canadienne en propriété exclusive de Petrocorp Exploration Limited, qui, à son tour, est une filiale en propriété exclusive de Fletcher Challenge Limited

de Nouvelle-Zélande. Bell Canada International est l'un des fondateurs de Clear Communications Ltd. et possède une participation de 25 % dans cette dernière, devenue une importante société de télécommunications de Nouvelle-Zélande.

#### ÎLES DU PACIFIQUE SUD

Le Canada a manifesté un grand intérêt à l'égard des pays insulaires du Pacifique Sud, notamment par le biais d'un programme d'aide au développement qui a mis l'accent sur la gestion des pêches, l'exploitation des océans, l'apport de secours aux victimes d'ouragans et les petits projets communautaires.

Le Canada était heureux de pouvoir assister à la deuxième réunion du Dialogue du Forum du Pacifique Sud, tenue à Port-Vila, Vanuatu, en août 1990. Le Forum compte 15 pays membres, et le Canada est l'un des 6 partenaires du Dialogue, en compagnie des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, du Japon et de la Chine. Par l'intermédiaire de l'honorable Pat Carney, qui représentait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures lors de ces réunions, le Canada a entrepris des consultations sur différentes questions, dont l'environnement, la pêche aux filets dérivants et l'évolution de la situation dans la région du Pacifique Sud.

En août 1990, le Canada a participé, à titre d'observateur, aux pourparlers de paix entre le gouvernement national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les rebelles, sur l'île de Bougainville.

#### IMMIGRATION

La région Asie-Pacifique est demeurée la principale source d'immigrants entrant au Canada en 1990. Plus de 88 000 immigrants provenant de cette région ont été accueillis par le Canada, ce qui représente 42 % du nombre total.

Trente-huit pour cent des immigrants venus de cette région au cours de la dernière année étaient considérés comme appartenant à la catégorie « famille ».

Une proportion élevée des immigrants en provenance de l'Asie-Pacifique sont soit des entrepreneurs soit des investisseurs. De l'ensemble des immigrants entrepreneurs admis au Canada au cours de l'année écoulée, 7 300, soit 60 %, provenaient de l'Asie-Pacifique. En outre, 3 900 investisseurs acceptés au Canada l'année dernière, soit 94 % de l'ensemble, venaient de cette région. Grâce au talent d'entrepreneur de ces immigrants de l'Asie-Pacifique, plus de 6 500 emplois devaient être créés ou maintenus au Canada et 3 milliards de dollars allaient y être transférés.

Ce sont les réfugiés d'origine indochinoise qui intervenaient pour la part la plus importante des réfugiés acceptés en Asie. Leur sélection demeurait soumise au Plan d'action global, un accord international adopté à Genève en juin 1989.

Au total, 180 000 visas ont été délivrés aux visiteurs, aux étudiants et aux travailleurs temporaires de cette région, ce qui représente une hausse de 9 % par rapport à 1989.

### RELATIONS PUBLIQUES

Le Ministère fixe ses priorités en matière de relations publiques dans la région Asie-Pacifique de façon à promouvoir le Canada en tant que partenaire commercial à part entière, dont l'engagement se mesure à long terme. Les efforts déployés avaient pour objet de présenter le Canada en tant que source de biens et de services, de ressources haut de gamme et d'excellence culturelle, chacun de ces secteurs offrant des occasions d'investissement alléchantes.

Les ministres des Affaires étrangères des pays de l'ANASE se sont réunis à Jasper (Alberta) en octobre. Cette rencontre revêt une importance historique, étant donné que c'était la première fois qu'une telle réunion avait lieu à l'extérieur des pays de l'ANASE. Parallèlement à cette rencontre avait lieu, à Calgary, un séminaire universitaire qui mettait en valeur les importantes relations en matière d'éducation que le Canada entretient avec les pays de l'ANASE.

Au programme de la Semaine de la technologie et du commerce canadiens, qui s'est déroulée à Séoul en novembre 1990, figuraient des expositions commerciales et de technologie de pointe, des activités de promotion touristique, des expositions d'aliments ainsi qu'une foire de l'éducation qui a remporté un vif succès.

Les festivités qui ont marqué la Semaine du Canada à Taïpei ont inclut l'ouverture de la section des relations éducationnelles du Bureau du commerce canadien et un défilé de mode mettant en vedette le designer canadien Alfred Sung.

## EUROPE DE L'OUEST ET COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Les nombreuses rencontres qui se sont déroulées avec des dirigeants européens, au niveau des chefs d'État, des premiers ministres et des ministres, viennent confirmer l'importance qu'a pour le Canada le continent européen sous le rapport de la politique, de l'économie, de la démographie et de la culture. Des consultations politiques bilatérales ont eu lieu avec le premier ministre de la France, M. Michel Rocard, et le premier ministre de l'Italie, M. Giulio Andreotti. Le premier ministre du Canada a également été reçu par Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II. De plus, le Canada a conclu des accords importants avec la France en matière d'environnement et de coopération dans le secteur des musées. Le Canada a également signé un protocole d'entente avec l'Allemagne concernant la coopération dans le secteur de l'environnement.

Le Canada a accueilli le président allemand, M. Richard Von Weizsäcker, quelques semaines à peine avant l'unification de l'Allemagne, ce qui a marqué le début d'une étape plus active dans les relations Canada-Allemagne. Le président de la Finlande, M. Mauno Koivisto, a effectué une visite d'État au Canada au cours de laquelle lui-même et le ministre des Affaires étrangères, M. Pertti Paasio, ont rencontré le premier ministre Mulroney et le

secrétaire d'État aux Affaires extérieures afin de discuter de l'évolution continue de l'Europe, notamment les perspectives de changement politique et économique en Union soviétique, en Europe centrale et en Europe de l'Est.

En novembre, le premier ministre Mulroney et M. Giulio Andreotti, en sa qualité de président de la CE, ont émis une déclaration sur les relations Canada-CE. Cette déclaration énonçait des principes de partenariat et des objectifs communs au Canada et à la Communauté. Dans le cadre des consultations prévues aux termes de la déclaration, M. Jacques Poos, président du Conseil des communautés européennes, et ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, en compagnie du vice-président de la CE, M. Frans Andriessen, a rencontré le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le Premier ministre. Les discussions poussées qu'ils ont eues ont abouti à une meilleure coordination des efforts du Canada avec ceux de la Communauté en matière d'affaires internationales et ont favorisé le règlement de questions bilatérales. Par suite de cette visite, on s'est entendu également pour que M. Jacques Santer, premier ministre du Luxembourg et M. Jacques Delors, président de la Commission rencontrent M. Mulroney plus tard au printemps.

En novembre également, M. Clark proposait la création d'un Conseil des pays de l'Arctique qui encouragerait la coopération entre le Canada, les pays scandinaves et l'Union soviétique à des questions ayant trait à l'Arctique. Pendant la guerre du Golfe, le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, M. Ahmet Kurtcebe Alptemoçin, représentant d'un État de première ligne et un allié important de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), s'est rendu en visite à Ottawa.

### COMMERCE

Les pays d'Europe de l'Ouest, qui comptent plus de 400 millions d'habitants, importent chaque année des biens d'une valeur supérieure à 1,6 billion de dollars, ce qui représente 45 % du total des importations mondiales. La Communauté européenne intervient pour 85 % de l'ensemble.

L'Europe de l'Ouest, qui offre un marché au comptant où les produits de qualité et la technologie de pointe sont fortement en demande, est particulièrement intéressant pour les exportateurs canadiens. Les exportations canadiennes à destination d'Europe de l'Ouest ont atteint 13,8 milliards de dollars en 1990, en hausse de 1 % par rapport à l'année précédente. Près de 80 % des produits canadiens exportés vers l'Europe de l'Ouest étaient des produits finis constitués de matières fabriquées.

En 1990, AECEC a parrainé la participation du Canada à 55 foires commerciales en Europe de l'Ouest, dont 18 stands nationaux. Grâce aux stands, 172 entreprises canadiennes ont exposé leurs produits, et elles signalent des ventes sur le terrain d'une valeur approximative de 33 millions de dollars et entrevoyaient une possibilité de ventes ultérieures atteignant 940 millions de dollars.

Le programme d'information Nouveaux exportateurs sur les marchés outre-mer (NEXOS), qui connaît un vif succès, s'est poursuivi, et 10 missions ont été organisées, auxquelles ont participé quelque 150 entreprises de toutes les provinces du Canada. L'une de ces missions consistait en une participation spéciale au Salon international du prêt-à-porter féminin Ighedo, en Allemagne, auquel ont pris part 21 sociétés canadiennes de l'industrie de l'habillement désireuses de s'attaquer au marché concurrentiel d'Europe.

Le Programme des entreprises stratégiques a dépassé les attentes lors de sa première année complète de fonctionnement, 9 accords de partenariat ayant été conclus et 10 étant en voie de négociation. Grâce au programme, plus de 100 entreprises canadiennes ont été mises en rapport avec d'éventuels partenaires.

Le ministre Crosbie a dirigé des missions commerciales en Finlande en mai 1990 et au Portugal en mars 1991. Dans ce premier pays, le Ministre a signé des accords internationaux portant sur la double imposition et les services aériens; de plus, des lettres ont été échangées en vue de mener plus avant la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie. Au Portugal, le Ministre a fait des déclarations importantes concernant les relations Canada-Portugal en matière de pêche et a exprimé le désir qu'a le Canada d'augmenter les échanges commerciaux et l'activité d'investissement avec ce pays, dans le contexte de l'Europe de 1992.

Certains contrats importants décrochés en Europe de l'Ouest :

- Ontario Bus Industries, de Mississauga, a décroché des contrats d'une valeur globale de 16,8 millions de dollars en vue de la fourniture de 120 autobus d'accès facile destinés à 15 villes de Suède.
- De Havilland, de Toronto, a livré 23 appareils Dash-8 (d'une valeur de 262 millions de dollars) à des clients d'Europe de l'Ouest.
- Bristol Aerospace, de Winnipeg, et son associé espagnol CASA se sont vu adjuger un contrat de 45 millions de dollars par le ministère de la Défense d'Espagne.
- Canadian Hunter Exploration Ltd. et Petrofina (Belgique) ont formé une coentreprise visant la prospection et des essais pétroliers et gaziers dans l'Ouest du Canada.
- Nordion International, de Kanata, a acheté l'Institut des Radios Éléments (IRE), société belge, un important fabricant européen de radio-isotopes.
- Nova Corporation a conclu la vente de sa division Polysar Rubber, de Sarnia, à Bayer A.G., société allemande, au prix approximatif de 1,25 milliard de dollars.
- Bombardier Inc. a acheté Procor Engineering Ltd., fabricant de matériel ferroviaire du Royaume-Uni.
- Dans le cadre d'une entente conclue avec Lufthansa Commercial Holding et Deutsche Airbus, CAE Electronics fournira à ces dernières un simulateur de vol Airbus A340, d'une valeur de 40 millions de dollars, qui sera fabriqué à son usine de Montréal.

### COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (CE)

Les relations étroites que le Canada entretient avec la Communauté européenne évoluent et prennent de l'ampleur à mesure que la Communauté parvient à une plus grande intégration économique et politique.

L'Accord cadre Canada-CE de coopération commerciale et économique continue de conditionner les relations des parties en prévoyant des activités qui varient d'une action conjointe en sciences et technologie à la coopération industrielle. Les réunions annuelles des ministres ont lieu au même moment que l'examen annuel des activités menées dans le cadre de l'Accord. Les ministres du Canada et de la CE participent régulièrement à des réunions bilatérales ou multilatérales en vue de mener une action concertée sur un large éventail de questions.

Au cours de l'année écoulée, la Communauté a marqué des progrès décisifs en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un marché unique, prévue pour 1992, et qui consiste à supprimer les dernières barrières qui empêchent la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services parmi les Etats membres. Près de deux tiers des mesures nécessaires à l'achèvement du programme ont déjà été prises. La Communauté a convoqué, par ailleurs, des conférences intergouvernementales ayant pour mission de réviser le Traité de Rome afin de consolider davantage l'union économique, monétaire et politique.

Le Ministère surveille de près et évalue les conséquences du projet de 1992, tout en sensibilisant les Canadiens aux occasions d'échange commercial et d'investissement qu'offre l'Europe. Près de 2 500 dirigeants du milieu des affaires ont pris part à 19 séminaires et conférences portant sur l'Europe de 1992, lesquels ont été coparrainés par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, et des associations commerciales et industrielles. Plus de 40 000 exemplaires de rapports sectoriels sur le projet de 1992 ont été distribués dans le milieu des affaires et le milieu universitaire. De plus, paraîtront en 1991 des résultats d'études de sous-secteur touchant les industries des produits environnementaux, des logiciels, des télécommunications maritimes et des produits du bois à valeur ajoutée. En outre, une brochure intitulée *Les alliances stratégiques : passeport pour l'Europe* a été conçue en vue d'aider les entreprises canadiennes à conclure des alliances stratégiques avec des entreprises européennes.

Le Ministère est intervenu auprès de la Communauté afin de défendre les intérêts du Canada dans les secteurs où les actions de la CE étaient susceptibles de limiter les exportations canadiennes. Les efforts déployés par le Ministère avaient pour objet de protéger l'accès du Canada au marché des produits de base comme le bois d'oeuvre, le papier journal et divers produits agricoles. Des projets de loi de la CE qui empêcheraient l'exportation vers

l'Europe de fourrure et de produits de la fourrure demeurent un important sujet d'inquiétude.

Le désaccord relatif à l'exploitation excessive par la Communauté européenne de la zone visée par l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO) n'est pas encore résolu. Le Canada et la CE oeuvrent de concert au sein de trois groupes de travail bilatéraux qui se penchent respectivement sur la pêche pratiquée par des embarcations n'appartenant pas à l'OPANO, la recherche scientifique, et la surveillance et le contrôle. Le Canada continue de presser la CE de se conformer à toutes les mesures de conservation adoptées par l'OPANO.

## IMMIGRATION

L'Europe de l'Ouest continue d'être une source importante de nouveaux immigrants dont bon nombre possèdent des compétences précieuses dont le Canada a besoin pour son expansion économique. En 1990, les missions canadiennes dans cette région ont délivré 37 944 visas d'immigrant. En outre, 79 988 visas temporaires ont été émis à des visiteurs, des étudiants et des travailleurs en provenance d'Europe de l'Ouest.

L'immigration à caractère commercial demeure d'importance primordiale. Grâce aux efforts de promotion déployés par le personnel des missions canadiennes, de concert avec les provinces, 450 millions de dollars ont été investis au Canada par des entrepreneurs européens; ces capitaux aboutiront à la création de 1 141 emplois au profit des Canadiens.

La mise en oeuvre de la nouvelle Entente Canada-Québec sur l'immigration aura d'importantes répercussions en Europe de l'Ouest, le Québec ayant désigné la Belgique et la France comme pays d'origine privilégiés des immigrants francophones. De nouveaux employés embauchés localement seront affectés à l'Ambassade du Canada à Paris pour faire face à l'accroissement prévu du nombre d'immigrants à destination du Québec.

Étant donné le nombre élevé de voyageurs en provenance d'Europe de l'Ouest qui entrent au Canada sans posséder de documents valides, il importe que nous ayons la collaboration du personnel de l'industrie des voyages et des autorités locales. Les contrôleurs de l'immigration en poste à Londres, Paris, Rome, Bonn, Bruxelles et La Haye ont coordonné des programmes de formation à l'intention du personnel des compagnies aériennes et ont accordé leur appui aux activités relatives à l'exécution de la loi menées par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Un flot important d'immigrants qui se déplacent pour des motifs économiques a éventuellement un effet déstabilisateur. C'est ce dont se rendent compte les pays d'Europe de l'Ouest en même temps que les pays membres de la CE s'efforcent de supprimer les contrôles douaniers intérieurs et de normaliser les procédures d'immigration. Ces démarches aboutiront vraisemblablement à l'adoption d'accords multilatéraux, comme la Convention de Dublin, qui définit la protection à accorder aux réfugiés et les conditions dans lesquelles les pays signataires donnent l'asile à des réfugiés.

Le Canada a intérêt à surveiller ce processus et à y participer, ainsi qu'à promouvoir et à accroître sa collaboration avec des pays qui partagent sa façon de penser en vue de résoudre des questions d'immigration. Ainsi, on peut s'attendre que cet aspect des relations bilatérales qu'entretient le Canada avec les pays d'Europe de l'Ouest demeure au premier rang des priorités du personnel des missions canadiennes dans cette région.

En même temps, le Canada respecte son engagement de venir en aide aux réfugiés qui ont besoin de protection et pour lesquels l'immigration au Canada représente une solution viable. Le Canada a accepté 13 442 réfugiés et membres de catégories désignées, en 1990, à ses missions situées en Europe de l'Ouest.

#### **PROGRAMMES DE RELATIONS PUBLIQUES EN EUROPE DE L'OUEST**

De nombreuses activités d'affaires publiques ont été mises en oeuvre pour renforcer la visibilité du Canada et assurer la défense des intérêts canadiens dans l'opinion publique européenne. Une campagne vigoureuse d'information a permis de sensibiliser les décideurs et les publics européens aux conséquences négatives de la surpêche dans l'Atlantique Nord. Des journalistes de la plupart des pays européens ont été invités à se rendre au Canada dans le cadre de visites qui mettaient l'accent sur la vitalité économique du pays, sa richesse humaine, ses politiques environnementales, ses industries culturelles et ses réalisations sociales, scientifiques et technologiques. Les reportages de ces journalistes ont permis à de grands auditoires européens de se familiariser davantage avec les réalités canadiennes.

Les commissions mixtes culturelles Canada-Allemagne et Canada-France se sont réunies en

1990; des consultations culturelles semblables se sont déroulées avec les Pays-Bas. Le Canada a signé avec la France un accord de coopération dans le domaine des musées et a approché plusieurs pays européens dans le but de négocier d'autres ententes dans ce secteur important pour la protection du patrimoine et le développement muséologique. Afin d'assurer l'expansion de sa coopération cinématographique et télévisuelle avec l'Europe, le Canada a mis en évidence le besoin de coproductions en attendant que les pays d'Europe de l'Ouest harmonisent leurs législations nationales dans le cadre du marché unique européen. Dans le domaine de l'audiovisuel, le réseau francophone TV5, dont le Canada est l'un des principaux partenaires, a continué à rayonner à travers l'Europe, en permettant une diffusion plus large des émissions canadiennes dans la majorité des pays européens.

Les échanges culturels ont apporté de la profondeur et de la densité à l'activité diplomatique du Canada en Europe. Grâce à l'appui du Ministère, des orchestres, des chanteurs, des cinéastes et des écrivains canadiens ont effectué des tournées fructueuses en Europe, en enrichissant l'image du Canada comme un pays créateur qui contribue activement à la qualité de la vie dans le monde. En aidant les artistes canadiens à se tailler une place dans les milieux artistiques européens, le Ministère a également stimulé l'exportation de produits culturels canadiens tels que les livres, les films, les disques et les vidéos.

La Conférence paneuropéenne des études canadiennes qui s'est tenue à La Haye, du 24 au 27 octobre 1990, a illustré le grand dynamisme des associations européennes d'études canadiennes. Le Ministère a continué à les appuyer par des programmes de bourses de perfectionnement, des chaires, des projets de recherche, des dons de livres et de revues et des subventions aux diverses activités d'une trentaine de centres d'études canadiennes établis en Europe. Tout en assurant l'enseignement de cours sur le Canada dans un grand nombre d'universités, le programme d'études canadiennes a contribué à créer un réseau de professeurs et de chercheurs européens spécialisés dans les affaires canadiennes, dont l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie, les sciences politiques et la littérature, et qui sont en mesure de présenter les réalités canadiennes de plus en plus efficacement dans leurs milieux respectifs.

## **UNION SOVIÉTIQUE, EUROPE CENTRALE ET EUROPE DE L'EST**

Le Canada appuie sans partage la réforme politique et économique en URSS, en Europe centrale et en Europe de l'Est. Dans cette optique, une série de réunions bilatérales de haut niveau, d'entrepris commerciales et d'échanges culturels ont été conçus en vue de multiplier les contacts et de consolider davantage les relations.

En novembre 1990, un secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada s'est rendu pour la première fois en République fédérative tchèque et slovaque; M. Clark s'est ensuite rendu immédiatement en visite de travail en URSS. Le Canada a accueilli un grand nombre de dignitaires de cette région, dont le président Gorbatchev et le ministre des Affaires étrangères Chevardnadze de l'URSS, le président Havel de la République fédérative tchèque et slovaque et le président Landsbergis du Conseil suprême de Lituanie.

Suivant le rythme de la décentralisation en URSS, le Canada a augmenté sa représentation en nommant un consul général à Kiev, en janvier 1991.

Les 14 accords conclus par le Premier ministre, en novembre 1989 lors de sa visite en URSS, ont abouti à de nombreux échanges profitables aux deux pays signataires. À ce chapitre, on signale les progrès réalisés par les groupes de travail mixtes sur l'environnement dont les efforts se concentrent dans les régions septentrionales du Canada et de l'URSS. Par ailleurs, des autochtones des deux pays se sont réunis afin de discuter de leurs problèmes et de leurs intérêts communs et de trouver des solutions communes.

L'événement marquant du Programme d'échanges militaires a été la visite de trois navires canadiens à Vladivostok, port soviétique du Pacifique, qui constitue une première pour une marine occidentale depuis 1936. L'Accord sur la coopération policière connaît un vif succès; l'Union soviétique a été admise à Interpol à l'occasion de la conférence tenue à Ottawa en 1990.

À la suite de l'assassinat de civils par des militaires soviétiques en Lituanie et en Lettonie, en janvier 1991, le Canada a suspendu son offre d'aide technique à l'URSS de même qu'une nouvelle ligne de crédit de 150 millions de dollars, consentie par la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vue de l'achat d'aliments. En plus de ces sanctions économiques, le Canada a invoqué le mécanisme de la dimension humaine, issu de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, comme il l'a fait pour manifester son opposition à la répression politique à Kosovo, Yougoslavie, en 1990.

## **GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EUROPE CENTRALE ET L'EUROPE DE L'EST**

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est a été mis sur pied en juillet 1990. Assurant la relève de l'ancien Programme de coopération avec la Pologne et la Hongrie, le Groupe est l'élément central des mesures prises par le Canada pour appuyer l'instauration d'économies de marché et la démocratisation dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, où la réforme bat son plein. Le Groupe de travail administre un programme d'aide technique d'une valeur de 35 millions de dollars, coordonne des projets lancés par les secteurs public et privé et facilite la mise en place de liens politiques et économiques globaux avec cette région.

Ouvrant en étroite collaboration avec l'unité de coordination du G-24 (voir glossaire), le Canada a mis en cours quelque 120 projets d'aide technique qui visent principalement les secteurs prioritaires que sont l'agriculture, la formation des gestionnaires, l'énergie, l'environnement, le droit et la privatisation. De plus, des programmes d'aide ont été mis sur pied en Hongrie, en Pologne et dans la République fédérative tchèque et slovaque, lesquels sont conçus pour répondre aux besoins pressants des pays bénéficiaires en mettant à contribution les compétences canadiennes voulues dans les secteurs public et privé, dans le secteur du bénévolat et dans les universités.

Les faits saillants de l'année écoulée comprennent l'appui accordé à un projet de formation syndicale lancé par le Congrès du travail du Canada, et qui s'adresse à la main-d'oeuvre féminine en Pologne, de même qu'une mise de fonds de 1,8 million de dollars destinée à la création de centres de formation linguistique à l'intention des enseignants polonais. Grâce à ce dernier programme, 55 enseignants canadiens donneront des cours d'anglais et de français pendant les trois prochaines années. Le Gouvernement du Canada a versé 450 000 \$ au Centre international de gestion, situé à Budapest, qui est la première école privée de gestion en Europe centrale et en Europe de l'Est, et qui est actuellement dirigée par un doyen canadien. Le Canada a également offert un appui financier à l'Association des collèges communautaires du Canada, qui aidera la Hongrie à recycler sa main-d'oeuvre, notamment par la fondation d'un collège hongrois de l'accueil et du tourisme et d'une école de communications et de journalisme.

Une mission de recensement de projets, qui s'est déroulée en novembre 1990, a marqué le lancement, par le Groupe de travail, de son programme d'aide à la République fédérative tchèque et slovaque (RFTS). Cette mission a abouti à la mise sur pied de quelque 28 projets d'une valeur totale de 2 millions de dollars. Parmi ces projets figuraient le partage avec la RFTS des compétences canadiennes en matière de gestion énergétique et un appui accordé à une entreprise canadienne chargée de conseiller le gouvernement de la République au sujet de la mise en place d'un marché financier. En outre, le programme de formation en gestion et en direction d'entreprise de l'Université York, financé en partie par le Groupe de travail, a attiré 129 participants provenant de l'ensemble de l'Europe centrale, de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique.

Une mission de recensement de projets a été organisée en Roumanie pour marquer le lancement du programme canadien d'aide technique à ce pays. En outre, une aide alimentaire d'une valeur de 290 000 \$ a été fournie à la Bulgarie, en mars 1991, sous forme de lait écrémé en poudre. Quelques projets de moindre envergure ont été lancés en Union soviétique en début d'année, mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a suspendu l'aide technique à ce pays à la suite de l'intervention militaire soviétique dans les États baltes.

Le Groupe de travail a également collaboré étroitement avec des organismes clés multilatéraux, dont la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à laquelle le Canada a versé 180 000 \$ en vue de la création du Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition de l'OCDE.

## COMMERCE

Le Canada incite fortement les exportateurs à établir des relations commerciales avec l'ensemble de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est et avec l'URSS et à investir dans ces pays. Outre les foires, les missions commerciales et les séminaires d'information, des accords bilatéraux sont en voie d'être conclus afin de favoriser l'ouverture des marchés. De tels accords visent à protéger les investissements étrangers et à éliminer la double imposition.

Les changements économiques et politiques survenus récemment ont ouvert des perspectives jusqu'alors inconnues au chapitre des échanges commerciaux dans cette région. Le Canada cherche activement à étendre ses liens économiques et

commerciaux dans cette région par le truchement d'entreprises conjointes gouvernement-secteur privé canadiens bien que les occasions de vente directe soient toujours limitées à cause des récessions provoquées par la transformation brutale des économies dirigées en économies de marché.

Le Conseil commercial Canada-URSS a inauguré son bureau de Moscou à l'occasion de la visite en URSS du ministre du Commerce extérieur, en octobre 1990. Fort de l'appui du Ministère, cet organisme commercial bilatéral compte maintenant parmi ses membres payants plus de 100 sociétés. Il offre aide et conseils pratiques aux gens d'affaires canadiens en URSS. Le Canada a accordé le tarif de préférence général à la Pologne, à la Hongrie et à la Roumanie afin de leur faciliter l'accès au marché canadien. De plus, des négociations ont été entamées en vue de remplacer l'accord commercial périmé Canada-URSS, datant de 1956, par un accord commercial et économique plus complet et plus moderne.

À l'automne 1990, le Ministère lançait le programme à frais partagés Renaissance Europe de l'Est afin d'aider les entreprises canadiennes à établir des coentreprises tant en URSS qu'en Europe centrale et en Europe de l'Est, en partageant les frais de lancement. Un certain nombre d'entreprises canadiennes ont déjà profité de cet appui.

Les exportations canadiennes à destination de l'URSS, principalement des céréales, ont atteint 1,12 milliard de dollars en 1990. Les importations ont atteint le chiffre record de 185 millions de dollars.

À l'occasion de la visite au Canada du président Gorbatchev, en mai 1990, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et la banque d'activité économique étrangère de l'URSS se sont entendues sur une ligne de crédit de 500 millions de dollars pour l'achat de biens d'équipement et de services. Sensible à l'importance des projets financiers multilatéraux, le Canada a participé à la fondation de la nouvelle Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Les entreprises canadiennes ont continué de s'intéresser vivement au marché soviétique, notamment aux secteurs de l'énergie, des communications et de l'agro-alimentaire. Il existe maintenant plus de 50 coentreprises Canada-URSS. Au nombre des plus importantes et des plus connues figurent l'entreprise de transformation alimentaire et le restaurant de la société des restaurants McDonald du Canada, à Moscou, ainsi que le projet de récupération du pétrole de la Canadian Fracmaster, en Sibirie occidentale. En outre, le Ministère a pris part à deux foires commerciales internationales,



tenues en URSS, visant à promouvoir les ventes de machinerie agricole et de technologie aérospatiale.

Le milieu universitaire canadien a respecté ses engagements en aidant à combler les importants besoins en compétences en gestion et en connaissances de l'économie des marchés. L'élément central de cette activité est la troisième phase annuelle du Programme de formation en gestion et en direction d'entreprise, offert par l'Université York, avec l'appui du gouvernement fédéral, aux gens d'affaires d'URSS, d'Europe centrale et d'Europe de l'Est.

Les échanges commerciaux entre le Canada et les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ont totalisé 544 millions de dollars en 1990. Le Canada évalue actuellement un programme de financement d'envergure au profit de la Roumanie et envisage le renouvellement des lignes de crédit accordées à la République fédérative tchèque et slovaque et à la Hongrie. En outre, le Canada offre à la Pologne la possibilité de bénéficier d'un nouveau programme d'assurance à court terme.

En mars 1991, environ 40 coentreprises avaient été mises en cours en Pologne, et on en comptait plus de 100 en Hongrie. D'autres sont mises sur pied, quoique à un rythme plus modeste, dans d'autres pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. On remarque également une nouvelle activité à l'égard des fonds de placement, du droit et de la comptabilité.

## IMMIGRATION

L'euphorie engendrée par les changements survenus en Europe de l'Est s'est peu à peu atténuée en 1990, à mesure que la région se trouvait aux prises avec les énormes problèmes hérités des anciens régimes : des niveaux de pollution élevés, un chômage et une inflation à la hausse et, notamment en Yougoslavie et en Union soviétique, une montée du nationalisme et des tensions inter-ethniques. L'émigration à partir de l'Europe de l'Est et de l'URSS est devenue une solution de plus en plus attrayante à causé des problèmes économiques, politiques et sociaux que connaissent ces régions. Le traitement indépendant des cas d'immigration a été instauré dans l'ensemble de cette région le 1er septembre 1990, et les ambassades du Canada à Prague et à Bucarest ont été dotées de nouvelles sections des visas. En 1990, 25 947 Européens de l'Est ont immigré au Canada, ce qui représente une augmentation de 8,6 % en comparaison

de 1989. De ce total, le cas de 11 473 immigrants a été traité dans des missions situées en Europe de l'Est. Par suite de la quasi-suppression des contrôles de sortie et des restrictions de voyage en Europe de l'Est, les missions canadiennes dans cette région ont délivré 93 954 visas de visiteur en 1990, ce qui représente un accroissement de 18,9 % par rapport à l'année précédente.

## RELATIONS UNIVERSITAIRES, CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES

Grâce aux réformes introduites en Europe de l'Est, les institutions et les particuliers ont pu entrer directement en communication avec leurs homologues étrangers et entreprendre de collaborer avec eux. De ce fait, les échanges culturels, scientifiques et universitaires entre le Canada et l'Europe de l'Est ont augmenté sensiblement en 1990-1991.

Des Canadiens appartenant à divers secteurs ont donné des cours et des séminaires dans cette région en vertu du Programme d'aide à l'Europe centrale et à l'Europe de l'Est. De plus, des universitaires d'Europe de l'Est ont été invités à venir au Canada pour échanger des renseignements et y parfaire leurs connaissances. En même temps, des universitaires et des spécialistes canadiens se sont rendus en Europe centrale et en Europe de l'Est afin d'y donner des conférences, et de conseiller des étudiants, des enseignants et des gestionnaires à l'égard d'un large éventail de questions touchant aux changements économiques et politiques qui s'opèrent dans cette région.

Un protocole d'entente sur des échanges culturels, scientifiques et sportifs a été signé avec la République fédérative tchèque et slovaque.

Le programme d'échanges universitaires, scientifiques et culturels avec l'URSS a été renouvelé. Des fonds ont été alloués de manière à permettre à plus de 35 étudiants de deuxième et de troisième cycles et chercheurs de visiter le Canada. En échange, les Soviétiques accueilleront un nombre comparable d'étudiants de deuxième et de troisième cycles et de chercheurs canadiens.

Le Royal Winnipeg Ballet a remporté un grand succès lors de sa tournée qui a eu lieu en juin. De plus, AECEC a accordé son appui à une conférence intitulée « Glasnost et le village planétaire », organisée par l'Université York, à Toronto. En outre, le Battlefield House Museum a signé un accord avec le musée de la guerre de Borodino, en URSS.

## MOYEN-ORIENT

Lorsque l'Iraq a envahi le Koweït, le 2 août 1990, pour ensuite l'annexer, le Canada s'est uni à d'autres membres de la communauté internationale pour dénoncer cette action. Ce conflit a donné lieu à l'intervention la plus directe au Moyen-Orient de toute l'histoire du Canada.

En sa qualité de membre du Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'à la fin décembre 1990, le Canada a participé à l'adoption d'une série de résolutions imposant à l'Iraq des sanctions qui visaient à faire libérer les ressortissants étrangers, à assurer la protection des missions diplomatiques étrangères au Koweït et à dénoncer l'annexion du Koweït par l'Iraq. Le Canada a travaillé avec acharnement pour donner aux Nations Unies un rôle central en réponse à l'agression iraquienne. Au cours d'une période d'intense activité politique, le Premier ministre et la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ainsi que d'autres ministres, se sont efforcés de persuader l'Iraq de respecter les résolutions des Nations Unies concernant son retrait du Koweït, mais les démarches diplomatiques ont échoué malgré toutes les tentatives. Le 16 janvier, conformément aux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, les forces de la Coalition ont entrepris d'expulser l'Iraq du Koweït.

Les représentants du Ministère dans les ambassades du Canada au Koweït et à Bagdad ont fait montre d'héroïsme durant cette période. Le personnel de l'ambassade est demeuré à Koweït en bravant les pressions intenses exercées par l'Iraq, depuis le moment de l'invasion jusqu'au 22 octobre, date à laquelle elle a cessé son activité et a transporté son personnel à Bagdad. Depuis l'ambassade à Bagdad, le personnel a déployé des efforts énormes, d'abord en collaboration étroite avec la mission canadienne au Koweït, puis isolément, afin de garantir la sécurité des ressortissants canadiens sous l'emprise des Iraquiens. Des centaines de Canadiens ont pu être rapatriés. Le Canada a été le premier pays à faire évacuer par avion du Koweït les femmes et les enfants dès qu'ils ont reçu l'autorisation de partir. Les quatre derniers représentants du Canada ont quitté l'ambassade du Canada à Bagdad le 12 janvier et les activités de la mission ont été suspendues; elles n'avaient pas encore repris à la fin de mars 1991.

L'appui accordé par le Canada aux actions menées dans le Golfe, sous l'égide des Nations Unies, a compris une importante contribution militaire. En effet, le Canada a déployé trois navires dans le Golfe en vue d'empêcher toute autre attaque et d'aider à

l'application des sanctions imposées par les Nations Unies. Un destroyer, le NCSM *Terra Nova*, une frégate, le NCSM *Athabaskan*, et un navire de ravitaillement, le NCSM *Protecteur*, ont été basés à Manama, au Bahreïn. Vingt-six appareils CF-18 ont été envoyés au Qatar, d'abord pour assurer une protection aérienne aux forces navales et ensuite pour participer aux raids aériens effectués par les forces de la Coalition. Le Canada avait également installé un hôpital de campagne de 500 lits en Arabie saoudite.

Pendant la période où notre ambassade avait interrompu ses activités au Koweït, le Canada a ouvert des bureaux à Manama, Bahreïn, ainsi qu'à Doha, Qatar. Ces bureaux ont été fermés lors de la réouverture de notre ambassade au Koweït.

Ces contributions ont augmenté de façon appréciable la visibilité du Canada dans la région, notamment au Koweït, en Arabie saoudite et dans les autres États du Golfe, où nos relations bilatérales ont été sensiblement renforcées. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu au Koweït dans les 10 jours qui ont suivi la libération du pays. Le Canada a été parmi les premiers pays à rouvrir son ambassade au Koweït, en mars 1991.

Avant même la fin des hostilités en mars 1991, le Canada avait élaboré un certain nombre de propositions visant la période d'après-guerre. Il s'agissait, entre autres, d'arrangements visant à assurer la sécurité dans la région, d'un contrôle plus rigoureux tant des armes conventionnelles que des armes de destruction massive ainsi que d'un accord sur l'interdiction d'utiliser l'environnement en tant qu'instrument de guerre. Des conflits régionaux ont continué de menacer la paix et la stabilité dans la région. Le Canada et la communauté internationale ont notamment compris qu'il fallait prendre des mesures décisives pour aider les parties en cause à résoudre le conflit israélo-arabe, qui datait de plus de 40 ans.

Les contre-coups de la crise du Golfe étaient loin de se dessiner clairement. Si le Koweït a pu entreprendre rapidement le redressement de son économie dévastée, l'Iraq devait se conformer à un long train d'exigences prescrites par les dispositions de la résolution de cessez-le-feu 687 du Conseil de sécurité avant que soit levé l'ensemble des sanctions qui le frappaient. Néanmoins, l'Iraq a choisi de mobiliser les forces qui lui restaient afin de mater les soulèvements des Kurdes et des Shi'ites. Le Canada a participé à l'effort humanitaire international visant à venir en aide aux réfugiés Kurdes vivant en Iraq. La menace de violence qui guettait

la région a retardé le retrait complet des forces de la Coalition et la levée des mesures punitives imposées par les Nations Unies.

Dans la foulée du conflit du Golfe, il devient plus pressant de trouver une solution juste, durable et globale au conflit israélo-arabe, apparemment insoluble. Les partenaires de la Coalition, dont le Canada, ont réaffirmé leur engagement à assurer une plus grande sécurité à tous les États de la région et à chercher une solution négociée à la question palestinienne, en conformité avec les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Le Canada offre son appui sans partage aux efforts déployés par les États-Unis en vue de faire aboutir le processus de paix et a incité Israël et ses voisins arabes à poser les gestes voulus pour créer un climat propice à la négociation.

Les Canadiens ont été scandalisés par les attaques sans provocation de missiles Scud lancés par l'Iraq contre les villes israéliennes. Le Premier ministre et M. Clark ont fait part de la profonde sympathie des Canadiens ainsi que de leur sentiment d'horreur devant ces attaques. Le gouvernement canadien a également versé 500 000 \$ en aide humanitaire d'urgence par l'intermédiaire de la Croix-Rouge du Canada à son équivalent israélien, Magen David Adom. En réponse à la demande d'Israël, le Canada a fourni 10 000 masques à gaz, qui ont été distribués par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) aux Palestiniens vivant dans les territoires occupés.

Le secrétaire d'État a effectué des visites en Israël en novembre 1990 et en mars 1991, au cours desquelles il a transmis aux Israéliens des messages d'encouragement et d'appui pour la retenue dont ils ont fait preuve lors des attaques de missiles Scud.

L'Égypte a joué un rôle clé comme chef de file des pays arabes modérés durant la crise du Golfe. En plus d'avoir mobilisé la Ligue arabe, l'Égypte a fourni des troupes à la Coalition. Ce pays a été durement frappé par l'agression iraquienne contre le Koweït, à cause de la suppression des envois de fonds et de la perte des marchés iraqiens, ainsi que du besoin pressant d'absorber les travailleurs rentrant tant du Koweït que de l'Iraq. De ce fait, l'Égypte a eu besoin d'une aide d'urgence. Le 31 mars 1991, le Canada a versé directement au gouvernement égyptien quelque 26 millions de dollars et a renoncé au principal et aux intérêts de l'Aide publique au développement consentie à l'Égypte, d'un montant de 13 millions de dollars. Forte de cette aide cumulative, l'Égypte a pu aborder avec plus d'optimisme un accord passé avec le

Fonds monétaire international et la Banque mondiale en vue du rééchelonnement de sa dette et de la restructuration de son économie.

Les relations du Canada avec l'Arabie saoudite se sont sensiblement renforcées au cours de la crise du Golfe, étant donné l'engagement manifeste du Canada à rétablir la sécurité dans cette région. Les gestes décisifs posés par l'Arabie saoudite ont permis la mobilisation des forces étrangères nécessaires à la libération du Koweït; de plus, l'Arabie saoudite jouera un rôle primordial afin d'assurer la sécurité et la prospérité dans la région après la guerre. M. Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a rencontré les dirigeants saoudiens lors de sa visite au Moyen-Orient en mars 1991.

Au nombre des événements dignes de mention dans la région figurent l'unification des deux Yemens sous un nouveau gouvernement et l'ouverture subséquente de l'ambassade du Yemen à Ottawa à la fin de 1990. Le Canada et l'Iran ont échangé des ambassadeurs, à l'automne 1990, pour la première fois depuis l'instauration de la République islamique d'Iran en 1979. De plus, la visite effectuée à Téhéran par M. Clark, en mars 1991, a renforcé la position du Canada dans le dialogue bilatéral sur les droits de la personne.

La décision prise par la Syrie de se joindre aux forces arabes qui se sont opposées à l'agression iraquienne contre le Koweït revêtait une importance qui allait au-delà d'une contribution militaire. Le Canada a accueilli favorablement la modulation apparemment prudente du rôle que joue normalement la Syrie dans cette région en raison de ses conséquences possibles sur d'autres conflits régionaux. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré le président de la Syrie, M. Hafez el Assad, en mars 1991.

Le Liban a été témoin de progrès encourageants en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'accord de Tâ'if, d'octobre 1989, qui avait pour but de concilier les différentes factions qui existent au Liban. Des modifications constitutionnelles ont modifié le partage des responsabilités entre les différents groupes politiques et religieux du pays. Le gouvernement du Liban et l'armée libanaise reprennent peu à peu la haute main sur la capitale, Beirut, et le reste du pays, avec la collaboration de milices diverses, qui acceptent volontairement de se dissoudre. Le Canada se rejouit de ces démarches et y accorde son appui.

Les conséquences de la crise du Golfe ont failli être désastreuses pour la Jordanie; en effet, beaucoup de Jordaniens, de Palestiniens et de ressortissants étrangers ont quitté le Koweït à la suite de son

**invasion par l'Iraq. Le Canada a aussitôt apporté un secours humanitaire afin d'aider les organismes internationaux à répondre aux besoins immédiats des réfugiés. La Jordanie a également été l'un des principaux pays bénéficiaires de l'aide financière de 75 millions de dollars accordée aux pays les plus touchés par les conséquences économiques de la crise.**

**La Canada a maintenu un dialogue constructif avec la Jordanie tout au long de la crise du Golfe.**

**Dans le but de reconnaître l'importance du rôle joué par la Jordanie, M. Clark y a effectué une visite au cours de la crise; il a été le seul ministre des Affaires étrangères d'un grand pays membre de la Coalition à s'y rendre pendant la crise et le premier à y effectuer une visite après la fin des hostilités. Les relations canado-jordaniennes ont encore été renforcées par la visite privée au Canada du frère du roi Hussein, le prince héritier Hassan.**

# CHAPITRE SIX DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE

## Points saillants

- De nouvelles lignes directrices sont établies pour l'OTAN.
- Le Canada déploie des troupes pendant la crise du Golfe.
- Des navires canadiens effectuent la première visite qu'une force occidentale ait faite à Vladivostok depuis 1936.
- Le Canada participe au Sommet de Paris marquant la fin de la Guerre froide.
- L'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord est reconduit pour cinq ans.
- Le Premier ministre et la secrétaire d'État aux Affaires extérieures proposent une action mondiale pour limiter la prolifération des armes de destruction massive et combattre l'accumulation excessive d'armes conventionnelles.

## LE MAINTIEN DE LA PAIX ET LA DÉFENSE

### L'OTAN ET LES RELATIONS DE DÉFENSE DU CANADA

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures a joué un rôle clé lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui s'est tenue à Turnberry (Royaume-Uni) en juin. La réunion avait pour but de préparer le Sommet des dirigeants de l'Organisation, qui a eu lieu à Londres en juillet. Au Sommet, le premier ministre Brian Mulroney et ses homologues ont émis la Déclaration de Londres, par laquelle ils ont pris acte des changements fondamentaux survenus dans toute la structure politique de l'Europe, et lancé un programme visant à transformer l'Alliance. Ils ont également prévu de réviser en profondeur la stratégie de l'OTAN, la structure de ses forces et sa démarche dans le développement de relations avec ses anciens adversaires d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et avec l'URSS. Au cours des mois suivants, un travail considérable a été accompli dans ces domaines. Les dirigeants veulent maintenant parachever la transformation de l'Organisation en la renforçant pour qu'elle devienne un instrument de paix, de stabilité et de changement positif en Europe dans l'avenir.



Réunion de ministres des Affaires étrangères de l'OTAN qui a eu lieu à Turnberry

Dans l'axe de l'évolution de l'Alliance, le Canada a consolidé ses relations bilatérales de défense avec l'Union soviétique et avec les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, en organisant un certain nombre de visites officielles. C'est ainsi que le Chef d'état-major de la Défense, le général A.J.G.D. de Chastelain, s'est rendu en Hongrie et en URSS dans l'été de 1990, et que le général Slimak, Chef d'état-major général de la République fédérative tchèque et slovaque, est venu au Canada en juillet. Créé en 1989, lors de la visite du Premier ministre en Union soviétique, le programme d'échange militaire entre le Canada et l'URSS a facilité les visites de divers groupes, notamment de journalistes militaires, de responsables de musées, d'enseignants et d'autres personnels militaires. En novembre 1990, la deuxième série de négociations entre les militaires canadiens et soviétiques a eu lieu à Ottawa. En juin 1990, quatre navires canadiens ont effectué une visite de bonne entente très réussie à Vladivostok (URSS); c'était la première fois, depuis 1936, qu'une force occidentale arrivait dans cette ville.

## LES RELATIONS DE DÉFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

Les relations de défense entre le Canada et les États-Unis ont été marquées par deux événements importants. Le 18 août 1990, la Commission permanente canado-américaine de défense s'est réunie à Ogdensburg (New York) pour commémorer le cinquantième de la coopération entre les deux pays dans ce domaine. À cette occasion, le premier ministre Mulroney et le président George Bush ont publié une déclaration conjointe par laquelle ils ont réitéré leur engagement à respecter la Déclaration d'Ogdensburg, qui avait été signée cinquante ans auparavant exactement par le premier ministre Mackenzie King et le président Franklin Roosevelt et qui créait la Commission. Dans le cadre des festivités marquant l'anniversaire de la Déclaration, la Commission a tenu sa 186<sup>e</sup> assemblée générale à Kingston (Ontario). Près de 200 anciens membres de la Commission participaient à la réunion.

Les autorités canadiennes ont étudié l'opportunité de prolonger pendant encore cinq ans l'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD). Pour prendre cette décision, il leur fallait considérer minutieusement divers facteurs, notamment les commentaires et les recommandations du Comité parlementaire permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur. Le gouvernement a également appuyé le plan du Comité qui envisageait de mener une étude des relations de défense canado-américaines. Il a été mentionné que la surveillance, par le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, de l'espace aérien nord-américain vise désormais aussi les aéronefs soupçonnés de faire la contrebande de drogues illicites. La prolongation de cinq ans a été approuvée.

## LA CRISE DU GOLFE

L'invasion du Koweït par l'Iraq, le 2 août 1990, compromettait énormément la paix et la sécurité internationales et la primauté du droit représentée par les Nations Unies. En tant que membre de la coalition multinationale chargée de mettre en oeuvre les résolutions de l'ONU, c'est-à-dire d'assurer le retrait de l'Iraq, le Canada a joué des rôles militaires variés et importants. Il a envoyé dans le Golfe des navires et des avions qui ont été placés sous le commandement d'un quartier général interarmées basé à Bahreïn et ce, pour contribuer à l'application des sanctions de l'ONU contre l'Iraq et pour

obliger ce dernier à quitter le Koweït. Pendant les hostilités, les navires ont participé aux opérations de logistique et de réapprovisionnement des forces navales de combat de la coalition. Les CF-18 ont effectué des patrouilles aériennes de combat, des vols d'escorte et de protection avancée et des missions air-sol. En outre, le premier hôpital de campagne canadien a été installé en Arabie saoudite. Le personnel des Forces canadiennes a également accompli diverses tâches dans le cadre des échanges avec des unités d'autres membres de la coalition.

Après la fin des hostilités, une équipe d'ingénieurs des Forces canadiennes a participé au nettoyage de la ville de Koweït. Le Groupe opérationnel naval, composé de trois navires, a été remplacé par le NCSM *Huron*, affecté dès lors à l'application des sanctions de l'ONU. Le Canada a largement contribué à la sécurité dans l'après-guerre en dépêchant une unité d'ingénieurs auprès de la Mission d'observation des Nations Unies en Iraq et au Koweït (UNIKOM), déployée à la frontière entre les deux pays à la fin de la guerre.

## LE MAINTIEN DE LA PAIX ET L'AIDE À L'INSTRUCTION MILITAIRE

Le Canada a continué de participer aux missions de maintien de la paix de l'ONU à Chypre, sur les hauteurs du Golan, en Palestine, à la frontière entre l'Iraq et l'Iraq et en Amérique centrale. Il a également contribué à la Force multinationale et à la mission d'observation dans le désert du Sinaï.

Il a fourni des agents de sécurité et du personnel électoral à la Mission de vérification des Nations Unies en Haïti pour surveiller le déroulement des élections dans ce pays.

Le Canada s'est aussi distingué au sein du Comité spécial des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Comité dont il a présidé le Groupe de travail. En participant à des colloques internationaux de formation, notamment ceux organisés par l'*International Peace Academy* de New York, le Canada a partagé son savoir-faire avec des pays novices dans le domaine du maintien de la paix.

Avec le Programme d'aide à l'instruction militaire, le Canada a continué à aider les forces armées des pays moins développés du Commonwealth, d'Afrique francophone, des Antilles et d'Asie. C'est ainsi que 64 stagiaires venant de 16 pays ont été formés au Canada. Au cours de l'année, la Namibie s'est jointe au programme. Le Canada et la Thaïlande ont conclu un Accord d'instruction militaire.

## LIMITATION DES ARMEMENTS ET DÉSARMEMENT

Le Canada demeure un fervent promoteur des mesures visant à réduire sensiblement la prolifération des armes de destruction massive et à prévenir l'accumulation excessive d'armes conventionnelles. La crise du Golfe a mis en lumière ces préoccupations, compte tenu de l'utilisation de la technologie des missiles et de la menace proférée par les belligérants d'utiliser des armes chimiques et biologiques. Le 8 février 1991, le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont proposé une réunion de chefs d'État pour condamner la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi que l'accumulation de stocks excessifs d'armes conventionnelles. Ils ont également proposé un programme d'action complet pour régler ces questions de façon positive et efficace. Certaines mesures ont été prises dans ces deux domaines.

En effet, tout au long de l'année, le Canada a participé à un débat de fond relatif à une Convention sur les armes chimiques et au renforcement de la Convention sur les armes biologiques et à toxines. De plus, il a continué à appuyer les efforts visant à réglementer davantage les transferts de la technologie des missiles. Réunis à Tokyo du 18 au 20 mars 1991, le Canada et 15 autres pays membres du Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles (RCTM) ont convenu de poursuivre le renforcement du programme en en élargissant la portée et en encourageant plus de pays à s'y conformer. Le RCTM énonce des lignes directrices visant à limiter les exportations de matériel et de technologies relatifs aux missiles.

Le gouvernement canadien est convaincu que l'instauration d'un régime « Ciels ouverts », qui permettrait à un pays d'effectuer des vols d'observation au-dessus d'un autre pays, sans armes et suivant le principe de la réciprocité, serait une importante mesure de renforcement de la confiance. Lancées à Ottawa en février, les négociations « Ciels ouverts » se sont poursuivies. En avril et mai 1990 à Budapest (Hongrie), le Canada a participé à une deuxième série de pourparlers. Même si aucun accord n'a encore été conclu, les parties ont étudié à fond toutes les questions et sont parvenus à d'importants compromis. Les pays de l'OTAN ont proposé d'aplanir toutes les difficultés restantes, et le Canada a joué un rôle primordial en formulant les propositions et en préconisant fermement la poursuite des négociations.

La réduction des tensions militaires et l'accroissement de la transparence militaire entre l'Est et

l'Ouest contribuent à la sécurité du Canada, qui a oeuvré dans ce sens en participant à deux négociations tenues à Vienne, l'une sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE) et l'autre sur les Mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité (MRCS). Ces négociations ont donné lieu à la signature du Traité sur les FCE et du Document de Vienne, qui ont été approuvés par les participants au Sommet de Paris, en novembre 1990. En vertu du Document de Vienne de 1990 et des Accords de Stockholm de 1986, le Canada a continué à envoyer des observateurs invités pour surveiller les manoeuvres militaires dans les États membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

La « vérification » est un processus dont l'objet est de garantir que les pays respectent les accords sur la limitation des armements. Le Canada a continué à se distinguer dans ce domaine, surtout dans le cadre du Programme de recherche sur la vérification et grâce au travail de l'Unité de recherche sur la vérification, au Ministère. En effet, il a fourni un appui technique :

- au Groupe de travail sur la vérification, lors des négociations sur les FCE, présidé par le Canada;
- au Coordonnateur mondial de la seconde mise à l'essai technique, menée par le Groupe d'experts scientifiques, d'un échange de données sismiques;
- au Comité spécial sur l'espace extra-atmosphérique de la Conférence du désarmement des Nations Unies, également présidé par le Canada;
- à la délégation canadienne aux négociations relatives à une convention sur les armes chimiques;
- au Groupe d'experts de l'ONU.

En mai 1990, le gouvernement canadien a soumis au Secrétaire général des Nations Unies un rapport relatif à la recherche sur l'utilité des techniques de télédétection aérospatiale pour améliorer l'efficacité des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait promis ce rapport dans son discours prononcé devant la 45<sup>e</sup> Assemblée générale.

En collaboration avec les Pays-Bas, le Canada a entrepris deux importantes inspections d'essai en matière de limitation des armements. La première, effectuée en novembre 1990 et baptisée *Operation Acid Brew*, visait à définir des méthodes d'inspection à intégrer à un accord mondial sur l'interdiction des armes chimiques. La seconde, réalisée en janvier et février 1991, avait essentiellement pour objet de mettre à l'essai les procédures d'inspection prévues dans le Traité sur les FCE. Ces inspections

d'essai constituent un aspect de la coopération actuelle entre le Canada et un certain nombre de pays, coopération visant à trouver des moyens d'élaborer des régimes de vérification.

Le Canada a aussi été l'hôte de diverses réunions d'experts internationaux sur la vérification. En octobre 1990, le septième Symposium annuel sur la vérification, tenu à Ottawa, était l'une des premières réunions jamais consacrées aux questions pratiques touchant la mise en oeuvre des procédures prévues dans le Traité sur les FCE. En mars 1991, les participants au huitième Symposium, intitulé « Vers Helsinki 1991 : le contrôle des armements en Europe et le processus de vérification », ont adopté une perspective à long terme en ce qui concerne le suivi des pourparlers sur la limitation des armements en Europe. En septembre 1990, le Canada a organisé une réunion d'une équipe du Groupe consultatif industriel de l'OTAN, composée de quelque soixante représentants de l'industrie venant de dix pays. Le rapport de cette équipe sera l'un des plus détaillés et des plus complets qui soient sur la vérification des accords de limitation des armes conventionnelles.

Aux Nations Unies, le Canada a continué à jouer un rôle actif en ce qui concerne l'étude des questions de désarmement. En effet, c'est un diplomate canadien qui a présidé le Groupe d'experts chargé d'étudier le rôle de l'ONU en matière de vérification. Le rapport du Groupe a été soumis à la 45<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). La délégation canadienne a dirigé la rédaction d'une résolution qui a été adoptée ultérieurement et qui demandait au Secrétaire général de mettre en oeuvre les recommandations du rapport. Le Canada a co-parrainé d'autres résolutions importantes sur le désarmement, notamment sur les

armes chimiques, les essais nucléaires et la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

L'ambassadrice du Canada au désarmement, M<sup>me</sup> Peggy Mason, a conduit la délégation canadienne à la Première Commission de l'AGNU, qui se consacre au désarmement, et à d'autres réunions organisées sur la question, sous l'égide de l'ONU. M<sup>me</sup> Mason a également dirigé la délégation du Canada à la Quatrième Conférence d'examen en ce qui concerne le Traité de non-prolifération, qui s'est tenue à Genève du 20 août au 14 septembre 1990.

Conformément à son mandat, qui consiste à promouvoir le dialogue entre le gouvernement et le public sur les questions de limitation des armements et de désarmement et à s'assurer que l'opinion de la population est prise en compte dans l'élaboration des politiques, l'ambassadrice a participé à un certain nombre de conférences et tenu des réunions avec les représentants de plusieurs organismes non gouvernementaux dans l'ensemble du pays. En effet, M<sup>me</sup> Mason a présidé quatre réunions régionales (à Halifax, Saskatoon, Vancouver et Montréal) du Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, réunions qui concernaient les possibilités d'action du Canada dans ces domaines. Le 9 avril 1990, à Ottawa, elle a également dirigé une table ronde sur la politique canadienne en matière de sécurité.

Le Fonds pour le désarmement du Ministère a distribué 158 799 \$ en subventions et contributions à des groupes et à des particuliers chargés de promouvoir un débat équilibré sur la limitation des armements et le désarmement. Le Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement a reçu une subvention de 100 000 \$ pour poursuivre ses recherches dans le domaine.

---

## LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE (CSCE)

La CSCE, l'OTAN et la Communauté européenne (CE) sont les trois piliers de la politique canadienne en Europe; le Canada conjugue ses efforts au sein de ces organismes pour renforcer les relations bilatérales. La CSCE joue un rôle essentiel pour consolider la démocratie et promouvoir la sécurité et la coopération en Europe. C'est une instance à la fois transatlantique et paneuropéenne, qui s'intéresse à la sécurité militaire, à la coopération économique et environnementale, et aux droits de la personne.

L'année passée, le Canada a intensifié sa participation à la CSCE en raison des changements spectaculaires survenus en Europe. L'organisation a créé de nouvelles structures et institutions pour élargir le débat politique dans une Europe plus unie.

En mars et avril 1990, le Canada a joué un rôle de premier plan à la Conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe, conférence où, pour la première fois, les pays membres de la CSCE se sont engagés à respecter les principes de l'économie



de marché et à s'intégrer davantage au système économique et financier international.

En juin 1990, le Canada a fait activement fonction de chef de file à la deuxième Conférence sur la dimension humaine, tenue à Copenhague. Il a soumis de nouveau trois propositions de la réunion de Paris en 1989, et il en a présenté de nouvelles sur :

- les droits des minorités (avec la République fédérale d'Allemagne);
- la propagande haineuse (avec l'URSS); et
- la coopération pour bâtir des institutions démocratiques.

Le Canada a aussi contribué au parrainage d'une proposition clé sur les élections libres et l'État de droit, ainsi qu'un certain nombre d'autres propositions. Par conséquent, le document de la réunion de Copenhague porte clairement sa marque. Il contient l'engagement ferme et historique de tous les pays de la CSCE de respecter l'État de droit et de favoriser partout la tenue d'élections libres et la coopération visant la mise sur pied d'institutions démocratiques. Le document représente, en outre, un progrès considérable dans le domaine des droits de la personne et il traite de façon substantielle des droits des minorités, de la lutte contre la haine, le racisme et l'antisémitisme, et de la promotion de la tolérance.

En octobre 1990, une réunion méditerranéenne de la CSCE s'est tenue à Palma de Majorque. Les participants ont réussi à produire un document final qui met l'accent sur l'aspect écologique de la coopération dans la Méditerranée, comme le voulait le Canada.

Au Sommet de Paris, en novembre 1990, les chefs d'État de la CSCE ont sonné le glas de la Guerre froide en Europe et commencé à créer des institutions pour relever les défis et exploiter les occasions de progrès dans l'avenir.

Dans le document final du Sommet, intitulé « Charte de Paris pour une nouvelle Europe », les chefs d'État ont proclamé une nouvelle Europe, démocratique et unie, fondée sur des relations amicales entre les 34 États participants. Ils ont également signé le Traité sur les forces conventionnelles en Europe et la déclaration par laquelle les 22 pays membres de l'OTAN et de l'Organisation du Pacte de Varsovie ont annoncé qu'ils n'étaient plus adversaires les uns des autres. En outre, ils ont adopté un grand nombre de nouvelles mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité.

Représenté par le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le Canada a joué un rôle de premier plan pour amener la CSCE à créer un Centre de prévention des conflits et à souligner la dimension humaine des événements mondiaux, deux préoccupations clés de l'organisation.

Le Canada a réussi à atteindre ses objectifs du Sommet, à savoir amener les pays membres à consacrer, dans la Charte, leur attachement indéfectible au lien transatlantique, à réitérer leur engagement à appliquer les 10 principes de l'Acte final d'Helsinki (principes qui constituent le fondement de la CSCE et des engagements ultérieurs), et à amorcer l'institutionnalisation de la CSCE.

En janvier et février 1991, à La Valette (Malte), lors d'une réunion d'experts sur le règlement pacifique des différends, on a élaboré une procédure novatrice et un ensemble de principes établissant un cadre juridique pour la conciliation en cas de conflit. Le Canada a joué un rôle constructif dans les négociations en formulant une proposition importante : le principe de la notification préalable, selon lequel tout pays doit informer d'avance ses voisins de toute action susceptible de les toucher.

# CHAPITRE SEPT PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS

## Points saillants

- *Intégration des Services consulaires, de l'immigration et des passeports.*
- *Nos services consulaires à l'étranger ont traité 752 747 demandes d'aide.*
- *Il y a 5,6 millions de passeports canadiens en circulation.*
- *Le Bureau des passeports est maintenant un organisme de service spécial.*
- *Les dossiers du Ministre sont triés en vue d'un transfert aux Archives nationales.*

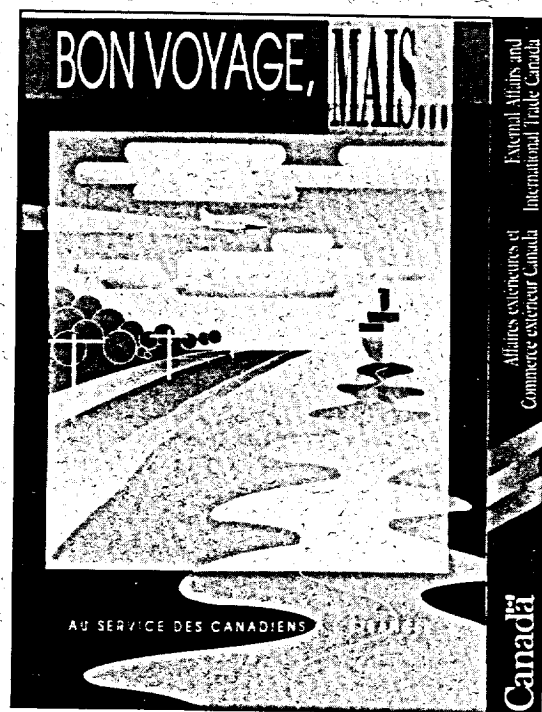
## INTRODUCTION

La création du Secteur des affaires consulaires, de l'immigration et des passeports est un des résultats de l'Examen ministériel. Les programmes consulaires et d'immigration étaient déjà réunis au niveau de la direction, mais en y ajoutant le Bureau des passeports, qui est maintenant un organisme de

## SERVICES CONSULAIRES

Le Ministère est chargé de protéger et d'aider les Canadiens qui vivent et voyagent à l'étranger, et de se porter promptement à leur secours lorsqu'ils se trouvent en difficulté. C'est une fonction consulaire à laquelle le gouvernement attache une grande priorité, et qu'exécutent toutes les missions canadiennes à l'étranger, tant les ambassades que les consulats. Quelque 52 consuls honoraires assument également ce rôle ainsi qu'une douzaine de missions australiennes en vertu de l'Accord conclu entre le Canada et l'Australie concernant le partage de services consulaires à l'étranger.

Au cours de l'année, ces missions ont rendu plus de 752 747 services à des citoyens canadiens; les services portaient tant sur des demandes de



La brochure intitulée *Bon voyage, mais ...* accompagne chaque nouveau passeport délivré et renseigne les voyageurs sur les services qui leur sont offerts et ceux qui ne le sont pas.

service spécial, on reconnaissait la corrélation entre ces trois domaines au pays et à l'étranger. L'intégration de ces services rendra la prestation des programmes plus efficace et améliorera la qualité des services au public.

renseignements courants que sur des appels au secours, ce qui a mis les ressources du personnel à dure épreuve. Dans le cadre de leurs responsabilités, les membres du personnel consulaire peuvent être appelés à tirer d'embarras un étudiant qui a perdu son passeport, à se rendre dans un village isolé pour porter secours à un jeune Canadien détenu pour possession de drogue, à aider un père ou une mère désemparé(e) à la suite de l'enlèvement de son enfant par son ex-conjoint, ou à prendre des dispositions concernant les obsèques d'un citoyen canadien décédé à l'étranger.

Les missions canadiennes ont modernisé leurs plans d'urgence de manière à venir rapidement en aide aux Canadiens à l'étranger en cas de catastrophe

naturelle ou d'agitation sociale. Ainsi pendant la guerre du Golfe, quelque 600 Canadiens ont bénéficié de l'aide du personnel consulaire. Des évacuations par avion, notamment, ont été organisées pour transporter des personnes vers l'Europe et le Canada. Les membres du personnel consulaire s'appuient dans leurs décisions sur le *Manuel des instructions consulaires*, qui fait régulièrement l'objet de révisions. Les missions reçoivent également des directives par le biais de télégrammes et de lettres circulaires.

La décision prise dans le cadre de l'Examen ministériel d'incorporer les programmes de l'immigration et le programme consulaire a poussé la Direction à mettre de nouveau l'accent sur la formation des membres du personnel consulaire. Un programme exhaustif de formation a été élaboré et de

nouveaux cours ont été conçus pour répondre à la demande croissante. Le premier cours destiné aux agents des visas qui seront chargés du programme consulaire a été donné en 1990-1991.

Pour informer davantage le public, le Ministère a publié une nouvelle édition de la brochure intitulée *Bon voyage, mais...* Cette brochure, qui accompagne chaque nouveau passeport délivré, vise à faire connaître aux voyageurs les dangers qui peuvent se présenter à l'étranger et à les renseigner sur les services qui leur sont offerts, et ceux qui ne le sont pas, par les missions canadiennes. En outre, le Ministère a mené une campagne de sensibilisation du grand public pour laquelle l'attention des médias a été tout particulièrement attirée sur le programme consulaire et sur les services offerts à l'étranger.

## TABLEAU 7.1

De janvier à décembre 1990  
(Missions honoraires comprises)

### NOMBRE APPROXIMATIF DE DOSSIERS OU DE SERVICES RENDUS

#### DOSSIERS :

Rapatriements	808
Hospitalisations ou traitements médicaux	1 795
Décès	1 698
Détentions	4 361
Garde d'enfants	698

#### SERVICES :

Passeports	264 458
Citoyenneté	56 273
Conseils juridiques et actes notariaux	36 120
Demandes d'aide financière ou virements de fonds	2 667
Demandes de localisation de Canadiens à l'étranger et de renseignements sur leur bien-être	7 572
Inscription des Canadiens	31 450
Conseils et aide	348 140

## IMMIGRATION ET RÉFUGIÉS

Depuis 1981, le Ministère est chargé de la mise en oeuvre, à l'étranger, du programme canadien d'immigration. Dans le Rapport annuel de 1990 présenté au Parlement par Emploi et Immigration Canada apparaissait un changement dans la façon dont le gouvernement perçoit l'immigration, à savoir qu'il met désormais l'accent sur la planification à long terme. À la place du programme habituel d'un an, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, alors ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a déposé un plan quinquennal. Elle a annoncé que le nombre des immigrants augmenterait en 1991, atteignant 220 000 par rapport à 200 000 en 1990, et se stabiliserait à 250 000 par an pour le reste de la période envisagée dans le plan, c'est-à-dire jusqu'en 1995.

Dans le cadre de sa campagne visant à accroître l'efficacité de ses services par l'automatisation, le Ministère a terminé la première étape de la conception et de la mise en service du Système informatisé de traitement des cas d'immigration (SITCI). Le système est opérationnel à Londres, à Hong-Kong et dans toutes les missions du Canada aux États-Unis. En plus d'accroître la capacité de traitement des données, le SITCI a amélioré les méthodes de vérification et de régularisation du Ministère en matière de mouvements d'immigration, en fournissant à ce dernier des données de plus en plus d'actualité sur les activités à l'étranger.

En raison de l'intégration des programmes consulaires et d'immigration, de nouveaux programmes de formation ont été élaborés et mis en oeuvre dans ces deux domaines en 1990-1991. Un nombre record

de 44 nouveaux agents du Service extérieur ont suivi des cours exhaustifs en matière d'immigration. Un programme pilote a été conçu et mis en application dans les missions qui ne se consacrent pas à l'immigration, à l'intention d'un premier groupe d'employés permutants chargés des programmes pour les visiteurs et les étudiants.

En 1990, des changements historiques en Europe de l'Est ont permis d'éliminer progressivement la Catégorie désignée d'exilés volontaires (catégorie spéciale de quasi-réfugiés d'Europe de l'Est). La Catégorie désignée d'Indochinois, qui permet la sélection de réfugiés d'Asie du Sud-Est, a été modifiée conformément aux engagements du Canada dans le cadre du Plan d'action global mis sur pied par les Nations Unies à l'intention des personnes de cette région qui cherchent asile. À la fin de l'année, la conjoncture évoluant aussi ailleurs dans le monde, il est devenu plus difficile de prédire où le nombre des réfugiés risquait de s'accroître.

Malgré ces importants développements, le Canada a permis à 18 944 réfugiés parrainés par des organismes privés et à 12 522 réfugiés parrainés par le gouvernement de s'établir sur son territoire dans le cadre du programme annuel d'immigration, et a accueilli 3 277 personnes en vertu de mesures spéciales. En 1990, les missions à l'étranger ont délivré 181 902 visas d'immigrant et 644 889 visas de visiteur. Afin d'endiguer l'afflux d'immigrants non autorisés, 16 nouveaux contrôleurs de l'immigration ont été affectés à des points de transit stratégiques à l'étranger.

**TABLEAU 7.2**  
**IMMIGRANTS,**  
**RÉFUGIÉS ET**  
**VISITEURS**  
**VISAS DÉLIVRÉS**  
**EN 1990**  
**(ANNÉE CIVILE)**

Région	Visas d'immigrant	Visas de visiteur
Afrique et Moyen-Orient	23 977	22 791
Asie et Pacifique	72 018	176 732
Amérique latine et Antilles	15 703	68 845
Amérique du Sud	4 713	54 212
États-Unis	16 074	153 852
Europe de l'Ouest	37 944	74 503
Europe de l'Est	11 473	93 954
<b>TOTAL</b>	<b>181 902</b>	<b>644 889</b>

---

## SERVICE DES PASSEPORTS

Environ 70 480 passeports ont été délivrés à l'extérieur du pays, soit 4,5 % de moins qu'en 1989-1990. Le Ministère a délivré 1 197 347 passeports au Canada, c'est-à-dire 10,6 % de plus que l'année précédente. Il y a maintenant quelque 5,6 millions de passeports canadiens en circulation.

En décembre 1989, le gouvernement a annoncé la création de cinq nouveaux organismes de services spéciaux, dont le Bureau des passeports, afin de favoriser la prestation de services efficaces et rentables, d'améliorer le service à la clientèle, de souligner les efforts du gouvernement et l'importance qu'il attache à une gestion efficace, et d'encourager l'innovation et l'esprit d'initiative dans la prestation de services.

Le Bureau des passeports s'est toujours efforcé de fournir un produit de qualité et de bons services à des coûts raisonnables. Le 1<sup>er</sup> avril 1990, il a été reconnu officiellement en tant qu'organisme de service spécial, avec un document cadre et un plan d'entreprise prévoyant plus de souplesse et de

responsabilité en matière de gestion. À titre d'organisme de service spécial, le Bureau des passeports doit publier un rapport annuel distinct, dont le premier a été déposé à la Chambre des communes en novembre 1991.

Le Bureau des passeports s'est amélioré dans les domaines suivants :

- son niveau de productivité est passé à 2 754 passeports par année-personne (par rapport au niveau approuvé de 2 650);
- grâce à ses bureaux plus vastes, il a augmenté de 16,5 % le nombre d'heures de service à la clientèle;
- il a négocié l'établissement d'un service postal rentable et plus fiable en vue de réduire de cinq jours en moyenne le temps de livraison des passeports aux demandeurs qui utilisent ce service;
- il a élaboré un prototype de passeport plus difficile à falsifier qui sera mis en circulation lorsque la fiabilité et la rentabilité du système auront été assurées.

---

## DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

En vertu d'un ensemble de traités, conventions et arrangements que le Canada a conclus avec d'autres pays, le Ministère offre divers services pour aider les plaideurs dans des affaires qui comportent à la fois un élément canadien et un élément étranger. Il publie un livret intitulé *Entraide judiciaire internationale* qui décrit ces services en détail.

Le Canada a conclu des traités sur les procédures judiciaires en matière civile et commerciale avec 19 pays. Ces instruments renferment des dispositions

sur la signification d'actes judiciaires et l'audition de la preuve dans les affaires civiles, soit au Canada à la demande de plaideurs étrangers, soit dans un pays étranger à la demande de Canadiens.

En 1988, le Canada a adhéré à la Convention de La Haye de 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile ou commerciale. Cette Convention, qui simplifie la signification d'actes dans les 28 autres pays signataires, est entrée en vigueur au Canada le 1<sup>er</sup> mai 1989.

---

## **ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Le bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a été transféré au Secteur des affaires juridiques en 1990, dans le cadre de la réorganisation ministérielle survenue à AECEC. Le nombre de demandes officielles présentées a continué d'augmenter. En effet, le Ministère a reçu 266 demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et 71 en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels, pour un total de 337 demandes, soit 19 demandes de plus que l'année précédente. Le Coordonnateur a traité 206 consultations d'autres ministères gouvernementaux et 541 demandes de renseignements personnels provenant de divers organismes d'enquête. Ce sont les médias qui ont continué de présenter le plus grand nombre de demandes, mais le grand public a aussi fait un plus grand usage de la loi. Un nombre substantiel de demandes portant sur les dossiers de demandeurs de visas éconduits proviennent de tierces parties canadiennes.

Aux bureaux des commissaires respectifs, 14 enquêtes seulement ont été menées relativement à des plaintes : l'enquête n'est pas terminée dans le

cas de quatre de ces plaintes ; six ont été réglées en faveur du Ministère et les quatre qui restent étaient des plaintes « justifiées » pour cause de réponses fournies tardivement. Les trois appels devant la Cour fédérale sont terminés : dans le premier cas, l'appel a été retiré, dans le deuxième cas, la Cour a maintenu la décision du Ministère au sujet de la publication de renseignements sur des contingents et dans le troisième cas, la Cour a déterminé que la divulgation, en 1986, de renseignements concernant des documents sur le libre-échange avait été retardée contrairement aux dispositions de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

Le bureau du Coordonnateur a fini d'examiner les dossiers du Ministère jusqu'en 1963 pour déterminer ceux qui devaient être transférés aux Archives nationales. Erudits et autres chercheurs auront ainsi à leur disposition plus de documents sur les relations internationales.

Le Commissaire à la protection de la vie privée a procédé à une vérification des fonds de renseignements personnels du Ministère.

# CHAPITRE HUIT

## DROIT INTERNATIONAL

### Points saillants

- Le Canada autorise un brise-glace de la Garde côtière américaine à emprunter le passage du Nord-Ouest.
- Le Canada et la France déposent deux pièces écrites devant un tribunal spécial chargé d'arbitrer le différend relatif à la frontière maritime entre les deux pays.
- L'avis juridique du Canada a été important lors des délibérations du Conseil de sécurité pendant la crise du Golfe.
- Une loi autorise le gouvernement canadien à ratifier les Protocoles de 1977 de la Convention de Genève.
- Un nouveau système de publication des traités permet de répondre plus rapidement aux demandes de renseignements.



Photo : UN Photo

L'ambassadeur Yves Fortier au Conseil de Sécurité

## L'ARCTIQUE

Le 7 septembre 1990, à la suite d'une demande des États-Unis, le Gouvernement du Canada a autorisé le brise-glace *Polar Sea* de la Garde côtière américaine à naviguer dans les eaux du passage du Nord-Ouest. C'était la troisième demande

du genre depuis la signature, en 1988, de l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur la coopération dans l'Arctique, en vertu duquel l'autorisation d'Ottawa est sollicitée cas par cas. Le *Polar Sea* a effectué sa traversée en septembre 1990.

## LITIGES MARITIMES ENTRE LE CANADA ET LA FRANCE

En vertu de l'Accord instituant un Tribunal d'arbitrage chargé d'établir la délimitation des espaces maritimes entre la France et le Canada, conclu le 30 mars 1989, Ottawa et Paris ont déposé leurs pièces écrites, le 1<sup>er</sup> juin 1990 et le 1<sup>er</sup> février 1991. Le Canada estime que, pour régler le

différend, il serait équitable d'attribuer à la France une zone de 12 milles marins autour des îles françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon. Pour sa part, la France réclame un espace maritime d'environ 14 500 milles marins carrés, délimité par une ligne d'équidistance modifiée.

---

## DROIT DE LA MER

Le Canada a pris activement part à la reprise de la 8<sup>e</sup> session et à la 9<sup>e</sup> session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, tenues à New York en août 1990 et à Kingston (Jamaïque) en février et mars 1991.

Le Canada a été l'un des pays invités à participer aux consultations non officielles organisées par le

Secrétaire général des Nations Unies sur les moyens de régler les questions litigieuses découlant du régime d'exploitation minière des fonds marins de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982. Ottawa continuera à jouer un rôle actif dans ces consultations qui visent à rendre la Convention acceptable pour tous les pays.

---

## DROIT COMMERCIAL

La Section du droit commercial de la Direction générale des affaires juridiques offre des services juridiques relativement à l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis, à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), à certains aspects des Négociations commerciales multilatérales (en l'occurrence, la série de négociations en cours baptisée *Uruguay Round*). Elle s'occupe aussi des aspects juridiques du commerce bilatéral et des accords de coopération économique, des questions de concurrence et d'autres questions commerciales.

En janvier 1990, en vertu du chapitre 18 de l'ALE, le Canada et les États-Unis ont mis sur pied un groupe spécial pour régler le différend qui les opposait relativement aux restrictions imposées par Washington sur l'importation de homards canadiens plus petits que ceux autorisés pour la vente, aux États-Unis. Dans son rapport, publié en mai 1990, le groupe estimait que la restriction américaine relative à la taille des homards était une mesure intérieure qui touchait aussi bien les produits nationaux que les produits importés; par conséquent, contrairement à ce que le Canada prétendait, elle

ne visait pas uniquement à limiter les importations. Après avoir tenté vainement de trouver une solution négociée, Ottawa a annoncé qu'il ne voulait pas conclure d'accord sur le commerce des homards avec les États-Unis. Par la suite, Washington a suspendu sa décision d'augmenter la taille minimale requise pour les homards.

La Section du droit commercial a prodigué des conseils sur un certain nombre d'accords bilatéraux de coopération commerciale et économique et sur des protocoles d'entente conclus notamment avec plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. Elle s'est aussi prononcée sur les droits du Canada aux termes du GATT, dans le cadre d'un Accord sur le blé signé avec la Communauté économique européenne en 1962, ainsi que sur un certain nombre de litiges commerciaux multilatéraux intéressant le Canada.

La Section a également pris part aux travaux des groupes de négociation de l'Uruguay Round sur les mesures de sauvegarde, les articles du GATT, la création d'une nouvelle Organisation mondiale du commerce et l'amélioration du processus de règlement des différends.



---

## DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Le Canada contribue activement à l'élaboration et à la codification de règles de droit international en matière d'environnement et ce, en intervenant à de nombreuses tribunes bilatérales, régionales et multilatérales, et en adhérant aux ententes juridiques qui naissent d'une telle coopération.

La Direction générale des affaires juridiques a participé aux pourparlers qui ont abouti, le 13 mars 1991, à la conclusion de l'Accord sur la qualité de l'air avec les États-Unis. Cet accord prévoit des mesures concrètes pour combattre les pluies acides et définit un cadre global de lutte bilatérale contre la pollution atmosphérique.

De plus, la Direction générale a pris part aux négociations visant à conclure un accord cadre sur le changement climatique, après avoir élaboré, de concert avec Malte et le Royaume-Uni, le texte des mesures juridiques pour le Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique. Elle a en outre participé aux discussions relatives à une convention sur la préservation de la diversité biologique.

La Direction générale a représenté le Canada au sein du groupe de travail juridique spécial, placé sous l'égide de la Convention de Londres sur l'immersion des déchets; aux débats visant à définir les éléments possibles d'un protocole sur la responsabilité

aux termes de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination; et aux pourparlers visant à l'adoption d'une convention sur la préparation aux pollutions pétrolières accidentelles et sur la coopération en vue de les prévenir.

En juin, la Direction générale a participé à la deuxième conférence des signataires du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Signalons que le Canada a été le seul pays à en ratifier les amendements au cours de la conférence même.

Au sein de la Commission économique pour l'Europe, la Direction générale a contribué à l'adoption d'un protocole sur les composés organiques volatils dans le cadre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, et à des conventions sur les répercussions internationales des accidents industriels et sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux.

Enfin, la Direction générale a joué un rôle actif dans la préparation d'une stratégie de protection environnementale dans l'Arctique, et dans la négociation d'un protocole sur la protection de l'environnement dans l'Antarctique.

---

## DROIT PÉNAL

En raison de l'augmentation constante des activités criminelles dans le monde, les pays doivent améliorer et élargir les domaines actuels de coopération en matière de lutte contre la criminalité. À cette fin, le Canada est en train de négocier avec d'autres pays une série de traités d'entraide juridique. L'année passée, il en a conclu avec l'Italie et les Pays-Bas.

Le Canada déploie aussi des efforts concertés pour mettre à jour de vieux traités d'extradition et en négocier de nouveaux avec des pays jugés prioritaires à cet égard. En 1990, il a signé un tel traité avec le Mexique.

Des accords d'entraide juridique négociés antérieurement avec les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, les Bahamas, le Mexique, la France et Hong-Kong sont entrés en vigueur, de même que des traités d'extradition conclus avec le Mexique, les Philippines et l'Espagne.

L'année dernière, le Canada a dû prendre des mesures juridiques précises dans le cadre de la

lutte actuelle menée contre le commerce de la drogue. À cet égard, il a conclu avec le Mexique et l'URSS des protocoles d'entente visant à jeter les bases d'une coopération tous azimuts sur les questions relatives aux stupéfiants. L'année dernière encore, la Convention sur le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes, signée à Vienne en 1988, est entrée en vigueur au Canada.

Dans le cadre du Sommet économique, le Canada a pris part aux négociations sur le blanchiment de l'argent de la drogue et sur les produits chimiques précurseurs, et il en tiendra compte dans l'élaboration de sa politique antidrogues.

La coopération douanière a pris un nouvel essor grâce à la signature, sur le plan multilatéral, de la Convention internationale sur l'assistance administrative mutuelle pour la prévention, l'investigation et la répression des délits douaniers (Convention de Nairobi) et, sur le plan bilatéral, d'un Accord douanier avec le Mexique.

---

## DROIT DIPLOMATIQUE

En vertu du droit international, les employés des services diplomatiques et consulaires bénéficient de certaines immunités dans les pays où ils sont affectés, ce qui empêche les pays hôtes de les influencer outre mesure pendant leur séjour.

La Direction générale des affaires juridiques veille à ce que les représentants diplomatiques et consulaires du Canada en poste à l'étranger soient traités comme il se doit.

Étant donné que les privilèges et les immunités sont réciproques, la Direction générale s'assure également que les diplomates étrangers en poste au Canada bénéficient d'un traitement semblable à celui que reçoivent leurs homologues canadiens à

l'étranger. En conseillant le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur et d'autres ministères sur les limites des immunités accordées aux représentants diplomatiques et consulaires étrangers, elle empêche que ces derniers abusent de leurs privilèges.

Le droit international confère un statut particulier aux organisations internationales. La Direction générale est chargée de négocier des ententes concernant les sièges sociaux des organisations situés en territoire canadien. C'est ainsi qu'en 1990, un nouvel accord de siège a été signé avec l'Organisation de l'aviation civile internationale.

---

## DROIT CONVENTIONNEL

La Section des traités de la Direction générale des affaires juridiques répond aux demandes du grand public relatives aux accords signés par le Canada. Elle tient à jour une liste des traités en vigueur au Canada et publie le *Recueil des traités du Canada*.

Grâce à un nouveau système de publication des traités, le Ministère fournit aux usagers une copie des textes originaux signés, tout en accélérant leur publication. Grâce à une informatisation croissante, la Section répond plus rapidement aux demandes de renseignements.

---

## DROIT ÉCONOMIQUE

La Section du droit économique de la Direction générale des affaires juridiques participe activement aux négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round et, en particulier, aux pourparlers relatifs à un Accord général sur le commerce des services. Elle contribue aussi à l'élaboration de nouvelles disciplines sur les Mesures concernant les investissements et liées au commerce (TRIMs). De plus, la Section prépare le premier examen du Canada dans le cadre du Code de la libération des mouvements de capitaux de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), et elle participe au débat sur l'Instrument relatif au traitement national, proposé par l'OCDE.

En outre, la Section a poursuivi l'élaboration des règles de droit économique international applicables à divers domaines, notamment la lutte contre le dumping, les investissements internationaux, les valeurs mobilières, les produits chimiques précurseurs, la propriété intellectuelle, le blanchiment de l'argent, les accords relatifs à la science et à la

technologie, la prolifération des armes chimiques, la responsabilité en cas de dommages causés par des accidents nucléaires, l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et l'Europe de 1992.

La Section a pris diverses mesures diplomatiques pour s'assurer que l'application extraterritoriale du droit étranger au contrôle des exportations, au dépistage des drogues en milieu de travail, aux opérations bancaires, etc. n'entrave pas des activités légitimes au Canada. En particulier, en octobre 1990, elle a contribué à l'imposition de la première ordonnance de blocage prise en vertu de la *Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères* pour empêcher que les Canadiens se conforment à au *Mack Amendment*, par lequel Washington tentait d'interdire aux entreprises canadiennes appartenant à des intérêts américains de commercer avec Cuba. La Section a aussi participé à l'élaboration de la loi d'application de l'Accord sur la station spatiale, signé en 1988.

Après l'invasion du Koweït par l'Iraq, en août, la Section a interprété l'ensemble des sanctions obligatoires imposées contre ce dernier en vertu des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle a également coordonné la rédaction et l'application des règlements de l'ONU sur l'Iraq, formulés le 7 août 1990.

La Section a largement contribué à la protection des investissements canadiens à l'étranger en signant des accords à cet effet. Ainsi, le gouvernement canadien a commencé à négocier avec un certain nombre de pays de l'Asie du Sud-Est et d'Amérique du Sud. Au cours de l'année, un

accord de protection des investissements étrangers a été conclu avec la République fédérative tchèque et slovaque. Toutefois, l'accord signé avec la Pologne a été le premier à entrer en vigueur.

Le programme des réclamations étrangères de la Section a pris une ampleur considérable lorsque plusieurs pays est-européens ont adopté des politiques pour obtenir la restitution des biens confisqués après la Seconde Guerre mondiale ou le dédommagement de leurs propriétaires. La Section a également fourni des renseignements pertinents aux éventuels demandeurs canadiens pour les aider à recouvrer des créances personnelles.

# CHAPITRE NEUF COMMUNICATIONS ET CULTURE

## Points saillants

- Création de la Direction générale des communications ministérielles et avec les médias.
- Pendant la Guerre du Golfe, le Groupe de travail sur la crise du golfe Persique diffuse de l'information à jour.
- Une Conférence paneuropéenne d'études canadiennes se tient à La Haye.
- Des illustrateurs canadiens participent à la Foire du livre de Bologne.
- Actuellement, plus de 5 000 universitaires du monde entier s'intéressent activement à divers aspects du Canada.



Photo : Al Scrib

Cirque du Soleil 91 Nouvelle Expérience —  
Les Flounes

## COMMUNICATIONS MINISTÉRIELLES ET RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

La Direction générale des communications ministérielles et avec les médias, créée en 1990, répond aux besoins en matière d'information du Ministère, des médias nationaux et étrangers et de la population canadienne. Elle comprend la Direction des communications ministérielles, le Service des relations avec les médias et la bibliothèque ministérielle.

### COMMUNICATIONS MINISTÉRIELLES

La Direction des communications ministérielles s'occupe de la recherche et de l'analyse d'information sur le contexte public, offre des services de révision et d'édition à l'ensemble du Secteur des communications et de la culture, assure les communications internes et fournit des conseils stratégiques en matière de communication dans les domaines de l'immigration et des services consulaires. Dans le cadre du Programme d'information antidrogue, elle met en garde les Canadiens et Canadiennes contre les infractions relatives aux stupéfiants quand ils sont à l'étranger. Grâce au nouveau Programme de sensibilisation aux services consulaires, le Ministère renseigne les ressortissants canadiens sur l'aide qu'ils peuvent attendre des missions canadiennes s'ils se heurtent à des difficultés à l'étranger.

Par le biais d'un Programme amélioré de promotion ministérielle, la Direction informe la population canadienne de la politique extérieure et commerciale du gouvernement. Avec des tournées d'étude, des visites des médias, un programme de conférences, des postes de service, des publications et des contacts personnels, le programme aide à mieux comprendre les relations internationales modernes telles que les mène le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur (AECEC).

### RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Le Service des relations avec les médias informe la presse et, par elle, le public, des politiques étrangères et commerciales que le Ministère est chargé d'appliquer. Pour ce faire, il répond aux demandes de renseignements des médias, organise des séances d'information et des conférences de presse, et publie des communiqués et d'autres outils d'information. Chaque année, il produit près de 300 communiqués de presse et 100 textes de discours.

Au cours de l'année, le Service a participé activement à la diffusion d'informations sur la Guerre du Golfe. Pendant huit mois, il a été inondé de demandes de renseignements provenant des médias et il a

constitué un des éléments clés du Groupe de travail sur la crise du golfe Persique, que le Ministère avait créé et qui fonctionnait 24 heures sur 24.

Le Service a aussi largement contribué aux communications sur l'évolution des relations Est-Ouest après la Guerre froide et à l'étude de dossiers commerciaux essentiels tels que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, les pourparlers relatifs à un Accord de libre-échange nord-américain et les négociations de l'Uruguay Round (GATT).

### SERVICES DE BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque sert non seulement AECEC, mais aussi d'autres ministères fédéraux, des

gouvernements provinciaux, des sociétés privées et des établissements financiers et universitaires. Elle communique tous les jours avec les bibliothèques des missions à l'étranger, les appuie et s'occupe à la fois de la recherche, des acquisitions et de la consultation.

Grâce à une nouvelle base de données, le bibliographe peut enregistrer des articles choisis par sujet et produire des bibliographies en très peu de temps.

La bibliothèque du Ministère a catalogué quelque 7 000 monographies pour la nouvelle bibliothèque de l'ambassade du Canada à Tokyo, et elle a donné des conseils pour la conception de cette bibliothèque.

Au cours de l'année, elle a distribué environ 130 000 documents.

## COMMUNICATIONS SUR LE COMMERCE ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La Direction générale des communications sur le commerce et la politique étrangère collabore étroitement avec les ministres et avec tous les secteurs du Ministère. Elle conçoit des stratégies et des produits visant à mieux faire connaître à la population les initiatives du Canada en matière de politique étrangère et de commerce extérieur, et le pays lui-même. Son but premier est d'aider le Ministère à expliquer ses politiques aux Canadiens et Canadiennes, et les missions à l'étranger à défendre et à promouvoir les intérêts du pays. La Direction générale élabore et met en oeuvre des plans de communication en produisant des outils d'information à l'intention des médias, des groupes d'intérêt basés au Canada et des missions canadiennes à l'étranger.

### COMMUNICATIONS SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Pour offrir des services de communications stratégiques aux ministres et aux hauts fonctionnaires, la Direction élabore des plans détaillés permettant d'informer les médias et le public des aspects précis de la politique étrangère, et elle conçoit des moyens de les appliquer. Par exemple, elle a formulé des stratégies pour la Conférence « Ciel ouvert », le Sommet de Paris de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les sommets de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les réunions des ministres des Affaires étrangères et d'autres événements internationaux

auxquels participaient le Premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Pendant la Guerre du Golfe, la Direction a participé activement aux réunions du Groupe de travail sur la crise du golfe Persique, qui fonctionnait 24 heures sur 24, diffusait des revues de presse et donnait des conseils en matière de communications aux personnes chargées de gérer l'effort de guerre du Canada.

À l'occasion du Sommet mondial pour les enfants, la Direction a également assuré les communications dans l'ensemble du gouvernement. Elle a distribué aux médias et à un grand nombre d'organismes non gouvernementaux une série de documents d'information sur cet événement historique.

La Direction a aussi produit de nombreux documents sur la participation du Canada à toutes les principales réunions internationales. Ces documents ont été distribués à la presse nationale, régionale, locale et communautaire, ainsi qu'aux communautés ethniques et aux groupes d'intérêt concernés.

La Direction appuie les intérêts canadiens à l'étranger en fournissant aux missions des conseils en matière de communications et des documents destinés à des publics étrangers. À cause d'une réduction importante de ses ressources humaines et financières, elle a diminué le nombre de ses publications et d'autres services offerts et elle s'est attachée à distribuer aux missions des documents axés principalement sur l'action. Parmi ces services, citons :

- une revue quotidienne des principaux événements nationaux couverts par la presse et une documentation appropriée pour répondre aux questions de la presse étrangère;
  - des fiches d'information spéciales sur les principaux sujets de l'actualité canadienne intéressant la communauté internationale, notamment le débat constitutionnel, le règlement des revendications territoriales des autochtones et les questions connexes, la chasse au phoque et le massacre des bisons;
  - une synthèse électronique quotidienne des nouvelles et des éditoriaux canadiens.
- La Direction offre d'autres services, notamment :
- des extraits pertinents des débats quotidiens de la Chambre des communes, y compris de la Période des questions;
  - les discours importants du Premier ministre, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres ministres;
  - un certain nombre de feuilles documentaires comportant des renseignements d'ordre général sur le Canada, son gouvernement, son régime politique, son système éducatif, sa géographie et d'autres aspects pertinents;
  - la publication *Canada Reports / Reportage Canada*, dont la fréquence de parution a été ramenée à deux fois l'an, et que l'on a révisée pour y inclure des informations clés sur les diverses priorités du Canada en matière de politique étrangère. Ce bulletin, qui rejoint 35 000 lecteurs de par le monde, est distribué à l'étranger aux intervenants qui façonnent l'opinion et dont les actes peuvent influencer sur les intérêts canadiens;
  - un vidéo mis à jour et donnant un aperçu du Canada et de sa population; on peut le présenter aux nombreux auditoires étrangers qui s'intéressent au pays.

## COMMUNICATIONS SUR LE COMMERCE

Outre qu'elle diffuse des informations sur le commerce national et international, la Direction des communications sur le commerce s'efforce de sensibiliser davantage les Canadiens et les Canadiennes à l'importance du commerce extérieur pour l'économie et d'informer constamment les milieux d'affaires canadiens des débouchés possibles à l'étranger.

La Direction a accordé un appui à ce qui aurait dû être la dernière série des négociations du GATT (Uruguay Round), qui ont eu lieu à Bruxelles en décembre.

Une équipe a préparé des documents sur les pourparlers relatifs à un Accord de libre-échange nord-américain entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. À cet effet, un livret intitulé *Le libre-échange en Amérique du Nord : un moyen d'assurer la croissance du Canada par le commerce extérieur*, a été publié en français, en anglais et en espagnol.

La Direction a lancé un nouveau bulletin hebdomadaire intitulé *Cette semaine au GATT*, qui rend compte des opinions exprimées au sujet des principales négociations commerciales multilatérales. Ce bulletin est distribué aux associations commerciales, aux universités et à d'autres ministères.

Dans le cadre de la campagne « Horizon Le Monde » lancée par le Ministère, la Direction a produit et distribué une série de documents publicitaires, y compris un vidéo intitulé *Une mine d'or : Guide des exposants*. Un autre programme, intitulé *Canada : Horizon Le Monde — Êtes-vous prêt à exporter ?*, est offert sur disquette informatique.

La Direction et les directions géographiques du Ministère ont coparrainé la production d'un ensemble de suppléments sur les débouchés commerciaux aux quatre coins du monde, suppléments parus dans le magazine *Canadien*, diffusé à bord des Lignes aériennes Canadien International.

InfoExport, le centre d'information du Ministère sur le commerce extérieur, fournit aux gens d'affaires canadiens et au public des renseignements sur l'exportation. Il distribue aussi les publications du Ministère. En 1990, le centre a reçu plus de demandes de renseignements que par le passé, soit environ 1 000 appels par semaine, contre 650 en 1989.

En octobre, Mois canadien du commerce extérieur, la Direction a orchestré une campagne nationale de publicité à la radio et dans les journaux pour souligner toute l'importance du commerce extérieur.

Le bulletin bimensuel *CanadExport* tire à 60 000 exemplaires au Canada. Il sert de liaison permanente entre le Ministère et le monde des affaires, en diffusant de l'information sur les exportations, recueillie de par le monde par les délégués commerciaux du Canada, et des renseignements relatifs aux nouvelles mesures prises à Ottawa.

La Direction a produit des dossiers d'information et appuyé les délégations commerciales lors des visites à l'étranger du ministre du Commerce extérieur. Elle a aussi pris des dispositions pour assurer la couverture médiatique des voyages des ministres à l'étranger. Elle a préparé des itinéraires détaillés pour les journalistes en visite au Canada, ce qui a

permis à ces derniers de mieux comprendre notre pays et son économie.

La Direction a poursuivi, au Canada et dans la Communauté européenne (CE), sa campagne d'information sur les pêches dans l'Atlantique Nord-Ouest, campagne qui visait à rallier la population à la position du Canada au sujet de la surpêche dans ce secteur de l'Atlantique. Elle a sensibilisé les

Européens à la question, et les décideurs, les médias, les universitaires, les scientifiques et le public européens lui ont prêté une oreille attentive. La campagne a pour but d'amener la CE et ses États membres à respecter les quotas fixés par l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO).

## RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

### EXPOSITIONS INTERNATIONALES

La Direction se prépare pour EXPO 92, qui aura lieu du 20 avril au 12 octobre 1992 à Séville (Espagne). En principe, la construction du pavillon canadien, qui occupe une superficie de 5 000 m<sup>2</sup>, se terminera en décembre 1991. L'Ontario, le Québec, la Colombie-Britannique et les Territoires du Nord-Ouest participeront à l'exposition.

Le pavillon canadien comporte cinq éléments : une cour, un spectacle d'introduction, un cinéma IMAX, une salle des expositions et un restaurant-boutique. Les expositions soulignent les découvertes, les innovations et les inventions canadiennes dans divers domaines de la science et de la technologie. Le spectacle d'introduction présentera aux visiteurs un document audiovisuel d'une dizaine de minutes sur le Canada et sa population. L'Office national du film prépare actuellement un film de 15 minutes qui sera projeté au cinéma IMAX et qui brossera un portrait saisissant du Canada, de sa population et de ses paysages au moyen d'une nouvelle technique cinématographique. Grâce au Programme de commanditaires, le gouvernement a conclu un certain nombre d'accords de commande ou d'approvisionnement avec des entreprises canadiennes. En particulier, l'industrie du zinc a accepté d'assumer les frais de construction de la façade de zinc du pavillon.

La Direction a participé à des activités du Bureau international des expositions (BIE), y représentant les intérêts du Canada. De plus, elle a suivi la révision de la Convention sur le BIE.

En outre, la Direction a étudié la possibilité que le Canada participe à des expositions internationales telles que EXPO 93, qui aura lieu à Taejon (Corée du Sud).

### CULTURE ET SPORTS

Le Programme culturel et sportif contribue à réaliser les objectifs du Canada en matière de politique étrangère et commerciale en faisant rayonner le pays à l'étranger. Il comporte des activités artistiques et sportives intéressantes célébrant notre identité et notre caractère national et attestant de notre excellence dans ces domaines.

Le Ministère aide des troupes et des artistes professionnels qui ont fait la preuve de leur talent et de leurs aptitudes administratives. Il donne la priorité aux projets susceptibles d'attirer les foules, bénéficiant d'un soutien important des gouvernements provinciaux ou d'autres instances, et correspondant à ses priorités politiques, commerciales et géographiques.

Une grande partie du budget de subventions sert à appuyer des piliers de la culture canadienne tels que les orchestres symphoniques de Montréal et de Toronto, le *Royal Winnipeg Ballet*, le *Ballet National du Canada*, les *Grands Ballets Canadiens* et le *Cirque du soleil*, qui donnent des spectacles dans les principales villes d'Europe, d'Asie et des États-Unis. Le *Cirque du soleil* a été invité à se produire pendant un mois à Washington (DC), sur la pelouse située entre la Maison Blanche et le Capitole.

La Direction a financé quelque 105 tournées de spectacles. Celle de quatre troupes chorégraphiques et théâtrales québécoises, qui ont participé au « *Festival Next Wave: Next door* » de la *Brooklyn Academy of Music*, et celle des *Plaques tectoniques*, pièce multilingue de Robert Lepage, ont connu un franc succès. La tournée européenne, très réussie, du *Tafelmusik Baroque Orchestra* a également contribué à rehausser l'image du Canada.

Le Canada a participé à des foires artistiques prestigieuses à Chicago, Los Angeles et Bâle. À la Biennale de Venise, les artistes canadiens ont été invités à exposer dans les principales galeries japonaises et européennes. Le Canada a aussi pris part aux *Passages de l'image*, une grande exposition d'oeuvres d'art organisée par le Centre Pompidou en France. À la Biennale de Sydney, sept artistes canadiens (un chiffre record) ont été invités à exposer.

Les organisateurs de la Foire du livre de Bologne ont honoré le Canada en exposant les meilleures illustrations extraites de livres d'enfants récemment parus. L'exposition, qui présentait les oeuvres de 43 artistes canadiens, a été ensuite transportée à Rome, à Munich et à Paris, avec l'aide du Ministère.

Dans le cadre du programme de traduction, le Ministère a encouragé la traduction de 45 oeuvres canadiennes en 16 langues européennes, asiatiques et latino-américaines. Les ouvrages de six nouveaux auteurs canadiens (Nino Ricci, Carol Shields, Marilyn Bowering, Leslie Hall Pinder, Rohinton Mistry et Alberto Manguel) ont été publiés au Royaume-Uni. Le Ministère a également parrainé des tournées de promotion de livres en Europe et en Asie, avec l'appui des missions canadiennes à l'étranger.

Le Ministère a aidé l'industrie phonographique canadienne à participer à d'importantes foires commerciales internationales, notamment au MIDEM et au *New Music Seminar*.

Afin de promouvoir la vente de films et d'émissions de télévision canadiens et d'encourager la coproduction, le Ministère a financé la participation de plus de 40 grands acheteurs et producteurs étrangers à d'importants festivals à Banff, Toronto, Montréal et Vancouver.

Le Ministère a préparé l'ordre du jour et le programme de négociations culturelles bilatérales avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas et la France. Il collabore avec le ministère des Communications à l'élaboration d'une stratégie visant à commercialiser les produits culturels canadiens à l'étranger.

Le Ministère a organisé une série d'événements sportifs destinés à promouvoir l'image du Canada à l'étranger. En particulier, l'équipe nationale masculine de soccer a livré des matches en Chine, en Corée du Sud et au Japon. AECEC a accordé une nouvelle importance au renforcement des relations sportives avec l'Europe de l'Est et l'URSS.

Le Ministère a créé un Groupe de travail pour le renforcement du sport dans le Commonwealth. La Section des relations sportives internationales a joué le rôle de secrétariat du Groupe et contribué à la rédaction d'un rapport sur les orientations à venir. Le Ministère a surveillé l'Afrique du Sud afin de voir si elle progressait suffisamment vers le démantèlement de l'apartheid. La Section a collaboré étroitement avec les dirigeants du Comité international olympique pour maintenir l'interdiction des relations sportives avec l'Afrique du Sud. Enfin, elle a appuyé la candidature de Toronto pour la présentation des Jeux olympiques de 1996.

## ÉTUDES CANADIENNES

La Conférence paneuropéenne d'études canadiennes, organisée par l'Association des études canadiennes des Pays-Bas, s'est tenue du 24 au 27 octobre 1990 à La Haye. Elle avait pour thème « Le Canada au seuil du 21<sup>ème</sup> siècle : le point de vue européen sur l'avenir du Canada ». Y participaient 300 universitaires, diplomates et représentants des milieux d'affaires venus de 20 pays. Soixante-dix mémoires y ont été présentés sur divers sujets tels que la politique nationale, le changement constitutionnel, la question autochtone et la politique environnementale.

Le Ministère a continué à soutenir le Conseil international d'études canadiennes (CIEC), qui a tenu sa neuvième assemblée générale en juillet 1990 à Beijing, à l'occasion de la Conférence de l'Association d'études canadiennes en Chine. Au cours de sa première réunion en Asie, le CIEC a accueilli en son sein deux nouvelles associations, celles de l'Union soviétique et de l'Espagne. L'Association soviétique, qui compte 200 membres, est le premier groupe interdisciplinaire d'études régionales en URSS. Aujourd'hui, 16 associations d'études canadiennes représentant 26 pays sont affiliées au CIEC. À l'étranger, plus de 5 000 universitaires mènent activement des études et des recherches sur le Canada et y consacrent des cours ou des publications.

Créée en 1990, la Fondation pour les échanges éducatifs entre le Canada et les États-Unis (le Programme Fulbright) permet aux universitaires canadiens de donner des cours et de faire des recherches dans des universités américaines, et vice versa.



D'importants centres d'études canadiennes ont été créés à Paris, à Londres, à Islamabad et en Suède, et trois autres en Chine. Pour sa part, le gouvernement de l'Inde a fourni une subvention de 500 000 \$ pour mettre sur pied des programmes d'études canadiennes dans ce pays.

Au cours de l'année, le Canada a accordé 445 bourses à des universités et universitaires étrangers pour les encourager à mener des études sur le Canada.

Le gouvernement canadien continue à soutenir les programmes d'études canadiennes en Europe de l'Est, et ce, en offrant des subventions aux universités de la région qui donnent des cours sur le Canada.

#### ÉCHANGES UNIVERSITAIRES

Le gouvernement canadien a accordé des bourses à 116 étudiants ressortissants de 21 pays pour leur permettre d'étudier au Canada. Ces pays ont offert des bourses semblables à des étudiants canadiens.

Le Canada a participé au Plan de bourses d'études et de recherche du Commonwealth, grâce auquel 500 étudiants venant de 51 pays du Commonwealth ont pu terminer des études supérieures au Canada. Plusieurs autres pays du Commonwealth participent à ce programme et offrent des bourses semblables à des Canadiens.

L'Accord général sur les échanges entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'URSS a été renouvelé. En vertu de cet Accord, 20 professeurs et 13 étudiants canadiens se sont rendus en URSS pour y entreprendre des recherches. Un nombre équivalent de professeurs et d'étudiants soviétiques sont venus au Canada.

Dans le cadre du Programme d'échanges de boursiers Canada-Chine, 22 étudiants chinois sont venus au Canada, et un certain nombre de Canadiens sont allés en Chine.

#### ÉDUCATION SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Le Ministère, les provinces, les universités et d'autres ministères et organismes fédéraux ont organisé des activités internationales axées sur l'éducation, notamment d'importantes conférences et réunions de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Conseil de l'Europe, du Commonwealth et d'autres organisations multilatérales.

#### ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Quelque 400 personnalités canadiennes se sont rendues à l'étranger pour assister à près de 1 600 événements universitaires et artistiques différents, et 75 personnalités étrangères sont venues participer à des activités semblables au Canada.

Grâce aux Programmes internationaux d'échanges visant la jeunesse, plus de 9 400 jeunes Canadiens ont pu travailler dans d'autres pays, et 8 200 jeunes ressortissants étrangers ont travaillé au Canada.

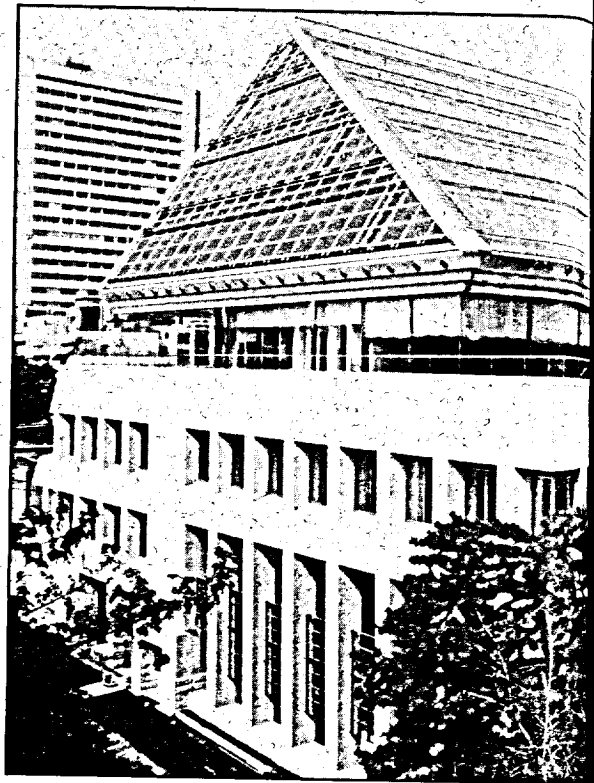
#### AFFAIRES HISTORIQUES

La Section historique a aidé des chercheurs et continué à produire les *Documents sur les relations extérieures du Canada*. Elle a en effet publié le volume 18 (1952) de la série, sous la direction de M. Donald Barry, de l'Université de Calgary. Un deuxième volume, intitulé *Le ministère canadien des Affaires extérieures : les années de formation*, est en chantier. Les membres de la Section ont donné des cours dans des universités et participé à des conférences au Canada et dans le monde.

# CHAPITRE DIX COORDINATION DE LA POLITIQUE, GESTION DU MINISTÈRE ET PERSONNEL

## Points saillants

- La gestion centrale fait l'objet d'une vaste réorganisation.
- L'ombudsman ministériel assure la médiation dans les conflits entre employés.
- La Direction générale de la gestion des ressources en information traite plus de deux millions de documents et 30 000 demandes de recherches.
- La première phase du projet de réaménagement de l'ambassade de Tokyo, projet dont le coût s'élève à 200 millions de dollars, est achevée.
- L'évacuation du personnel canadien en poste au Moyen-Orient pendant la crise du golfe Persique est un succès.



La nouvelle chancellerie du Canada à Tokyo

## GESTION DU MINISTÈRE

### APERÇU

En juillet 1990, le Secteur des finances, la Direction générale des projets spéciaux et plusieurs autres services de base du Ministère ont été l'objet d'une fusion, constituant le Secteur de la gestion ministérielle. La Direction générale des passeports, qui faisait partie du Secteur des finances et de l'administration, est maintenant un organisme de service spécial relevant du sous-ministre adjoint chargé du Secteur des affaires sociales.

Le nouveau Secteur de la gestion ministérielle est le plus grand service de l'administration centrale où il emploie environ un tiers du personnel. Il gère la répartition des ressources financières et humaines et il fournit les services centraux de soutien à l'administration centrale et aux missions à l'étranger pour la gestion des finances, des biens immobiliers et du matériel, des dossiers et des archives, des communications internationales, des services d'informatique et de traitement de l'information, des services des contrats, des inspections, de la vérification et de l'évaluation.

Le Secteur a géré avec efficacité les ressources du Ministère en dépit des compressions budgétaires et des réductions de personnel, et il a su distribuer les ressources de façon à s'aligner sur les nouvelles priorités du gouvernement. À cet effet, il a :

- mené à bien la rationalisation de l'effectif du Ministère, selon la recommandation formulée en 1989 par le Comité d'examen des dépenses, et conformément aux exigences du budget fédéral de 1991, qui a amputé le budget du Ministère de 46 millions de dollars;
- délégué plus de pouvoirs fonctionnels aux gestionnaires de programmes en leur signifiant des critères de responsabilisation clairement définis;
- recouru à la sous-traitance quand c'était efficient et bon marché;
- pris les dernières dispositions pour faire les essais d'acceptation de la phase I du Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS) aux États-Unis et dans certaines directions à l'administration centrale, et revu le plan général de la phase II qui étendra ce service aux autres employés du Ministère au Canada et à l'étranger;
- continué à remplacer à l'étranger les locaux loués en achetant ou en construisant des immeubles;
- poursuivi les vérifications internes et les évaluations de programmes demandées par la direction du Ministère;
- renforcé et consolidé les systèmes de vérification et de gestion financières du Ministère.

## SECRETARIAT DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES RESSOURCES

Le Secrétariat, qui a été créé en 1990, est chargé de la planification, de la répartition et de la gestion des ressources du Ministère. Il donne aussi son appui au nouveau Conseil de gestion des programmes composé des trois sous-ministres d'AECEC.

Il a réorganisé les ressources en fonction des décisions prises lors de l'Examen ministériel, et il a mis en oeuvre des stratégies afin de se conformer aux mesures de compression annoncées par le ministre des Finances dans le budget de février 1991.

Le Secrétariat a établi des niveaux de référence pluriannuels que les divers secteurs doivent utiliser dans la gestion et la planification des ressources en 1991-1992 et après, et il a élaboré un processus permettant de déléguer plus de pouvoirs dans ce domaine aux sous-ministres adjoints.

Il a en outre aidé les gestionnaires du Ministère à obtenir des fonds supplémentaires du Conseil du Trésor en vue de mener à bien des projets tels que le nouveau Plan quinquennal de l'immigration.

## BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL ET DIRECTION DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION

Dans le but d'améliorer la qualité d'ensemble de la gestion, le Bureau de l'inspecteur général a évalué les pratiques de gestion dans un certain nombre de missions à l'étranger. Il a par ailleurs fait des enquêtes spéciales à la demande de la haute direction.

À la suite de l'Examen ministériel, les fonctions de vérification et d'évaluation ont été regroupées au sein de la même unité qui relève de l'Inspecteur général. Trente-deux missions ont été soumises à une vérification interne dans les domaines des services de gestion, de l'immigration et du commerce. L'on a en outre mené huit vérifications de systèmes et de processus de gestion à l'administration centrale, ainsi que deux vérifications spéciales, à la demande de la direction.

Le programme des Relations culturelles internationales a été soumis à l'évaluation. Les agents d'évaluation du Ministère, avec le concours de ceux de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), se sont penchés sur la décentralisation de l'Agence, et un deuxième rapport annuel (pour 1990) a été présenté au Conseil du Trésor.

Tant les employés du Bureau de l'inspecteur général que ceux de la Direction de la vérification et de l'évaluation ont collaboré à l'Examen ministériel et à la mise en oeuvre ultérieure de ses recommandations.

## FINANCES, SERVICES ADMINISTRATIFS ET BUDGET

La Direction générale des finances et des services administratifs centraux est chargée de tous les aspects de la gestion financière, à savoir : politique financière, systèmes et formation; planification, analyse et déclaration financières; comptabilité, contrôle des engagements et autres services financiers; conseils, contrôle et déclaration de tous genres en ce qui concerne les marchés de services; services de locaux à l'administration centrale; données relatives à l'inventaire des ressources à l'administration centrale et soutien logistique approprié. L'une des responsabilités premières de la Direction générale consiste à faire rapport sur le rendement réel en fonction des budgets dressés au Ministère.

Le Ministère a confirmé sa décision de standardiser les systèmes financiers à accès direct et de les installer dans ses missions dans le monde entier. Un projet pilote a été mené à bien à San Francisco et à Los Angeles. Suite au succès qu'il a connu, la mise en oeuvre d'autres systèmes à accès direct se poursuivra au cours des quatre prochaines années. Entre-temps, le Ministère fournit aux missions de petits systèmes sur ordinateur personnel; au mois de mars 1991, 78 % des missions disposaient d'un tel système. Le Ministère continue à accorder une haute priorité à la formation financière du personnel en poste à l'étranger. Deux cours ont été dispensés à l'intention des comptables des missions, et un nouveau cours a été offert aux agents d'administration.

On a terminé la conception d'un nouveau système de comptabilité analytique pour la répartition des ressources, le recouvrement des coûts, et le calcul du coût de mise en oeuvre des programmes et des nouvelles initiatives ministérielles. La Direction générale a également élaboré un nouveau système de comptabilité et de contrôle pour la gestion des années-personnes; il sera mis en oeuvre en 1991-1992.

Pour parer à des problèmes de fonctionnement et donner suite aux résultats des vérifications, on a restructuré la fonction de comptabilité de façon à l'aligner davantage sur les opérations en concentrant les différentes activités dans des directions distinctes. Dans une telle structure, chaque activité devrait pouvoir être exécutée au moment opportun, avec le maximum d'exactitude et dans le respect des principes et pratiques de comptabilité. De nombreux projets ont été entrepris, en particulier la modernisation de la caisse et la mise au point d'un bon système comptable servant à gérer les avances. Par ailleurs, les demandes de remboursement des frais de déplacement, les dépôts de recettes, le recouvrement

des créances et les réclamations chevauchantes ont fait l'objet d'un examen spécial afin de déterminer l'étendue des irrégularités, de recouvrer toutes les créances de l'État et d'améliorer les dossiers et les contrôles.

La Direction générale a rénové et amélioré plus de 10 000 m<sup>2</sup> de locaux à l'administration centrale (26 unités). Elle a également fourni du nouveau matériel de bureau ergonomique, conforme aux normes de santé et de sécurité, pour le confort et le bien-être du personnel travaillant avec des ordinateurs de bureau.

### BUDGET

Les dépenses du Ministère pour l'année financière 1990-1991 se sont élevées à 1 150,5 millions de dollars environ. Cette somme comprenait les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation, les subventions et contributions, et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger et au Programme des expositions universelles.

Des dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 818,7 millions de dollars ont été engagées pour la gestion et la coordination des activités à l'administration centrale et dans les missions à l'étranger. Elles comprenaient les traitements, salaires et autres coûts liés au personnel, les frais de location de biens immobiliers à l'étranger, les frais de déplacement et de communication ainsi que les dépenses nécessaires à la conduite des opérations à l'étranger.

Les dépenses en immobilisations (soit environ 112,2 millions de dollars) comprenaient 70,7 millions de dollars pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipement, et 41,5 millions de dollars au titre du Programme d'acquisition de biens à long terme.

Les dépenses faites au titre des subventions, contributions et paiements de transfert (soit environ 219,6 millions de dollars) consistaient pour une bonne part en paiements obligatoires découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

### TABLEAU 10.1 PRINCIPALES DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR ACTIVITÉS EN 1990-1991

(en millions  
de dollars)

Politique étrangère, priorités et coordination	21,3
Expansion du commerce extérieur	68,4
Politique économique, commerciale et d'aide internationale	44,6
Affaires politiques et de sécurité internationale	174,4
Affaires juridiques, consulaires et d'immigration	15,1
Communications et culture	47,0
Relations et opérations bilatérales	662,5
Passeports	1,3
Soutien des opérations, planification des ressources humaines et administration	103,0
<b>Total partiel</b>	<b>1 137,6</b>
Expositions universelles	12,9
<b>Total</b>	<b>1 150,5</b>

## RÉSEAU CANADIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION PROTÉGÉES À ACCÈS DIRECT (COSICS)

La mise en oeuvre de la phase I du COSICS s'est poursuivie. Avec le temps, ce système permettra aux missions canadiennes du monde entier de transmettre leurs communications dans des conditions sûres. Une fois l'équipement nécessaire installé dans tous les locaux, les responsables du projet ont passé à l'élaboration du logiciel, aux opérations et à la préparation de la phase suivante. Tous les aspects de la phase I sont censés être au point et acceptés à l'automne 1991. Le système compte environ 1 100 usagers.

La stratégie de mise en oeuvre de la phase II a été revue afin de profiter des perfectionnements techniques et de hâter l'installation des principaux éléments du système. Cet examen a montré que le Ministère devrait tabler sur les réalisations de la phase I, mais utiliser les ordinateurs personnels dans un réseau du type « client-serveur », de préférence à des terminaux « non intelligents », pour ce qui concerne le traitement des documents non classifiés. Il en a résulté que l'option de l'entrepreneur principal, en ce qui concerne la mise en oeuvre de la phase II, n'a pas été retenue. L'on dresse actuellement les plans détaillés d'une nouvelle stratégie pour la phase II.

Ce changement de stratégie a entraîné des modifications sur le plan de l'organisation. C'est ainsi qu'ont été créés le Conseil de la technologie de la haute direction, pour superviser le choix des grandes orientations du Ministère en matière de technologie, et la Direction générale des systèmes d'information, qui est responsable de la technologie de l'information et en particulier du COSICS.

## GESTION DES RESSOURCES EN INFORMATION

La Direction générale de la gestion des ressources en information est chargée des services de gestion de l'information du Ministère, dont les suivants : télécommunications internationales, sécurité des communications et sécurité technique, conception et mise au point de systèmes informatiques, gestion de l'information sur les dossiers, impression des documents administratifs, et services de courrier diplomatique, de transport et de messageries.

Durant l'année, la Direction générale a entrepris de mettre en oeuvre la Politique de gestion des renseignements détenus par le gouvernement. Après avoir choisi la formule de comité, l'on a commencé à dresser des plans pour établir un inventaire de

tous les renseignements détenus par le Ministère, quels que soient les moyens de stockage utilisés. De plus, la Direction générale a continué à fournir une aide importante en personnel et en systèmes pour la mise en oeuvre et le fonctionnement du COSICS (phase I).

Le réseau numérique ultra-rapide, appelé réseau MITNET, qui a d'abord relié entre eux les services du Ministère au Canada et aux États-Unis, a été étendu à Londres et à Paris et, par-delà, à toutes les missions d'Europe. Il permet de réunir l'ensemble du trafic du Ministère — téléphone, télématique, télécopie et messages — dans un réseau de base unique faisant appel aux plus récentes techniques canadiennes. Au moyen d'appareils portatifs de télécommunication par satellite, on a également raccordé au réseau MITNET des régions qui possèdent des installations de communication terrestres non conformes aux normes, ou qui font face à des situations d'urgence. Durant l'année, ce service de télécommunications a transmis plus de 7 500 000 messages dans le cadre de ce programme gouvernemental et d'autres encore.

Le Ministère compte de plus en plus sur les dossiers électroniques, et la Direction de la gestion de l'information documentaire a continué à se préparer pour faire face à cette réalité. La conception du système COSICS de stockage automatisé de textes (CATS) a été en grande partie achevée. L'on a poursuivi la mise en oeuvre d'un système unifié de classification par sujets qui remplacera quatre des systèmes actuels et sera plus adapté à un environnement automatisé.

Les services de courrier et de messageries ont traité 1,8 million d'articles au cours de l'année. Les Services de renseignements sur les dossiers administratifs ont acheminé au-delà de deux millions de documents et répondu à plus de 30 000 demandes de recherches.

La Direction des systèmes d'information a apporté son aide dans plusieurs grands projets tels que le Système informatisé de traitement des cas d'immigration (SITCI). Ce dernier fonctionne maintenant à pleine capacité aux États-Unis, en Grande-Bretagne et à Hong-Kong, et il permet de faire des économies considérables en temps et en ressources.

Le programme MEGA de l'immigration, qui est une initiative parallèle, a permis de fournir à 19 missions dans le monde des micro-ordinateurs et des logiciels spéciaux de bureautique. D'autres missions, qui ont vu augmenter leur volume de travail en matière d'immigration, ont également reçu des micro-ordinateurs pour les programmes Europe de l'Est, Visa de transit, Horizon le Monde (Pacifique) et Qualité du service.

À la fin de l'année, le Ministère utilisait 3 000 ordinateurs personnels, contre 2 200 l'année précédente. Deux mille de ces ordinateurs sont interconnectés grâce à des réseaux locaux.

Cette année, l'activité a été de nouveau intense à la Section des publications administratives de la Direction générale. On a imprimé plus de 61 millions de pages, fait 21 millions de photocopies, 1 000 pages de modifications destinées à des manuels et 5 000 pages de photocomposition. La section fournit maintenant aux usagers de l'administration centrale un service complet d'édition, ce qui permet de faire des économies importantes.

## BIENS

La Direction générale des biens apporte son soutien aux missions diplomatiques du Canada à l'étranger en mettant à leur disposition les immeubles, le matériel et les services connexes dont elles ont besoin.

La Direction générale est chargée d'acquérir les locaux et les logements de l'État à l'étranger en les achetant ou en les faisant construire, et de prendre à bail les chancelleries et les résidences officielles que l'on veut louer. Elle guide également les missions pour la location de logements pour le personnel.

La valeur du portefeuille immobilier du Ministère, qui comprend les bureaux d'une superficie de 90 000 m<sup>2</sup>, 73 résidences officielles et 480 logements pour le personnel, est estimée à un peu plus de 4 milliards de dollars.

La Direction générale planifie tout ce qui concerne les logements et elle gère notamment le Programme d'acquisition à long terme de biens, qui est destiné à réduire le budget des loyers payés par le Ministère en accroissant son portefeuille immobilier. Pour l'exercice financier 1990-1991, les dépenses effectuées dans le cadre de ce programme se sont élevées à 40,6 millions de dollars.

Les services offerts aux missions vont de la décoration intérieure à la supervision de l'entretien des installations, et ils comprennent également la gestion des oeuvres d'art canadiennes exposées dans les missions à l'étranger. La Direction générale interprète la politique nationale en matière de biens immobiliers et de matériel en fonction de diverses situations qui peuvent survenir à l'étranger. Elle apporte également de l'aide en mettant au point des systèmes d'information automatisés sur les biens immobiliers, les finances, les achats, les oeuvres d'art et les meubles de grande qualité.

En ce qui concerne le programme de construction, la Direction générale compte cette année à son actif une grande réalisation, à savoir le réaménagement

de notre ambassade à Tokyo, pour un montant de 200 millions de dollars (il s'agit d'un projet mené conjointement avec nos partenaires japonais et financé en grande partie par ces derniers). Vers la fin de l'année s'est achevée la phase I de la construction du nouvel immeuble (150 millions de dollars) qui comprend une partie réservée au secteur privé (Place du Canada) et la chancellerie de l'ambassade. Les cérémonies de l'inauguration officielle ont eu lieu pendant la visite du Premier ministre (en mai 1991). On a commencé les travaux de la deuxième phase du projet, à savoir un complexe résidentiel et récréatif de 23 logements destiné au personnel canadien; ce volet est également financé en grande partie par nos partenaires du secteur privé. Le projet a été conçu par Raymond Moriyama, architecte canadien bien connu.

L'annexe temporaire (en modules pré-construits) de la chancellerie de Varsovie a été achevée en 1990, et la nouvelle résidence officielle de Singapour n'était pas loin de l'être. La construction du complexe diplomatique de Beijing, d'un montant de 78 millions de dollars, s'est poursuivie, de même que celle des nouvelles chancelleries de Buenos Aires et de Dar-es-Salaam, qui devraient être achevées pour l'été 1991. D'autres travaux de conception ont par ailleurs progressé, à savoir ceux intéressant le nouveau complexe diplomatique d'Alger (40 millions), l'important agrandissement de la chancellerie de New Delhi, un ajout à la chancellerie d'Accra, et le nouveau complexe résidentiel de Varsovie.

En vue d'augmenter le portefeuille immobilier de l'État, la Direction générale a acquis 8 propriétés aux États-Unis, au Kenya et en Afrique du Sud. Elle a également entamé des négociations en vue d'acquérir, au coût éventuel de 7 millions de dollars, des bureaux dans un immeuble installé en copropriété, pour le Consulat général de Sydney. Cet achat important, s'il est réalisé, procurera au Ministère des économies annuelles immédiates de 750 000 dollars au chapitre des loyers. La Direction générale a poursuivi ses négociations pour acheter l'ambassade de la République fédérative tchèque et slovaque à Lusaka, en Zambie. Il s'agit d'un immeuble neuf (1989) qui est actuellement mis en vente au prix de deux millions de dollars américains.

La Direction générale a loué 11 nouveaux bureaux et renouvelé les baux de 53 chancelleries et résidences officielles.

Le groupe de décorateurs-ensemblers de la Direction générale planifie et dirige les opérations de décoration dans le cadre de projets importants comme la rénovation de chancelleries et d'aires publiques situées dans les résidences officielles. Le groupe a terminé ou poursuivi des travaux de

décoration d'une valeur de 10 millions de dollars, notamment 5 grands projets de construction, 12 projets de rénovation d'envergure, 4 projets s'inscrivant dans le cadre du programme de décentralisation des services d'aide au tiers-monde, 22 projets relevant du programme MEGA de l'immigration, et le réaménagement de 22 chancelleries ou résidences officielles que l'on avait déménagées.

Les responsables du programme d'entretien des immeubles coordonnent les petits projets de réfection et de rénovation et supervisent les contrats d'entretien qui relèvent de leur compétence ou de celle des missions. Durant l'année, on a effectué des

travaux importants dans le cadre du programme MEGA de l'immigration, notamment pour rénover et agrandir les chancelleries, afin de pouvoir y loger du personnel supplémentaire. Les dépenses engagées durant l'année, tous types de travaux confondus, se sont élevées à 7,8 millions de dollars.

La Direction des approvisionnements a acheté et livré des pièces de mobilier, des accessoires et d'autres objets d'une valeur totale dépassant 36 millions de dollars. Pendant l'année, le parc automobile détenu par le Ministère dans les missions et à l'administration centrale est passé à 808 véhicules contre 764 l'année précédente.

## PLANIFICATION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE

La Direction générale de la planification et de la coordination de la politique, qui relève d'un directeur général, comprend la Direction de l'analyse politique et stratégique, la Direction de l'analyse économique et commerciale, et la Direction de la liaison avec le Cabinet et le Parlement. La Direction générale est chargée d'offrir à la haute direction des conseils sur l'orientation globale de la politique étrangère canadienne et sur les grandes questions exigeant une coordination entre divers secteurs.

Au cours de l'année, la Direction générale a participé à une étude sur la politique du Canada dans la région Asie-Pacifique, en plus de poursuivre ses efforts en vue d'établir un dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord. La Direction générale s'est aussi intéressée à des questions comme les mouvements migratoires, les évaluations environnementales et la fiabilité des approvisionnements énergétiques actuels. Elle a mis en lumière la politique du Ministère en matière de compétitivité, la politique commerciale du Canada en vue de relever les défis de l'avenir, ainsi que les liens entre l'aide extérieure et le commerce des armes.

La Direction générale a aussi poursuivi ses consultations bilatérales et multilatérales sur la politique étrangère du Canada, et ses membres ont voyagé un peu partout au Canada pour débattre des grandes questions de politique étrangère avec des universitaires et divers groupes d'intérêt.

En mars 1991, des universitaires ont été invités à participer à un colloque sur le développement de la démocratie, pour échanger des vues sur les façons d'encourager les efforts locaux en la matière ainsi que la démocratisation dans le monde.

En tant que membre du centre de crise, le Directeur général a participé aux activités courantes liées

à la crise du golfe Persique. La Direction de l'analyse politique et stratégique a émis périodiquement des résumés analytiques de la situation, de même qu'un certain nombre d'analyses politiques à long terme. Elle a aussi coordonné les activités et les échanges de renseignements visant à tenir les membres du Cabinet et les députés au courant des derniers événements.

Cette année encore, la Direction générale a coordonné la participation du Canada aux discussions politiques qui se sont déroulées dans le cadre du Sommet économique tenu à Houston en juillet 1990.

La Direction générale a participé à la rédaction de discours portant sur les grandes orientations de la politique étrangère du Canada, pour les ministres, les hauts fonctionnaires ainsi que le Premier ministre. Elle a continué à publier régulièrement une analyse de la situation économique et commerciale, y compris une revue trimestrielle comportant des données statistiques sur le commerce au Canada.

Au chapitre des activités parlementaires, la Direction générale a aidé à organiser les échanges, les conférences et les visites, y compris les tournées d'inspection au Brésil, en Chine et dans la Corne de l'Afrique. Elle a maintenu la liaison avec les divers comités de la Chambre des communes et du Sénat. Elle a aussi établi des rapports et des notes documentaires à l'intention des ministres, afin d'aider ceux-ci à se préparer en vue des réunions du Cabinet.

À la suite d'une recommandation formulée dans le cadre de l'Examen ministériel, une unité de la correspondance ministérielle a été établie pour répondre au courrier adressé aux ministres. Cette mesure a réduit la charge de travail des diverses directions.

## PERSONNEL

Les responsables du programme Fonction publique 2000 et ceux de l'examen interne du Ministère ont proposé des changements similaires axés sur l'efficacité et sur les services au public.

L'ajustement aux conclusions de ces deux exercices importants représentait un défi énorme pour la Direction générale de l'administration du personnel, qui a dû mener des consultations approfondies aussi bien en son sein qu'auprès des organismes centraux et des autres directions.

Cela a entraîné, entre autres, la décentralisation des pouvoirs aussi bien à l'administration centrale qu'à l'étranger. Par exemple, 127 chefs de missions ont été fondés de pleins pouvoirs en matière de classification, de rémunération et d'avantages sociaux en ce qui concerne 4 730 employés recrutés sur place.

Malgré les compressions qui ont touché d'autres secteurs, d'importantes ressources humaines et financières ont été consacrées à la formation et au perfectionnement du personnel. Le programme de formation a été revu et la formation obligatoire a été intensifiée. Le nombre d'années-personnes affectées à la formation de longue durée a été augmenté dans une proportion de 300 %. Chaque direction a nommé un nouveau coordonnateur de la formation pour toutes les catégories de personnel. Les centres de formation des directions sont en voie d'être renforcés, les besoins en matière de formation font l'objet d'une vérification et un centre de formation du Ministère a été établi.

Plus de 50 % des missions canadiennes ont maintenant des contrats de travail réciproques permettant aux conjoints et aux dépendants d'avoir accès à davantage d'emplois dans les pays étrangers. Il s'agit du pourcentage le plus élevé de tous les services extérieurs au monde. La mise en oeuvre de la politique d'emploi des conjoints représente un pas en avant très important, compte tenu que les familles à deux carrières et à deux revenus est le problème le plus crucial auquel doit faire face le Service extérieur.

Un inventaire informatisé du personnel non permuant en quête de nouveaux défis a été établi, et des services d'orientation professionnelle ont été fournis à plus de 150 employés intéressés.

En juin 1990, les sous-ministres ont annoncé que le Ministère s'engageait à minimiser les conséquences des compressions de personnel pour les employés. Environ 275 employés ont démissionné de leur propre chef et les autres sont en cours de réaffectation. Le Ministère souhaite appliquer le même traitement aux compressions de personnel dans l'avenir.

Dans le cadre de ces changements, le Ministère a encouragé la participation des employés, notamment par le biais de réunions avec les sous-ministres. Tout groupe de 8 à 12 employés peut obtenir un rendez-vous avec le sous-secrétaire ou le sous-ministre de son choix, pour lui faire part de ses préoccupations et de ses idées en ce qui concerne l'administration et la gestion du Ministère.

Le programme de mentions et de récompenses du Ministère a été restructuré et renforcé. Parmi les plus récentes initiatives touchant les employés, signalons la création d'un bulletin des agents administratifs, et l'établissement d'un club de gestion conçu pour rehausser la formation et pour promouvoir la reconnaissance du travail des employés.

### L'OMBUDSMAN DU MINISTÈRE

Le poste d'ombudsman, dont la création a été recommandée dans l'Examen ministériel de 1990, a été institué le 15 octobre. Le service qu'il offre au personnel vient en complément des services de redressement et d'orientation professionnelle déjà offerts aux employés; il ne remplace pas, par exemple, la procédure de règlement des griefs ou le Programme d'aide aux employés.

L'ombudsman n'est pas assujéti à la structure ministérielle et il rend compte au Sous-secrétaire s'il y a lieu. Son rôle est de recevoir et de chercher à régler les plaintes des employés en ce qui concerne les questions liées au travail. Ce service confidentiel s'adresse également aux employés de l'administration centrale et aux employés en poste à l'étranger.

Après un premier entretien avec le plaignant, l'ombudsman fait une enquête et détermine s'il y a lieu d'intervenir. Le plus souvent, il constate que le plaignant a été traité avec équité et en conformité avec les règlements régissant l'ensemble du personnel. Dans certains cas, toutefois, il peut recourir à des mesures correctives si le plaignant y consent en pleine connaissance de cause.

Faisant l'objet d'un projet pilote d'un an, la fonction d'ombudsman sera évaluée à la fin de cette période et l'on verra alors si elle doit être conservée ou non. L'ombudsman n'intervient activement que dans de rares cas, mais il est d'une grande utilité pour les employés de pouvoir discuter de leurs problèmes à titre confidentiel avec un haut fonctionnaire bien informé et impartial. Par le biais d'enquêtes amicales mais suivies, l'ombudsman peut également avoir une influence constructive sur les agissements du service du personnel.



---

## SERVICES DU PROTOCOLE ET REPRÉSENTANTS DIPLOMATIQUES, CONSULAIRES ET AUTRES AU CANADA

Le Bureau du protocole coordonne les relations avec les diplomates étrangers en poste au Canada. Il s'occupe en outre de la logistique et du cérémonial lorsqu'un chef d'État ou de gouvernement ou un ministre des affaires étrangères ou du commerce d'un autre pays vient en visite officielle au Canada.

La Direction des visites et conférences organise les visites à l'étranger du ministre du Commerce extérieur, du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et du ministre des Relations extérieures et du Développement international. Elle prend toutes les dispositions d'ordre logistique pour ces visites en se rendant sur place à l'avance, et elle assure un soutien direct aux ministres pendant leurs déplacements. Le directeur fournit le même soutien au gouverneur général quand celui-ci se rend à l'étranger.

Pendant l'année en cours, la Direction des visites et conférences a organisé les visites officielles ou les visites de travail au Canada de 30 chefs d'État et autres personnalités, dont le président Bush des États-Unis, le président Vassiliou de Chypre, M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le président Gonzalez Márquez d'Espagne, le gouverneur Wilson de Hong-Kong, le secrétaire général des Nations Unies, M. Perez de Cuellar, le président Gorbatchev de l'URSS, le secrétaire général du Commonwealth, M. Ramphal, le président von Weizsaecker de la République fédérale d'Allemagne, le président Mugabe de la République du Zimbabwe, le président Koivisto de la République de Finlande, le président Diouf de la République du Sénégal, et le premier ministre Soglo de la République du Bénin.

Un voyage d'une semaine a été organisé dans les Territoires du Nord-Ouest et dans le Yukon à l'intention de 18 chefs de missions étrangers. Il s'agissait par là de promouvoir la souveraineté ainsi que les intérêts environnementaux, écologiques et commerciaux du Canada dans le Nord. Des arrêts ont eu lieu à Iqualuit, Resolute Bay, Dawson City,

Whitehorse et Yellowknife. Ce voyage annuel permet aux diplomates de nombreux pays de visiter le Nord et de se familiariser avec ses vastes étendues.

Au cours de l'année, la Section de l'accueil a reçu 10 663 invités lors de plus de 365 déjeuners, dîners et réceptions qui ont été offerts dans l'édifice Pearson, dans la résidence officielle des invités, au 7, Rideau Gate, et en plusieurs autres endroits au Canada.

Le Service du corps diplomatique a continué à apporter son aide aux diplomates accrédités au Canada, ce qui a permis de promouvoir les intérêts de leurs homologues canadiens en poste à l'étranger.

Le Service est également chargé d'assurer la liaison entre les missions étrangères et la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) en ce qui concerne la protection physique des représentants diplomatiques et consulaires et de leurs locaux. La guerre du Golfe a exigé l'adoption de mesures spéciales pour assurer la protection des diplomates de pays directement ou indirectement engagés dans le conflit.

En matière de privilèges et d'immunité, la réciprocité demeure l'une des questions les plus importantes dont s'occupe le Service du corps diplomatique. Avec l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et services, il a fallu examiner la question des taxes sur la valeur ajoutée perçues dans tous les pays d'accréditation, et obtenir une exemption pour les diplomates canadiens. Des décisions ont été prises ensuite pour assurer la réciprocité aux diplomates étrangers en poste au Canada.

Le Service continue à remplacer les documents d'identité des diplomates résidant au Canada par des cartes établies par ordinateur. Il a également régularisé le statut de certains employés de gouvernements étrangers travaillant au Canada en vertu d'accords intergouvernementaux. Le conseiller en immigration a reçu plus de demandes de renseignements sur l'immigration, demandes qui émanaient des membres de corps diplomatiques étrangers.

---

## **COORDINATION FÉDÉRALE- PROVINCIALE**

**Affaires extérieures et Commerce extérieur**  
Canada joue un important rôle de coordination des politiques et des activités du gouvernement fédéral et des provinces sur la scène internationale. Au cours de l'année, les gouvernements provinciaux, conformément à leurs objectifs économiques, ont continué d'affecter des ressources considérables à la promotion de leurs intérêts à l'étranger, et ils ont reçu, sous diverses formes, un appui notable du Ministère.

Le Ministère oriente aussi les provinces sur la scène internationale, où ces dernières deviennent plus actives. De fait, les provinces disposent de 61 bureaux à l'étranger, et 5 délégations provinciales occupent des locaux dans les missions canadiennes à Seoul (Ontario, Colombie-Britannique et Québec), Minneapolis (Saskatchewan), Hong-Kong (Terre-Neuve) et Abidjan (Québec). Il ne fait aucun doute que cette collaboration, qui augmente l'efficacité des relations fédérales-provinciales, ne fera que s'intensifier à l'avenir.

En vertu des nouveaux accords entre le Canada et le Québec pour la coopération en matière d'immigration, les deux parties continuent à partager les coûts de l'occupation des locaux des missions canadiennes par des agents de l'immigration du Québec. Le Québec est maintenant représenté dans 7 missions canadiennes.

Des consultations fédérales-provinciales plus intensives ont permis de veiller à ce que les intérêts des provinces soient pris en compte dans la formulation des politiques en matière de relations internationales, et que les autorités provinciales soient tenues informées de la position du gouvernement fédéral sur divers sujets d'intérêt commun.

Le Ministère a facilité la participation des provinces aux réunions d'organisations multilatérales comme l'OCDE, le Conseil de l'Europe, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Commonwealth et les institutions de la francophonie. Il a également aidé à organiser les visites à l'étranger de premiers ministres et de délégations des provinces ainsi que celles de délégations étrangères dans les diverses provinces.

De plus, le réseau de communication du Ministère a fourni aux provinces un accès rapide aux divers services offerts par les missions diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger. Le Ministère a continué d'acheminer aux provinces les rapports, commentaires et documents de recherche, surtout ceux de nature économique et commerciale, que lui ont fait parvenir ses missions à l'étranger. Ces dernières ont en outre maintenu des contacts étroits avec les bureaux provinciaux dans leurs territoires respectifs.

## SÉCURITÉ ET RENSEIGNEMENT

### SÉCURITÉ

La Direction de la sécurité a géré l'intervention du Ministère dans toute une gamme de dossiers intéressant la sécurité internationale et elle a notamment coordonné les politiques canadiennes de lutte contre le terrorisme et les efforts déployés pour protéger la sécurité nationale. Elle a collaboré avec le Service canadien du renseignement de sécurité, la GRC et d'autres organismes gouvernementaux.

La Direction a mené le programme de sécurité matérielle et de sécurité du personnel à l'administration centrale et à l'étranger, et elle a assuré la protection des renseignements de l'État conformément à la politique du gouvernement en matière de sécurité. Elle a mis l'accent sur la sécurité dans le domaine du traitement électronique de l'information, qui a été plus menacé ces dernières années.

Lors des crises survenues à l'étranger, la Direction a suivi en permanence l'évolution de la conjoncture sur le plan de la sécurité, et elle a coordonné les mesures que le Ministère a prises seul ou conjointement avec d'autres ministères. Il y a lieu de citer tout particulièrement l'évacuation réussie de membres du personnel canadien et de leurs familles en poste dans divers pays du Moyen-Orient, après l'invasion du Koweït par l'Iraq en août 1990.

La crise et la guerre du Golfe ont justifié l'adoption d'importantes mesures de sécurité pour mieux protéger plusieurs missions canadiennes, surtout au Moyen-Orient. De plus, on a envoyé une vingtaine de membres de la police militaire canadienne dans des missions menacées par le terrorisme et l'agitation civile.

La Direction a continué à appliquer la procédure habituelle d'attribution des cotes de sécurité et elle a mené les enquêtes de sécurité nécessaires. Elle a également tenu des séances d'information à l'intention des nouveaux employés et de ceux qui se rendaient dans des missions à l'étranger.

### RENSEIGNEMENT

En septembre 1990, la Direction générale du renseignement extérieur a été rebaptisée Direction générale de l'analyse extérieure, afin de mieux refléter son rôle au sein du Ministère. La Direction générale a continué à fournir des renseignements aux décideurs du Ministère. Elle a notamment créé le Groupe d'évaluation du Golfe, organisme multidisciplinaire chargé de remettre au Ministère, après évaluation, des renseignements sur la crise et la guerre qui s'en est suivie dans le golfe Persique.

La Direction générale a recueilli, analysé et diffusé des informations classifiées en vue de communiquer, en temps voulu, à la haute direction et aux responsables de l'élaboration des politiques, des données évaluées pertinentes sur le rôle du Canada à l'échelle internationale et sur les intentions des États étrangers.

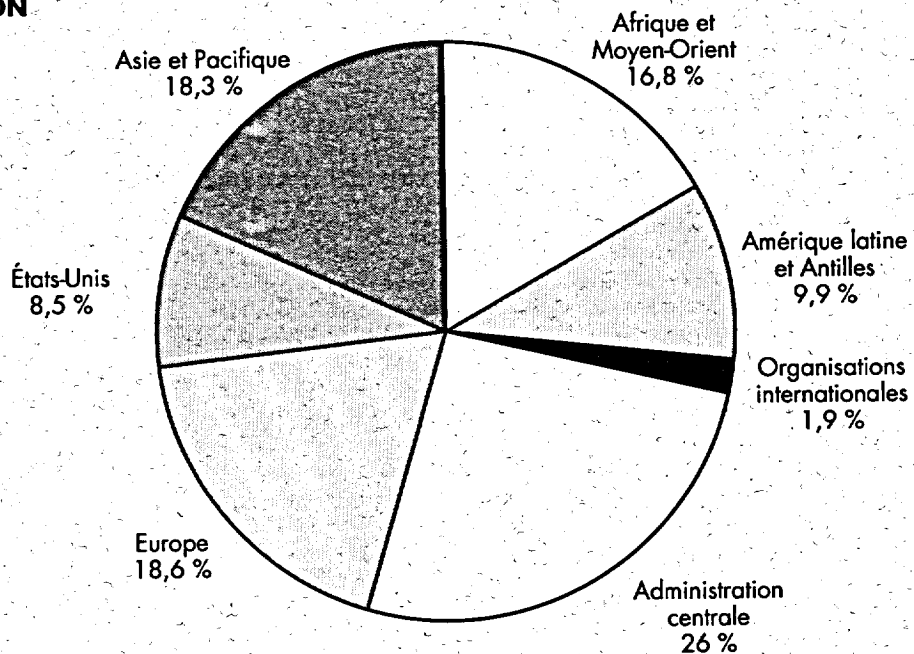
En outre, la Direction générale de l'analyse extérieure a pleinement assumé son mandat qui lui fait jouer un rôle dans la grande famille des services canadiens du renseignement, en assurant l'élaboration de la majeure partie d'une longue série de rapports contenant des renseignements ayant fait l'objet d'une évaluation, rapports qui ont été discutés lors de réunions interministérielles et publiés par le Comité consultatif des renseignements à l'intention des ministres et des hauts fonctionnaires dans l'ensemble du gouvernement.

**TABEAU 10.2**

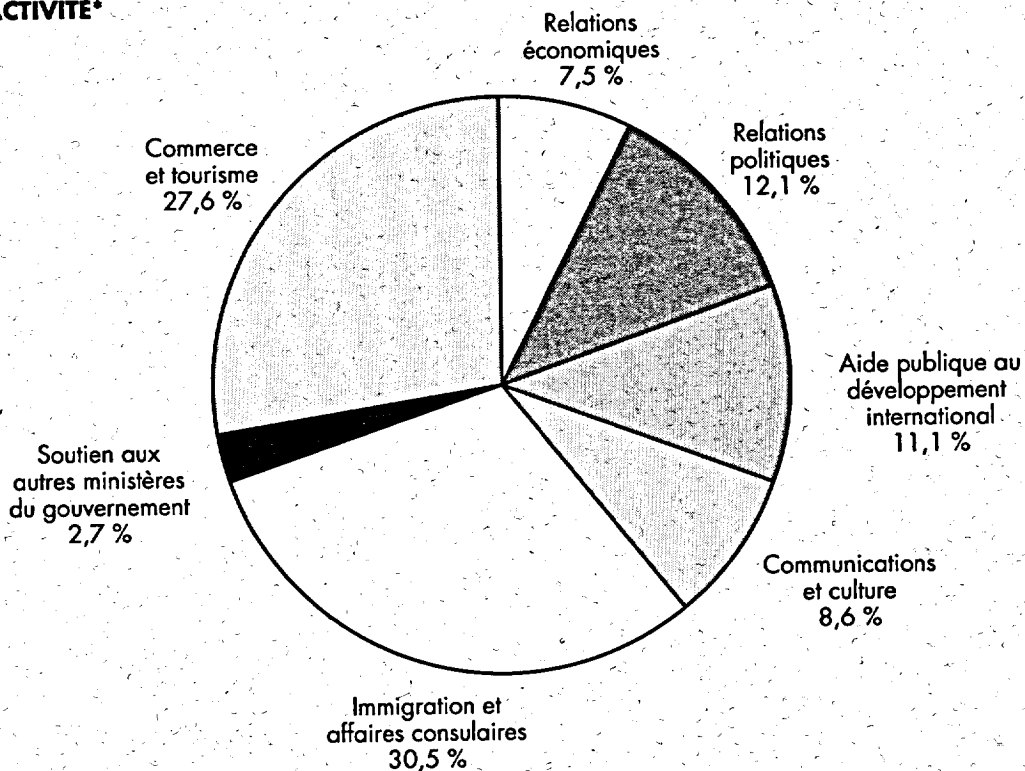
**PAR RÉGION**

**RÉPARTITION  
DU PERSONNEL  
ENTRE  
L'ADMINISTRATION  
CENTRALE ET  
LES MISSIONS  
CANADIENNES  
À L'ÉTRANGER**

(Employés canadiens  
et employés recrutés  
sur place)



**PAR ACTIVITÉ\***



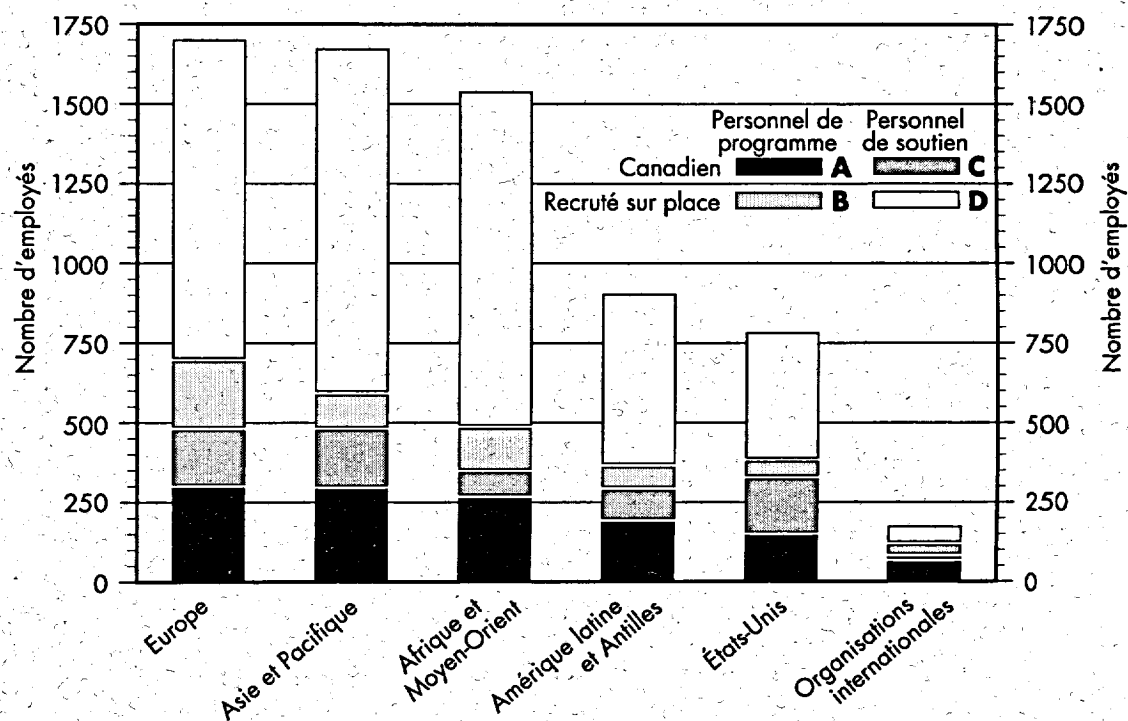
\* N'inclut pas les Services de gestion et de soutien opérationnel

**TABEAU 10.3**

**DÉPLOIEMENT  
DU PERSONNEL  
DANS LES  
MISSIONS  
CANADIENNES  
À L'ÉTRANGER,  
PAR RÉGION**

(Employés canadiens  
et employés recrutés  
sur place)

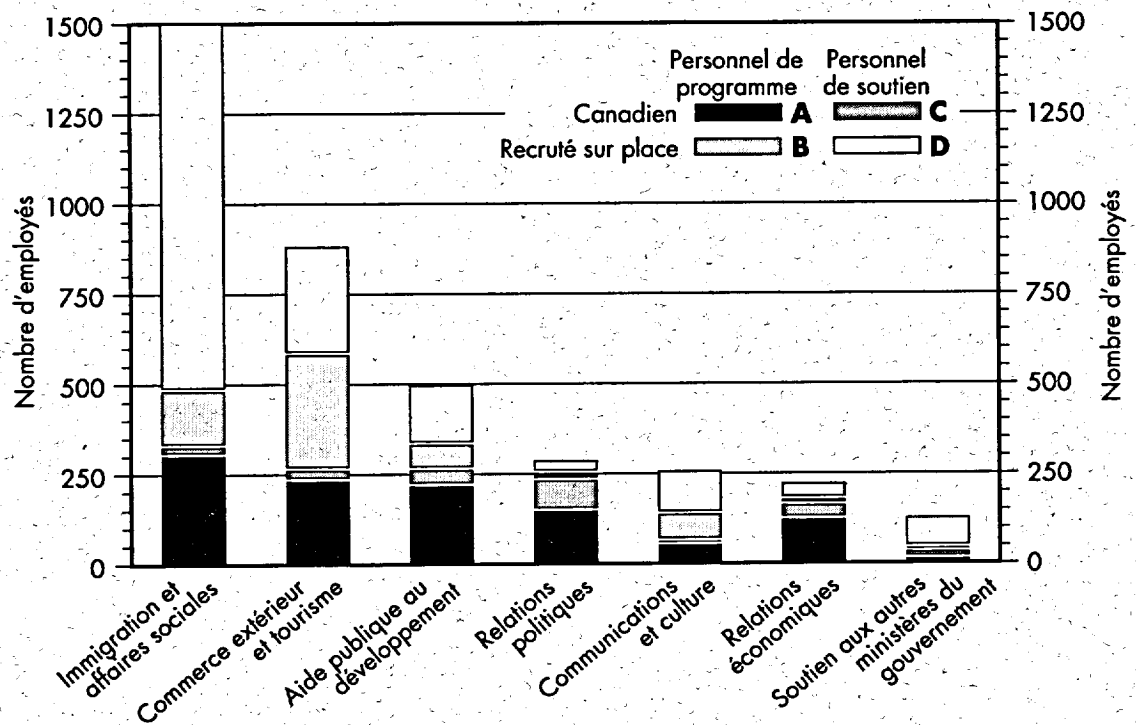
	Personnel de programme		Personnel de soutien	
	Canadien A	Recruté sur place B	Canadien C	Recruté sur place D
Europe	294	181	216	1 008
Asie et Pacifique	290	185	111	1 085
Afrique et Moyen-Orient	261	81	139	1 056
Amérique latine et Antilles	186	100	73	543
États-Unis	144	178	55	404
Organisations internationales	59	3	51	59
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 234</b>	<b>728</b>	<b>645</b>	<b>4 155</b>
<b>TOTAL</b>				<b>6 762</b>



**TABLEAU 10.4**

**DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL DANS LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER, PAR PROGRAMME**  
(Employés canadiens et employés recrutés sur place)

	Personnel de programme		Personnel de soutien	
	Canadien A	Recruté sur place B	Canadien C	Recruté sur place D
Services de gestion	163,2	59,0	400,1	587,0
Expansion du commerce, de la technologie et de l'investissement	219,5	260,6	24,2	276,3
Tourisme	16,0	50,0	1,1	36,3
Relations politiques	148,5	17,3	83,5	34,7
Relations économiques	117,8	14,4	47,0	35,6
Aide publique au développement	217,3	83,4	24,6	169,4
Communications et culture	47,0	79,7	12,0	115,1
Immigration et affaires sociales	263,4	129,9	14,1	894,2
Affaires consulaires	37,0	25,8	12,9	117,3
Soutien opérationnel	0,0	0,3	0,0	1 801,1
Soutien aux autres ministères du gouvernement	4,3	7,6	25,5	88,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 234</b>	<b>728</b>	<b>645</b>	<b>4 155</b>
<b>TOTAL</b>				<b>6 762</b>



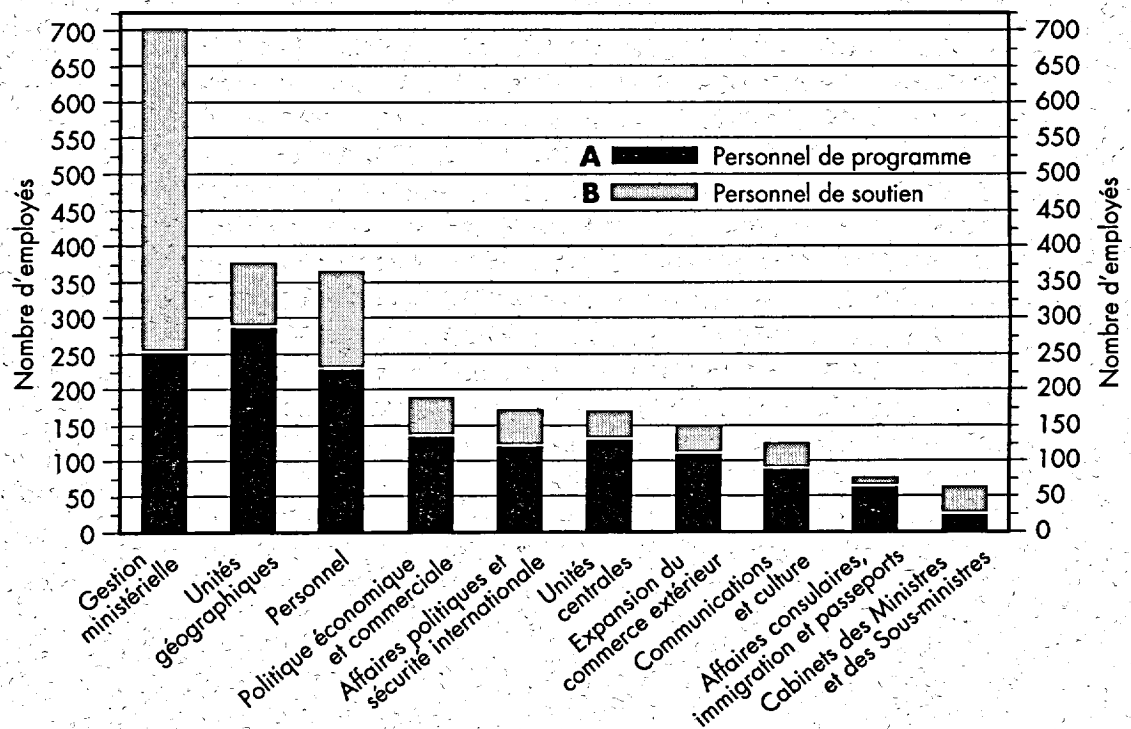
Le graphique n'inclut pas les Services de gestion et de soutien opérationnel.

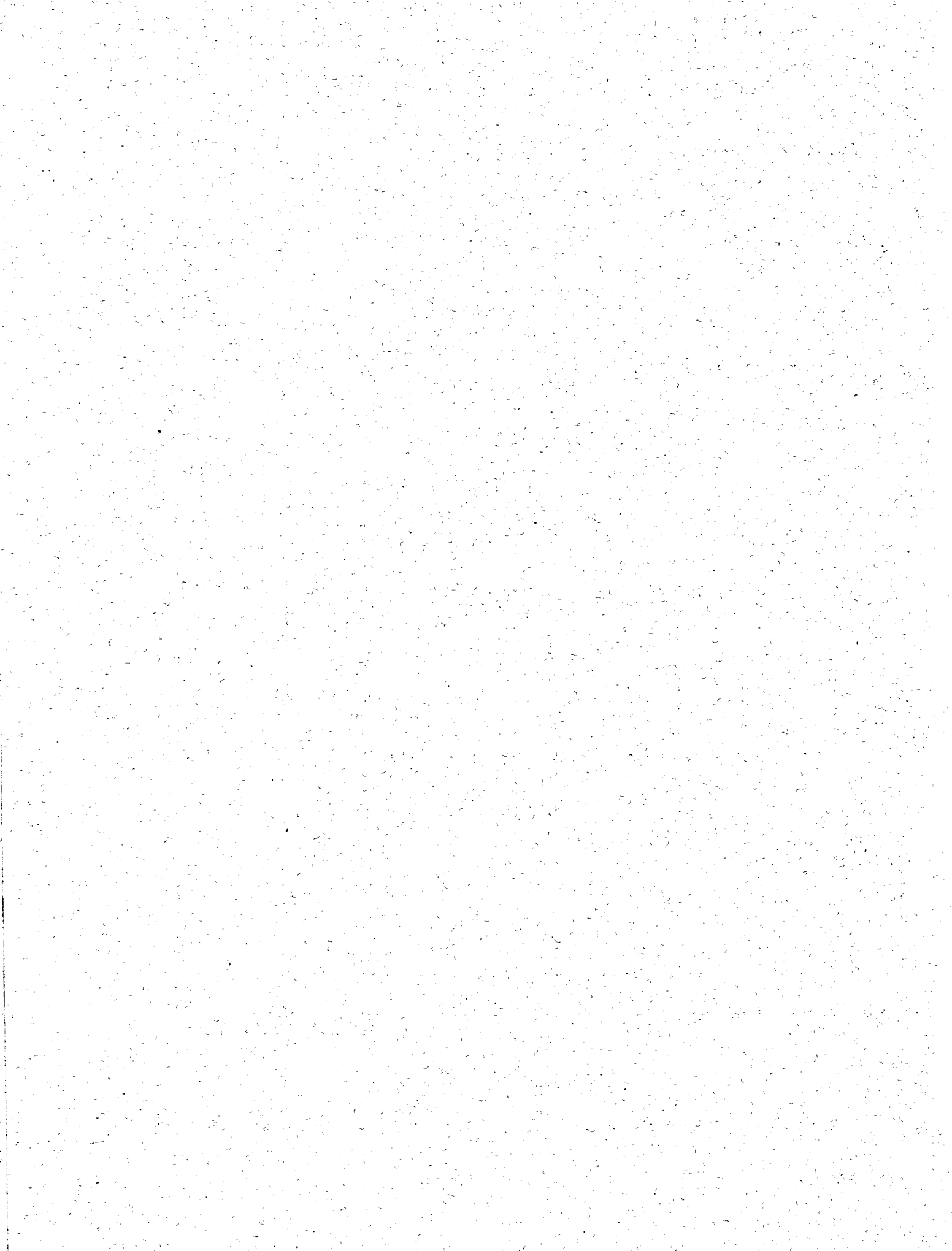
**TABEAU 10.5**

**DÉPLOIEMENT DU  
PERSONNEL À  
L'ADMINISTRATION  
CENTRALE PAR  
ACTIVITÉ ORGANI-  
SATIONNELLE**  
(Employés canadiens)

	<b>Personnel de programme A</b>	<b>Personnel de soutien B</b>
Cabinets des Ministres et des Sous-ministres	23	40
Unités géographiques	285	91
Expansion du commerce extérieur	108	41
Politique économique et commerciale	133	55
Affaires politiques et sécurité internationale	119	52
Personnel	*227	*137
Affaires consulaires, immigration et passeports	62	14
Communications et culture	87	37
Gestion ministérielle	250	452
Unités centrales	128	41
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 422</b>	<b>960</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 382</b>	

\* Comprend les pools de recrutement et d'affectations spéciales

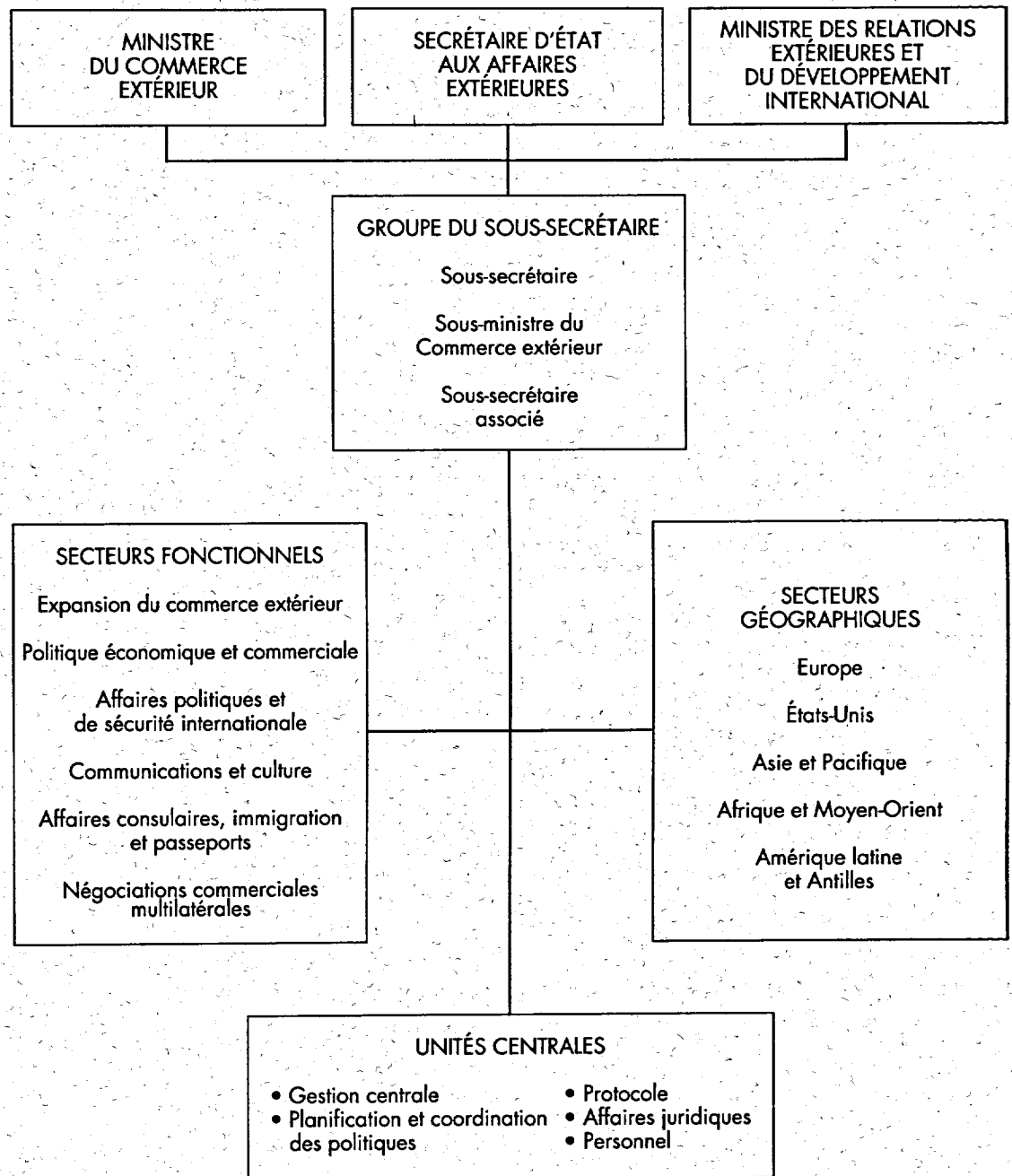






# ANNEXE I

## ORGANIGRAMME



# ANNEXE II

---

## MESURES PRISES PAR LE CANADA EN MATIÈRE DE TRAITÉS EN 1990

### BILATÉRAUX — 1990

#### ARABIE SAOUDITE

##### AIR

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite (avec annexe)  
Riyadh, le 14 novembre 1990

#### ARGENTINE

##### CULTURE

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Argentine sur les relations cinématographiques  
Montréal, le 22 septembre 1988  
En vigueur le 11 octobre 1990  
RTC 1990/27

NOTE : Signé et appliqué provisoirement le 22 septembre 1988. En vigueur le 11 octobre 1990.

#### AUSTRALIE

##### CULTURE

Accord de coproduction cinématographique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Australie (avec annexe)  
Canberra, le 23 juillet 1990  
En vigueur le 26 septembre 1990  
RTC 1990/26

#### ENTRAIDE JURIDIQUE

Convention d'entraide juridique en matière pénale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Australie (avec annexe)  
Ottawa, le 19 juin 1989  
En vigueur le 14 mars 1990  
RTC 1990/2

#### SÉCURITÉ SOCIALE

Protocole modifiant l'Accord réciproque de sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Australie  
Ottawa, le 11 octobre 1990

#### BAHAMAS

##### ENTRAIDE JURIDIQUE

Traité d'entraide juridique en matière pénale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Commonwealth des Bahamas  
Nassau, le 13 mars 1990  
En vigueur le 10 juillet 1990  
RTC 1990/3

#### BANGLADESH

##### GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République Populaire du Bangladesh relatif à l'assurance-investissement  
Dhaka, le 12 juillet 1990  
En vigueur le 12 juillet 1990  
RTC 1990/4

#### BÉLIZE

##### COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Belize  
Belmopan, le 15 mai 1990

#### BRÉSIL

##### AIR

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative du Brésil  
Brasilia, le 15 mai 1986  
En vigueur le 26 juillet 1990  
RTC 1990/5

##### AIR

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative du Brésil constituant un Accord modifiant l'Accord sur le transport aérien signé le 15 mai 1986  
Ottawa, le 20 décembre 1990  
En vigueur le 20 décembre 1990  
RTC 1990/5

**BULGARIE**  
**COOPÉRATION ÉCONOMIQUE**

Accord à long terme entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Bulgarie sur le développement de la coopération commerciale, économique et industrielle

Sofia, le 22 mai 1990  
En vigueur le 22 mai 1990  
RTC 1990/6

**BURUNDI**  
**COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

Accord général de coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Burundi (avec annexes)

Ottawa, le 24 septembre 1990  
En vigueur le 24 septembre 1990  
RTC 1990/29

**CHILI**  
**AIR**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Chili sur le transport aérien (avec annexe)

Santiago, le 6 juillet 1990  
NOTE : Appliqué provisoirement à partir du 6 juillet 1990

**CHYPRE**  
**SÉCURITÉ SOCIALE**

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Chypre

Ottawa, le 24 janvier 1990

**CÔTE D'IVOIRE**  
**AIR**

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (avec Mémoire d'entente)

Québec, le 3 septembre 1987  
En vigueur le 23 avril 1990  
RTC 1990/7  
NOTE : Appliqué provisoirement le 3 septembre 1987

**ESPAGNE**  
**EMPLOI DE PERSONNES À CHARGE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume d'Espagne relativement au libre exercice d'activités rémunératrices par des personnes à la charge d'employés de missions diplomatiques, de postes consulaires et missions permanentes auprès d'organisations internationales

Madrid, le 8 février 1990  
NOTE : Appliqué provisoirement à compter du 8 février 1990

**EXTRADITION**

Traité d'extradition entre le Royaume-Uni et l'Espagne

Londres, le 4 juin 1878  
En vigueur le 9 décembre 1878  
TERMINÉ : le 15 août 1990

**EXTRADITION**

Traité d'extradition entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume d'Espagne

Madrid, le 31 mai 1989  
En vigueur le 15 août 1990  
RTC 1990/39

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**  
**COMMERCE**

Échange de Notes constituant un Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant les Appendices 1 et 2 de l'Annexe 705.4 de l'Accord de libre-échange

Washington, le 2 mai 1990  
En vigueur le 2 mai 1990  
RTC 1990/50

**COMMERCE**

Échange de Notes constituant un Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant les listes tarifaires contenues à l'Annexe 401.2-A et à l'Annexe 401.2-B de l'Accord de libre-échange (Washington et Palm Springs, 22 déc. 1987 et 2 janv. 1988)

Toronto, le 18 mai 1990  
En vigueur le 18 mai 1990  
RTC 1990/49

### **COMMERCE**

Échange de Notes constituant un accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur les importations d'oeufs d'incubation de poulet de chair et de poussins

Washington, le 13 septembre 1990

En vigueur le 13 septembre 1990

RTC 1990/15

### **DÉFENSE**

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord relatif aux consultations intergouvernementales concernant la défense

Ottawa, le 21 août 1990

En vigueur le 21 août 1990

NOTE : Ce document est classifié

### **ÉDUCATION**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique portant création d'une fondation binationale pour les échanges dans le domaine de l'éducation

Ottawa, le 13 février 1990

En vigueur le 13 février 1990

RTC 1990/18

### **ENTRAIDE JURIDIQUE**

Traité d'entraide juridique en matière pénale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique

Québec, le 18 mars 1985

En vigueur le 24 janvier 1990

RTC 1990/19

NOTE : Instrument de ratification canadien accompagné d'une déclaration

### **NAVIGATION**

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord prolongeant l'Accord prévoyant la coordination des activités de brisage des glaces dans les Grands lacs

Ottawa, le 4 décembre 1990

En vigueur le 5 décembre 1990

RTC 1990/46

### **PÊCHERIES**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'application de la législation sur les pêches

Ottawa, le 26 septembre 1990

### **RADIO**

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant l'utilisation de la bande de fréquences de 88 à 108 mégahertz pour la radiodiffusion en modulation de fréquence (FM)

Washington, le 25 février 1991

En vigueur le 25 février 1991

RTC 1991/10

### **FINLANDE**

#### **AIR**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Finlande concernant le transport aérien entre leurs territoires respectifs et au-delà (avec annexes)

Helsinki, le 28 mai 1990

NOTE : Appliqué provisoirement à partir de la date de signature

#### **IMPÔTS**

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Finlande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Helsinki, le 28 mai 1990

### **FORCE MULTINATIONALE ET OBSERVATEURS (FMO)**

#### **MAINTIEN DE LA PAIX**

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et la Force multinationale et d'Observateurs constituant un Accord modifiant davantage l'Accord relatif à la participation du Canada à la Force multinationale et d'Observateurs du Sinaï, signé le 28 juin 1985, tel que modifié le 18 mars 1986

Rome, le 14 mars 1990

En vigueur le 28 mars 1990

RTC 1990/11

**FRANCE**  
**CULTURE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française relatif au développement de projets de coproduction audiovisuelle télévisée de langue française

Ottawa, le 14 mars 1990  
En vigueur le 14 mars 1990  
RTC 1990/8

**CULTURE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française concernant la coopération et les échanges dans le domaine des musées

Paris, le 26 novembre 1990  
En vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1991  
RTC 1991/4

**DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES**  
**MARITIMES**

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République française

Paris, le 10 juillet 1990  
En vigueur le 10 juillet 1990  
RTC 1990/28

**DOUANES**

Avenant à l'Accord d'assistance mutuelle entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la France visant à la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays

Ottawa, le 6 novembre 1990

**HONG-KONG**  
**STUPÉFIANTS**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de Hong-Kong concernant les enquêtes sur le trafic des drogues et la confiscation du produit du trafic des drogues

Hong-Kong, le 14 novembre 1990

**IRLANDE**  
**SÉCURITÉ SOCIALE**

Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Irlande

Ottawa, le 29 novembre 1990

**ITALIE**  
**ENTRAIDE JURIDIQUE**

Traité d'entraide en matière juridique entre le Canada et la République italienne

Rome, le 6 décembre 1990

**JORDANIE**  
**AIR**

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie (avec annexes)

Amman, le 10 mai 1990  
En vigueur le 10 mai 1990  
RTC 1990/9

**LUXEMBOURG**  
**SÉCURITÉ SOCIALE**

Convention sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Grand Duché de Luxembourg (avec protocole)

Ottawa, le 22 mai 1986  
En vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1990  
RTC 1990/10

**MEXIQUE**  
**CULTURE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Mexique concernant la coopération touristique

Ottawa, le 8 mai 1984  
En vigueur le 17 janvier 1985  
RTC 1985/20  
TERMINÉ : le 21 septembre 1990

**DOUANES**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique concernant l'assistance et la collaboration mutuelles entre leurs administrations douanières

Mexico, le 16 mars 1990  
En vigueur le 21 septembre 1990  
RTC 1990/31

**ENTRAIDE JURIDIQUE**

Traité d'entraide juridique en matière pénale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique

Mexico, le 16 mars 1990  
En vigueur le 21 septembre 1990  
RTC 1990/34

### **ENVIRONNEMENT**

Accord de coopération dans le domaine de l'environnement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique

Mexico, le 16 mars 1990  
En vigueur le 21 septembre 1990  
RTC 1990/32

### **EXTRADITION**

Traité entre le Royaume Uni et les États-Unis du Mexique pour l'extradition mutuelle de criminels fuyitifs

Mexique, le 7 septembre 1886  
En vigueur le 19 avril 1889  
BSP 77/1253  
TERMINÉ : le 21 octobre 1990

### **EXTRADITION**

Traité d'extradition entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique

Mexico, le 16 mars 1990  
En vigueur le 21 octobre 1990  
RTC 1990/35

### **IMPÔTS**

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Mexico, le 16 mars 1990

### **TOURISME**

Accord de coopération touristique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique

Mexico, le 16 mars 1990  
En vigueur le 21 septembre 1990  
RTC 1990/33

### **NATIONS UNIES**

#### **SIÈGE SOCIAL**

Accord entre le gouvernement du Canada et l'Organisation des Nations Unies concernant l'établissement et le financement d'un bureau d'information pour l'Amérique du Nord et les Antilles du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Nairobi, le 27 mars 1990  
En vigueur le 27 mars 1990  
RTC 1990/17  
NOTE : Signé et entré en vigueur le 27 mars 1990 avec effet à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1989.

### **PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS**

Échange de lettres constituant un Accord provisoire entre le Canada et les Nations Unies sur le statut du Secrétariat du fonds multilatéral provisoire qui est chargé de la mise en oeuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Montréal, le 17 décembre 1990  
En vigueur le 17 décembre 1990  
RTC 1990/38

### **NICARAGUA**

#### **COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

Accord général sur la coopération au développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Nicaragua (avec annexes)

Managua, le 18 décembre 1990  
En vigueur le 18 décembre 1990  
RTC 1990/47

### **OACI**

#### **AIR, SIÈGE SOCIAL**

Accord de siège entre le gouvernement du Canada et l'Organisation de l'aviation civile internationale

Calgary et Montréal, le 4 octobre 1990  
NOTE : Signé le 4 et le 9 octobre 1990

### **PAYS-BAS**

#### **AIR**

Accord relatif au transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Ottawa, le 17 juin 1974  
En vigueur le 15 juin 1975  
RTC 1975/19

NOTE : Terminé pour les Pays-Bas  
TERMINÉ : le 1<sup>er</sup> février 1990

#### **AIR**

Accord sur le transport aérien entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas (avec annexe)

Ottawa, le 2 juin 1989  
En vigueur le 1<sup>er</sup> février 1990  
RTC 1990/12

#### **AIR**

Échange de Notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas constituant un Accord relatif à l'exploitation de vols non réguliers (affrétés)

Ottawa, le 2 juin 1989  
En vigueur le 1<sup>er</sup> février 1990  
RTC 1990/13

### **CULTURE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas sur les relations cinématographiques et audiovisuelles (avec règles de procédure)

Ottawa, le 18 octobre 1989

En vigueur le 26 novembre 1990

RTC 1990/37

NOTE : Appliqué à partir du jour de sa signature.

### **SÉCURITÉ SOCIALE**

Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et le Royaume des Pays-Bas

La Haye, le 26 février 1987

En vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1990

RTC 1990/14

### **SÉCURITÉ SOCIALE**

Accord supplémentaire modifiant l'Accord sur la sécurité sociale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume des Pays-Bas

Ottawa, le 26 juillet 1989

En vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1990

RTC 1990/14

### **PHILIPPINES**

#### **EXTRADITION**

Traité d'extradition entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République des Philippines

Ottawa, le 7 novembre 1989

En vigueur le 12 novembre 1990

RTC 1990/36

### **POLOGNE**

#### **PROTECTION DES INVESTISSEMENTS**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Pologne sur l'encouragement et la protection des investissements

Varsovie, le 6 avril 1990

En vigueur le 22 novembre 1990

RTC 1990/43

### **ROYAUME-UNI**

#### **ENTRAIDE JUDICIAIRE**

Traité d'entraide en matière pénale (trafic de drogue) entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (avec annexe)

Ottawa, le 22 juin 1988

En vigueur le 4 août 1990

RTC 1990/16

### **RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE TCHÈQUE ET SLOVAQUE**

#### **IMPÔTS**

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune

Prague, le 30 août 1990

#### **PROTECTION DES INVESTISSEMENTS**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérative tchèque et slovaque sur l'encouragement et la protection des investissements

Prague, le 15 novembre 1990

### **THAÏLANDE**

#### **DÉFENSE**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume de Thaïlande concernant le stage de formation au Canada de personnel des forces armées du Royaume de Thaïlande

Bangkok, le 30 juillet 1990

En vigueur le 30 juillet 1990

RTC 1990/24

### **VENEZUELA**

#### **AIR**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Venezuela relatif au transport aérien (avec annexes)

Caracas, le 26 juin 1990

#### **IMPÔTS**

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République du Venezuela tendant à éviter la double imposition dans le domaine du transport maritime et aérien

Caracas, le 26 juin 1990

## MULTILATÉRAUX — 1990

### AGRICULTURE, RECHERCHE

Convention portant création d'un réseau international pour l'amélioration de la production de la banane et de la banane plantain

Paris, le 27 octobre 1988

Signé par le Canada le 27 octobre 1988

Ratifié par le Canada le 8 septembre 1989

En vigueur pour le Canada le 18 octobre 1990

RTC 1990/45

### AIR

Protocole portant amendement de la Convention relative à l'aviation civile internationale (article 50 a)

Montréal, le 26 octobre 1990

Ratifié par le Canada le 19 avril 1991

### BREVETS

Traité de coopération en matière de brevets

Washington, le 19 juin 1970

Signé par le Canada le 19 juin 1970

Ratifié par le Canada le 2 octobre 1989

En vigueur pour le Canada le 2 janvier 1990

RTC 1990/22

### CIMETIÈRES DE GUERRE

Accord entre les gouvernements du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde et le gouvernement de la République Tunisienne concernant les cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth en Tunisie

Tunis, le 2 mai 1990

Signé par le Canada le 2 mai 1990

### CONSERVATION

Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique

Londres, le 1<sup>er</sup> juin 1972

Adhésion par le Canada le 4 octobre 1990

En vigueur pour le Canada le 3 novembre 1990

RTC 1990/40

### DÉFENSE

Échange de Notes constituant un Accord au sujet de la Convention entre les États parties à l'OTAN sur le statut de leurs forces, de l'Accord complétant cette Convention en ce qui concerne les forces étrangères stationnées en RFA et des accords qui s'y rapportent

Bonn, le 25 septembre 1990

Signé par le Canada le 25 septembre 1990

### DÉFENSE

Échange de Notes constituant un Accord au sujet de la Convention du 23 octobre 1954 sur la présence de forces étrangères en République fédérale d'Allemagne

Bonn, le 25 septembre 1990

Signé par le Canada le 25 septembre 1990

En vigueur pour le Canada le 25 septembre 1990

RTC 1990/30

### DÉSARMEMENT

Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (avec Protocoles)

Paris, le 19 novembre 1990

Signé par le Canada le 19 novembre 1990

### DOUANES

Convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières

Nairobi, le 9 juin 1977

Adhésion par le Canada le 19 septembre 1990

En vigueur pour le Canada le 19 décembre 1990

RTC 1990/41

### DROIT DE LA GUERRE

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)

Genève, le 8 juin 1977

Signé par le Canada le 12 décembre 1977

Ratifié par le Canada le 20 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 20 mai 1991

RTC 1991/2



### **DROIT DE LA GUERRE**

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)

Genève, le 8 juin 1977

Signé par le Canada le 8 juin 1977

Ratifié par le Canada le 20 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 20 mai 1991

RTC 1991/2

### **DROITS DE LA PERSONNE**

Convention relative aux droits de l'enfant  
New York, le 20 novembre 1989

Signé par le Canada le 28 mai 1990

NOTE : La convention est entrée en vigueur le 2 septembre 1990, mais elle n'est pas encore en vigueur pour le Canada.

### **ÉDUCATION**

Convention sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les États de la région Europe

Paris, le 21 décembre 1979

Ratifié par le Canada le 6 mars 1990

En vigueur pour le Canada le 6 avril 1990

RTC 1990/20

### **ENVIRONNEMENT**

Charte de fondation du Centre régional de l'environnement pour l'Europe centrale et l'Europe de l'Est

Budapest, le 20 juin 1990

Signé par le Canada le 5 septembre 1990

En vigueur pour le Canada le 5 septembre 1990

RTC 1990/25

### **ENVIRONNEMENT, COUCHE D'OZONE**

Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone  
Londres, le 29 juin 1990

Adhésion par le Canada le 29 juin 1990

### **FINANCE**

Accord portant création de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement  
Paris, le 29 mai 1990

Signé par le Canada le 29 mai 1990

Ratifié par le Canada le 25 février 1991

En vigueur pour le Canada le 28 mars 1991

### **IMMIGRATION**

Constitution de l'Organisation internationale pour les migrations

Venise, le 19 octobre 1953

Adhésion par le Canada le 9 novembre 1990

En vigueur pour le Canada le 23 mai 1990

RTC 1990/48

### **NATIONS UNIES**

Résolutions concernant la situation dans le golfe Persique adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies

Washington, le 6 août 1990

Signé par le Canada le 6 août 1990

En vigueur pour le Canada le 6 août 1990

RTC 1990/44

### **NAVIGATION, SAUVETAGE**

Convention sur le sauvetage

Londres, le 28 avril 1989

Signé par le Canada le 11 juin 1990

### **NUCLÉAIRE**

Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire

Vienne, le 26 septembre 1986

Signé par le Canada le 26 septembre 1986

Ratifié par le Canada le 19 janvier 1990

En vigueur pour le Canada le 18 février 1990

RTC 1990/21

### **ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**

Charte de l'Organisation des États Américains  
Bogota, le 30 avril 1948

Signé par le Canada le 13 novembre 1989

Ratifié par le Canada le 8 janvier 1990

En vigueur pour le Canada le 8 janvier 1990

RTC 1990/23

NOTE : Amendée le 27 février 1967 et

le 5 décembre 1985. Déclaration du Canada annexée à l'Instrument de ratification.

### **STUPÉFIANTS**

Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes

Vienne, le 20 décembre 1988

Signé par le Canada le 20 décembre 1988

Ratifié par le Canada le 5 juillet 1990

En vigueur pour le Canada le 11 novembre 1990

RTC 1990/42

**TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Actes Finals de la Conférence administrative  
régionale des radiocommunications chargée  
d'établir un Plan pour le service de radiodiffusion  
dans la bande 1 605 - 1 705 kHz dans la Région 2  
(avec Accord, Annexes, Protocole Final,  
Résolutions et Recommandations)

Rio de Janeiro, le 8 juin 1988

Signé par le Canada le 8 juin 1988

**TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Amendements de la Convention portant création de  
l'Organisation internationale de télécommunica-  
tions maritimes par satellites (INMARSAT)

Londres, le 19 janvier 1989

Adhésion par le Canada le 13 juin 1990



LIBRARY E.A. BIBLIOTHÈQUE A.E.  
3 5036 01014285 J

b2544490 (E)

S

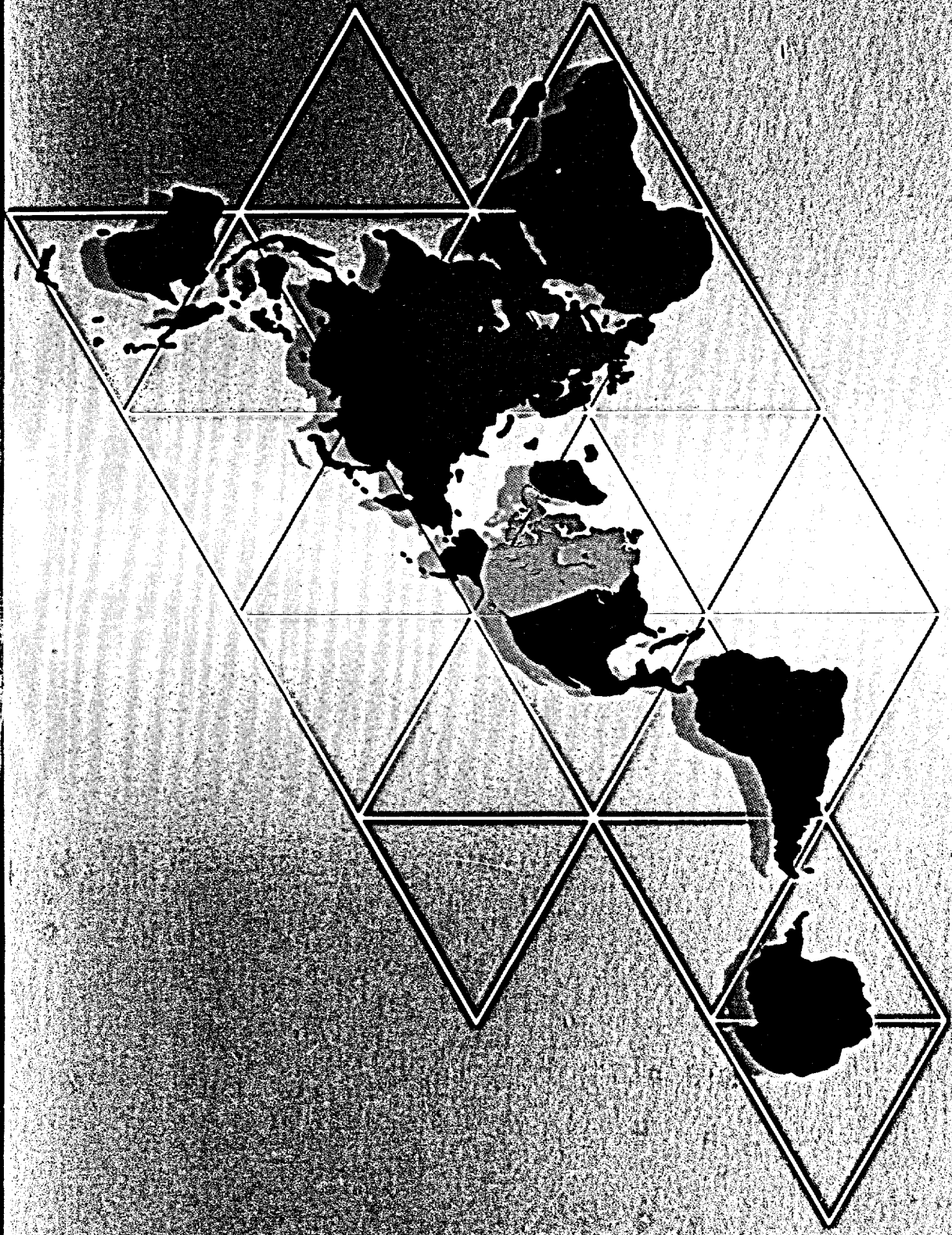
b2544307 (F)

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures  
OTTAWA

MAR 09 1990

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
REVENIR À LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

# Annual Report 1988/89



External Affairs and  
International Trade Canada

Canada

---

# Annual Report 1988/89



External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

**Note:** The Department of External Affairs, established in 1909, was given the new applied title of External Affairs and International Trade Canada, effective June 28, 1989. This change was made to reflect the international trade responsibilities transferred to the department in the early 1980s. The department's logo (signature) has also been changed accordingly. As the *Annual Report* covers the period prior to the change of name, the former name of the department is used in the text of this year's edition.





External Affairs and  
International Trade Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

August 9, 1989

The Right Honourable Joe Clark  
Secretary of State  
for External Affairs  
Ottawa, Ontario  
K1A 0G2

Dear Mr. Clark,

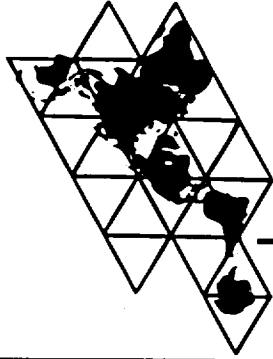
I have the honour to submit for your consideration the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions of the Department of External Affairs Act, which requires that reports of the Department be submitted on a fiscal year basis. This report, therefore, covers the period from April 1, 1988 to March 31, 1989.

It is my pleasure to add that the Overview section of this year's Report has been recorded onto audio cassette and will be available to the visually-impaired.

Yours sincerely,

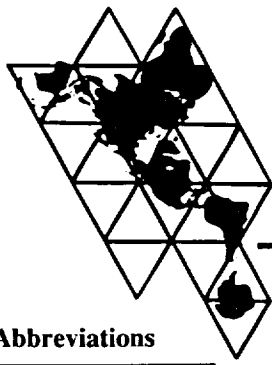
J.H. Taylor



**Table of Contents**

	Page
<b>Overview</b>	
<b>CANADA AND WORLD AFFAIRS</b> .....	1
International economic and financial overview .....	2
<b>Chapter 1</b>	
<b>THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT</b> .....	4
Trends in world trade .....	4
Economic relations with developing countries .....	5
Economic relations with developed countries .....	7
<b>Chapter 2</b>	
<b>CANADA AND WORLD TRADE</b> .....	8
Trends in Canada's international trade .....	8
Multilateral trade negotiations .....	9
International debt .....	11
Investment issues .....	11
Industrial trade policy .....	12
Agriculture trade policy .....	13
Fisheries trade policy .....	13
Resources and commodity trade policy .....	13
GATT affairs .....	14
Export controls .....	15
Import controls .....	15
<b>Chapter 3</b>	
<b>EXPORT TRADE DEVELOPMENT</b> .....	17
Defence programs and advanced technology .....	17
Defence trade .....	18
Agri-food, fish and resource products .....	19
Capital projects and secondary industries .....	21
Export development programs and services .....	21
Foreign investment development .....	24
International shipping .....	25
International aviation .....	25
<b>Chapter 4</b>	
<b>INTERNATIONAL AFFAIRS AND MULTILATERAL CO-OPERATION</b> .....	26
The United Nations .....	26
The Commonwealth .....	27
La Francophonie .....	28
Human rights and social affairs .....	28
Drug control .....	30
The environment .....	30
Energy .....	31
Nuclear issues .....	32
<b>Chapter 5</b>	
<b>CANADA'S REGIONAL RELATIONSHIPS</b> .....	33
The United States .....	33
Western Europe and the European Community .....	38
The Soviet Union and Eastern Europe .....	44
Asia and Pacific .....	47
Africa and the Middle East .....	53
Latin America and the Caribbean .....	60

<b>Chapter 6</b>	<b>DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY .....</b>	<b>65</b>
	Arms control and disarmament .....	65
	Defence and NATO .....	66
	Canada-U.S. defence relations .....	66
	Peacekeeping .....	66
<b>Chapter 7</b>	<b>PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS .....</b>	<b>68</b>
	Consular services .....	68
	Immigration and refugees .....	69
	Passport services .....	69
	Private international law .....	70
	Access to information and privacy .....	70
<b>Chapter 8</b>	<b>INTERNATIONAL LAW .....</b>	<b>72</b>
	Arctic .....	72
	Canada-France maritime issues .....	72
	Law of the Sea .....	72
	Trade law .....	73
	Intellectual property .....	73
	International Tin Council litigation .....	73
	Environmental law .....	73
	Space station .....	74
	International criminal law: drugs .....	74
	Privileges and immunities .....	74
	Treaty law .....	75
<b>Chapter 9</b>	<b>COMMUNICATIONS AND CULTURE .....</b>	<b>76</b>
	Media relations .....	76
	Domestic communications .....	76
	Information and sports programs abroad .....	77
	Trade communications .....	77
	International expositions .....	78
	Library services .....	78
	International cultural relations .....	78
	Historical affairs .....	80
<b>Chapter 10</b>	<b>POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION .....</b>	<b>81</b>
	Policy development .....	81
	Departmental management .....	81
	Finance, administrative services, budget .....	82
	COSICS .....	82
	Information resource management .....	83
	Physical resources .....	83
	Personnel .....	83
	Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada .....	88
	Federal-provincial co-ordination .....	89
	Security and intelligence .....	89
<b>Appendices I.</b>	<b>Department of External Affairs: Organization chart .....</b>	<b>90</b>
<b>II.</b>	<b>Bilateral international agreements (calendar year 1988) .....</b>	<b>91</b>
<b>III.</b>	<b>Multilateral international agreements (calendar year 1988) .....</b>	<b>95</b>



## List of Acronyms and Abbreviations

ABM	Anti-Ballistic Missile Treaty
ACCT	Agency for Cultural and Technical Co-operation
ACL	Area Control List
ACSUS	Association for Canadian Studies in the U.S.
ADB	Asian Development Bank
AECL	Atomic Energy of Canada Limited
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
BIE	Bureau international des Expositions
CAIPS	Computer-assisted immigration processing system
CARIBCAN	Economic and Trade Development Assistance Program for the Countries of the Commonwealth Caribbean
CARICOM	Caribbean Community and Common Market
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination against Women
CETM	Canada Export Trade Month
CFM	Commonwealth Foreign Ministers
CHR	Commission on Human Rights
CIDA	Canadian International Development Agency
CMA	Canadian Manufacturers' Association
CNAD	Conference of National Armaments Directors
COCOM	Co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls
CONFESJES	Conference of Youth and Sports Ministers of French-Speaking Countries
CONFEMEN	Annual Conference of Ministers of Education
COSICS	Canadian On-Line Secure Information and Communications System
CPC	UN Committee for Programme and Co-ordination
CSBM	Conference on Confidence- and Security-Building Measures
CSCE	Conference on Security and Co-operation in Europe
CSW	Commission on the Status of Women
CUSO	Canadian University Service Overseas
CW	Chemical Warfare
EC	European Community
ECL	Export Control List
ECOSOC	The UN Economic and Social Council
ECU	European Currency Unit
EDC	Export Development Corporation
EFTA	European Free Trade Association
EURATOM	European Atomic Energy Community
EUREKA	European Program for High Technology Research and Development
F.R.G.	Federal Republic of Germany
FAO	Food and Agriculture Organization
FIRA	Foreign Investment Review Agency
FLS	Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women
FTA	Free Trade Agreement
G-7	Group of Seven Finance Ministers and Central Bank Governors
G.D.R.	German Democratic Republic
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GDP	Gross Domestic Product
GNP	Gross National Product

HCR	High Commission for Refugees
IADB	Inter-American Development Bank
IAEA	International Atomic Energy Agency
IBRD	International Bank for Reconstruction and Development
ICAO	International Civil Aviation Organization
ICCS	International Council for Canadian Studies
IDP	Investment Development Program
IDRC	International Development Research Centre
IEA	International Energy Agency
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IICA	Inter-American Institute for Co-operation in Agriculture
IJC	International Joint Commission
ILO	International Labour Organization
IMF	International Monetary Fund
IMO	International Maritime Organization
INF	Intermediate-Range Nuclear Force
INPFC	International North Pacific Fisheries Commission
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
ISTC	Industry, Science and Technology Canada
ITC	International Trade Centres
ITU	International Telecommunications Union
LDC	Less developed country
LOS	Law of the Sea
LRCP	Long-Range Capital Program
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions in Europe
MFA	Multi-Fibre Arrangement
MFN	Most Favoured Nation
MTN	Multilateral Trade Negotiations
NAFO	Northwest Atlantic Fisheries Organization
NASCO	North Atlantic Salmon Conservation Organization
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NEBS	New Exporters to Border States Program
NEXUS	New Exporters to the U.S. South Program
NGO	Non-governmental organization
NIE	Newly Industrialized Economy
NORAD	North American Aerospace Defence Command Agreement
OAS	Organization of American States
OAU	Organization of African Unity
ODA	Official Development Assistance
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
OPEC	Organization of Petroleum Exporting Countries
OTH-B	"Over the Horizon" Backscatter radar
P.R.C.	People's Republic of China
PAHO	Pan-American Health Organization
PAIGH	Pan-American Institute of Geography and History
PEMD	Program for Export Market Development
PLO	Palestinian Liberation Organization
R.O.K.	Republic of Korea
RCMP	Royal Canadian Mounted Police
RDP	Research Development and Production
SAARC	South Asia Association for Regional Co-operation
SADCC	Southern Africa Development Co-ordination Conference
SAGIT	Sectoral Advisory Group on International Trade
START	Strategic Nuclear Arms Reduction Talks
TIP	Technology Inflow Program
TSB	Textiles Surveillance Body
U.K.	United Kingdom

U.S.	United States
U.S.S.R.	Soviet Union
UN	United Nations
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNFPA	UN Fund for Population Activities
UNGOMAP	UN Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNIFEM	UN Development Fund for Women
UNIIMOG	UN Iran-Iraq Military Observer Group
UNSSOD	UN Special Session of the General Assembly on Disarmament
UNTAG	UN Transition Assistance Group
WFP	World Food Program
WHO	World Health Organization
WIN	World Information Network — Exports
WMO	World Meteorological Organization



The year under review, from April 1, 1988, to March 31, 1989, was an eventful one for both Canada and the global community at large. For Canada, it was a time of active participation and leadership in a wide range of newly energized multilateral endeavours, as well as that of the ratification and entry into force of the Canada-U.S. Free Trade Agreement. For the international community generally, it was a year characterized by the marked diminution of East-West tensions, and a concomitant series of changes on both sides of the East-West divide and in the Third World.

Improving relations between the two superpowers were both cause and effect of the easing of a number of major problems. The destruction of Intermediate-Range nuclear weapons, required by the 1987 intermediate-range Nuclear Force (INF) Treaty, was begun by both sides, and Strategic Nuclear Arms Reduction Talks (START) were held between the two, before the United States general election forced their temporary suspension in September. At the United Nations in December, U.S.S.R. General Secretary Gorbachev announced unilateral cuts planned for Soviet conventional forces, and followed in January, at the Paris Conference on Chemical Warfare (CW), with a promise to destroy all Soviet chemical and biological weapons. In January the review conference in Vienna of the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) concluded successfully, which in turn gave birth to a further series of East-West meetings on everything from conventional force reductions, which started in March, to human rights. As a member of the 40-nation Geneva Conference on Disarmament, Canada welcomed all these developments, and was directly active in the CW conference, the CSCE meetings and the new talks on conventional force reductions in Europe. As the year ended, Canada was working closely with the new Bush administration and other allies on the co-ordination of new approaches to these developments, in anticipation of NATO's imminent, and very timely, 40th anniversary summit.

The new climate in superpower relations had a positive influence in other areas, where Canada had interests at stake and was directly involved.

In particular, a new, more constructive Soviet approach to the United Nations and an enhanced American appreciation of the organization's potential contributed to such successful UN enterprises as the UN Iran-Iraq Military Observer Group (UNIIMOG) supervising the Iran-Iraq ceasefire, and the UN Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan (UNGOMAP) team sent to observe the Soviet Union's withdrawal from Afghanistan, completed on schedule in February. Canada participated in both UN groups.

This renewal of the UN's activity in peacemaking and peacekeeping was evident in the Secretary-General's role in the Iran-Iraq ceasefire, and in the progress made towards the implementation of the Security Council's decade-old Resolution 435, calling for the independence of Namibia. A U.S.-brokered agreement among South Africa, Cuba and Angola, in August, paved the way for the implementation of the UN's independence plan for Namibia, put together earlier by Canada and the other four countries of the UN Contact Group; by year's end, Canadian troops were arriving in Namibia as part of the UN Transition Assistance Group (UNTAG), set up to oversee the transitional arrangements.

Elsewhere in Africa, the news was not so encouraging. The civil war in the Sudan intensified, while continuing famine and drought in Ethiopia did little for Sudanese refugees and aggravated the bitter conditions of the Eritrean war.

In South Africa, internal intransigence gave way to a more ambivalent state of affairs, in which the erosion of petty *apartheid* and vague official rhetoric about further reform co-existed with the unmistakable persistence of most major legal and institutional pillars of *apartheid*, and the fourth year of the state of emergency. Internal violence subsided somewhat, but the destabilization of Front Line neighbours, if anything, increased. South Africa seemed to be relying almost exclusively on its deal on Namibia to enhance its international image, until late in the year, when President Botha suffered a stroke, F.W. De Klerk became the new party leader, and speculation about new constitutional reforms again began to circulate.

The Commonwealth Foreign Ministers' Committee on South Africa, chaired by the Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, met in Toronto in August and in Harare in February, where they pursued their work on the crucial questions of sanctions and propaganda. Canada's own selective economic sanctions were adhered to, and the government increased its resources devoted to aiding the victims of *apartheid* and to promoting black-white dialogue among South Africans.

In the Middle East, as the "Intifada" uprising in the West Bank and Gaza continued largely unabated, new and more moderate positions were adopted publicly by the Palestinian Liberation Organization (PLO) on Israel's right to exist and on terrorism, shortly before Canada assumed its seat on the UN Security Council in January. In March, Canada dropped earlier restrictions on its diplomatic contacts with the PLO, while continuing to encourage movement by both parties towards an appropriately structured peace conference, along with other Western countries. Canada did not accord recognition to the Palestinian "state" proclaimed by Chairman

Arafat at the Arab Summit in Algiers in November, but did explicitly recognize the right of Palestinians to self-determination in the context of peace negotiations.

After marking time through much of 1988, the Central American peace process showed signs of new life in early 1989. At a Central American summit in El Salvador, in February, Nicaragua committed itself to important domestic political reforms and democratic elections in February of 1990. The other republics agreed to break up the Contra forces, based largely in Honduras, but at year's end, details were still scarce; the civil war in El Salvador itself was, if anything, intensifying. Throughout, Canada worked closely with the parties and the UN Secretary-General, in consultation with Spain and the Federal Republic of Germany, with a view to assisting with any arrangements for international supervision which might be part of a final peace plan.

On the other side of the world, in Southeast Asia, the Vietnamese began a phased withdrawal of their forces from Cambodia, the scene of earlier international supervisory activity by Canada in the 1950s and 1960s. Improved relations between Moscow and Beijing seemed to enhance serious but, so far, inconclusive efforts on the part of both Indonesia and Thailand to foster a political settlement among rival Cambodian factions, a settlement likely to be built, if at all, around Prince Sihanouk. Canada has encouraged this process in its consultations with its interlocutors in the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), and would be willing to assist with any properly configured international supervisory scheme that formed part of a comprehensive Cambodian peace settlement.

During the year under review neither the Commonwealth nor Francophone summits met, but it was eventful nonetheless. Mr. Clark chaired meetings of the Commonwealth's Committee of Foreign Ministers on South Africa in Toronto and Harare, Zimbabwe, in August and February respectively. In September, TV-5, the international French-language satellite television channel, went on the air in Canada, and preparations began for the first Francophone Games; they will be held in Morocco in July 1989.

The fight against international terrorism, particularly in civil aviation, remained a high priority for Canada in 1988/89, and the Lockerbie Pan American plane tragedy was a poignant reminder of the great difficulties and dangers involved. Montreal is the locale of the headquarters of the International Civil Aviation Organization, where Canada has led the search for effective international counter-terrorism measures; this issue was also addressed by leaders at the Toronto Economic Summit in June 1988.

Canada has been in the forefront of international efforts to deal with the spread of AIDS and, during the year, was again a generous contributor to the World Health Organization's Global Program on AIDS. Similarly, Canada took an active part in work to halt international narcotics trafficking, contributed again to the UN Fund for Drug Abuse Control and, as a member of the UN Commission on Narcotic Drugs, participated directly in the elaboration of the December 1988 Convention Against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances.

### **International economic and financial overview**

The world's economy performed better than expected in 1988. Growth in industrialized countries and newly industrialized economies (NIEs) remained buoyant despite the

October 1987 global stock market correction, and growth in the seven countries of the Economic Summit accelerated above the pace set in 1987. Important progress was made towards improved international economic policy co-ordination, and a significant alleviation of external imbalances among the major industrial countries was apparent. More recently, however, rising inflation rates and a stalling in the reduction of external imbalances suggested difficult challenges ahead for policy co-ordination.

With an estimated growth in volume for 1988 of 8.5 per cent, world merchandise trade far outstripped the 5.25 per cent of the previous year and equalled the record high growth rate for the decade, reached in 1984. This achievement marked four consecutive years of accelerating trade growth and six consecutive years in which world trade grew more rapidly than world production. Accompanied by moderate inflation in the industrial countries and strong investment-led expenditure growth, trade-related investment and production were leading sources of growth in the continued global economic expansion. Canada shared in the general growth in the world economy and in global trade in 1988. The Canadian trade surplus declined somewhat, as exports increased in line with global trends, and imports increased more quickly, reflecting the appreciation of the Canadian dollar over the past year.

The high point of Canada's economic relations with other developed countries was the Toronto Economic Summit of the seven major industrialized nations, held in June.

On that occasion, the Prime Minister joined with the leaders of France, U.S., U.K., F.R.G., Japan, Italy and the European Community, in discussions designed to strengthen the world economy and foster economic and political co-operation. The issues dealt with included the progress in multilateral trade negotiations and the reduction of trade barriers, agricultural subsidies, international debt (particularly in the context of the challenges facing developing countries) and relations with the newly industrializing economies of the Asia-Pacific region. The leaders also touched on some key global political questions: the Middle East, South Africa, East-West relations, terrorism, narcotics and the environment. Canada achieved its main objectives for the Summit, including a continued commitment by Summit participants to co-operate in maintaining non-inflationary economic growth while reducing global imbalances.

Following a general election later in the year, legislation implementing the Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA) was passed by Parliament in December, and on January 1, 1989, this historic agreement entered into legal force. Work began immediately to establish the continuing institutions provided for in the FTA, and within weeks, certain industries in both countries were appealing for an accelerated schedule of tariff removals.

Complementary to this major bilateral action in trade liberalization was Canada's active participation in the GATT Uruguay Round, aimed at reducing trade barriers around the world and between GATT's more than 100 members. The Ministerial Mid-term Review Conference of the Uruguay Round, held in December in Montreal, registered important successes in a number of areas, but was compelled to leave certain intractable aspects of trade in agriculture to further negotiations.

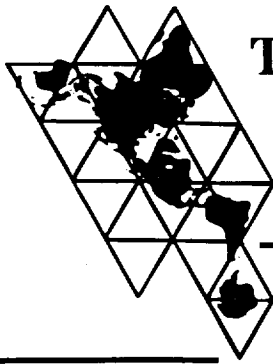


The economic situation in developing countries continued to command significant attention in Canadian foreign policy. Developing countries constitute a majority of the countries with which Canada has relations; their populations represent three-quarters of the population of the world and are increasing rapidly. Humanitarian concerns and a recognition of increasing global economic interdependence underpin Canada's economic relations with these countries. During the year, heavy debt burdens, limited resource flows and the need for developing countries to implement sound economic policies in order to set the stage for economic growth and development were principal issues.

Following the significant review of Canada's aid policies in 1987/88, which resulted in the adoption of a new strategy, *Sharing Our Future*, the past year was devoted to its implementation. The most visible change was the completion of the first stage of the decentralization of the management of Canada's development assistance program to the field, a move designed to improve the quality and efficiency of Canadian assistance and to make it more responsive to local needs. Development officers were transferred from headquarters to Manila, Singapore, Jakarta, Harare, Dar es Salaam, Bridgetown and Dakar in order to assume full responsibilities for developing and implementing projects in the field.

During the year, the governments of many major countries devoted increasing attention to the world's environment, the deterioration of which is a matter of growing concern. Measures were taken to ensure that Canadian bilateral aid policies are compatible with environmental objectives, and Canada made proposals to the World Bank for strengthening its environmental review procedures. The concept of sustainable development was endorsed by the Government of Canada, and was mentioned in the conclusion to the Toronto Economic Summit. High points in Canada's most recent efforts to promote international environmental co-operation were the World Conference on the Changing Atmosphere, held in Toronto in June 1988, a meeting in Ottawa of legal and policy experts on the protection of the atmosphere in February 1989, and the Prime Minister's participation in the Hague Environment Summit in March.

After the general election of November 21, 1988, the Rt. Hon. Joe Clark was reappointed Secretary of State for External Affairs, the Hon. John Crosbie was reappointed Minister for International Trade, and the Hon. Monique Landry was reappointed Minister for External Relations and International Development. The Hon. John McDermid served as Minister of State (International Trade) and (Housing) from September 15, 1988, to January 30, 1989.



## Trends in world trade

During 1988 the volume of world merchandise trade was estimated to have grown 8.5 per cent, far outstripping the 5.25 per cent of the previous year and equalling the record high growth rate for the decade, reached in 1984. This performance marked four consecutive years of accelerating trade growth and six consecutive years in which world trade grew more rapidly than world production. Accompanied by moderate inflation in the industrial countries and strong investment-led expenditure growth, trade-related investment and production were leading sources of growth in the continued global economic expansion.

The 1988 trade performance brought the volume of world trade to a level nearly 40 per cent higher than at the time of the 1982 recession. The value of world merchandise trade is estimated at \$ 2 840 billion — a 14 per cent increase — reflecting for the most part increased trade volume as well as a small contribution from inflation and from a further moderate depreciation of the U.S. dollar.

The expansion was broadly based, with trade in manufactured goods up 10 per cent, mining products including petroleum up 7 per cent and agricultural trade up 4 per cent in volume terms. More important, the trade expansion was experienced by a relatively wide range of countries, in contrast to the 1984 boom which was largely triggered by U.S. import demand. Lower oil prices contributed to growth in the non-OPEC developing countries and the developed world, while OPEC economies contracted.

## Trade of industrialized countries

Trade growth was particularly strong in industrial countries and in the leading newly industrialized economies (NIEs), particularly in Asia. For developing countries as a group, export volume increased 9.5 per cent versus 8 per cent for developed countries; their imports were up 10 per cent versus 9 per cent for developed countries. These positive results were even more marked for non-OPEC developing countries as OPEC imports fell by an estimated 1.5 per cent. Non-fuel primary commodities reversed a trend of most of the 1980s to show nominal growth of some 25 per cent. Non-OPEC developing countries expanded their exports by an estimated 18 per cent last year, doubling the results of the developed economies. As a group, developing countries that were neither members of OPEC nor among the leading Asian exporters of manufactures, experienced an acceleration in growth in the volume of their combined exports in 1988. Coupled with the substantial recovery in non-fuel primary commodity prices, the enhanced foreign exchange earnings of these countries helped to finance higher import volumes last year.

For the 15 heavily indebted countries, exports reached the highest level since 1981. Last year marked the second successive year in which export growth exceeded the increase in imports, and their aggregate trade surplus reached nearly \$28 billion.

Dynamic trade growth was particularly pronounced within the West Pacific region and in transpacific trade, continuing prevailing trends since 1980. Transatlantic trade and trade within Western Europe had the lowest growth rates. While each of the three major groups of countries participated in the expansion of the dollar value of world merchandise imports and exports in 1988, the strongest demand-side stimulus came from the developing countries. The supply side of world markets saw developed countries in the lead, due more to price and valuation effects than to increases in export volumes.

## U.S. trade deficit

Last year witnessed the first reduction in the present decade of the U.S. merchandise trade deficit (from \$170 to \$137 billion). Japan had a minimal decline in its merchandise trade surplus to \$78 billion, whereas the surplus of the Federal Republic of Germany increased to \$72 million. The U.S. and the F.R.G. were roughly equal at the top of the list of leading exporters, followed by Japan, France and the United Kingdom. The United States remains by far the world's largest importer, taking 15.5 per cent of the world's total, or \$460 billion, followed by West Germany, the U.K., Japan and France.

The progress in reducing the U.S. merchandise trade deficit coincided with a domestic investment boom. The volume of private non-residential investment is estimated to have increased 9.5 per cent last year. This increase was reflected in trade developments as the export volume of capital goods rose 36 per cent, while the same figure for imports was 27 per cent. Capacity constraints and the U.S. drought contributed to a slowdown in export growth in the latter part of 1988.

## External trade imbalances

Japan's merchandise import volume has increased rapidly over the past three years but this has been matched by a similar increase in exports, which benefited from a slight improvement in the terms of trade and large capital equipment exports due to the investment boom. Germany strengthened its performance, particularly with its European partners, while experiencing a pick-up in domestic investment at the same time.

External trade imbalances have been of concern in this decade as growth in trade has outpaced global increases in production. As economies become more interdependent,

continued imbalances contribute to instability and pressures to manage trade. When the aggregated world current account balance for 1988 is considered in relation to gross domestic product (GDP), there were significant improvements. For the United States, the deficit to GDP ratio is estimated to have dropped from 3.4 per cent in 1987 to 2.7 per cent in 1988 — dropping it slightly below the U.K., which experienced a sharp increase. Japan's surplus dropped from 3.6 to 2.8 per cent, while Germany's declined marginally from 4.0 to 3.9 per cent. The relatively slow pace of this adjustment continued to fuel protectionist pressures in countries with deficits. Nonetheless, despite concerns during the year about accumulating pressures from the imbalances, market stability was maintained and substantial growth occurred.

#### **Growth and international trade**

Strong growth in the latter part of this decade appears to have benefited from a productive interaction of rapidly expanding growth opportunities and favourable policy changes. Statistics indicate that global markets became less tight for three important inputs: labour services, energy and non-fuel primary commodities. For example, annual increases in unit labour costs in manufacturing in developed countries and also globally during the 1980s averaged about half the 1970s rate. From their peak, the real price of fuels has fallen by more than half. Meanwhile, despite last year's increase, the real price of non-fuel primary commodities remains 20 per cent below its 1979 level.

Short- to medium-term growth prospects of developing country exporters of primary commodities were hindered by declines in real prices. However, supply constraints, which slowed development in the 1970s, eased during the current decade. Meanwhile, technological advances are multiplying opportunities for specialization, innovation and product diversification in world markets. Increasing interdependence and intensive global competition encourage policy changes designed to translate new opportunities into economic growth. All countries have sought to improve industry access to science and technology, to attract outside investment and new technology, to adopt competitive regimes in the fields of taxation and regulation and to foster quality and innovation.

The positive trade performance in 1988 can be attributed to a supportive policy environment. Economic policies in this decade have increasingly focused on encouraging greater competitiveness, more flexibility and responsiveness to pressures for structural change. More recently, the planned elimination of barriers to regional trade among some of the world's leading traders and, more important, the commitment of more than 100 governments to the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations also had a positive effect on the business environment. Also contributing to the positive atmosphere was the continued low rate of inflation despite six years of continuous global economic expansion, including a pick-up in economic activity over the last 18 months.

Against this must be set long-standing problems relating to Third World indebtedness, large trade imbalances and high rates of unemployment in many countries. In a significant number of developing countries economic growth fell short of population growth. Sizeable reductions in the surpluses of Japan and the Federal Republic of Germany did not materialize. However, the United States was able to

achieve a sizeable reduction in its current account deficit last year without depressing world output and trade at the same time. Persistent efforts to cope with these problems are necessary, but the results in 1988 indicated that needed adjustments were accommodated without excessive difficulty so long as world output and trade grew. Efforts are continuing to control inflation and to ensure a positive business environment in which markets are kept open and business confidence about the future is strengthened.

#### **Economic relations with developing countries**

The economic situation in developing countries continued to command significant attention in Canadian foreign policy during the past year. Developing countries constitute a majority of the countries with which Canada has relations: their populations represent three-quarters of the population of the world. Humanitarian concerns and a recognition of increasing global economic interdependence underpin Canada's economic relations with these countries. Heavy debt burdens, limited resource flows and the need for developing countries to implement sound economic policies in order to set the stage for economic growth and development were principal issues during the year.

#### **Developments in aid policy**

Development is a complex process and international understanding of this process has been undergoing rapid evolution. The fundamental importance of a sound economic framework as a prerequisite of growth and development continued to be reflected in Canada's economic relations with developing countries. In the international donor community, the diversity of conditions in developing countries was being better recognized and met with a wider range of measures. In particular, the impact of economic policies on vulnerable groups — the poor, women and children — was given greater recognition in economic and development planning, as were the long-term needs of developing countries in the context of a changing international economic climate. Sustainable development — economically, socially, politically and environmentally sustainable development — gained credibility as the guiding principle for development planners in donor countries, as well as in developing countries.

#### **Developing country debt**

Since 1982, when developing country debt reached crisis proportions, the international community adopted a strategy to promote economic adjustment and growth, which has resulted in progress. The threat to the international financial system has been reduced significantly. Since the Venice Economic Summit in 1987, the problem of international debt has been seen as essentially divided into two categories: the debt of the poorest countries (mainly those in sub-Saharan Africa) and the debt of middle-income countries (mainly in Latin America). For the poorest countries, whose debt is owed largely to governments or their export credit agencies, a more generous approach was recognized as necessary. Canada's announcement later that year to forgive the development assistance debts of all the countries of sub-Saharan Africa set the stage for similar action by other countries. And at the Paris Club, where government loans both for commercial purposes (such as export credits) and for development assistance are rescheduled, the poorest developing countries were offered longer grace and repayment periods.

Recognizing the need for further action, Canada advocated granting lower interest rates in the context of Paris Club reschedulings. In order to overcome difficulties that some other creditor countries had, Canada proposed a compromise, which was endorsed at the Toronto Economic Summit in 1988. The compromise allowed creditor countries to choose either to offer lower interest rates, forgive a portion of the debt, or offer extended grace and repayment periods. By April 1989, seven sub-Saharan countries (Senegal, Niger, Mali, Tanzania, Madagascar, Central African Republic and Uganda) had benefited by what have become known as "Toronto Reschedulings."

Strides were made during the year under review in addressing the debt problems of the middle-income developing countries, whose debt is owed largely to commercial banks. A case-by-case market-oriented strategy stressing economic adjustment and growth by debtor countries remained the basis of the international approach. However, the year saw a growing consensus emerging that the debt-service burden needed to be reduced. The challenge is to reduce debt and/or debt service to manageable levels without lessening incentives to reinforce adjustment programs or jeopardizing the flow of new resources on which the future prosperity of developing countries depend.

#### **Role of international financial institutions in development**

The international financial institutions, notably the World Bank and the International Monetary Fund, continued to play important roles in mobilizing financial resources for, and in providing policy advice to, developing countries. Growing arrears to both institutions by a number of developing countries was becoming an increasing problem because of concerns for the financial integrity of the institutions themselves and because the charters of the institutions prohibit further lending to countries that have arrears outstanding. Without such a vital source of financing to stimulate development and growth, developing countries can be caught in a vicious circle, unable to repay their debts but also unable to obtain the financing that might make it possible to pay. An intensified collaborative approach to the problems of these countries was approved at the World Bank and IMF annual meetings in Berlin in September. Canada agreed to chair the first "Support Group" in which donors made available resources to help Guyana pay its arrears to the Bank and the Fund and thereby allow it to draw again on the resources of these institutions.

Canada also urged both institutions to take greater account in their activities of the impact of economic adjustment measures on vulnerable groups. At the annual meetings of the World Bank and the IMF in September, Canada asked the World Bank to integrate environmental considerations into all its project planning.

The regional multilateral development banks for Asia, Africa, Latin America and the Caribbean continued to make available financial resources for development projects and Canada continued to be active in each. These banks have a valuable role to play through their particular regional perspectives. In particular, Canada continued to press for reforms in the Inter-American Development Bank (IADB) that would allow it to play its full role in the region. Pro-

tracted negotiations throughout the year led to agreement on a general capital increase of US\$26.5 billion for the IADB at its annual meeting in Amsterdam in March 1989. As coordinator for the developed country donors to the International Fund for Agricultural Development, Canada was especially active throughout the year in seeking a conclusion to the negotiations for the third replenishment of the fund.

#### **Implementation of Canada's new aid strategy**

Following the significant review of Canada's aid policies in 1987/88, which resulted in the adoption of a new strategy, *Sharing Our Future*, the past year was devoted to implementing its provisions. The most visible change was the completion of the first stage of the decentralization of the management of Canada's development assistance program to the field, a move designed to improve the quality and efficiency of Canadian assistance and make it more responsive to local needs. Development officers were transferred from headquarters to Manila, Singapore, Jakarta, Harare, Dar es Salaam, Bridgetown and Dakar in order to assume full responsibilities for developing and implementing projects in the field. The Development Assistance Committee of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), which reviews the aid programs of donor countries, praised this new Canadian strategy.

#### **Trade and development**

The international trading environment is a critical factor in the economic well being of many developing countries. In particular, protectionism and subsidies have created distortions in world agricultural trade that have had a serious impact on the agricultural sectors of developing, as well as developed countries. Canada has advocated general trade liberalization for the good of all and believes that developing countries need to be drawn more fully into the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations. Consequently, in the past year, Canada has assisted in financing seminars in Africa and Asia to help developing country officials improve their ability to identify their own national economic interests in the Round. As host of the Montreal Mid-Term Review of the Uruguay Round, Canada was active in advancing negotiations in areas of particular interest to developing countries such as agriculture, tropical products, and textiles and clothing. Canada also argued for special and differential treatment for developing countries most in need of trade support.

#### **The United Nations and development**

In the past year, Canada continued to work in the United Nations to promote realistic resolutions on issues of debt, poverty and development. In particular, Canada participated in the Mid-Term Review of the UN Program of Action for African Economic Recovery and Development and sought a renewed commitment on the part of donors and African governments to continue to implement the program fully during its remaining years. Canada also contributed to the elaboration of the mandate for the Economic Committee of the UN to develop a Fourth International Development Strategy, as well as to the preparations for the Special Session of the General Assembly on Growth and Development in Developing Countries and the UN Conference on the Least Developed Countries.

## **Economic relations with developed countries**

Multilateral economic diplomacy in the economic summits and the OECD continued to play a key role in forming Canada's own economic policies and in affecting the general tenor of Canada's foreign relations.

### **Toronto Economic Summit**

The most visible element in Canada's economic and financial relations with developed countries was its serving as host for the Economic Summit of the seven major industrialized countries and the European Community, which was held during June 19 to 21 in Toronto.

On that occasion, the Prime Minister joined with the leaders of France, U.S., U.K., F.R.G., Japan, Italy and the European Community in discussions designed to strengthen the world economy and foster economic and political co-operation. The issues dealt with at the Summit included the progress in multilateral trade negotiations and the elimination of trade barriers, agricultural subsidies, international debt (particularly in the context of the challenges facing developing countries) and relations with the newly industrializing economies of the Asia-Pacific region. The leaders also touched on some key global political questions: the Middle East, South Africa, East-West relations, terrorism, narcotics and the environment. Canada achieved its main objectives for the Toronto Economic Summit, including a continued commitment by its participants to co-operate in maintaining non-inflationary economic growth while reducing global imbalances.

In their Economic Declaration issued at the conclusion of the Summit, the leaders "strongly welcomed" the Canada-U.S. Free Trade Agreement. They expressed their conviction that the Agreement, along with other regional developments, were steps towards a more open multilateral trading system and would catalyze the liberalizing impact of the Uruguay Round. The leaders also reaffirmed their commitment to the Summit process as an effective means to address the main issues facing the world economy, promote new ideas and fashion a common sense of purpose. The Canadian initiative towards making Summit discussions more informal and spontaneous was also endorsed by participants.

## **Organization for Economic Co-operation and Development**

The OECD continued to be a valuable forum within which the industrialized countries could discuss and co-ordinate the major economic and social policy issues facing them. Canada's participation served to advance in a concrete way the broad range of its economic and foreign-policy interests.

The annual ministerial meeting held in Paris in May, in addition to its traditional role of setting the stage for the annual Economic Summit, set out the priorities for the future work of the OECD for the coming year. Over the past year, the issues that ministers gave the OECD the mandate to address included reducing structural rigidities, reducing trade imbalances, maintaining vigilance on inflation, lowering unemployment, strengthening the international trade system, reconciling economic and environmental concerns, achieving greater co-operation with developing countries, as well as pushing ahead with the GATT/MTN negotiations (particularly on agriculture), and initiating a dialogue with the NIEs of the Asia-Pacific region.

Canada strove to have the OECD adopt a more outward-looking perspective and give increased attention to the economic interrelationships between the OECD member states and other countries. The work has focused as a first step on relations with the Pacific NIEs: an OECD seminar was held with them in Paris in January to initiate a dialogue, and other workshops have been planned to deal with specific issues such as globalization, financial markets, macroeconomic linkages and trade.

As 1989 began, the world economy entered its seventh year of sustained growth, the longest phase of expansion in the post-war period. Over this period Canada had one of the strongest rates of growth of any of the major industrialized economies.

For 1988 as a whole, Canada's real GDP grew by 4.5 per cent, placing Canada second in terms of growth among the Summit countries. For the first quarter of 1989, Canada's unemployment rate had stabilized at 7.6 per cent, its lowest point since August 1981.



## Trends in Canada's international trade

Canada shared in the general growth in the global economy and in world trade in 1988. Overall, the Canadian trade balance narrowed: exports increased in line with global trends while imports increased somewhat more quickly, reflecting in part the appreciation in the Canadian dollar over the 1988 calendar year. Exports rose \$11 billion, or 10.4 per cent, to reach \$138 billion. Imports rose \$12

billion, or 13.3 per cent, to reach a total of \$132 billion. Adjusted for price changes, the volume of Canadian exports increased by 8.0 per cent (compared with 6.7 per cent in 1987), and the volume of imports by 13.6 per cent (versus 8.2 per cent in 1987). As a result, Canada's surplus on merchandise trade declined \$2.3 billion to \$6.5 billion in 1988. The Canadian share of world exports increased marginally to 4.0 per cent.

**Table 1**  
**CANADA'S PRINCIPAL TRADING REGIONS**  
**MERCHANDISE EXPORTS, IMPORTS AND TRADE BALANCES**

(Customs Basis)  
(millions of Canadian dollars)

Merchandise Trade With:	Exports 1988	Yr-Over-Yr Per cent 88/87	Imports 1988	Yr-Over-Yr Per cent 88/87	Trade Balance 1987	Trade Balance 1988
WORLD*	138 149.8	10.4	131 663.9	13.3	8 848.1	6 485.9
UNITED STATES**	101 007.7	6.9	86 509.0	12.8	17 789.6	14 498.7
EUROPE	14 261.4	20.8	19 503.3	17.8	(4 751.4)	(5 241.9)
Western Europe	12 860.8	19.2	18 889.8	17.1	(5 346.0)	(6 029.0)
of which EEC (12)	11 030.9	15.5	16 054.5	16.7	(4 221.9)	(5 023.6)
Eastern Europe and U.S.S.R.	1 400.6	38.2	613.5	46.6	594.7	787.1
ASIA-PACIFIC	17 469.8	31.7	18 701.9	12.8	(3 310.4)	(1 232.0)
Asia	16 401.3	32.2	17 785.9	12.7	(3 373.1)	(1 384.7)
of which Japan	8 726.9	23.4	9 264.6	10.9	(1 277.5)	(537.7)
China	2 603.1	81.1	955.4	17.6	625.4	1 647.7
Pacific	1 068.6	24.9	915.9	15.5	62.7	152.7
LATIN AMERICA	3 236.6	-0.9	4 541.1	10.5	(843.9)	(1 304.5)
South America	1 618.3	-0.9	2 296.1	5.9	(535.7)	(677.8)
Central America and Caribbean	1 618.3	-0.9	2 245.0	15.6	(308.2)	(626.8)
AFRICA-MIDDLE EAST	2 257.8	6.2	1 384.5	-12.9	536.4	873.4
Middle East	1 169.7	-8.2	474.5	-35.3	541.5	695.2
Africa	1 088.1	27.7	910.0	6.2	(5.1)	178.1

Source: Statistics Canada, CANSIM Database

\*World total includes Greenland, St. Pierre and Miquelon.

\*\*In February 1989, Statistics Canada and the U.S. Department of Commerce published reconciled figures for Canada-U.S. trade of \$88 122 million for Canadian imports and \$101 050 million for Canadian exports.

Table 1 shows Canada's trade for 1988 by main geographical areas. Overall, Canada's non-U.S. trade showed strong growth, leading to a slight decline in dependence on U.S. markets. The United States remains Canada's principal trading partner, taking 73.1 per cent of the country's total exports, and it is the source of two-thirds (65.7 per cent) of the country's imports. The reconciled export figure (i.e., the figure agreed between Canadian and U.S. statistical authorities) to the U.S. was \$101 billion, which constituted a 6.9 per cent increase, the largest since 1985. The reconciled figure for imports totaled \$88.1 billion, a rise of 12.8 per cent. The resultant agreed surplus for Canada of \$12.9 billion constituted a 24 per cent decrease from the previous year and the lowest surplus since 1981. This decrease can be attributed to strong import demand in Canada and a strengthened Canadian dollar.

Canadian exports to the Asia and Pacific region increased sharply, reflecting continued dynamic growth in that region and strong import demand as a result of competitive pressures and strong currencies. Exports to Japan were up 23.4 per cent to reach \$8.7 billion, while imports were up only 10.9 per cent to \$9.3 billion. Canada's trade deficit with Japan continued to decline in 1988, with the current figure now down to \$540 million. Exports to the People's Republic of China soared 81.1 per cent to reach \$2.6 billion, leaving Canada with a surplus of \$1.6 billion. The remainder of Asia generally showed similar strong growth and exports to the region rose 31.7 per cent overall, to reach \$17.5 billion. With Canadian imports rising by 12.8 per cent, Canada's overall trade deficit with the region dropped 63 per cent to \$1.2 billion.

Canadian trade with Europe also grew strongly, although the trade deficit increased as imports showed strong growth. This increase was attributable mainly to imports of crude petroleum and aircraft parts from the European Community. Overall, Canadian exports to the EC grew 20.8 per cent to \$14.3 billion, while imports were up 17.8 per cent to \$19.5 billion. The deficit accordingly rose 10.3 per cent to \$5.2 billion. Canadian exports to Eastern Europe and the U.S.S.R. showed stronger growth from a smaller base, due mainly to price increases for grain, and imports from the area increased sharply.

Canada's trade with other regions was strongly influenced by the debt situations of a number of developing countries, by the continued weakness in petroleum prices and by developing regional tendencies. There was a decline of roughly 1 per cent in Canadian exports to Latin America, reflecting continuing debt problems, although the increase in Canadian imports may have contributed to improved foreign receipts. Trade with Africa showed a strong increase in exports of 27.7 per cent, due mainly to increased commodity sales, while increased imports were principally vital basic commodities used in industry.

#### **The commodity composition of Canadian trade**

Trade in automotive products remains the most important component of Canada's international trade in manufactured products, and represents more than one-quarter of Canada's total trade. Strong growth in auto products exports of \$3.1 billion in 1988 resulted in a surplus on automotive trade of \$2.4 billion, reversing the half billion dollar deficit of 1987. Together with a \$4.3 billion increase in exports of industrial goods, the growth in exports was \$11 billion or 10.4 per cent.

Among the export categories that grew strongly in 1988 were automobiles, trucks, newsprint and wood pulp, aluminum and precious metals, and wheat. The largest declines occurred in exports of motor vehicle parts, crude petroleum, and lumber — reflecting the drop in oil prices and the imposition of higher export fees on lumber.

Imports of industrial goods totalled more than \$24.4 billion in 1988, a rise of 18 per cent. Imports of metals and metal ores increased \$1.3 billion, reflecting the strength of the Canadian economy, as precious metal imports dropped. Imports of machinery and equipment rose substantially by \$6.9 billion, resulting in part from the first year of deregulation of air transport, in which major airlines expanded their fleets, and also from increased imports of air conditioning and refrigeration equipment, switching and protection equipment and furniture and accessories. The drop in total energy imports was due to a drop both in oil prices and import volumes.

Canada's terms of trade did not alter significantly in 1988 from previous trends. The drought caused grain prices and the total value of grain exports to rise, and also led to increased imports of refrigeration and air conditioning equipment. The improved performance in manufactures was principally the result of an improvement in the bilateral auto trade with the United States. Surges of trade occurred in sectors such as aircraft and other transportation equipment. The Canada-U.S. Free Trade Agreement had not yet come into effect, although companies were positioning themselves to meet the challenges presented by the Agreement.

### **Multilateral trade negotiations**

#### **The Uruguay Round**

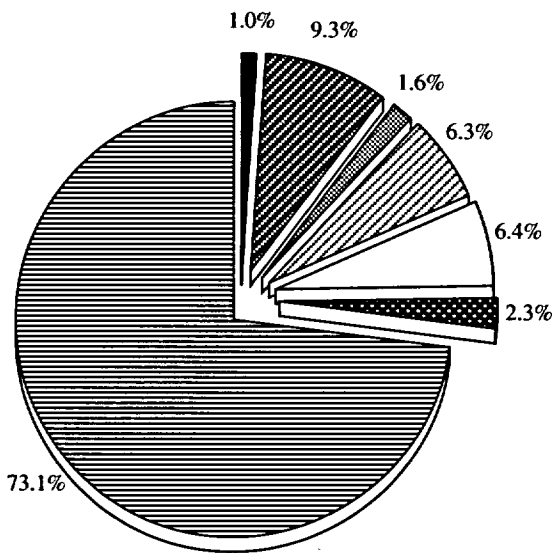
Canada has been pursuing a more open and stable environment for continued growth of international trade through both the Canada-U.S. Free Trade Agreement and the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations. The latter is the eighth round of negotiations since the establishment of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) in 1947. The Uruguay Round was initiated in September 1986 and is scheduled to conclude at the end of 1990. It is the most ambitious set of such negotiations to date, covering a broad spectrum of issues including reform of trade in agriculture, improved market access, revised trade rules on subsidies, countervailing duties and safeguards, the strengthening of the GATT system, and the three so-called "new issues" of trade in services, protection of intellectual property and trade-related investment measures.

The Office of Multilateral Trade Negotiations, composed of trade policy experts from various parts of government, was established to co-ordinate Canadian participation in the Uruguay Round. It was active during the past year in elaborating mechanisms for consultation with the private sector and the provinces to ensure their full participation in the preparations for the negotiations. At the same time, in Geneva, Canada helped to define the objectives and basis for negotiation in each of the 15 negotiating groups.

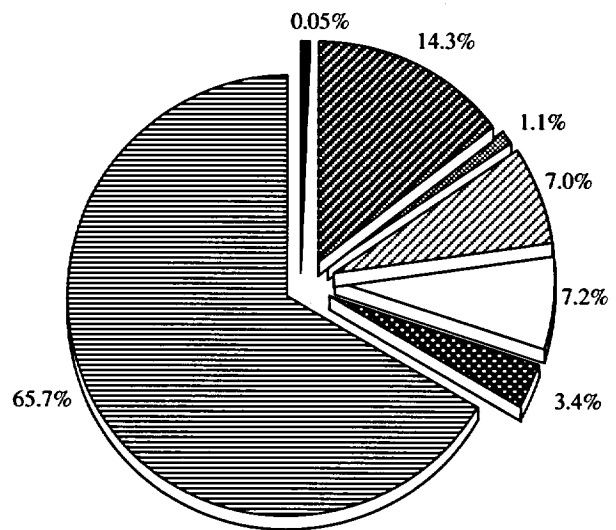
Much of the activity over the past year was focused on the Mid-Term Ministerial Meeting of the Uruguay Round, the half-way point in the negotiations, which was held in Montreal and in which Canadian ministers had a major part in advancing negotiations. While the Mid-Term Review achieved progress in a number of areas, the general outcome was somewhat disappointing because the United States and

# CANADA'S MERCHANDISE TRADE

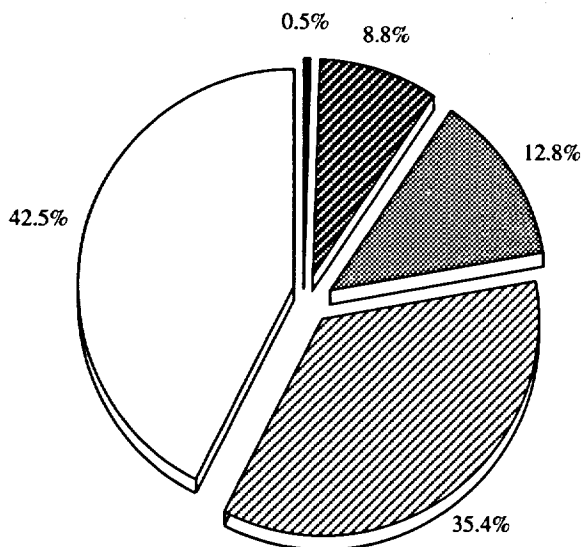
## EXPORTS BY REGION – 1988



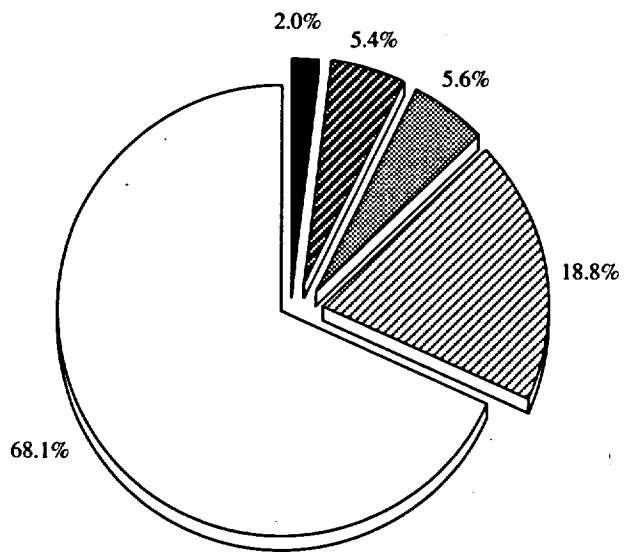
## IMPORTS BY REGION – 1988



## EXPORTS BY COMMODITY – 1988



## IMPORTS BY COMMODITY – 1988





the European Community could not resolve their differences on how to move forward on trade in agriculture. As a result of this impasse, ministers decided to adjourn the meeting and to put on hold the positive results achieved in 11 of the 15 negotiating groups. The Trade Negotiations Committee, which oversees conduct of the Round, was asked to reconvene at the level of senior officials early in April 1989, to complete the work outstanding from the Montreal conference. In the meantime, the GATT Director General was asked to conduct consultations on the four outstanding issues: agriculture, safeguards, textiles and intellectual property.

In the period following the Montreal meeting, the Minister of International Trade, Mr. Crosbie, and Canadian officials worked actively with the Director General of the GATT to achieve a consensus on the four outstanding issues. In addition to meetings with the Director General, the Minister met with the U.S. trade representative on the issue, with the EC Commissioner for External Relations, with his counterpart from Australia and with Japanese ministers. He also participated in a ministerial meeting in New Zealand of the Cairns Group of agricultural exporting nations, which has sought ways to bridge the gap between the U.S. and the EC. While differences were to remain until the end of the Trade Negotiations Committee meeting in Geneva in early April, participants were finally able to achieve a consensus permitting these negotiations to move to their substantive phase in all areas.

#### **International trade ministers' meetings**

Canada was host for the ministers of trade from the European Community, Japan and the United States at the Quadrilateral Trade Ministers' Meeting in April Point, B.C., and participated in a subsequent quadrilateral in the U.S., in June. These discussions centred on the current round of multilateral trade negotiations and bilateral trade issues of common interest.

As a means of developing consensus on various issues in the MTN, Canada also participated in the informal meeting of trade ministers held in Islamabad in October.

#### **OECD Trade Committee**

The Trade Committee continued its assessment and dissemination of information on members' trade-policy initiatives and the evolution of the trading system. Moreover, since the start of the Uruguay Round, it has undertaken an increasing number of studies in support of the development of agreements in various groups of the multilateral negotiations. Its emphasis has been on the new issues of trade in services, trade-related investment measures and intellectual property, as well as the continuing question of the integration of the developing countries into the trading system.

During the year, the Trade Committee also initiated work in areas beyond its traditional concerns and its contribution to the Uruguay Round negotiations. It involved itself in a series of trade-investment issues which, if otherwise unchecked, could produce substantial barriers to international business (e.g., use of rules of origin to limit access to market). Other emerging issues, such as the interrelationship between trade and environment policies and the inclusion of the newly industrialized economies in the trading system, were also brought within its purview.

#### **International debt**

A consensus gradually developed during the year that international debt strategy would have to be adapted to incorporate greater resort to debt reduction, as opposed to debt rescheduling or refinancing. Various proposals to this effect were put forward, including those of French President Mitterrand, former Japanese Finance Minister Miyazawa and the Group of Eight Latin American countries. On March 10, 1989, U.S. Treasury Secretary Brady outlined a number of proposals for the further evolution of debt strategy. These proposals were presented as a set of ideas for discussion, and were broadly endorsed by the representatives of the industrial countries at meetings of the IMF and World Bank in early April. The new debt approach acknowledges the merits of voluntary debt reduction and the need for the IMF and the World Bank to play a role in facilitating it. It also reaffirms the central importance of sound economic policies in debtor countries. The commercial banks are expected to provide financial support through a wide array of financing options, and their participation in voluntary debt reduction is considered essential. As part of the approach, creditor governments would also continue to reschedule or restructure their credits through the Paris Club, maintain export credit cover for countries with sound reform programs, and consider ways to reduce unnecessary regulatory and tax impediments to voluntary debt reduction.

The international community also devoted attention to the situation in the sub-Saharan African countries. The Toronto Economic Summit approved a proposal for concessional Paris Club reschedulings of the debts of these countries, whereby individual creditor countries could choose among a number of options. Three options were defined by the Paris Club (partial write-offs, longer repayment terms and lower-than-market interest rates). To date such reschedulings have been granted to the Central African Republic, Guinea (Conakry), Madagascar, Mali, Niger, Senegal, Tanzania and Uganda. A number of donor governments, notably the U.K., F.R.G. and Canada, have agreed to forgive the official development assistance debt owed by some or all sub-Saharan African countries.

#### **Investment issues**

Foreign investors from a wide variety of countries continued to view Canada as an attractive destination for their investments. This attitude reflects the more open investment policy regime brought about by the 1985 Investment Canada Act. The Canada-U.S. Free Trade Agreement continues this liberalization. The investment chapter of the Agreement represents an important milestone, since it includes wide-ranging national treatment provisions and the abolition of some performance requirements, in addition to higher threshold review levels for U.S. investors. The Agreement also includes a chapter on financial services, which liberalizes access to the financial markets of both countries.

The year in review also saw some important developments in discussions of investment-policy issues in international forums. The focus was on how to maintain and further encourage open investment policies. In the OECD, work was begun on the strengthening of the National Treatment Instrument, to provide for a greater commitment

to treating foreign-controlled companies in the same manner as domestic enterprises. In the UN, a major report on transnational corporations in world development was released, which noted the improvement in the international investment policy climate in many countries and stressed the positive role that foreign direct investment can play in economic development. Canada is an active participant in these forums.

### **Industrial trade policy**

The improved trade performance of Canadian manufacturing industries during the year reflected continuing strength in international economic conditions and generally stable access to principal export markets. These conditions afforded sustained industrial operating rates and, therefore, enhanced competitiveness and employment in many manufacturing sectors. At the same time, certain manufacturing industries continued to experience pressures arising from global overcapacity, foreign import restraint practices and a managed trading environment for some products. As a result, policy objectives focused on improving foreign market access for Canadian industries, avoiding disruption of domestic markets by imports and maintaining a favourable environment in Canada for industrial growth.

In the automotive trade, implementation of the Canada-U.S. Free Trade Agreement concurrently entrenched the Auto Pact. With the phasing out of the embargo on the importation of used vehicles under the Agreement, there was significant public interest in the Agreement from consumers and the small business community as well as from third countries. Preparatory discussions were held with the U.S. administration regarding the establishment of the Automotive Select Panel as required under the Agreement. (The panel was subsequently established on April 6, 1989.) Additionally, memoranda of understanding between the government and the auto makers were renewed to ensure consistency with the spirit of the Free Trade Agreement.

Automobile trade with Japan and Korea continued for a second year without export restraint understandings. Auto makers in those countries continued to exercise prudence in relation to their exports with a view to avoiding disruption of the Canadian market. Initiatives were pursued to review automotive trade with Mexico and a comprehensive statistical exercise was undertaken to gain a better understanding of trade flows between the two countries.

Global steel markets continued to recover strongly in 1988 and OECD members' consumption increased by 11 per cent to its highest level since 1979. Principal contributing factors were general economic growth and increased output in non-residential construction, machinery and equipment, and automobile industries in major consuming countries. While international steel industry conditions improved with the recovery and with further capacity reductions in OECD countries, substantial global overcapacity persisted. In addition, the steel trade continued to be widely managed under voluntary import restraint agreements among countries. Canada did not adopt trade restrictive measures but implemented the steel policy announced in 1987, including comprehensive steel trade monitoring, to help maintain access for exports and avoid disruptive imports in the Canadian steel market. At the same time, Canada actively supported co-operation in the OECD Steel Committee on

analyses and policies dealing with remaining problems in steel trade and industrial restructuring. A further agreement was negotiated with Spain on access for Canadian exports in 1988 under the safeguard action extended by Spain from 1987 under GATT Article XIX against steel imports from non-EC countries.

Canada continued to place emphasis on international co-operation in OECD committees dealing with industry and regional-development issues. The OECD Industry Committee undertook an important comparative study to quantify government support to industries. The Working Party on Regional Development Policies initiated a review of current trends and harmonization of responsibilities of different levels of government regarding regional policies in areas with severe problems.

In the telecommunications equipment sector, the Department undertook an analysis of issues having an impact on market access for these products, and the subsequent implications for Canadian trade policy. Standards, regulations, public procurement policies and rules of origin were identified to be of particular importance for Canadian commercial interests. Within the context of the MTN and the approach of 1992 in the European Community, the Department continues to work to ensure that the initiatives of Canada's trading partners in these policy areas are consistent with their international obligations and do not have an adverse impact on Canadian trade interests.

There was heightened international awareness of the role of technical standards and certification systems as potential barriers to trade, but also as a means of facilitating industrial competitiveness and technological adaptation. These concerns received impetus from discussions under the GATT Agreement on Technical Barriers to Trade of issues such as the EC restrictions on meat imports containing growth-inducing hormones. A major contributing factor has been the large emphasis by the EC on removing internal technical barriers to trade as part of the policy to establish a single internal market by 1992.

The Department initiated work to address related concerns for access of Canadian exports on several fronts. Efforts were pursued in bilateral consultations and under the GATT Agreement on Technical Barriers to Trade to address measures such as Nordic plant health restrictions on imports of wood products, Danish occupational health regulations on asbestos, and the EC meat hormones directive, which threatened access for Canadian exports. Canada actively participated in clarifying, improving and expanding disciplines under the GATT Agreement on Technical Barriers to Trade. The Department launched a comprehensive assessment of implications for Canadian exports of the standards component of the EC 1992 policy. In addition, the Free Trade Agreement came into effect with provisions on standards going beyond the GATT in several areas, such as coverage of production processes and methods and mutual accreditation of testing and certification laboratories. Canada's Enquiry Point under the GATT Agreement on Technical Barriers to Trade received 283 notifications of new foreign standards and technical regulations, an increase of 42 per cent from the previous year. Enquiries about Canadian standards measures reached 205 from 20 countries, an increase of 13 per cent.

## **Agriculture trade policy**

For Canadian agriculture 1988 was a difficult year. A serious drought reduced production and farm income, to a greater or lesser degree, over much of Canada's farm area. The United States was also affected. On the other hand, the hardship caused by the drought had some positive benefit for international trade. The oversupply of many exported products was reduced, stocks lowered to more manageable levels and the pressure on governments to use subsidies to maintain market share was lessened in the short term. Whether or not the new conditions in world markets will make it easier for governments to agree on reform of international trade in agriculture remains to be seen.

Canadian ministers and agricultural trade policy negotiators continued to keep agriculture at the forefront of the Uruguay Round of trade negotiations. Canadian officials participated in the Negotiating Group on Agriculture, which met on four occasions, and in the two sub-groups set up to examine the use of an Aggregate Measure of Support as a negotiating technique and to develop rules for including health and sanitary regulations in the GATT.

Ministers participated in two meetings of the Cairns Group: in Budapest, immediately before the Montreal Mid-Term Review meeting; and in Waitangi (New Zealand) March 17 to 19, 1989. The Cairns Group, following a decision taken by ministers at the Bariloche (Argentina) meeting in February, 1988, adopted a framework approach for agriculture for the remainder of the Uruguay Round. This proposal has served as one of the prime discussion papers in the negotiations. Canada again obtained support from its Economic Summit colleagues for endorsing the importance of an agreement on agriculture in the Uruguay Round, and OECD Ministers agreed to work further on making agriculture more market-oriented.

The Punte del Este Declaration launching the Uruguay Round sets ambitious objectives for agricultural trade reform. It is not surprising that agreement on how best to achieve the objectives has been difficult. It proved to be impossible to overcome all the differences at the Montreal Mid-Term Review Conference. Ministers mandated the GATT Director General to consult on the differences, using a document prepared for the Mid-Term Review by the Chairman of the Agriculture Negotiating Committee. The paper reflects the Cairns Group approach to the negotiations.

The GATT Director General met with ministers from most GATT countries, including Canada's Minister for International Trade, and will be submitting a document which could, if it is agreed, provide the framework for the remaining period of the Uruguay Round of negotiations. The Trade Negotiations Committee meet from April 5 to 7, 1989.

Several bilateral questions have affected Canada's agricultural trade policy. Changes in the regulations governing fruits and vegetables and the expansion of the Import Control List to include ice cream and yoghurt have led to misunderstandings with the United States. The continuing problem of different standards for products in the EC from those elsewhere has also led to differences. Arguments about the use and the definition of farm subsidies continue. While these issues must be dealt with on a timely basis to protect Canadian industry, a good Uruguay Round settlement will make the international rules governing agricultural trade clearer and should lead to less misunderstanding among national regulatory and policy authorities in the future.

Canada participates in a number of international organizations that collect and disseminate trade information. It is a member of the International Wheat Council and its Food Aid Committee, the International Sugar Organization and the GATT International Meat Council. It also participates in the International Dairy Council, although it is not a member of this body, and in the FAO intergovernmental groups on commodities.

The objectives of Canada's agriculture trade policy continue to be the reduction of the most trade-distorting policies and the setting up of international operationally effective rules for agricultural trade under the GATT.

## **Fisheries trade policy**

On fisheries trade policy, bilateral negotiations were held with the United States, following the report of the GATT panel on west coast salmon and herring, to introduce a GATT-consistent landing requirement. GATT Article XXIV.6 negotiations on the enlargement of the European Community, which has a significant fisheries component, were also pursued. Informal bilateral consultations were held with Japan, following notification by Canada to the MTN Standstill and Rollback Surveillance Body of Japan's quantitative restrictions on the importation of herring, cod, mackerel, squid and scallops.

At the annual meeting of the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO), and in line with the recommendations of the *Report of the Federal-Provincial Task Force on Foreign Overfishing*, Canada led diplomatic efforts to dissuade the EC from adopting autonomous fishing quotas in excess of quotas agreed in NAFO. Canada also participated in meetings of the Fisheries Committee of the OECD and the North Atlantic Salmon Conservation Organization. In the International North Pacific Fisheries Commission (INPFC), Canada took part in efforts to diffuse the impact of environmental divergences between the U.S. and Japan, to regulate the high seas drift net fishery and to curtail interception and marketing of high seas salmon by non-INPFC members. Preparations were undertaken to establish a scientific organization for the North Pacific and for the First International Conference on Pacific Rim Fisheries.

## **Resources and commodity trade policy**

Canada is a member of a number of international commodity agreements and study groups of which two commodity agreements, coffee and natural rubber, have active economic provisions and one, tin, has suspended provisions.

The second International Natural Rubber Agreement came into force provisionally on December 29, 1988. Canada, a party to the first agreement, has yet to determine whether it will accede to the new one.

Member states of the International Coffee Agreement agreed in September to introduce an element of selectivity, i.e., distinction between coffee types, in applying the increases or decreases in the export quota regime during the last year of the current agreement. Negotiations are under way on a new agreement to come into force on the expiry of the current agreement on September 30, 1989.

The International Tin Council (ITC) and its member states, including Canada, continue to be involved in litigation in several jurisdictions arising out of the suspension of buffer stock operations by the ITC in October 1985. Canada has taken the lead since mid-1988 in exploring the prospects for

negotiating a settlement of the debts of the ITC with creditors. The Sixth International Tin Agreement will expire on June 30, 1989.

Canada continues to be an observer of the International Cocoa Agreement, which entered provisionally into force in January 1987. Unresolved differences between consumer and certain producer members have largely paralyzed the operation of the agreement, including buffer stock operations.

Canada also participates in several international commodity organizations and study groups without market intervention powers. These bodies concentrate on compiling and disseminating economic information on the commodity concerned and on industry performance. Canada has long been an active participant in the International Wheat Council and the International Sugar Organization.

During 1988, the International Jute Agreement was extended to January 1991. In March 1989, Canada participated in discussions that produced a new draft agreement focusing on market transparency, market development and industry improvement. The International Tropical Timber Organization, created in 1985 to perform market transparency functions and to focus on tropical forest management and development issues, has been increasingly the focus of international concern about the future of the world's tropical forests. Canada, a member since 1986, has been increasingly active in the work of this organization.

Canada currently chairs the International Lead Zinc Study Group and was a leader in negotiating terms of reference for an international nickel study group. Efforts are under way to bring this new group into operation. Canada was also active in negotiations on the terms of reference for an international copper study group, which concluded in February 1989. Discussions on the terms of reference of an international tin study group have been completed and signatures of member states are now awaited. A new international information exchange for iron ore statistics is now under development.

In June Canada ratified the International Labour Organization Convention on Safety in the use of Asbestos, which embodies Canada's controlled-use approach. Canada's ratification will bring the Convention into force in June 1989. The Asbestos Institute, Montreal, with Canadian government support, took an initiative in September to begin organizing an international group to promote the safe use of asbestos and certain other industrial fibres.

In 1983 Canada ratified the agreement establishing the Common Fund for Commodities, concluded under UN Conference on Trade and Development (UNCTAD) auspices in 1980. The threshold for bringing the agreement into force was reached in June 1988 and it is likely that the Agreement will enter into force in June 1989. The Agreement will make available financing for the buffer stock operations of international commodity agreements and approved projects undertaken by international commodity organizations and study groups.

Canadian delegations have been regular participants in the OECD High Level Group on Commodities, the UNCTAD Committee on Commodities, FAO committees and the UN Economic Commission for Europe on a number of commodity-related questions.

The impact of new global environmental agreements, and the EC move to a single internal market by 1992, on

Canadian resources trade, together with possible new barriers to Canadian exports of forest products, including new phytosanitary requirements, product standards and quantitative restrictions, have been a particular concern during the year.

The impact on Canadian producers of primary resource-based materials of both new global environmental agreements and regulations, together with the impact of EC moves to a single internal market by 1992, have also been of concern during the past year.

## **GATT affairs**

### **New accessions**

Canada is proceeding with discussions with China, Costa Rica, Tunisia and Bolivia on their requests to accede to the GATT. The negotiations are at various stages. Bilateral discussions began this year with China, and tariff negotiations with Costa Rica and Tunisia continued. Work continued to prepare Canada's position on the requests by Algeria, Bulgaria, El Salvador, Guatemala and Paraguay to join the GATT.

### **Liquor boards**

A bilateral settlement was negotiated with the European Community on provincial liquor board practices, which enabled Canada to implement the GATT panel ruling adopted earlier in the year. The Canada-EC agreement addressed all areas of the panel report (spirits, wine, beer). All the provinces, which were closely involved in the negotiations, were either in compliance with or began to implement the terms of the agreement.

### **Free Trade Agreement**

The Canada-U.S. Free Trade Agreement entered into force as planned on January 1, 1989. In accordance with GATT obligations, the Agreement was notified by Canada and the United States to the GATT contracting parties. At its February meeting, the GATT Council followed normal procedure and agreed to establish a working party to examine the Agreement under the pertinent GATT provisions.

### **U.S. customs user fees**

Canada has continued to pursue with the United States its need to change the structure of its Customs User Fee on imports, which a 1987 panel ruling found to be inconsistent with the GATT. The U.S. has yet to comply with the ruling. Under the Free Trade Agreement, Canada will be exempt from this fee within four years.

### **Superfund**

The request by Canada, Mexico and the European Community for a GATT panel investigation of the U.S. Superfund legislation culminated in a panel finding that the discriminatory tax on imported oil was GATT-inconsistent. The panel requested that the U.S. remove the discriminatory aspects of the tax. Despite frequent requests from the affected contracting parties, the U.S. has failed to comply. Canada has requested compensation pending withdrawal of the discrimination in the tax.

### **Japanese tariff on lumber**

A GATT panel established at Canada's request proceeded with its investigation of Japan's 8 per cent tariff on Spruce-Pine-Fir dimension lumber. Canadian representatives argued that the tariff in question discriminated against Canadian

exports because dimension lumber of other species, a like product, was accorded zero tariff treatment.

#### **European Community enlargement**

Canada and the EC continued negotiations on compensation for impairment of market access to the Community for wet salt cod and barley resulting from the accession of Spain and Portugal. The question of whether Portugal had granted a tariff concession on wet salt cod to Canada in 1961 was referred to the GATT Director General for arbitration. While the existence of a binding agreement was not confirmed, it was suggested that the EC and Canada attempt to find a solution which would permit a certain continuity in the existing trade flows.

#### **Pacific salmon and herring**

The GATT panel ruling that Canada's export restrictions on unprocessed salmon and herring from British Columbia were inconsistent with the GATT was formally adopted in March. The Minister for International Trade subsequently announced that Canada would put in place GATT-consistent landing requirements for the species compatible with Canada's conservation, management and quality-control concerns. Work began on the development of these measures and bilateral negotiations continued with the U.S. aimed at reaching a bilateral settlement of its complaint and avoiding retaliatory action by the U.S.

#### **U.S. import restrictions on ice cream**

In October, Article XXII:1 consultations were held with the United States concerning its import quota for ice cream, which prohibits Canadian exports to the United States. Following further consultations under Article XXIII:1, the U.S. agreed to conduct a review of its need for import quotas on ice cream under the terms of its agriculture waiver.

#### **Canadian import restrictions on ice cream and yoghurt**

A GATT panel was established on December 20 at the request of the U.S. to investigate its complaint that Canada's import quotas on ice cream and yoghurt were inconsistent with its GATT obligations under Article XI:1. The parties agreed on panelists and on the terms of reference.

#### **EC apple import restrictions**

At Chile's request, a GATT panel was established on May 4 to investigate its complaint that the EC's quantitative restrictions on imports of dessert apples from Chile and other third-country suppliers, (including Canada) in April 1988 and lasting until August 31, 1988, were inconsistent with the Community's GATT obligations under, *inter alia*, Articles XI and XIII. The United States subsequently requested a panel on the same EC measures and a separate panel was established. Canada supported the complaints by both Chile and the United States.

#### **Canadian countervailing duties on beef imports from EC**

In September 1987 a GATT panel report recommended that Canada's countervailing duties on imports of EC boneless manufacturing beef be eliminated. The panel concluded that the Canadian Cattlemen's Association had no standing to request an investigation since they did not produce boneless manufacturing beef. The imposition of the duties at the Association's request was thus invalid. Canada has not agreed to adopt the panel report.

During 1988 the issue was discussed at a number of meetings of the GATT Subsidies and Countervail Committee with respect to interpretation of the Subsidies and Counter-

vailing Duties Code. Canada expressed concern that the panel's interpretation would deny Canadian processors protection they justifiably expect from subsidized imports under the countervail system.

#### **Export controls**

The export of certain goods and technologies is controlled by government authorities to ensure that their export conforms to the law and to government policies. In the year under review, the Department gave considerable attention to refining and updating the instruments of control.

The Export Control List, in which products controlled for export are enumerated, had not been extensively revised since 1973. As a result, the list did not accurately reflect the evolution of technology. Approval was given to a revised list that effectively updated the controls of strategic goods, bringing these in line with the practices of Canada's major trading partners and other members of the Co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls (COCOM).

As a result of the changes to the Export Control List, changes could also be made to the companion control instrument, the Area Control List. Changes to the Area Control List resulted in the removal from it of Albania, Bulgaria, Czechoslovakia, the German Democratic Republic, Hungary, Mongolia, the Democratic People's Republic of Korea, the Socialist Republic of Vietnam, Poland, Romania and the Union of Soviet Socialist Republics. The only country remaining on the Area Control List, pending further changes outlined below, is Libya. These modifications free up trade in non-strategic goods by eliminating the requirement for permits. Controls on trade with these countries will now focus on those goods on the Export Control List. The new Area Control List was pre-published in the *Canada Gazette* on February 17.

In September Mr. Clark announced a tightening of sanctions on South Africa which would extend the control on exports of high-technology goods to that country.

As a member of COCOM, Canada continued to participate in multilateral efforts at controls of exports of strategic goods and technology. Within COCOM, efforts were made to ensure uniform application of control and enforcement practices and to refine and revise control lists to ensure they focus on the goods of greatest concern.

International trade in chemical weapons and precursor compounds continues to be a matter of international concern. Although Canada is not a producer of most of these compounds, it has participated in the Australia Group on chemical weapons controls and, in addition to maintaining a list of chemicals for which the export is tightly controlled, a warning list of equipment is being developed for discussion with Canadian industry.

#### **Import controls**

##### **South Africa**

Agricultural products, coal, uranium, and iron and steel, of South African origin, were placed on the Import Control List effective October 1, 1986. During 1988, greater precision was provided to Canada Customs on the individual products banned from importation, monitoring efforts were continued and investigation of possible sanctions circumvention were stepped up.

### **Agricultural products**

The Canada-U.S. Free Trade Agreement increased substantially the size of poultry import quotas by incorporating past supplementary imports into the quota system. The chicken quota increased from 6.3 per cent to 7.5 per cent, and eggs and egg products from 1.7 per cent to 3 per cent of domestic production. This will give greater access, mostly to U.S. exporters, to the Canadian market.

Committees including industry representatives have been established to provide advice to the Minister for International Trade on the distribution of the poultry and cheese quotas among individual importers.

Import controls on ice cream and yoghurt have been in effect since January 28, 1988. After consultations with trading partners, import quotas for 1989 were fixed at 345 000 kg for ice cream and 330 000 kg for yoghurt.

### **Footwear**

Effective December 1, 1988, import quotas for women's and girls' dress and casual footwear were terminated. With the removal in 1985 of import controls on other footwear, no quantitative restrictions remain on imports of footwear into Canada.

### **Steel**

Import monitoring of carbon steel and specialty steel continued in 1988. Also, exports of carbon steel to the U.S. continued to be monitored to guard against fraudulent transshipment. Exports of specialty steel products to the U.S. continued to be governed by an Orderly Marketing Agreement and therefore subject to quantitative restrictions.

### **Textiles and clothing**

On July 30, 1986, a new Canadian textile and clothing import policy was announced that established the government's intention to negotiate a new framework for the management of clothing and textile imports for the post-1986 period. Under the policy, Canada pursued international negotiations for the renewal of the Multi-Fibre Arrangement (MFA), which was extended in 1986 for a further five years. In 1986 and 1987 Canada sought the renegotiation of existing bilateral restraint agreements. In addition the government has pursued negotiations to extend the scope of agreements to cover new products; it has also sought agreements with emerging suppliers. In 1988 new agreements were concluded with the German Democratic Republic and with the Dominican Republic. New products were added to the agreements with Bangladesh, Bulgaria, China, Malaysia and the Philippines. By the end of 1988, Canada had concluded 26 bilateral agreements. In addition, unilateral restraints were imposed on imports of clothing

from North Korea and on imports of clothing and worsted wool fabric from South Africa. Most of these measures expire at the end of 1991. A one-year unilateral restraint was imposed on imports of bed sheets and pillowcases from Brazil, following inconclusive negotiations.

Between 1982 and 1986, imports of apparel increased at an annual rate of 11 per cent. A major objective of the 1986 policy is the moderation of this rate of growth. Imports of apparel rose by 4 per cent in 1987, but fell by 3 per cent in 1988.

The MFA requires that all actions taken under its provisions be submitted to the MFA's Textiles Surveillance Body (TSB). The TSB is responsible for ensuring that actions by MFA members are in keeping with the arrangement's objective of textile trade liberalization. In 1988, the TSB reviewed and approved a number of Canadian actions. It rejected, however, the imposition of unilateral restraints on imports of cotton terry towels from Brazil. As a result, this action was discontinued in June.

On March 22, 1988, the Minister of Finance announced a three-part program of tariff relief measures designed to strengthen the competitive position of the textile and apparel industries. The program includes tariff reductions on specialty fabrics, new duty remission programs for specified fabrics and apparel, and a plan to reduce textile tariffs to levels comparable with those of other industrialized countries.

In response to apparel industry concerns about the availability of certain fabrics not made in Canada which are subject to restraint, a joint committee made up of representatives of the Apparel and Fur Sectoral Advisory Group on International Trade (SAGIT) and the Textile and Footwear SAGIT was established in 1987, under an independent chairperson, to examine these concerns and make appropriate recommendations. In August 1988, the committee chairperson recommended that quotas be removed on yarn-dyed polyester-cotton fabrics used in men's and boys' shirting. This recommendation is under departmental consideration.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement incorporates a number of specific rules pertaining to trade in apparel and textile products that entail monitoring and control. As a result, consultations were held with the United States to develop a mutually acceptable administrative system. Most issues have been resolved. However, several matters remained outstanding by the January 1, 1989, implementation date, including the definition of wool vs. non-wool apparel for tariff rate quota administration.



# EXPORT TRADE DEVELOPMENT

---

The major activities of the Department's International Trade Development Branch during the past year reflected its primary objective: to support the Canadian business community's efforts to develop export markets and acquire foreign investment and technology within the context of rapid globalization of business and an increasingly complex and competitive trading environment. These activities focused on the three major goals of Canada's National Trade Strategy:

- to secure and enhance access to world markets;
- to improve Canada's trade competitiveness; and
- to strengthen Canadian international marketing capabilities.

These activities also focused on ensuring that Canada can take full advantage of the business opportunities emerging from important developments such as:

- the implementation of the Free Trade Agreement with the United States;
- the current round of Multilateral Trade Negotiations;
- the establishment of a single European market by 1992; and
- the dynamic growth of economic and trade activity in the Asia and Pacific region.

Two important initiatives were taken in September that reflect the commitment to improve Canada's international marketing support capability and to assist sectors of Canadian industry across the various geographical markets. First, on September 29, the Minister for International Trade, Mr. Crosbie, launched the World Market Trade Development Program, which provides an additional \$57 million over five years to new trade promotion activities in all geographic markets. Second, the International Trade Development Branch was restructured to improve services to the Canadian business community, to enhance the Department's visibility to current exporters and export-ready companies, and to strengthen co-ordination of federal and provincial trade efforts.

The restructuring created sectoral international marketing divisions to support the trade and investment activities of Canadian firms across the full spectrum of products and services. These divisions serve as the entry and co-ordinating points for the Department's trade development programs and services; they are the locus for the provision of sectoral market information to business clientele, the provinces and other government departments; and they complement the Department's geographic marketing capabilities. The creation of these divisions in conjunction with the establishment of the new International Trade Centres in all provinces (described below) now provides the Canadian business community with a network of trade

commissioners at posts abroad, in all regions of Canada and in Ottawa.

### **Defence programs and advanced technology**

The Defence Programs and Advanced Technology Bureau was established during the year to advance Canadian international interests in science and technology; to provide advanced technology and defence-related companies with export marketing assistance and enhance Canadian access to international markets; and to support companies to take advantage of the potential offered by defence contracts for finished products, research and development.

### **Science and technology**

In view of Canadian dependence on access to foreign technology and scientific achievement, attention focused on issues such as trade in services, the implications for Canada of the establishment of a unified market in the European Community in 1992, intellectual property and technology transfer. This involved participation in United Nations bodies dealing with science and technology policy, as well as the OECD and several *ad hoc* groups dealing with specific sectoral interests.

Eight science and technology counsellors in the United States, Japan and Europe continued to provide timely information throughout Canada concerning new discoveries or policies in science and on opportunities for international collaboration. During the past year, the Department sought to enhance economic development goals through scientific collaboration over a broad range of sectors. Under the umbrella of science and technology agreements or less formal arrangements, 350 research projects with scientists in Japan, F.R.G., Belgium, U.K., Norway and France were pursued. A specialized joint workshop on technology transfer was organized in Lyon under the auspices of the Canada/France Science and Technology Agreement. Current collaboration with the United States, while not subject to a formal government relationship, was extensive. The Bureau was also involved in several large science projects both in Canada and abroad, to take advantage of the opportunities presented by international collaboration.

### **Communications**

The Department sought to ensure that international policies kept pace with rapid technological change, particularly as they enhance the importance and magnitude of trade in services. In concert with other departments, negotiations at the International Telecommunications Union (ITU) World Administrative Telephone and Telegraph Conference were concluded successfully; the outcome was a progressive regulatory framework balancing national sovereignty

concerns with those arising from a wide range of telecommunications services.

Canadian satellite communications concerns were addressed at the ITU World Administrative Radio Conference on the Use of the Geostationary-Satellite Orbit. Work in the Information, Computer and Communication Policy Committee of the OECD continued, relating to telecommunications technologies policies for economic development and the formulation of principles governing international transactions.

The Conference on Pacific Co-operation and Information Technology, co-sponsored with Japan, was organized in Vancouver by the Asia Pacific Foundation of Canada and the Atwater Institute. The conference recommended that information technology-related issues be addressed on a continuing basis by existing institutions and associations, particularly the Pacific Economic Co-operation Council.

Canada continued to be active in the Inter-American Telecommunications Conference of the Organization of American States (OAS).

### **Space**

Canada, the United States, Japan and 11 European countries signed an intergovernmental agreement providing for co-operation in constructing, launching and operating a space station. An intergovernmental agreement with the United States, France and the U.S.S.R. was also signed on the COSPAS/SARSAT search and rescue satellite system, and an agreement for Canada-U.S.S.R. co-operation in space science was negotiated.

Planning and negotiations continued in other space areas. RADARSAT, which will provide information for managing resources and asserting Canadian sovereignty in the Arctic and offshore, is being planned jointly with the United States. Renewed association with the European Space Agency will provide access for Canadian firms to European advanced technologies and allow them to exploit growing markets in Europe and abroad. Negotiations continued with the U.S. concerning the M-SAT mobile communications satellite. Several memoranda of understanding between Canadian government departments and agencies and their counterparts in other countries, including the United States, Japan and the U.S.S.R., were under development in areas such as space science, remote sensing and space technologies. The Defence Programs and Advanced Technology Bureau co-ordinated the technical dimensions of Canada's participation in multilateral forums that deal with space policy, including the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space and its sub-committees.

The Bureau facilitated contact between Canadian companies and space experts and foreign clients. In conjunction with the Canada Centre for Remote Sensing and CIDA, an international seminar entitled "Environment Management Needs and the New Resource Management Technologies" was held to showcase Canadian expertise in remote sensing and geographical information systems and to highlight their applicability in developing countries.

### **Technology inflow program**

The Technology Inflow Program (TIP), which assists Canadian small- and medium-sized enterprises to acquire the foreign technology and innovation needed to produce new or improved products, processes or services, expanded to 32 technology development officers at 24 missions

outside Canada. TIP network officers responded to almost 3 000 requests for foreign technology information or advice. TIP cost-shared approximately 340 projects. Operationally, authority to recommend approval of the simplest outgoing visits was delegated to provincial coordinators of the National Research Council during the year. As a result, 62 per cent of projects were approved at the local level.

To bring TIP services directly to corporate users in Canada, InfoTech '89 was staged in March 1989, under which 18 technology development officers went to 11 cities across Canada, over a period of two weeks. Over 300 companies registered for the program and some 1 200 interviews were scheduled.

### **Advanced technology products and services marketing**

Far-reaching technological changes have been taking place, including a fusion of the traditional telecommunications industry with the relatively new arrival, the computing industry. During the past year, the rapid evolution of informatics, remote sensing, instrumentation and telecommunications technology continued. Technology is now a major factor in wealth creation and international trade, and thus has become a sector of concentration for missions abroad.

A global strategy to support companies in their efforts to identify and penetrate export markets was under constant development and refinement during the year in review. On a sectoral basis exporters were provided with an overview of promotional activities and priorities worldwide, as well as with marketing advice and guidance.

The Department produced sourcing databases, promotional directories and diskette packages for distribution to potential foreign buyers on computing products, telecommunications products, remote sensing, defence electronics and instrumentation. A rural telecommunications planning guide aimed at increasing international awareness of Canadian capabilities among foreign technical, planning and procurement managers was produced.

Canadian pavilions and exporter participation were sponsored at all the major international high-technology trade fairs including COMDEX, CEBIT, and ASIA Telecom. Canada/U.K. Marketplace in London highlighted 40 Canadian data communications and informatics companies, and this successful format is now being considered for other high-potential markets. Missions of Canadian exporters of advanced technology products were undertaken to key international markets including the Nordic countries, Australia, New Zealand, France, Switzerland, Austria and Brazil. Incoming groups from France and Denmark were assisted.

### **Defence trade**

#### **Defence trade with the United States**

Canada's defence economic relationship with the United States under the Defence Production Development Sharing Arrangement has evolved since the Second World War, when it was realized that the industrial base was an integral component of the defence of the continent. The U.S. defence market today presents the largest single opportunity for Canadian exporters. Under a program to expand participation of smaller Canadian companies in this market, the Department organized four training seminars focusing on



the requirements and benefits associated with the Quality Assurance Program in the Defence Sector, accompanied senior management and buyers from the U.S. Navy Ships Parts Control Center on a sourcing mission to Toronto and Vancouver, and organized an outgoing mission to the Naval Ocean Systems Center in San Diego.

The second Subcontractors Conference was held in Toronto in May 1988, and 125 buyers from 80 U.S. defence contractors and 106 Canadian subcontractors attended. Canadian participants forecast that \$57 million in export sales would result.

Throughout the year there was a concerted effort by the Canadian Embassy in Washington and officials in Ottawa to counter proposed U.S. protectionist legislation that would have seriously jeopardized Canadian industrial access to the U.S. defence market. Proposed legislation was either deferred or modified so as to eliminate the immediate potential danger to Canadian industry. Canada was named as part of the U.S. "domestic base" in the 1989 Defence Authorization Bill. Defence products were not included in the Canada-U.S. Free Trade Agreement.

The Technology Transfer Subcommittee, established to promote co-operation between Canada and the U.S. in the area of microelectronics, met to resolve technology transfer problems encountered by Canadian industry.

Defence development sharing working groups met to find areas in which Canadian companies could develop new technologies and products that would satisfy American military requirements while contributing to Canadian objectives. These joint projects serve to advance the state of domestic technology and to make Canadian industry more competitive. A new working group was established with the U.S. Army Armament Research and Development Engineering Command, and an exploratory mission within Canada was conducted to identify potential Canadian partners.

At the 44th annual meeting of the U.S. Air Force Aeronautical Systems Division Working Group in October, ongoing activities were advanced in various aircraft technologies, including cockpit displays, engine design and trouble-shooting, and robotic systems. Additional projects were proposed in the areas of pilot operational clothing and equipment, chemical defence simulation and air cleaning systems. Under the umbrella of this working group, in co-operation with the Aerospace Industries Association of Canada, a mission of 20 companies went to the Air Force Wright Aeronautical Laboratories for briefings on U.S. requirements and individual meetings to identify project opportunities.

#### **NATO defence industrial co-operation**

The Director General of the Bureau, in his role as Deputy National Armaments Co-ordinator, participated in the Conference of National Armaments Directors (CNAD) to enhance armaments co-operation. Participation continued in some 17 NATO co-operative armaments projects, as well as in a two-year trial of the comprehensive NATO Conventional Armaments Planning System, which will bring armaments into a similar NATO planning cycle as that by which national force goals are developed. NATO Industrial Advisory Group activities over the year continued to highlight the role of industry in the strengthening of transatlantic armaments co-operation, and to resolve industry-related problems that arise from the complex CNAD program. Increased efforts were made to attract Canadian industries'

attention to opportunities in NATO infrastructure common-funded projects.

#### **European defence trade agreements**

Research Development and Production (RDP) Steering Committee meetings were held during the year with Sweden, Italy, the Netherlands and Belgium. In addition, there were three informal meetings with the U.K. and an interim steering committee meeting with Sweden. The Bureau is studying ways to maximize the effectiveness of the RDP process and is examining the utility of greater participation by industry and other government departments. It also participated in a task force on RDPs sponsored by the Aerospace Industries Association of Canada.

#### **Defence products marketing**

A joint government-industry marine marketing mission was conducted to Turkey, Greece and Indonesia to introduce Canadian manufacturers of marine defence equipment to the navies and marine industries of these countries. A Korean defence industrial group visited over 20 Canadian companies during a tour. Canada participated in a number of trade fairs, including the Hanover Air Show, AFCEA (Washington) and Defendory 88 (Greece). Turkish defence industry officials visited a large number of Canadian industries capable of meeting their current defence requirements. Promotional catalogues were produced covering Canadian cold weather products; Canadian security products; nuclear, biological and chemical defence; and defence export shipping.

#### **HiTec**

For the first time the High Technology Export Conference was held in Western Canada, in Vancouver during September 1988. Trade commissioners from the United States and the Pacific Rim attracted over 100 Western Canadian companies, many of whom were new to exporting.

#### **Agri-food, fish and resource products**

The Agri-Food, Fish and Resource Products Bureau has been restructured by the addition of a Resources and Chemicals Division and the consolidation of the Agricultural Products and Food Products divisions into the Agri-Food Division. Bureau activities now concentrate equally on annual market planning and program implementation, and on medium-term market forecasting.

#### **Agri-food**

The international issues of importance to the agri-food sector during the year included the formation of the Free Trade Agreement with the U.S., the prospective European single market, and the strong growth of markets in the Pacific, particularly Korea and Japan. Trade development events over the past year were numerous, including 13 missions, 24 trade and solo food shows, and participation in annual meetings of 28 industry associations.

Efforts were made to ensure that the European market remains accessible to Canadian food products. A regulatory Food Additives Fact Finding Mission, in co-operation with Agriculture Canada, visited four European countries to evaluate the effect of new regulations on Canadian product sales. An agreement is being negotiated with the Leatherhead Research Centre in England to provide access to its data bank on food regulations through the Saint-Hyacinthe Food Research and Development Centre.

Another activity was the identification of Canadian specialty foods that have potential in Europe. This exercise, to be completed by July 1989, will result in a list of food items that can find niches in the post-1992 European Community. Once the list is final, a trade-development strategy will be prepared to take advantage of export opportunities.

The wine industry was assisted in the export of premium quality lines by organizing wine-tasting events, such as the Taste of Canadian Wines show in Detroit. Efforts were made to have Canadian viticultural regions and grape varieties recognized and thus gain access to the EC market.

A honey task force was set up jointly with the industry to devise strategies for trade development. In conjunction with Agriculture Canada, a retail honey survey was conducted in the U.S. to pinpoint consumer preferences in order to develop marketing programs.

The Department continued to encourage the smaller agri-food producers to organize in order to maximize their international marketing programs. Thus the Western Canadian Wild Mushroom Association was formed during the year. Work is also under way to create a specialty mushroom association and a berry association.

Bottled water has been showing good export potential and sales have been expanding rapidly. Increased market information was provided to the industry and assistance given to form a national bottled water association.

For the first time, Canada obtained beef orders from South Korea. The industry has now received contracts valued at US\$18 million. These sales were the direct result of a Korean food buyers mission organized by the Department in August 1988.

Associations were encouraged to make use of the Program for Export Market Development (PEMD), under the Special Activities section. The results have been positive. One example is mushroom exports to the Far East and Europe, which reached \$16.6 million in 1988, compared with \$7 million in 1984.

A new initiative was the organization and co-ordination of a series of solo shows in Taiwan, Singapore and Osaka. This initiative was sponsored jointly with a number of provinces and took place under the umbrella of the Federal-Provincial Market Development Council.

### **Fisheries**

Departmental stands were set up at seafood shows in Orlando, Long Beach and Boston, and a representative attended the National Restaurant Show, Chicago, and the SIAL show in Paris where record on-site sales for Canadian seafood products were achieved.

Departmental officers led trade missions to Spain, Boston and New York. An Atlantic Herring Roe Mission to Japan focused on improving the quality of herring roe exports; the results were conveyed to exporters at two Bureau-sponsored seminars at Moncton, New Brunswick and Yarmouth, Nova Scotia.

Bureau representatives continued to bring the Department's perspective to meetings of industry associations, including the Fisheries Council of Canada and the Fisheries Council of British Columbia. A representative also served as a non-voting director of the Canadian Association of Fish Exporters.

PEMD Special Activities support was extended to the Fisheries Council of British Columbia, the B.C. Salmon

Farmers Association, the Canadian Sealers Association, the Canadian Association of Fish Exporters and the Fisheries Council of Canada.

The 1989 edition of the *Directory of Canadian Fish and Shellfish Exporters* was completed, along with the first and second editions of the *Fish Product Export Opportunities Guide*. A new series of country guidelines for Canadian fish exporters was begun.

### **Resources and chemicals**

The Free Trade Agreement with the United States and the current round of GATT multilateral trade negotiations are of vital interest to the Canadian resource sector. Assessing the implications of a single market in Europe by 1992 has been a major activity for both the Sectoral Advisory Groups on International Trade (SAGITs) and sectoral working groups for Europe '92 in which the Department's newly created Resources and Chemicals Division participates.

Canadian forest product exports to Europe are expected to encounter significantly increased trade barriers by 1992. New grading standards and regulations for softwood lumber and plywood and continued quota restrictions on newsprint and specialty papers are areas of serious concern for the industry. The slowdown in housing starts in the United States, Canada's largest market for softwood lumber and panel products, has added urgency to the need for export market diversification.

To address this issue, the Department of External Affairs has worked in collaboration with Industry, Science and Technology Canada (ISTC) to help the forest industry expand and diversify its export markets. It participated in the program for a Japanese housebuilding mission and co-ordinated a mission to Canada of U.K. lumber importers to familiarize them with Canadian production and quality standards.

An evaluation was begun of the export capabilities, mandate and interests of Canadian producers of pharmaceuticals and biologicals. Development of a U.S. market strategy is under way with a newly established association of the peat moss industry. Export market surveys to determine areas of potential for metal powders, tungsten metal, titanium dioxide, selenium, tellurium and graphite are nearing conclusion. The Department is represented on the organizing committee for Copper 91, a major international conference on copper to be held in Canada in 1991. Active relations are maintained with relevant associations including:

- the Council of Forest Industries of B.C.;
- Canadian Lumbermen's Association;
- Quebec Lumbermen's Association;
- Maritime Lumbermen's Bureau;
- Canadian Fertilizer Institute;
- Canadian Chemical Producers' Association;
- Canadian Pharmaceutical Manufacturers' Association;
- Canadian Plastics Institute;
- Canadian Potash and Phosphate Institute;
- Canadian Manufacturers of Chemical Specialties;
- Society of the Plastics Industry of Canada;
- Mining Association of Canada;
- Canadian Advanced Industrial Materials Forum;
- Coal Association of Canada;
- the Nickel Development Institute; and
- the American Powder Metallurgy Institute.

## **Capital projects and secondary industries**

The reorganized Capital Projects and Secondary Industries Bureau incorporates the Export Finance and Capital Projects Division and two newly created sector divisions responsible for machinery and transportation equipment and consumer products. It provides a sectoral focus and, in co-operation with other departmental centres, co-ordinates a program of fairs and missions and other promotional events. The Bureau supports the efforts of four Sectoral Advisory Groups on International Trade. It co-ordinates the export programs for capital projects, countertrade, international financing institutions, and Canada Account export financing. It is the contact point for the Export Development Corporation and the Canadian Commercial Corporation, two agencies that offer services to Canadian exporters.

### **Capital projects**

Liaison visits were made to major international financial institutions (the World Bank, the Asian Development Bank and the African Development Bank) and to the Canadian Liaison Offices for these institutions in Washington, Manila and Abidjan. This allowed the Department to put in place a tracking system on capital projects that offer potential for Canadian exporters. General project information is now published monthly in *CanadExport*, and comprehensive project information is available to interested exporters.

Seminars were held in Montreal, Toronto, Vancouver, Edmonton and Calgary to educate exporters on the intricacies of doing business with international financial institutions. The Department co-ordinates an interdepartmental committee which was set up in response to exporters' wishes for a focal point on international capital projects. Consequently, the resources of a number of departments can be utilized for the development of selected projects.

### **Export financing**

The Department is responsible for the Canada Account financing program which is administered by the Export Development Corporation (EDC). This program is a financing facility of last resort, which can respond to exporters' requests for export finance, trade-related insurance and foreign investment insurance in circumstances where the EDC is not able to provide such services on its own account. Since 1986 there has been a steady increase in demand for Canada Account funds. Fifteen transactions were signed in 1988 requiring Canada Account financing of \$345 million in countries such as China, Egypt, Morocco, Algeria and India. A \$350 million concessional line of credit was signed with China. The management process of the Canada Account has been streamlined to allow efficient processing of applications for Canada Account funds and to expedite the handling of smaller export transactions.

Countertrade is another form of financing in demand in the international marketplace. To strengthen Canada's ability to respond to countertrade demands, the Department provides advice to exporters and maintains an overview of world countertrade activity.

The Department administers the Cost Recoverable Technical Assistance Program, which provides developing countries with Canadian government expertise, and gives increased exposure in those countries to high-quality Canadian goods and services (including capital projects). The Canadian government is reimbursed for its costs by the foreign government or the Canadian firm that contracts this

assistance. For example, through this program the services of Transport Canada have been used by the private sector for a vessel traffic management system in Hong Kong and for two airports and a prison complex for Trinidad and Tobago.

### **Machinery and transportation equipment**

The Machinery and Transportation Equipment Division concentrated on identifying the export capabilities of companies within its sectoral mandate, which provided the opportunity to review directly with them information contained in the Department's computerized export database and to revise their listings as necessary. This updated and more accurate information assists Canadian trade commissioners abroad in identifying companies to pursue export opportunities.

Interdepartmental working groups were established to draft and implement programs to increase the export readiness of newly emerging industry sectors, such as energy-efficient and renewable-energy products and services. The Division co-ordinates departmental input into environmental industry trade promotion activities, with special focus on Globe 90 and the World Energy Conference. Traditional high export earners such as the automotive, forestry equipment, and oil and gas equipment manufacturers are receiving additional assistance through an increase in the number of potential export opportunities being passed to them.

A Canada-wide study was undertaken to identify the export assistance requirements of specialized machinery. As a result of the study, a recommendation for a program to assist manufacturers of custom and/or customized machinery to train newly appointed agents and distributors is being prepared.

### **Consumer products**

The new Consumer Products Division supports the international market development activities of the following sectors: apparel, clothing, footwear, textiles, education, health and medical equipment, furniture, sporting goods, jewellery, cultural industries products and giftware. It pursued a program of corporate visits with key exporters, industry associations and experts. It reviewed and evaluated existing and planned market development programs to focus Departmental resources and to foster a more rational export market development program. It began a review of the export strategy for sporting goods in Western Europe. Similarly, it began studies of federal government support for export market development in certain sectors, notably cultural industries, and held discussions with the industry association to develop an export promotion strategy for the apparel and fashion industries.

### **Export development programs and services**

A number of important new measures were implemented during the year under review. These sought to enhance exporter awareness of market opportunities and support programs, to strengthen the management systems of the international trade program, to expand international business education and to extend the availability of the Department's programs to communities across Canada.

### **Canada Export Trade Month**

Canada Export Trade Month (CETM) is a national program designed to raise the awareness of Canadians to the importance of export trade and to provide detailed information on the programs and services available to exporters. The

hallmark of CETM has been the co-operation achieved among governments, academic groups and private sector organizations concerned with trade development and international business issues. The sixth CETM, in October 1988, made a significant contribution to the public's awareness of the general importance of trade to the Canadian economy. It also helped to focus attention on the impact of trade issues at the local level. Activities included nearly 200 seminars, workshops, conferences and other special initiatives in communities across Canada. These events were organized by members of local export promotion committees, which bring together those organizations involved with international trade in their province.

#### **Free Trade Conference Series**

Organized by the Department in co-operation with local chambers of commerce and boards of trade, the Free Trade Conference Series was a national project aimed at providing to a large segment of the business community information on the Canada-U.S. Free Trade Agreement and on new U.S. business opportunities.

Held in three phases between June 21 and November 4, the project included 42 cities and attracted over 6 000 delegates. Each conference provided basic documentation on the FTA, and the services and programs offered by the Department to exporters, in addition to specialist speakers on topics of interest to exporters and export-ready companies.

#### **Export Marketplace**

In its fourth year, Export Marketplace continued to be the pre-eminent export education event sponsored in Canada by the Department. Some 100 trade commissioners from Canada's missions abroad met with exporters and export-ready firms to discuss market opportunities and strategies. In 30 communities across Canada, over 2 300 companies completed more than 8 000 practical interviews over a three-week period in October. Follow-up with delegates confirms that Export Marketplace is one of the Department's most successful programs in this field.

#### **The Canada Export Awards**

The Canada Export Award Program completed its sixth year of operation. To date, 80 Canadian exporters have received this prestigious honour. Winners have come from all parts of Canada and from all industry sectors. Receiving this award has provided substantial positive benefits, particularly in terms of customer recognition and employee motivation, for the recipients.

Joining the long list of winners, the following received the 1988 award: Ault Foods Limited, Baymag, Canadian Helicopters, Champion Road Machinery Limited, Clearwater Fine Foods Inc., Geac Computer Corporation Limited, Imax Systems Corporation, INTERA Technologies Ltd., the Custom Processing Division of MacMillan Bloedel Ltd., Noranda Sales Corporation Ltd., NovAtel Communications Ltd., POSITRON Industries Inc., Rowntree Farms Limited, Sabian Ltd., and Universal Paper Export. In addition, seven second-time winners received a "continuing achievement" award. They were Babcock and Wilcox Canada, CAE Electronics Ltd., Canparts Automotive International Limited, Canpotex Limited, Dow Chemical Canada Inc., FAG Bearings Limited and Stanley Associated Engineering Ltd.

#### **International Trade Centres**

International Trade Centres (ITCs) were created across Canada in an effort to improve the provision of federal

export trade services in the regions. The government allocated \$7.2 million of new funds over five years for the ITCs to undertake new export awareness initiatives and to develop new support mechanisms, such as a trade information computerized network between the ITCs and departmental headquarters, human resources assignment and training programs, and communication strategies and programs.

While located in Industry, Science and Technology Canada's provincial offices, the ITCs are distinct and visible entities managed by senior trade commissioners who report to the executive directors of the provincial offices. Ten centres have been established, in St. John's, Halifax, Moncton, Charlottetown, Montreal, Toronto, Winnipeg, Saskatoon, Edmonton and Vancouver. This network is to be augmented by four new centres in Quebec City, London, Calgary and Regina in the next fiscal year. In order to provide more comprehensive services to the business community, the regional offices of the Export Development Corporation and CIDA regional operations will eventually be located within the ITCs.

#### **Trade event co-ordination**

A calendar of trade events within Canada was instituted to help the Department co-ordinate the activities of organizations concerned with the promotion of Canadian export trade. Some 80 organizations contribute to this calendar, which includes some 300 events; this enables trade activities to be organized in a more co-operative way and minimizes scheduling conflicts.

#### **Centres for International Business Studies**

This program of Centres for International Business Studies is designed to enhance Canadian managerial capacity to participate in international business. The centres train students at both undergraduate and graduate levels in international business practices and techniques. During the year, new centres at the University of Saskatchewan and the University of Alberta were added to the previous five located at Dalhousie University, Hautes Études Commerciales, and the universities of Western Ontario, Manitoba and British Columbia. At the same time the level of the grants to all seven centres was raised from \$80 000 to \$100 000 a year, and a special fund of \$80 000 a year was established to assist other universities to inaugurate international business courses and research. A centre for the study of trade policy and law was also established as a joint project of the Norman Paterson School of International Affairs at Carleton University and the Faculty of Law at the University of Ottawa.

In addition to training students, the Centres for International Business Studies sponsor a range of courses, seminars and workshops intended to keep Canadian management aware of new directions and techniques in international business. The centres also sponsor research in this field to ensure that the teaching and seminar programs remain abreast of the changing world trading environment.

#### **WIN Exports**

WIN Exports is a microcomputer-based database of information on over 22 000 Canadian exporters and their supply capabilities. With the addition of 300 terminals, there are now 800 WIN Exports users around the world and in Canada. Terminals were installed at the Department's diplomatic missions in Europe, Africa and the Middle East

as well as in Latin America and the Caribbean. Eighty of Canada's 96 trade missions have been equipped with WIN Exports. The newly established International Sectoral Marketing Divisions within the Department were supplied with WIN Exports as were the International Trade Centres across Canada over which the Department has functional control.

#### Trade program planning and tracking; trade information system

The Export and Investment Promotion Planning and Tracking System provided the Department with geographical and sectoral synopses of the trade plans of 96 missions abroad covering 120 markets. These synopses, supplemented by quarterly progress and workload reports, serve as the basis for mission and headquarters program management; they also serve as the basis for consultations with provincial and trade association officials, in order to achieve a co-ordinated national trade development program.

The first version of an integrated international trade information system was produced during the year and consists of:

- WIN Exports;
- the Export and Investment Promotion Planning and Tracking System;
- a database of worldwide trade fairs;
- a database of Canadian trade events; and
- a database of world market opportunities.

This consolidated system will be available on WIN Exports terminals around the middle of 1989.

#### Program for Export Market Development (PEMD)

PEMD continues to be the most effective and popular export development program used by exporters to increase sales of Canadian goods and services abroad. The program shares the costs of activities that companies normally could not or would not undertake alone, thereby reducing the risks involved in penetrating a foreign market. PEMD, a repayable financial contribution, encourages Canadian companies not previously involved in exporting to become exporters, as well as encouraging existing Canadian exporters to enter new geographic markets and new product markets.

The focus during the past year has been to improve the program's responsiveness to industry needs and to make it more accessible. Attention was given to further consolidation of services and to program management; a revised *PEMD Handbook* was distributed to over 9 000 firms and 100 trade associations. Sales reported during the year as a result of PEMD-assisted marketing activities will exceed \$1 billion for the second consecutive year. Approved applications for support under the Industry-Initiated component of the program rose by 5 per cent during the past year to 2 887. The Government-Planned component, with a budget of \$14.4 million, supported 133 trade fairs, 44 outgoing trade missions and 81 incoming buyer missions. A total of 1 316 Canadian companies and foreign buyers participated.

#### Trading houses

Current departmental policy and support to trading houses is based on the recommendations of the 1985 government-industry Trading House Task Force, which assessed the importance of the sector, identified problems and opportunities and recommended the formation of the Council of Canadian Trading Houses.

During 1988, seven seminars aimed at promoting trading houses and educating companies on their use and selection were held in Ontario and Quebec in co-sponsorship with the Council of Canadian Trading Houses. These were well-attended, reflecting continuing interest in this export vehicle. Trading houses were also active in participating in the October 1988 Export Trade Month seminars.

In June 1988, the Department released the publication *Export Markets: The Trading House Connection*, which discusses the role of trading houses, their modes of operation and services offered, how to use and select them, and proper pricing for exporting. A total of 738 trading houses were registered in the WIN Exports system in 1988 including 259 from Quebec, 210 from Ontario, 128 from B.C. and the rest from the Prairie and Atlantic provinces. This represents a significant growth in the sector since 1983.

#### Trade facilitation

The Trade Facilitation Program was significantly improved when the Department agreed, on behalf of Canada, to the

**Table 2**  
**PROGRAM FOR EXPORT MARKET DEVELOPMENT**  
(Government-Planned)

Year	Number of proposals received	Number of projects approved	Number of companies assisted	Budget approved (\$ millions)	Expenditures (\$ millions)	Sales (\$ millions)
1981-82	811	299	1 652	8.6	8.8	350
1982-83	1 012	308	1 508	10.6	9.5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12.7	13.1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15.5	14.7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15.7	15.5	763
1986-87	1 219	323	1 403	12.5	12.7	444
1987-88	1 576	297	1 539	11.6	12.2	500
1988-89*	1 344	257	1 316	14.4	14.4	700

\* Preliminary

**Table 3**  
**PROGRAM FOR EXPORT MARKET DEVELOPMENT**  
**(Industry-Initiated)**

Years	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved (\$ thousands)	Expenditures (\$ thousands)	Sales (\$ thousands)
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	353
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	583
1986-87	4 426	2 992	29 432	24 016	572
1987-88	3 997	2 738	22 258	19 000	1 024
1988-89*	3 963	2 887	21 807	18 500	1 050

\* Preliminary

formation of the North American Edifact Board. The Board, in which Canada and the United States are equal partners, will be the principal vehicle for influencing the development of standardized electronic trade and transportation messages. Participation in the Board was undertaken to ensure the competitiveness of Canadian exporters in the increasingly competitive global marketplace.

With assistance from the Department, representatives of Canadian industry attended key meetings of the Economic Commission for Europe to standardize international practice with respect to trade documents and procedures.

#### Trade Development Policy and Liaison Secretariat

The Trade Development Policy and Liaison Secretariat was established during the year to act as a co-ordinating body for trade development policy and liaison issues. It provides strategic planning and evaluation for trade development programs and initiatives and formulates trade consultation strategies. It also co-ordinates the Department's interface with the private sector, via trade and export associations, the provinces, and other government departments on the subject of trade development programs and initiatives. It supports senior management and ministers through the organization of federal-provincial consultations and meetings on trade issues. In February a meeting of federal and provincial international trade deputy ministers was held to discuss issues such as implementation of the Free Trade Agreement with the United States.

The Secretariat co-ordinated the annual federal-provincial trade consultation process. Teams met with their provincial counterparts to discuss and co-ordinate the federal and provincial trade plans for the forthcoming year. The Secretariat also arranged high-level meetings with organizations such as the Canadian Exporters' Association, the Canadian Manufacturers' Association and the Canadian Importers' Association.

On the policy side, the Secretariat co-ordinated formulation of the current major initiative, "Going Global." This initiative has established a three-pillar trade and economic strategy, centred on the U.S., the Pacific, and the European Community. Numerous trade development programs and

policies were formulated, reviewed or evaluated during the year to improve the services available from the Department.

#### Foreign investment development

Major activities of the Investment Development Program (IDP) focus on Canada's traditional foreign investment sources, namely, U.S., U.K., France, F.R.G., Japan and the Netherlands, to which full-time investment counsellors are assigned. The program has been expanded, in response to increased investment activity, to cover additional European and Pacific Rim countries and the Middle East. The IDP is now supported by some 44 of the Department's missions abroad.

In all areas, the IDP has become more focused, evolving from the general, widely disseminated promotional messages of the initial program to individual contact with targeted corporations and other potential investors. A major message has been to locate in Canada to supply an integrated North American market; this argument has been reinforced by the passage of the Canada-U.S. Free Trade Agreement. The Free Trade Agreement message in offshore promotion will emphasize the advantages of locating in Canada for entry into and supply for the integrated market. Additional efforts have been launched to induce U.S. corporations rationalizing their operations to locate in Canada.

Advanced technology has also become a major program focus over the past year — with increasing attention given to initiatives including conferences, seminars and a strategic partnering project. These initiatives are designed to enhance joint-venturing/partnering technology transfer arrangements with foreign companies, which in turn support Canadian technology development. The Department of External Affairs has worked closely with Industry, Science and Technology Canada to identify key high-technology sectors, after which ISTC liaises with Canadian technology-based companies to determine their requirements for investment.

The Department continues to operate the Investment Development Program with the support and co-operation of

a number of federal and provincial agencies, and has devoted more time over the past year to working with municipal economic development agencies — both for participation in program initiatives and for support in servicing investment inquiries.

### **International Shipping**

The Department continued its work in the Maritime Transport Committee of the OECD to ensure Canada's international trade interests are represented in discussions on international shipping policy. As world seaborne trade increased during 1988, profitability returned to much of the shipping industry and rates increased, particularly in the bulk markets. Discussions focused on developments in member countries' shipping policies, the implementation of the OECD principles of shipping policy, and the prospects for entry into force of the UN Convention on the Carriage of Goods by Sea (Hamburg Rules). Activity in this sector focused on increasing liberalization within the OECD, and opposing protectionist trends elsewhere. In this regard several Canadian shippers have noted sales losses arising from protectionist shipping policies in certain trades, and the Department, through its missions abroad, has intervened where necessary to resolve such difficulties. Within UNCTAD the Department participated in the Diplomatic Review Conference of the UN Code of Conduct for Liner Conferences, which because of procedural difficulties did not complete its work.

With the collaboration of specific provinces and industry, the Department has initiated a number of research projects in the field of transportation as a prerequisite to expanding commercial linkages with the Caribbean, Greenland and Iceland. Assistance was given a number of small manufacturers who have encountered problems in distributing their product to foreign markets.

### **International aviation**

In international civil aviation, *ad referendum* agreements were reached with Saudi Arabia, Republic of Korea, the Netherlands, Jordan, Australia, Argentina, Finland, Trinidad and Tobago, Japan, Thailand, Norway, Sweden and Denmark, and similar agreements with Spain and Australia were formally signed and brought into force. Negotiations were also held with France, India, Austria and Brazil, and consultations continued with the United States regarding the implementation of existing agreements with a view towards preserving the basis for international services in passengers, cargo and mail by Canadian air carriers.

Enhancing international aviation security and combatting terrorism is a policy priority for Canada. To this end, Canada has negotiated strong security provisions for inclusion in all new bilateral air agreements. Canada has also played an important role as host country of the International Civil Aviation Organization in the improvement of multilateral aviation security provisions and practices.



## The United Nations

### Security Council

On October 26 the UN General Assembly elected Canada and four other countries to the Security Council for a two-year term beginning January 1, 1989. This election marked the fifth occasion in the 44-year history of the United Nations that Canada is serving on the Security Council, which now has 15 members.

On the previous four occasions it was elected to the Security Council, Canada did not have to compete with other nations for its seat: there had been prior consensus among the Western countries in Canada's regional group on its nomination. This time Canada found itself competing with Finland and Greece for one of the two seats allocated to its group. For this reason the Department undertook a major campaign in the months leading up to the General Assembly, which involved seeking the votes of all member states of the UN, an activity that was carried out by all missions abroad, in New York and in other UN headquarter cities. Canada received 127 votes, which represented support from 80 per cent of the membership and an impressive vote of confidence for Canada as a contributor to international peace and security.

Immediately upon joining the Security Council, Canada had to participate in meetings on the shooting down of two Libyan aircraft by United States fighters over the Mediterranean Sea. Canada's Permanent Representative told the Council that Canada had sought and received information on the incident from both parties, but had ultimately voted against the resolution condemning the U.S. action because it placed full blame for the incident on the U.S. government, despite evidence that misunderstandings and errors in judgment by the Libyan pilots played a role. The resolution was defeated as a result of vetoes by the U.S., U.K., and France.

From the beginning of its term on the Security Council, Canada was involved in negotiations to authorize the creation of a UN Transition Assistance Group (UNTAG) for Namibia and to launch the process intended to bring independence to that country. The Council also became engaged in negotiations over the implementation of its Resolution 435 of 1978, which provides the framework for Namibian independence. Canada, which had played a prominent role as a member of the Western Contact Group (together with France, U.S., U.K. and F.R.G.) in drafting Resolution 435 during its previous term on the Security Council, looked forward to assisting in its full implementation. The process was not smooth, however, as protracted debates on UNTAG's size and budget delayed approval. While cognizant of the need for financial prudence, Canada

urged that priority be given to ensuring an effective UN presence that would be able to guide Namibia peacefully through the transition to independence. Canada was active in bilateral consultations and informal meetings in seeking such assurances.

Resolution 632, which confirmed April 1, 1989, as the starting date for the implementation of Resolution 435, was adopted unanimously on February 16, 1989, and the budget was approved by the General Assembly on March 2. While Canada was indeed glad to help launch the long-awaited implementation of Resolution 435, Mr. Clark underlined the challenges that lay ahead for UNTAG during the coming year. Indeed, delays in approval of the plan and its budget compressed the minimum six- to eight-week lead time requested by the Secretary-General for deploying UNTAG into less than four weeks.

The Security Council met on February 10, to consider the deteriorating situation in the Palestinian occupied territories. In January and February there was no sign that the level of violence surrounding the Palestinian uprising (or *Intifada*) in the occupied territories was abating. To draw attention to the continuing plight of the Palestinians, Tunisia, as the country chairing the Arab group, with the support of the Palestine Liberation Organization, requested the Security Council to debate the situation in the occupied territories.

In its intervention in the debate, Canada reiterated its determined support of Israel's right to security and recognition, and explained that it is the shared values upon which Canada's historic bond of friendship with the State of Israel is established that compelled it to express deep concern over continued violations of human rights of the Palestinian people of the occupied territories. After a series of lengthy negotiations, the Arab group replaced much of their condemnatory language in the resolution in the hope of attracting broad support. Canada supported the resolution, along with all other members of the Council except the United States, but it was not adopted because of the U.S. veto.

On March 31, the Security Council met in an informal session to review the situation in Lebanon. It decided that the Council's president would issue a statement on the Council's behalf, which expressed encouragement and support for all current efforts to find a peaceful solution to the Lebanese crisis and urged all the parties to put an end to the confrontations, to respond favourably to the appeals launched for an effective ceasefire and to avoid any action that might further heighten the tension.

### Reform of the United Nations

The process of administrative and budgetary reform of the United Nations continued during the year. While the



general air of crisis surrounding the financial solvency of the organization abated, recent developments, particularly in the field of peacekeeping, made clear to all member states that a stronger and more dynamic UN system will serve the interests of the global community. Canada has been in the forefront of those states working in the General Assembly and the Committee for Programme and Co-ordination (CPC) to ensure that reforms adopted by the General Assembly are implemented on schedule and in full. At the same time, the special commission set up under the Economic and Social Council (ECOSOC) to examine intergovernmental machinery in the economic and social sectors was unable to reach agreement on specific proposals to streamline the system. However, with active Canadian participation, this review is continuing in ECOSOC itself and in the General Assembly.

The United Nations has become a trimmer and more effective organization. The phased reduction in the number of staff positions by more than 12 per cent (by 25 per cent at senior levels) is on schedule. The Secretary-General has implemented major improvements in the organizational structure of the Secretariat. The decision-making machinery on administrative and budgetary questions has been streamlined, with the CPC taking a greater responsibility in both this area and in the establishment of program priorities. Perhaps as a result of steadfast Canadian commitment to reform, Canada was elected as a vice-chairperson of the CPC for the coming year.

#### The specialized agencies

In the United Nations specialized agencies, the theme of renewal and reform was also actively pursued. The Food and Agriculture Organization set in play the most wide-reaching review of its goals, its field programs and management issues since its inception in 1945. A number of independent experts and consultant firms were involved and the results will be debated at the 1989 General Conference. A similar review is under way in UNESCO where the new Director General, Federico Mayor, has created a blue ribbon commission headed by Mr. Knut Hammarhjold to review personnel management and effectiveness in the Secretariat.

The World Health Organization (WHO) elected a new Director General, Dr. H. Nakajima, the first Japanese national to head a UN specialized agency. The WHO is moving from an advocacy role to one that focuses more closely on technology. During 1988 further progress was made under the Global Program on AIDS in helping governments to develop multi-disciplinary national strategies. It also became apparent that the world's nations are within reach of the total eradication of polio, thanks to WHO's Expanded Program of Immunization.

In the wake of the tragic shooting down by a U.S. warship in the Persian Gulf of an Iran Air passenger plane and the subsequent loss of lives, the International Civil Aviation Organization (ICAO) played a pivotal role in determining the exact facts of the case, with the co-operation of all parties involved, and in examining new guidelines to prevent the recurrence of such incidents. The ICAO Council also decided to hold its next triennial assembly at the headquarters in Montreal.

The June 1988 International Labour Conference adopted two conventions of interest to Canada: "Safety and Health in Construction" and "Employment Promotion and Social

Security." It also held a first discussion on the revision of the Indigenous and Tribal Populations Convention, an issue of great relevance to Canadian native groups, which were represented at the conference in the Worker's component of the tripartite Canadian delegation. The convention lays down guidelines for respecting the economic, social and cultural rights of indigenous populations. Canadian native groups have been actively involved in developing the position put forward by Canadian government, employer and worker groups.

#### The Commonwealth

Canada continued to have a leadership part in Commonwealth affairs, attaching great value to the importance of this unique association in broadening international understanding and consensus. Most Commonwealth activities during the year reflected the preoccupations of heads of government at their last meeting in Vancouver in October 1987.

That meeting gave renewed impetus to the continuing struggle against *apartheid* in South Africa through the Okanagan Program of Action on Southern Africa and the establishment of a committee of eight foreign ministers chaired by Mr. Clark. In meetings over the last year in Lusaka, Toronto and Harare, the committee pursued the principal concerns in its mandate. These include widening, tightening and intensifying sanctions against South Africa; assisting neighboring states, including Mozambique, which have been seriously affected by South African destabilization; reaching into Southern Africa to assist victims and opponents of *apartheid*, including efforts to counter South African censorship and propaganda; and the future of Namibia.

The past year marked a new era in the history of Commonwealth functional co-operation with the inauguration in November of the headquarters in Vancouver of the Commonwealth of Learning. Following approval in principle by the heads of government in 1987, this new Commonwealth agency for distance education was strongly supported by both the federal and British Columbia governments. The agency aims to help universities and colleges throughout the Commonwealth take advantage of the techniques and technologies of distance learning. Canada played an instrumental role in the creation of this agency, the first such Commonwealth body with headquarters outside Britain, and two Canadians were appointed to the board of governors. The principal vehicle for intra-Commonwealth multilateral assistance, the Commonwealth Fund for Technical Co-operation, emerged from a period of consolidation with increased capacity to respond to the needs of over 40 developing countries. Canada remains the largest donor to the fund, providing \$18.5 million to regular programs, and an additional \$1 million for the new special fund for Mozambique to lessen its dependence on South Africa. In total Canada contributed over \$35 million to multilateral Commonwealth activities during 1988/89.

Commonwealth finance ministers met in Cyprus prior to the annual IMF/IBRD meetings in September. Their exchanges were dominated by North-South issues, including the increasing debt burden of developing countries, and the importance of the Uruguay Round of trade negotiations for the multilateral system. Senior officials held their

regular biennial meeting in the Seychelles in November to plan the 1989 Commonwealth Summit and to review the current status of Commonwealth functional co-operation. Discussion focused on budgetary and administrative issues, and reflected continuing preoccupations common to other multilateral agencies to ensure that increasingly scarce resources are devoted to highest priority needs. Canada was also represented at the biennial meetings of the Commonwealth Youth Affairs Council in Western Samoa in May and the Commonwealth Science Council in Lagos in November.

Canadian participation in Commonwealth co-operation endeavours at the technical and non-governmental levels was exemplified by attendance at a wide range of conferences and meetings including, for example, the Expert Group on the Impact of Structural Adjustment on Women, and the Expert Group on Climate Change and Sea Level Rise. Canada was host for the eighth meeting of the Commonwealth Magistrates' Association, held in Ottawa in September. In addition, Canada continued to be an active contributor to, and participant in, the Commonwealth Foundation, which supports a wide variety of non-governmental Commonwealth activities, and whose chairman is the Hon. Robert Stanfield. During the Seoul Olympics, the City of Victoria was chosen as the site for the 1994 Commonwealth Games.

### **La Francophonie**

During the past year, international Francophone co-operation continued to be the subject of considerable activity, resulting from initiatives adopted by the Heads of State and Government at the Quebec City Summit of September 1987, and from the preparations for the third Francophone Summit, to be held in Dakar from May 24 to 26, 1989 — the first time it takes place in Africa. The Follow-up Committee, chaired by Canada, has met more than 20 times since October 1987 to co-ordinate execution of the decisions made during the last summit, to outline programs and priorities, and to consider the future of Francophone co-operation and the body of government and non-government institutions within which it operates.

In accordance with proposals put forth at the Quebec City Summit, a number of events took place during the past year. One of the most noteworthy was the establishment in Canada of the TV-5 television network, which in coming months may be extended to cover all of North America, the West Indies and, eventually, Africa.

The first meeting of the steering committee for the Energy Institute of Countries Using French as a Common Language, headquartered in Quebec City, was held to establish a general programming policy for the next three years.

With the signing of a memorandum of understanding between the countries concerned, the process of establishing the International Consortium for Distance Learning in French was completed.

The Conference of Justice Ministers of the Francophone Countries, held in Paris early in the year, will enable the 41 participating countries to embark on a new phase of co-operation in training and in the exchange of legal and judicial information.

The Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT), the central organ of La Francophonie directly

involved in considering the changes that will be brought about by the Single European Market of 1992, held a symposium in Franceville, Gabon, to discuss complementary aspects of the European and Francophone communities. Canada will serve as host for the ACCT in November and December of 1989; the Special Development Program is to meet in Moncton, the Board of Directors in Quebec City, and the General Conference in Ottawa.

Among the institutions of La Francophonie, the ministerial conferences on youth and sports (CONFESJES) and education (CONFEMEN) met in Chad and Burundi respectively. In the CONFESJES, the first holding of the Francophone Games, a major event to be held in Morocco from July 8 to 22, 1989, promises to attract nearly all the member countries of La Francophonie.

Canada continues to become more involved in all the non-governmental Francophone organizations, both national and international.

### **Human rights and social affairs**

The promotion of human rights is a high priority of the government and an integral element of Canadian foreign policy. In 1988 Canada was elected to membership in the UN Commission on Human Rights (CHR), thereby returning to that body as a full member in 1989 after attending in an observer capacity for the previous four years. Membership in the Commission, which enables Canada to co-sponsor and to table resolutions, will make possible an active role in items in which Canada is particularly interested; these include international indigenous issues, freedom of religion, mass exoduses and human rights, enhancement of treaty-based monitoring bodies, freedom of expression, and advisory services in the field of human rights. Even as an observer, however, Canada continued to be active during 1988 in the Commission and in other UN bodies. Of special note was the substantial work in progress in the area of standard-setting, where Canada actively participated in endeavouring to finalize the UN Convention on the Rights of the Child and to work towards completing a draft declaration regarding indigenous or aboriginal populations and updating ILO convention 107 on indigenous and tribal populations.

A priority for Canada has been to ensure that multilateral human rights activities can be pursued effectively and rapidly through the United Nations. To this end, Canada continued to promote the UN Advisory Services Fund as a potentially catalytic service that could strengthen the institutional mechanisms in support of human rights throughout the world. In 1988, an initial project was developed from Canada's contribution to the fund, in order to investigate the feasibility of the new Banjul Centre for Human Rights. Canada also continued to pursue, within the United Nations framework, ways and means of promoting greater awareness of human rights through the creation of a world information campaign, implemented by the UN Centre for Human Rights in Geneva and the UN Department of Public Information in New York. As part of the events in 1988 celebrating the 40th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, Canada drafted and sponsored a resolution at the UN General Assembly calling for a world program of action to implement the provisions of the declaration. At the ceremony held in connection with the 40th anniversary, Professor John

Humphrey of McGill University was awarded a UN human rights prize in recognition of his early pioneering contributions to international human rights law and practice.

Human rights also continued to be an important theme in Canada's bilateral relations with other states. Human rights issues were taken up during the course of ministerial visits, and Canadian missions abroad were instructed to report more intensively on human rights matters. In 1988 External Affairs and CIDA began to implement the provisions of the new aid strategy, *Sharing our Future*, especially those portions of the document dealing with the linkage between human rights and aid policy. They continued co-operation during 1988 on a number of human rights training programs for their professional personnel, in a program developed by the Canadian Human Rights Foundation. Making use of contacts built up over the years by many Canadian non-governmental organizations, as well as by External Affairs and CIDA, a program was undertaken in 1988 to expand the human rights materials provided to missions and to enhance the linkages between human rights groups in Canada and abroad.

Legislation was adopted in September to create the International Centre for Human Rights and Democratic Development, which is expected to become a pivotal organization in financing, organizing and delivering international human rights programs and activities. The Centre is expected to begin its activities in Montreal in 1989, after a president and a board of trustees is selected.

#### **Status of women and global equality issues**

Canada continued to build on the increasing awareness and progress made in status of women issues at the international level, particularly regarding global equality and women in development. The Department participates extensively in a number of international activities designed to raise the profile of women's issues on the world stage, as mandated by the government. As a manifestation of the government's commitment to the global advancement of women, the International Women's Equality Division was established within the Department in July 1988 to serve as the Department's focal point for the development, formulation and co-ordination of Canadian policy on international women's issues. It manages, directs and co-ordinates the expression of these policies in UN forums and other relevant international bodies, as well as in bilateral relations with other states.

With an effective international framework for addressing women's issues now in place, Canada's international initiatives during the year focused more on addressing priority issues related to the advancement of women. The Department sought in particular to focus increased international attention on the promotion of international women's equality in three areas: education, environment and population issues. Canada also remained vigilant in the continuing multilateral effort to improve the status of women in the UN Secretariat. In addition, the Department contributed significantly to the government's report on the implementation of the work plan for women, entitled *Dimensions of Equality: An Update of the Federal Government Work Plan for Women*. The Department also carried out a series of activities to commemorate International Women's Day on March 8, 1989, including an exhibit of departmental and other activities for the advancement of women, the screening of films, in-house seminars and workshops, media events, and

the distribution and circulation of a number of publications in and out of the Department.

#### **Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women (FLS)**

Canada played a leading role in the adoption by consensus of the FLS in 1985. The Strategies are designed to guide the international community in its effort to achieve full equality for women by the year 2000. The Department gave substantial support for the implementation, monitoring and evaluation of the FLS at the international level. It assisted in the preparation of two documents related to the implementation of the FLS: *Fact Sheets: Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women (Issues and the Canadian Situation)*, and *National Report for the Review and Appraisal of the Implementation of the Forward-looking Strategies: Canada*.

The Department participated in UN and other expert group meetings on issues related to the FLS and the advancement of women, such as the meeting on "Women and the Economic Crisis" in October 1988 and the meeting to "review the final draft of the First Regular Update of the World Survey on the Role of Women in Development" in February 1989. During the year the Department also stepped up efforts to achieve full integration of the FLS into the planning, programming and budgeting systems of the UN and its specialized agencies and regional commissions.

Canadian delegations to UN bodies have facilitated a more effective integration of women in UN economic and development programs by proposing a series of wide-ranging resolutions. The priority Canada accords to the integration of women in the development process — one of the central tenets of the FLS — is reflected in its official development assistance (ODA) policies and programs, with CIDA taking the lead. This goal is pursued both bilaterally, by ensuring, for example, that all Canadian ODA takes into account the necessity of integrating women in development, and multilaterally, through participation in key development agencies and through financial support for organizations such as the UNDP, UNICEF, the UN Fund for Population Activities (UNFPA), and the UN Development Fund for Women (UNIFEM). In 1988/89, Canada contributed \$1.25 million to UNIFEM's core budget and additional amounts for specific projects. A Canadian was appointed UNIFEM's director.

The Department also sought to ensure that issues of concern to women are addressed in other international forums, including the Commonwealth, the OECD and its Development Assistance Committee. The Department has also been involved in preparations for the next meeting of Commonwealth ministers responsible for women's issues, which will be held in Ottawa in October 1990.

#### **Commission on the Status of Women**

The Commission on the Status of Women, established in 1946, plays the central role in overseeing status of women issues in the UN, particularly the implementation of the FLS at the national, regional and international levels. During the past year, Canada was re-elected to its third consecutive term on the Commission, which will be its sixth term since first becoming a member in 1958. During the year the Department sought to ensure that the important work of the 32nd session of the Commission, held in March 1988, was followed up both in the context of the spring and summer sessions of ECOSOC and the Third (social affairs)

and Fifth (budgetary) committees of the UN General Assembly. With the exception of the Commission's resolution dealing with the enlargement of its membership, which ECOSOC sent back to the Commission for further deliberations, all the resolutions and decisions referred by the Commission to ECOSOC were adopted. In addition, at the 43rd General Assembly Canada was instrumental in securing the adoption of eight resolutions relating to the advancement of women, which included legislation dealing with the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW), the implementation of the FLS, and the improvement of the status of women in secretariats of the UN system.

The 33rd regular session of the Commission on the Status of Women, held in Vienna from March 29 to April 7, 1989, discussed a number of issues such as programming and co-ordination matters, and the monitoring, review and appraisal of the FLS. Canada achieved consensus for three important resolutions dealing with programming and co-ordination issues which, *inter alia*, will steer the future work of the UN Secretariat towards addressing the fundamental needs of women in developing countries, especially in sectors of particular importance to Canada such as literacy, education, population and health.

#### **Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW)**

CEDAW, one of four basic UN human rights treaties, is the principal international legal instrument designed to protect the rights of women, and constitutes the minimum universal standard guaranteeing the right of women to equal status with men. The convention was adopted by the General Assembly in 1979, and to date has been ratified by 96 countries including Canada, where the convention entered into force in January 1982. Canada's term on the committee overseeing the convention expired at the end of 1988; however, Canada continues to take an active interest in all matters related to CEDAW, including the significant reservations that have been expressed by many states that have ratified it. Partly as a result of the high rate of ratification over a relatively short time, the committee is faced with a large backlog of first and second reports of the States Parties that it has still to consider. Accordingly, Canada, during the past year sought to improve and rationalize the Committee's work procedures. Canada submitted its second report on the implementation of the convention, which is expected to be considered by the committee in 1990.

#### **Drug control**

More and more, drug abuse and illicit trafficking have become a major foreign policy issue, as countries try to find solutions to a problem that transcends national borders and threatens societies and democratic institutions around the globe. Canada believes that any progress in this area will come through international co-operation and has thus encouraged the United Nations to play a co-ordinating role in the worldwide struggle against drugs.

In December, a major step was accomplished when a UN diplomatic conference, in which Canada was active, adopted by consensus the "1988 UN Convention Against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances." By the end of March 1989, over 50 countries had signed the convention. The convention makes international

criminal offences of drug trafficking and money laundering, and creates mechanisms to facilitate the investigation and prosecution of drug offences and the confiscation of proceeds derived from them. Extradition of drug offenders, control of precursor chemicals and co-operation between police forces are some of the other topics the convention addresses.

As a member of the UN Commission on Narcotic Drugs, Canada played a leading part at its 33rd Regular Session and at the UN General Assembly, towards ensuring that proper follow-up is given to the new convention and to the 1987 International Conference on Drug Abuse and Illicit Traffic. Canada also increased its contribution to the UN Fund for Drug Abuse Control, which provides assistance to developing countries in reducing supply, trafficking and consumption of illegal drugs. As a follow-up to the Toronto Economic Summit, a meeting of officials in Washington adopted a communiqué outlining the Summit countries' balanced approach to the problem, which includes action to reduce both illicit supply and demand for drugs.

The Department continued its successful Consular Awareness Program, which warns Canadian travelers of the danger of involvement with drugs abroad.

#### **The environment**

During the past year Canada maintained its leading role in international activities dedicated to the promotion of sustainable development and the protection of the environment, as international efforts to manage diverse issues such as climate change, ozone depletion, atmospheric pollution, deforestation and hazardous wastes gained momentum.

International discussion and broader awareness of the climate change problem was stimulated in June at the Toronto Conference on "The Changing Atmosphere: Implications for Global Security." In February 1989, Canada was host to a follow-up meeting of legal and policy experts in pursuit of a global umbrella framework convention for the protection of the atmosphere. Canada is also an active participant in the newly formed WMO-UNEP Intergovernmental Panel on Climate Change, which met for the first time in November. Canada chairs various of the panel's sub-groups and is pursuing the development of legal instruments for the protection of the atmosphere, with particular emphasis on climate change.

Climate change was the focus for the Environmental Summit, held at The Hague on March 11, 1989. Canada was active in shaping the Declaration of The Hague, which 24 countries endorsed in a clear demonstration of political will to address the problem of atmospheric change and global warming, and the need for some form of central co-ordination.

Canada attended the Ministerial Conference on the Ozone Layer held in the U.K. in March 1989. The Conference achieved unanimous agreement on the urgent need to combat the depletion of the ozone layer, and it called for the strengthening of the Montreal Ozone Protocol. Canada had already pledged in February to accelerate the national program to phase out substances that deplete the ozone layer and called on other countries to set as a common target a reduction of chlorofluorocarbons use by at least 85 per cent by 1999 at the latest.

Atmospheric pollution remained high on the international agenda. The second protocol under the Convention on Long-

Range Transboundary Air Pollution, on the control of nitrogen oxides, was signed at Sofia on November 1. Work has now started on a third protocol for the control of volatile organic compounds.

The problem of toxic accumulation in the Arctic food chain was the subject of a scientific evaluation meeting held in Ottawa in February 1989.

In March Canada joined 33 other nations at Basle in signing the United Nations Environment Program (UNEP) Convention on the Control of the Transboundary Movements of Hazardous Wastes. Canada helped create a working group which will review rules, regulations and practices for the transport of hazardous wastes by sea, including territorial seas.

Canada continued to promote in various multilateral forums the concept of sustainable development. It was active in the United Nations debate and in achieving a consensus resolution in the General Assembly on holding a conference on the environment and development in 1992.

Increasing attention is being paid internationally to the problem of deforestation, particularly in the tropics. Canada is one of the largest bilateral donors in the field of forestry and supports the FAO Tropical Forestry Action Plan, which seeks to manage tropical forests in a sustainable manner.

Canada encouraged the integration of environmental concerns into international development bank lending programs, particularly the four-point plan that the Minister of Finance, the Hon. Michael Wilson, outlined in his September address to the World Bank.

Other forums in which Canada pursued its international environmental objectives included the Environment Committee of the OECD and the Senior Advisors on Environment and Water Problems, which meet under the auspices of the Economic Commission for Europe.

The Toronto Economic Summit may prove to have been a turning point for environmental issues as the Summit leaders recognized that global environmental problems require attention and urgent collective action. This theme is expected to be continued at the Paris Economic Summit, the Commonwealth Heads of Government Meeting and the Sommet de la Francophonie in 1989.

## Energy

The need to achieve a balance between energy and environmental objectives became a key theme, both within Canada and in multilateral forums such as the OECD, the International Energy Agency (IEA) and the UNEP/WMO Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). Bilaterally, Canada pursued its energy relations with, among others, the U.S., U.K., Japan, U.S.S.R., Norway, Mexico and Venezuela. Preparations continued for the World Energy Congress, to be held in Canada for the first time, in Montreal in September 1989. Among domestic energy policy events with foreign policy implications was the conclusion of the Energy Options Process, culminating in the August 1988 release of a report on Canada's energy choices into the next century.

Components of Canadian energy policy are a minimum of government intervention, a stable policy climate in which the market can operate freely, and openness to international influences. Recognition of the link between the Canadian energy sector and the forces of international supply and demand underlie this policy.

In view of the interdependence of the Canadian and world energy economies, Canada has worked to improve international co-operation relating to energy. It has taken a leading part in the IEA, which is an important forum for discussing energy issues and for developing strategies and collaborative approaches to energy security. Over the past year, the IEA's work has paid increasing attention to the environmental aspects of energy policies. It has continued to pay attention to energy security issues arising from OPEC's role in oil markets and pricing. An IEA team visited Canada in October to conduct an in-depth review of the government's energy policy.

Several international forums placed new emphasis on examining the complex inter-relationships between energy and the environment. The OECD carried out a review on the integration of energy and environmental policies. The IEA and the IPCC have begun to focus on the implications of the global greenhouse effect for possible energy policy responses. Within Canada, a federal-provincial task force on energy and the environment was established at the August meeting of the Minister of Energy, Mines and Resources and his provincial counterparts. Initially it will study the effects on energy policies of certain hypothetical limitations placed on carbon dioxide emissions.

Preparations continued for the World Energy Conference, a private sector gathering with an anticipated attendance of some 3 000 government and corporate leaders in the energy sectors of over 80 countries. This conference will address key issues such as sustainable development, energy security and investment for energy development. The Minister of Energy visited Japan in March for a series of bilateral discussions. Bilateral consultations at the official level were held with Venezuela in September and with the United States in December (the Energy Consultative Mechanism). In addition, a number of senior foreign government energy representatives visited Canada, including the energy ministers of the United Kingdom, Jordan and Kenya and officials from Norway and Japan. Both energy committees of Parliament travelled abroad to further Canada's energy interests, visiting Western Europe and Colombia.

A series of circumstances contributed to an increase in oil prices in the first few months of the past fiscal year. Greater than expected increases in oil consumption, a new OPEC production agreement bolstered by supportive measures on the part of some non-OPEC oil exporters, and accidents in Alaska and the North Sea produced an increase in oil prices as supply and demand were brought into a better balance. By March 1989 oil prices had reached a ceiling in the US\$20 range, up from a 19-month low of US\$12-13 in the autumn of 1988.

There were some significant energy developments in Canada with international implications. The Canada-U.S. Free Trade Agreement came into effect. The Canadian government moved to support energy megaprojects in the Hibernia oilfield off Newfoundland and in Western Canada. These projects attracted considerable attention outside Canada from countries interested in their magnitude and technological requirements. In September the Minister of Energy, Mines and Resources announced a new policy regarding the regulation of electricity exports and international power lines.

Petro-Canada International Assistance Corporation continued its program of hydrocarbon exploration and technical assistance projects in a number of countries, including Ghana, Costa Rica, Madagascar, Morocco, Senegal, Jordan, Thailand, Nepal and Botswana. In addition, it supported a program developed by L'École des hautes études commerciales in Montreal to upgrade the expertise of petroleum managers in Francophone developing countries, as well as a similar program for Anglophone developing countries organized by the Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development.

### Nuclear issues

Nuclear power as an energy option attracted increasing interest in the past year. This interest was partly related to concerns over the negative environmental impact of alternative energy sources such as coal, and greater confidence in the safety of nuclear power. Considerable international attention was accorded to the public information program of the Canadian Nuclear Association and Canada's responsible approach to educating its public about nuclear energy.

Canada continued its active participation in the work of the International Atomic Energy Agency (IAEA) and assumed the chairmanship of its board of governors for one year in September. During the past year there was less politicization within the IAEA and greater concentration on its primary task — nuclear safeguards. Canada also participated in various other multilateral nuclear activities during the year, including meetings of the OECD's Nuclear Energy Agency committees and expert working groups. In addition, Canada participated in both multilateral and bilateral consultations related to preparation for the Fourth Review Conference of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons.

Bilaterally, Canada signed a nuclear co-operation agreement with Uruguay, and Canada's agreement with Colombia entered into force. Canada also concluded a limited nuclear co-operation agreement with the U.S.S.R.

covering the enrichment of Canadian uranium in the Soviet Union on an "all-in, all-out" basis. Atomic Energy of Canada Limited (AECL) signed a protocol with the U.S.S.R. State Committee for the Utilization of Atomic Energy, renewing nuclear information exchanges between those two bodies. Canada held consultations on nuclear co-operation and non-proliferation with a number of nuclear partners including the U.S., U.S.S.R., EURATOM, Japan, Korea, Spain and the Netherlands. The safety of U.S. nuclear power plants being operated close to the U.S.-Canada border, particularly the Fermi II plant in Michigan, was a principal topic of discussion between Canada and the United States. The U.S. was most forthcoming in providing assurances and information in this area. Canada made a *démarche* to Japan regarding fair access for Canadian uranium to the Japanese market.

The issue of tritium exports from Canada attracted considerable attention following the start-up of Ontario Hydro's tritium extraction facility, which coincided with reports that the United States was experiencing tritium shortages for its nuclear weapons program. Canada's strong commitment to non-proliferation extends to tritium-related exports and such exports can take place only if Canada can be satisfied that they will not be used for nuclear weapons or any other nuclear explosive device.

Canada continued to be a world leader in the mining and export of uranium. Exports for 1988 were in excess of 11 000 tonnes, valued at approximately one billion dollars. Major customers continued to be the United States, Japan and EURATOM countries. The Department also continued to support the marketing activities of the Canadian nuclear industry led by AECL and Ontario Hydro. In preparation for the 50th Anniversary of nuclear fission in 1989, the Department co-operated with the Canadian Nuclear Association in preparation for its annual conference in June 1989 with the theme "Fifty Years of Fission: Halfway to the Next Century."



## The United States

Virtually every facet of the economic, political, cultural and social lives of Canada and the United States is affected by the other country. It is this undeniable fact that challenges Canadian policy and practice and that has led the government to make a priority out of the strengthening of the relationship.

The government's basic philosophy is that Canada is mature enough for a closer relationship with the United States, a relationship that would benefit Canadians in many ways. The objective of the Canadian government is accordingly intended to bring about an enhanced and more secure trade relationship; to encourage new investment in order to stimulate growth and create employment; and to seek increased co-operation in areas of common concern, such as the protection of the environment and the defence of North America.

The past four-and-a-half years have seen numerous accomplishments. The governments may not always have been in agreement — for example, the Reagan administration refused to act on the acid rain problem — but close ties have allowed both countries to deal positively with a considerable range of other bilateral questions. The negotiation and passage by the U.S. Congress and by the Canadian Parliament of the Free Trade Agreement, which came into effect January 1, 1989, is the primary example. The FTA is a new step forward, as it assures a basis for the continued economic growth in the Canada-United States trading relationship, already the largest in the world.

The primary mechanism to ensure the management of this relationship is that of regular bilateral summits and informal working meetings between the two heads of government. During the period under review, Prime Minister Mulroney visited Washington in April 1988, where he addressed a joint session of Congress. As a sign of the continuing close friendship between the two countries and to illustrate the importance of these meetings, President Bush's first foreign visit was to Ottawa, on February 10, 1989. At that time, he pledged that his administration would introduce legislation to deal with acid rain, one of the major bilateral problems.

Another important element of the relationship, the regular meetings between the Secretary of State for External Affairs and the U.S. Secretary of State, have also continued under the Bush administration. (Mr. Clark was to visit Washington on April 11, 1989.) In addition, periodic visits of key ministers in both directions ensure close attention to bilateral issues at the highest levels of each government.

To better react to the complex and diffuse nature of decision-making in the United States, the Canadian Em-

bassy in Washington and the 12 Canadian consulates general and consulates throughout the United States have continued to place much emphasis on their Congressional liaison and communications activities, designed to advocate Canada's positions on policy issues of importance to the relationship and to encourage positive decisions from Canada's perspective by the Executive and Congress as well as state governments. Major efforts in this regard were made on the FTA/trade relations and environmental — especially acid rain — fronts.

### Bilateral trade relations

Canada and the United States share the largest, most complex bilateral economic relationship of any two countries in the world. The benefits from this relationship should continue to grow with the implementation of the Canada-U.S. Free Trade Agreement.

Trade figures for 1988 show that Canadian exports to the United States totaled \$101.0 billion, an increase of 4.9 per cent over 1987. This was the largest percentage increase in Canadian exports to the U.S. since 1985. The amount might have been greater, but for the fact that the Canadian dollar appreciated by some 13 per cent in relation to its U.S. counterpart in the 1987-88 period. Merchandise imports from the U.S. totaled \$88.1 billion in 1988, an increase of 11 per cent over the previous year. Total two-way trade in goods, at \$189.1 billion in 1988, represented a 7.7 per cent increase from 1987. Canada achieved a surplus of \$12.9 billion in bilateral merchandise trade in 1988, a 24 per cent decline from 1987, when the surplus was \$17 billion. This change was caused by growth in imports due to continuing strong consumption and investment in Canada. The 1988 trade surplus in Canada's favour was the smallest since 1983.

Approximately 73 per cent of total Canadian exports of goods went to the United States during 1988, and the U.S. supplied some 66 per cent of Canada's total imports. However, the merchandise trade figures do not provide a complete picture of the economic relationship between the two countries. In excess of 20 per cent of all bilateral transactions consist of non-merchandise trade in services, transfers and investment income, an area in which Canada has historically run a deficit with the United States. These recurrent shortfalls in non-merchandise trade have traditionally produced a positive balance for the United States in the bilateral current account.

Figures for 1988 show a surplus of bilateral non-merchandise transactions in favour of the U.S. of \$14.5 billion, resulting from Canadian non-merchandise payments of \$33.0 billion and receipts of \$18.4 billion. The 1988 Canadian current account balance with the United States

Table 4

**CANADA'S TRADE WITH THE UNITED STATES**  
(millions of Canadian dollars)

CURRENT ACCOUNT — Not Seasonally Adjusted	PER CENT SHARE OF CANADA'S TOTAL EXPORTS, IMPORTS						YR-OVER-YR PER CENT CHANGE	
	1986	1987	1988	1986	1987	1988	87/86	88/87
<b>MERCHANDISE TRADE</b>								
Merchandise exports	93 323	96 581	101 581	77.8	76.6	74.1	3.5	5.2
Merchandise imports	76 407	79 154	87 992	69.4	68.7	69.0	3.6	11.2
Merchandise trade balance	16 916	17 427	13 589					
<b>NON-MERCHANDISE TRADE</b>								
Non-merchandise receipts	16 009	15 227	18 418				-4.9	21.0
Non-merchandise payments	28 202	28 098	32 958				-0.4	17.3
Non-merchandise balance	-12 193	-12 871	-14 540					
<b>TOTAL CURRENT ACCOUNT BALANCE</b>	<b>4 722</b>	<b>4 556</b>	<b>-952</b>					
<b>CAPITAL ACCOUNT — Not Seasonally Adjusted</b>								
Total Canadian claims	-7 203	-7 900	-5 001					
Total Canadian liabilities	-2 128	7 127	7 102					
Total capital account	-9 330	-774	2 100					

Source: Statistics Canada, Quarterly Estimates of the Canadian Balance of International Payments, 67-001, Fourth Quarter 1988.

(including merchandise and non-merchandise trade) consequently had a deficit of \$952 million. This surplus in favour of the United States equals less than 1 per cent of the value of all bilateral merchandise and non-merchandise trade for 1988, a year in which total two-way transactions amounted to \$240.9 billion. Therefore the bilateral current account is in virtual equilibrium.

In recent years, continued strong pressures in the United States for the imposition of restrictions over a range of Canadian exports of resource-based, agricultural and manufactured products demonstrated a need to secure access to the U.S. market and to reduce Canadian vulnerability to American protectionism.

This trend continued in 1988 when the United States initiated dumping/countervailing duty investigations on a variety of Canadian products, extended import quotas on specialty steels and cedar shakes and shingles, and commenced national security and patent infringement investigations in a number of areas.

Additionally, U.S. actions have threatened imports from Canada of a variety of manufactured and primary products from carbon steel to ground fish and lobsters, as well as disputes involving a wide variety of goods including dairy products, wool, plywood, and salmon and herring.

Canada has been active on a number of fronts to safeguard its legitimate interests and to assist Canadian industry in opposing unwarranted U.S. actions. Representations have been made to U.S. decision-makers concerning such damaging U.S. practices as the U.S. Export Enhancement Program (an agriculture export subsidy which has serious implications for Canadian wheat exporters), and a proposal

by the Environmental Protection Agency to ban the use of asbestos. The Canadian government has opposed the proposal to include Canada in voluntary restraint agreements governing steel, the discriminatory U.S. tax on oil imports, which is inconsistent with U.S. obligations under the GATT, as well as some of the more protectionist provisions of the Omnibus Trade and Competitiveness Act of 1988.

Trade issues continue to figure predominantly in meetings between Canadian ministers and their U.S. counterparts. In addition, there are continuous informal contacts between Canadian and U.S. officials, supplemented by written representations to the administration and members of Congress on a broad range of important trade issues.

#### Free Trade Agreement

The most significant of all the activities undertaken by the government in its drive to improve the bilateral trading relationship was the successful negotiation of the Free Trade Agreement. The Agreement provides for the elimination of all bilateral tariffs and other border restrictions within 10 years, backed up by clearly defined rules of origin; special measures to enhance market access for each other's exporters in the areas of agriculture, energy, automotive products, and wine and distilled spirits; liberalization of the regulatory framework surrounding government procurement, investment and financial services; a precedent-setting code, which provides for national treatment in future legislation of a broad range of service sectors; and institutional provisions for the impartial resolution of disputes and for overseeing implementation.

Standing bodies are mandated to complete a complex list of tasks or to monitor progress. The Agreement calls for



eight working groups and a monitoring committee on agricultural technical standards, a select panel on the auto industry, a working group on subsidies and a joint advisory committee on rights for retransmission of radio and television programs.

Standing consultations are to take place on agricultural issues, services, tourism and temporary entry of business persons. Various modes of co-operation and *ad hoc* consultations are also set out in the FTA. These include consultation on any matter affecting the Agreement, such as proposed major changes in customs administration; bilateral safeguard action; financial services; proposed designation of a monopoly, as well as other issues of mutual concern.

The principal standing body is the Canada-U.S. Trade Commission, which is headed by the Minister for International Trade for Canada and on the U.S. side by the United States Trade Representative. The Commission supervises implementation of the FTA, seeks to resolve disputes at an early stage and oversees the further elaboration of the Agreement. The Commission can refer disputes to panels of experts or to binding arbitration, as appropriate. The first meeting of the Commission was held in Washington on March 13, 1989. Pursuant to the commitment on standing consultations, it decided to establish a new joint working group, reporting to the Commission, on rules of origin and customs-related market access issues. Another working group is to consider requests from interested parties for accelerated elimination of tariffs on specific products; many such requests have already been received from U.S. and Canadian industries. Both governments have now established procedures for pursuing these applications. Following domestic consultations, bilateral discussions will be held during 1989 with a view to implementing agreed changes to the FTA tariff schedules on or about January 1, 1990.

The Commission also formally established the eight agricultural working groups and a monitoring committee, which comprises representatives of those agencies participating in the working groups. The monitoring committee will be co-chaired by the U.S. Under Secretary for International Affairs and Commodity Programs and by the Senior Assistant Deputy Minister and Co-ordinator of the FTA for Canada, or their representatives.

It was further agreed that the parties would name their chief representatives to the subsidies working group no later than May 1989, and would agree on terms of reference and membership of the Select Panel on Autos no later than April 1989. The Commission will meet at least twice annually.

#### **Export trade development**

The Department's trade development efforts continue to be concentrated on the United States. Canadian exports to the U.S. represent one-quarter of Canada's GDP and some two million jobs. The surplus on trade in goods with the U.S. is of such magnitude that it more than offsets the Canadian trade deficits with all of its other major trading partners except the Soviet Union, China and, more recently, Japan.

During 1988, as part of its Free Trade communications strategy, External Affairs has participated in a series of cross-Canada free trade conferences to explain the Agreement and to promote business opportunities resulting from the FTA to 6 230 business contacts. There were three phases to this series of conferences, which were organized in co-operation with local chambers of commerce and

boards of trade. In all, 42 cities were covered: virtually one conference in every major business centre in the country.

Following the passage of the free trade legislation, the Department assessed how to assist small- and medium-sized exporters to take full advantage of the Agreement. As a result, the Department in co-operation with the Canadian Exporters' Association decided to undertake in January a series of seminars on U.S. customs procedures in the post-FTA environment in 12 cities across Canada, which attracted more than 2 200 business people. A second series of seminars on U.S. government procurement was held in February in 10 cities and drew another 900 business people. A third series of seminars on export financing for the U.S. was to be held in April 1989.

Almost 300 trade promotional events were undertaken by trade commissioners located in 22 cities in the U.S. and by market development officers at headquarters in Ottawa. These events were financed from three sources: The National Trade Strategy, a program focusing on incremental trade promotion activities in the U.S., which has resulted in direct export sales of \$371 million plus \$541 million projected over a 12-month period following the event; the Program for Export Market Development, a program under which the government shares financial risk with the private sector for export projects that would not ordinarily be implemented without assistance, resulted in \$33 million in on-site sales plus \$414 million projected over the next 12-month period; the Post-Initiated Promotional Program, which allows Canada's U.S. posts to take advantage of emerging trade promotional opportunities in their territories, resulted in export sales of \$9 million on site, with \$74 million projected over 12 months.

On September 29, Mr. Crosbie announced that the government would allocate additional funds for trade promotion activities over the next five years to assist Canadian exporters to take advantage of the opportunities resulting from the Free Trade Agreement. In real terms, this means about \$6 million more in export promotion funds annually for the U.S. market.

The U.S. Trade Development Program, as financed above, covers a very wide field of activity. The following are a few specific examples:

- 1) One of the most successful initiatives in the U.S. in recent years is the New Exporters to Border States Program (NEBS). This program introduces small- to medium-sized businesses from every region of the country to the entire process of exporting to the U.S. NEBS missions endeavour to take the mystery out of what can otherwise seem to be a most intimidating activity. Of the first 500 companies participating in this program, more than half followed up and made first-time export sales valued at \$50 million. This represents about 1 200 person-years of employment, and \$211 of export revenue for every tax dollar spent on the program.
- 2) The New Exporters to the U.S. South is a new program for the numerous small- to medium-sized companies from every region of the country which have traded traditionally just over the Canada-U.S. border as a logical extension of their Canadian operations. Under this program, companies will be encouraged to venture into other U.S. regional markets by participating in outgoing, sectorially based missions, usually to a post or a selected regional trade fair.

- 3) Computerization of the trade posts within the U.S. has been completed, allowing them to take advantage of the benefits of the World Information Network (WIN Exports). This system gives trade officers in the field and at headquarters immediate access to the products of more than 22 000 Canadian exporters. WIN Exports was developed only in 1986, but is already proving to be a tool of considerable potential.
- 4) The U.S. in reality consists of about six or seven very large but distinct regional markets, each with its unique characteristics. To ensure a broader penetration of the U.S. market, but more important to take advantage of emerging market opportunities in major metropolitan centres, the concept of low-cost "satellite" trade offices was introduced. Their role is to deliver priority trade programs in the most cost-effective manner. Satellites are now operating in Orlando, Santa Clara, El Segundo, Pittsburgh, Cincinnati, Dayton, St. Louis, Philadelphia and Houston.

To assist Canadian exporters to take better advantage of the opportunities available to them from the FTA, the Department decided to open five new satellite offices in 1989/90, in San Juan, Miami, Princeton, San Diego and Denver. By the autumn of 1989, there will be a total of 27 U.S. trade offices, ensuring Canadian exporters have the widest possible access to export opportunities in every major region and metropolitan centre in the U.S.

- 5) Total non-defence purchases by the U.S. federal government, the largest single purchaser of goods and services in the world, is about \$41 billion annually. Opportunities for sales by Canadian firms to the U.S. government are as diverse as the total U.S. market itself. In practice, however, such sales have been hindered by various regulatory impediments that limit foreign supplies, such as "Small Business" and other "set-aside" programs which establish contract value thresholds. The Free Trade Agreement, by lowering these thresholds (from US\$171 000 to US\$25 000), has significantly increased procurement opportunities. Government procurement has been a priority sector during the past year, with a comprehensive program of seminars, missions and trade fairs undertaken during the year; it will be targeted increasingly in External Affairs programming.
- 6) Canada's sales of defence equipment to the U.S. amounted to approximately three billion dollars in 1988. A significant proportion of this amount was in higher technology items critical to the development of Canada's industrial base and export competitiveness in both military and civilian markets. Although Canada and the U.S. have maintained a degree of free trade in defence products for some years, this awareness and acceptance of Canadian capabilities is likely to be augmented in the wake of the general expansionary trading environment of the Free Trade Agreement.

The 55 events making up the defence trade program during the year included missions of sellers to major procurement commands in the U.S., groups of buyers from procurement agencies to visit Canadian exporters and

inspect their plants, and Canadian company participation at major U.S. trade shows.

### **Investment development**

Given the primary importance of the United States as a source of direct investment in Canada, that country is a major target for investment promotion by Canadian missions. Almost 10 per cent of personnel resources at U.S. missions were engaged in the Investment Development Program, including specially appointed investment counsellors at the consulates general in Los Angeles and New York, who pursued investment development prospects at senior levels in these major centres.

Since its establishment in 1985, the program in the U.S. has become more specific sectorally. Increasingly, it is oriented towards identifying and encouraging prospective investors in priority fields (e.g., electronics, biotechnology, health care products, and advanced industrial materials and processes), which bring with them high levels of technology along with good possibilities for creating jobs and enhancing Canadian labour skills and export capabilities. New "greenfield" investments, joint ventures, strategic partnering and licensing arrangements are highly valued.

In the United States, the program is conducted largely by missions contacting U.S. business people. The focus is on specific promotional events (close to 60 during the year): seminars for targeted members of the U.S. business community on the Canadian business and investment climate and on Canadian industrial interests and capabilities; investment information booths at key U.S. industrial fairs and conferences; advertising placements to promote investments in priority sectors; direct mail and telemarketing campaigns to selected prospects and most important, the one-on-one contacts that missions have with prospective investors. Canadian missions in the U.S. are now in touch with some 5 000 prospective investors yearly. With the advent of the FTA, this level of investment should increase substantially, and possibilities for bilateral corporate linkages should become even more diversified.

The Department has prime responsibility for carrying out the investment development program abroad, but it requires close day-to-day working relationships with other agencies and organizations: Industry, Science and Technology Canada (for sectoral and regional input into the program's development and implementation and for servicing investment leads); Investment Canada (for general promotional support, communications campaigns, research work and lead follow-up); and also the provinces and many regional and municipal authorities and industrial associations. The program also benefits from and complements other programs of the Department, including trade promotion, technology inflow, entrepreneurial immigration, public affairs and corporate and congressional liaison. In the case of investment, trade and technology development and of entrepreneurial immigration especially, joint projects have proven to be one of the most cost-effective ways to use promotional resources.

### **Tourism development**

Tourism significantly contributes to the Canadian economy. In 1987, it accounted for \$21 billion in revenues directly generated, including 600 000 individuals directly employed, and \$6.3 billion in foreign exchange earnings (making tourism one of Canada's largest export sectors).

Although Canada receives visitors from many countries, the U.S. is still its major foreign tourism market. In 1987 the U.S. provided 93 per cent (37 million) of all international tourism arrivals and 66 per cent (\$4.2 billion) of international tourism revenues to Canada.

Since 1982, responsibility for co-ordinating the tourism program has been shared between Tourism Canada, which is part of Industry, Science and Technology Canada, and External Affairs. The latter carries out the program abroad. It is specifically charged with developing a number of market-initiated activities aimed at promoting new tourism development products.

During the past year, the federal government spent close to \$1 million in support of local marketing activities initiated by the trade missions in the U.S. This contribution was matched four to one by the provinces and the private sector. It generated \$250 million worth of tourism business in Canada. The meetings and conventions segment alone was responsible for \$225 million.

### **Environmental and transboundary issues**

Transboundary acid rain continued to be the most important unresolved issue between Canada and the United States. In quarterly meetings with his American counterpart, Mr. Clark repeatedly stressed Canada's view that the most effective way to deal with transboundary acid rain is to negotiate a bilateral air quality accord which would include specific targets and timetables to reduce emissions to environmentally safe levels and to keep them there. In his address to a joint session of Congress in April, the Prime Minister emphasized the highest priority the government attaches to this objective and the determination with which he would pursue it. He told Congress that "Canada will continue to press fully its case to rid our common environment of this blight — and we shall persevere until our skies regain their purity and our rains recover the gentleness that gives life to our forests and streams."

Despite these efforts, the Reagan Administration continued to say that the call for a bilateral accord was premature and that more scientific research was required. However, during the 1988 presidential election campaign, clear indications emerged that American policy would change. Both candidates stated that they supported acid rain controls. George Bush stated that the time for study had passed and that the time for action had arrived. He called for a cut of "millions of tons" in acid rain-causing emissions by the year 2000. In keeping with his election pledge, President Bush, during his visit to Ottawa in February, indicated that his administration would soon table acid rain legislation and that, subsequent to its introduction, negotiations with Canada for a bilateral accord could begin.

The work of implementing the protocol amending the Great Lakes Quality Agreement began in 1988, and has included two sets of Canada-U.S. consultations designed to track progress in this regard. The implementation of the Niagara River Toxics Management Plan, which includes Canada, the U.S., Ontario and New York State also moved forward with the development of lists of priority chemicals on which effluent control efforts will focus.

Severe summer drought conditions resulted in an Illinois proposal to divert additional water from Lake Michigan at Chicago. Canada immediately informed American officials of its long-standing opposition to such unilateral diversions from the Great Lakes.

In September, Canada and the United States asked the International Joint Commission to re-examine the problem of air pollution in the Windsor-Detroit area. The IJC was requested to give particular attention to the effects of emissions of toxic chemicals from incineration facilities, in view of the potential detrimental effects of emissions from the Detroit incinerator and other smaller facilities in the area.

The Department continued to press Canada's concerns over the potentially harmful effects on wildlife, notably on the Porcupine Caribou Herd, which would result from opening the coastal plain of the Arctic National Wildlife Refuge in Alaska to oil and gas developments. The Department assisted in the organization of visits to Washington by representatives of the native Canadian users of the caribou to present their concerns directly to U.S. legislators. Mr. Clark raised the matter several times with his U.S. counterpart.

Canada-U.S. negotiations on Saskatchewan's Rafferty-Alameda dams project began in January 1988 and concluded in January 1989 with a draft agreement which was acceptable to both the Canadian and U.S. negotiating delegations.

An agreement for construction of a joint ring levee to protect the town of Emerson, Manitoba, and the village of Noyes, Minnesota, from flooding was concluded between Canada and the United States in August 1988.

### **Energy**

The Canada-United States trade in energy is the most extensive in the world, with a value of over \$12 billion in 1988. To implement the policy announced at the March 1985 Quebec Summit, the two countries continued to work toward the removal or reduction of barriers in Canada-U.S. energy trade. Prior to the Free Trade Agreement, much had been accomplished and free trade in energy was close to achievement. With the entry into force of the Agreement, energy relations will be on a more secure footing: Canada has gained assured access to U.S. markets and the United States will benefit from non-discriminatory access to secure Canadian energy.

### **Transportation**

The Canada-U.S. Motor Carrier Consultative Mechanism undertook to ensure the greater compatibility of safety standards in both countries. The Canada/USA/Seaway/Great Lakes Consultative Mechanism continued work on the co-operative management of the system. Both countries initiated a comprehensive examination of the Great Lakes Pilotage Study released by the U.S. Department of Transportation in December.

Following the publication by the U.S. Department of Transport of Final Rules on Substance Abuse in the Transportation Sector, a bilateral working group was created in the autumn of 1988 to address the potential transboundary implications of drug testing in all modes of the transportation industry.

### **Communications**

Cultural and communications issues continued to arise on both sides of the border. The U.S. expressed concern over Canada's book publishing and distribution policy, especially in the context of the required divestiture by an American company of two small Canadian publishing

firms. The U.S. also raised several questions on the implementation of Canada's cable retransmission rights regime, which is to be in place by January 1, 1990. The United States has expressed concern about the proposed definition of distant TV signals, the retransmission of which would entail payments of fees by cable operators.

Negotiations were concluded with the U.S. and Mexico on a new trilateral arrangement for the use of the geostationary satellite orbit. Canadian and U.S. officials continued to work on the co-ordination of the next generation of Canadian fixed satellites, Anik E. Canada continued to press the U.S. to proceed with the licensing of its mobile communications satellite services provider, which would give these services on a North American basis in conjunction with Telesat Canada.

#### **Canada-U.S. fisheries relations**

Canada-U.S. fisheries relations are largely governed by geography and the migratory habits as well as the commercial value of fish. This places both countries in a competitive situation, which also necessitates their co-operation.

One of the principal negotiations with the U.S. concerns salmon on the Yukon River. These negotiations, in which progress has been slow, began in 1985 in an effort to resolve catch allocation of Canadian-origin salmon. About 50 per cent of Yukon River chinook and autumn chum salmon are of Canadian origin, but the Americans take between 80 and 90 per cent of them. Throughout the year, preparations for the next formal negotiating session, in April 1989, were aimed at achieving some substantive progress. Canada will continue to pursue the issue with the U.S.

#### **Culture**

There was increased activity by the Department, the Embassy and the consular missions in the cultural, academic, and public milieus across the United States. The 1986 Cabinet decision on Canada's international cultural relations confirmed that the United States was the highest priority country for arts promotion and academic relations. The Canadian Studies program, which is aimed at enhancing the research and study of Canada at American colleges and universities, was very active. In addition, there have been increased opportunities for Canadian artists to exhibit and perform throughout the United States in both the public and commercial sectors. Of special note were events in connection with the 50th anniversary of the National Film Board.

Intensive efforts were made to present to a wide range of American opinion-makers factual information on the Canadian role in the relationship. Several series of publications were distributed to present the Canadian perspective on issues of importance, such as acid rain, trade relations, and the defence partnership.

Group visits by influential U.S. opinion-makers to Canada, such as members of Congress and their staff, state legislators and journalists, were organized. Increased emphasis was also given to media relations by the Department and its missions, which resulted in increased coverage of Canada in the U.S. media.

#### **Parliamentary relations**

The Department continued to support parliamentary exchanges with the United States. It continued its grant to the Centre for Legislative Exchange to facilitate visits by members of Parliament and Congress. Exchanges last year included an examination of the Canadian health care system

by American legislators and a visit to Washington by five members of the Canadian Senate to learn about U.S. natural gas issues, including marketing, regulation and the anticipated impact of the Free Trade Agreement.

#### **Western Europe and the European Community**

Relations between Canada and Western Europe were expanded as 1992, the target year for completion of the European Community's (EC's) unified market, drew nearer, resulting in preparatory activities in numerous quarters in Canada. European political co-operation is of growing importance to the external partners of the Community. Canada's relations with the EC are an extension of the close and beneficial bilateral ties it has with EC member states. They are rooted in history and have been reinforced through the generations by the existence of common cultures and languages.

Canada's ties with Western Europe are strengthened by many events and meetings that take place on the international scene. Four of Western Europe's major countries and the European Commission participate in the economic summits of the industrialized countries, along with Canada. Among the most important participants in the multilateral trade negotiations under way in the GATT are the European Community and its member states. Canada has had continuous contact with its Western European partners within the framework of the Conference on Security and Co-operation in Europe, as Canada has had for 40 years in NATO. Close dialogue with present-day Western Europe deals with issues such as the struggle against international terrorism, agricultural subsidies, fisheries, solutions to regional conflicts, East-West relations, La Francophonie and the Commonwealth.

Canada's economic trade with Western Europe, nearly 90 per cent of which is with the EC countries, continues to expand. The Canadian government is optimistic about the possibilities of partnership and joint investment inherent in industrial, scientific and technological co-operation.

#### **Trade**

Western Europe is the world's largest trading bloc. The European Community itself, with its market of 325 million relatively affluent consumers, is the world's largest exporter and the world's second-largest importer. In 1987, Western Europe imported well over \$600 billion of goods, not counting intra-EC trade and trade with member states of the European Free Trade Association (EFTA). The European Community accounted for over \$450 billion of these imports, or 15.4 per cent of world trade. The European Community has a GDP roughly equal to that of the United States, totalling over US\$4 trillion.

Canadian exports to Western Europe in 1988 were valued at \$13.04 billion, up 18 per cent over 1987. In many respects, Western Europe is an ideal market for Canadian exporters as it is a cash market with a demand for high-quality products and advanced technology. During the first eight years of this decade, some 60 per cent of Canadian exports to Western Europe have been value-added fabricated materials or end products. In order to expand exports, Canadian companies are having to develop more sophisticated and competitive export marketing and investment strategies, together with making a long-term commitment to work within the Single European Market in 1992.

Western Europe is also the second-largest and fastest-growing source of foreign investment in Canada. Direct investment from the European Community in Canada reached an estimated \$19.9 billion in 1987, up more than 50 per cent since 1980. This represents close to 80 per cent of the non-U.S. direct investment in Canada.

#### Science and technology relations

Canada has six bilateral agreements covering science and technology co-operation with Western Europe. In addition to the 1976 Framework Agreement with the European Community, there are agreements with France, Germany and Belgium, and Exchanges of Letters with Britain and Norway. In view of the necessity of taking advantage of new opportunities which will be created by the completion of the Single European Market in 1992, and the Free Trade Agreement in North America, the general objective in Canada's science and technology relations with Western Europe is to establish technological and trade bridges through research co-operation that would bring economic and industrial benefits. The Department facilitated private-sector exploration of research co-operation in EUREKA projects. The first instance of full participation of a Canadian company at project level was achieved in 1988. Four very active bilateral programs of science and technology co-operation are administered by the Department. Their accomplishments rest largely on the active collaboration and support from the federal science and technology agencies and the provinces.

#### Immigration

Most Canadian missions in Western Europe placed special emphasis on enforcement-related issues in 1988/89. With the full co-operation of airlines and airport officials throughout Western Europe, Canadian missions in the area spent significant time trying to stem the flow of illegal immigrants seeking to enter Canada by using false visas or forged travel documents. In addition, missions such as Bonn, Brussels and The Hague spent much effort following up on leads and rumours of possible boat departures of illegals destined for Canada.

With funds from Investment Canada, Canadian missions participated with the provinces in promotional campaigns to encourage the immigration of entrepreneurs and investors to Canada. These efforts were again quite successful and attracted 536 immigrant entrepreneurs/investors, who invested some \$3.14 billion in Canada. This represented a 305 per cent increase over the previous year.

With 33 490 visas issued to potential immigrants from the area, Western Europe was the second-largest source of new immigrants to Canada. In addition, 64 713 visas were issued to visitors, students and temporary workers.

A number of missions such as Athens, Ankara, Rome and Bonn contributed to Canada's general refugee program by issuing some 8 129 visas to refugees from Eastern Europe, Africa and the Middle East, almost doubling the figure for the previous year.

**Table 5**  
**CANADIAN EXPORTS TO WESTERN EUROPE BY COUNTRY**  
(thousands of dollars)

	Exports 1986	Per cent share	Export 1987	Per cent share	Export 1988	Per cent share	Per cent change 88/87
Belgium and Luxembourg	846 044	8.9	1 167 460	10.6	1 173 822	9.0	0.5
France	1 012 839	10.7	1 086 753	9.8	1 221 258	9.4	12.4
Germany, West	1 309 065	13.8	1 606 265	14.5	1 773 251	13.6	10.4
Italy	711 705	7.5	868 968	7.9	1 034 565	7.9	19.1
Netherlands	1 009 728	10.7	1 071 659	9.7	1 436 411	11.0	34.0
United Kingdom	2 731 894	28.9	3 029 691	27.4	3 561 717	27.3	17.6
Ireland	91 470	1.0	145 294	1.3	217 478	1.7	49.7
Denmark	111 811	1.2	115 354	1.0	136 667	1.0	18.5
Greece	66 155	0.7	68 000	0.6	61 058	0.5	-10.2
Portugal	154 745	1.6	174 026	1.6	169 002	1.3	-2.9
Spain	138 468	1.5	217 520	2.0	245 696	1.9	13.0
Gibraltar	118	0.0	158	0.0	204	0.0	29.1
Malta	1 131	0.0	1 833	0.0	1 787	0.0	-2.5
Austria	52 391	0.6	95 788	0.9	108 755	0.8	13.5
Finland	85 870	0.9	101 902	0.9	176 752	1.4	73.5
Iceland	7 627	0.1	12 780	0.1	12 829	0.1	0.4
Norway	319 841	3.4	321 188	2.9	489 069	3.7	52.3
Sweden	247 645	2.6	266 744	2.4	328 185	2.5	23.0
Switzerland	353 424	3.7	437 091	4.0	712 327	5.5	63.0
Turkey	202 980	2.1	266 577	2.4	181 667	1.4	-13.9
<b>TOTAL</b>	<b>9 454 950</b>	<b>100.0</b>	<b>11 055 053</b>	<b>100.0</b>	<b>13 042 500</b>	<b>100.0</b>	<b>18.0</b>

**Table 6**  
**CANADIAN IMPORTS TO WESTERN EUROPE BY COUNTRY**  
(thousands of dollars)

	Imports 1986	Per cent share	Imports 1987	Per cent share	Imports 1988	Per cent share	Per cent change 88/87
Belgium and Luxembourg	569 775	3.8	557 162	3.4	609 971	3.2	9.5
France	1 664 526	11.0	1 590 126	9.8	2 864 404	15.1	80.1
Germany, West	3 572 878	23.7	3 649 601	22.5	3 847 124	20.3	5.4
Italy	1 750 747	11.6	1 793 862	11.1	1 953 530	10.3	8.9
Netherlands	664 274	4.4	742 547	4.6	762 291	4.0	2.7
United Kingdom	3 573 347	23.7	4 276 761	26.4	4 634 837	24.4	8.4
Ireland	173 482	1.1	200 048	1.2	219 673	1.2	9.8
Denmark	244 750	1.6	261 792	1.6	259 364	1.4	-0.9
Greece	73 000	0.5	65 403	0.4	68 795	0.4	5.2
Portugal	82 398	0.5	95 034	0.6	119 558	0.6	25.8
Spain	495 701	3.3	530 588	3.3	714 984	3.8	34.8
Gibraltar	124	0.0	102	0.0	121	0.0	0.0
Malta	4 031	0.0	1 971	0.0	66 060	0.3	...
Austria	234 661	1.6	267 893	1.7	285 264	1.5	6.5
Finland	261 180	1.7	295 857	1.8	343 032	1.8	15.9
Iceland	20 896	0.1	24 684	0.2	14 169	0.1	-42.6
Norway	296 272	2.0	307 955	1.9	494 203	2.6	60.5
Sweden	785 695	5.2	892 053	5.5	931 692	4.9	4.4
Switzerland	578 681	3.8	581 059	3.6	700 735	3.7	20.6
Turkey	59 314	0.4	78 783	0.5	72 497	0.4	-8.0
<b>TOTAL</b>	<b>15 105 733</b>	<b>100.0</b>	<b>16 213 274</b>	<b>100.0</b>	<b>18 962 301</b>	<b>100.0</b>	<b>17.0</b>

... Percentage change exceeds 999 per cent.

In line with the government's priorities in the immigration field, services were expanded in Ankara, Bonn, Brussels, Rome and The Hague during 1988/89.

#### Cultural relations

Cultural ties with Western Europe were strengthened and enriched through numerous tours by Canadian artists and through their participation in exhibitions and festivals. Canada was the guest of honour at the Book Fair of Göteborg, Sweden, in August. During the summer of 1988, the Royal Canadian Mounted Police Musical Ride conducted an extensive tour of Ireland, Britain, the F.R.G., Netherlands, France, Switzerland and Belgium. Some 40 European journalists were invited by the Department to visit Canada to familiarize themselves with its economic and social development. Canada's cultural industries continued to establish themselves in the European markets, while Canada hosted troupes and exhibitions from Western Europe. Co-operation in the audio-visual, film and television fields increased considerably. Academic exchanges were actively pursued, alongside the programs set in motion in cultural agreements, notably with France, Italy, Belgium, the F.R.G., Britain and the Netherlands.

#### The European Community

Canadian exports to and imports from the European Community grew in 1988 at the same rate as 1987, a relatively strong 18 per cent. Since exports were \$10.7 billion and imports \$16.0 billion for the third year in a row, there was a significant trade deficit of about \$5 billion. After two years of successive decline in the value of the Canadian dollar in

European Currency Unit (ECU) terms to a level of ECU 0.65 in 1987, the dollar's value rose again to ECU 0.74 at the end of 1988.

Trade relations with the Community were characterized by the following major events and activities:

- The Prime Minister visited the President of the European Commission on March 4, 1988, and took steps to improve trade relations between Canada and the European Communities.
- On June 6 the Minister of State for Science and Technology visited his counterpart in the Commission and achieved access for Canadian firms to European Community research and development cost-sharing programs.
- Diplomatic representations on the EC-proposed tax on fats and oils, security deposit on imported peas and beans, higher duties on imports of canary seed, EC-subsidized flour exports to Cuba and fur labelling had the desired effect of avoiding, alleviating or postponing the impact of these measures. In the area of bilateral fisheries relations, however, considerable differences remained, especially over the management of the fish stocks in the NAFO zone. Canada maintained its longstanding conservationist approach.
- The sub-committees for industrial co-operation and science and technology, established under the Canada-EC framework agreement on economic and commercial co-operation of 1976, met on October 17 and 18. New projects to encourage industrial co-operation between Canadian and Community firms were imple-

mented in the medical device, and frozen and chilled food sectors during the course of the year. An agreement providing for Canadian participation with the EC in nuclear fusion energy research also was signed.

- A major program to respond to the challenges and opportunities related to Europe 1992 entered its initial phases. Part I of a study on the effect of the completion of the EC internal market on Canadian trade, investment and technology interests was completed for a major conference on the subject in Toronto, where the findings were brought to the attention of the Canadian business community. Interdepartmental working groups were established for key industry sectors expected to be affected by the EC harmonization directives. Their task is to monitor the implementation of the new Community legislation and to recommend appropriate courses of action.
- Bilateral negotiations continued, without settlement, for compensation for the negative effects of the 1986 EC enlargement on Canadian exports of wet-salted cod, wheat and barley, as well as for impairment of Canada's "quality wheat" and barley rights as a result of previous expansions of the Community. Agreement with the Community was achieved on the implementation of the GATT panel report on Canadian liquor board practices, except for beer.
- A draft study on a global system to exchange hydrogen-based energy, involving Quebec Hydro, was concluded during 1988. In October there was a bilateral review of co-operation in science and technology in Ottawa at the senior official level.

### **United Kingdom**

The United Kingdom remained Canada's third-largest trading partner, after the U.S. and Japan, and the second-largest source of direct foreign investment. Two-way merchandise trade with Britain for 1988 grew to \$8.1 billion, an increase of 12 per cent over 1987. Canadian exports to the U.K. rose by 23 per cent over the previous year to \$3.5 billion, which constitutes over 28 per cent of Canada's exports to the European Community. The U.K. maintained a trade surplus of about \$1.1 billion, due largely to North Sea oil exports to Canada. The increase in the total value of trade with the U.K. should also be viewed in the context of the British government's determination to support the value of the pound at a relatively high level. In the area of trade promotion, 18 Canadian firms participated in two international trade fairs in the U.K., with on-site sales of \$3 million. In addition, there were a number of trade missions and special events organized during the year, notably "Canada Nouveau" in the autumn of 1988, which featured Canadian design, arts and food, and "Canada-U.K. Marketplace" which introduced 40 small- to medium-sized Canadian advanced technology companies to the U.K. market. The International Trade Minister, Mr. Crosbie, visited London in February, while British Department of Trade and Industry officials visited Ottawa in January and June. There was continued progress in about 50 co-operative science and technology projects.

Regular consultation on political, defence and economic subjects continued at a high level. Numerous visits in both directions underlined the close and extensive relationship between the two countries. Prime Minister Mulroney

visited London in May, during a tour of Summit capitals. On the occasion of the Toronto Economic Summit in June, Prime Minister Thatcher also came to Ottawa and addressed Parliament. Mr. Mulroney returned to London for a two-day official visit in March. These occasions provided opportunities for both leaders to discuss bilateral and multilateral issues. Both Mr. Clark and Sir Geoffrey Howe meet regularly in Ottawa and in London, and at multilateral gatherings such as NATO and Commonwealth conferences. They met again at the UN General Assembly in New York in September. Various members of the royal family visit Canada from time to time and the Governor General visited Britain in August. In pursuit of bilateral objectives, other Canadian (including provincial) and U.K. ministers frequently exchange visits. Premier Bourassa's visit in January was of particular note.

The Canada-U.K. Colloquium series continued in 1988 with the holding of a successful meeting in Toronto on secondary education and the decision to hold the next Grand Colloquium in the U.K. in 1989.

### **Federal Republic of Germany**

Relations between Canada and the F.R.G. continued to thrive and intensify. The F.R.G. remains one of Canada's most important defence partners in NATO, the third-largest source of foreign direct investment, fourth-largest trading partner, most important Western European partner in science and technology, and an important source of business immigrants to Canada.

The period under review witnessed a series of high-level visits, culminating in Chancellor Kohl's successful first visit to Canada in June and Prime Minister Mulroney's visit to Canadian Forces Base Lahr. Germany's foreign and finance ministers also visited Canada for the 1988 Toronto Economic Summit. Provincial premiers Bourassa and Peterson visited the F.R.G. during the year to promote growing provincial interests in the country. The Canadian Minister of Finance, Minister for Regional Industrial Expansion and the Minister of State for Science and Technology visited the F.R.G. in support of Canada's trade and investment interests. Other official bilateral visits this past year spanned the portfolios of agriculture, defence and communications, to name but a few areas of co-operation.

Two-way trade has been growing impressively and reached \$5.6 billion in 1988. However, bilateral trade and economic activities still capture only about 1 per cent of each country's total exports, and Canada continues to have a trade deficit with Germany, amounting to \$2.1 billion in 1988. High technology and manufacturing are key sectors that hold promise for future market development. The Department is pursuing an active program to help Canadian business and economic interests. Under government sponsorship, for example, roughly 170 Canadian companies participated in Germany's many international trade fairs this past year. In addition, the Department is sponsoring seminars and conferences aimed at increasing German business and investment in Canada.

The annual Grainau Conference in Germany, the recognized international forum for Canadian Studies in Europe's German-speaking universities, is largely sponsored by the Department. Another important annual event is the "Atlantik Brueke" Conference, a Canada-F.R.G. private-sector organization, which held its third meeting in Toronto in 1988.

The Atlantik Brueke offers a forum for prominent politicians, government leaders, academics and journalists from both countries to discuss issues of common interest and concern. It has become another useful channel for strengthening the relationship between the two countries.

### France

The general agreement signed on March 30, 1989, between Canada and France on interim fishing arrangements and on arbitration concerning the maritime boundary off the coasts of Canada and Saint Pierre and Miquelon was one of the highlights in the past year's relations between the two countries. The two decided to submit to an arbitration tribunal consisting of five judges the task of determining their respective maritime areas off Newfoundland and the French archipelago. This agreement provides a judicial settlement of a long dispute between Canada and France over the maritime boundary question.

At the end of March, France also announced its decision to dispense with the visa requirement for Canadian nationals visiting France for periods of less than three months.

Prime Minister Mulroney met with President Mitterrand and Prime Minister Rocard in May in Paris as part of his pre-Economic Summit tour. He saw the French leaders again at the Toronto Summit in July, and at the Environmental Summit at The Hague in March 1989. Mr. Clark met with his counterpart, Mr. Roland Dumas, at the OECD ministerial meeting in May in Paris, and at the Conference on Chemical Weapons held in Paris in January.

Quebec Premier Robert Bourassa visited France early in the winter of 1989. This was followed by Ontario Premier David Peterson's visit early in the spring; this was the first time an Ontario premier paid an official visit to France. Delegations from the Fédération des Francophones hors Québec and from the Société Nationale des Acadiens were also received at the highest levels of the French government in the autumn of 1988. Visits to Canada during this period included those of Michel Delebarre, Minister, Raymond Barre, Deputy and former Prime Minister, a delegation from the Social Affairs Commission of the French Senate, and a group of six French deputies from various political parties on a familiarization visit to Canada.

The 13th session of the France-Canada Joint Cultural Commission was held in Paris from November 22 to 24. Since September Canadians have also had access to TV-5, a new international Francophone television network. In May, the seventh session of the Canada-France Joint Scientific Commission took place in Paris.

A surge in imports from France boosted two-way trade by 53 per cent to reach \$4.1 billion in 1988. France is now Canada's fifth-largest trading partner after the U.S., Japan, U.K. and West Germany. The Canadian trade deficit with France jumped to \$1.6 billion, mainly as a result of the first deliveries of Airbus aircraft to Wardair. French exports to Canada increased by 80 per cent to reach \$2.9 billion while Canadian exports to France showed a more modest 13 per cent increase to \$1.2 billion.

Canadian investment in France, traditionally dominated by Canada's larger multinationals, appeared to broaden its base through recent purchases by medium-sized firms such as Cascades (cardboard) and les Plastiques Modernes (plastics). Northern Telecom on the other hand started the construction of a PABX manufacturing plant in Verdun.

Investment, technology and tourism promotion continue to yield excellent results. In its last year of existence, the Economic Action Plan for France continued to support the high-level Canada-France Businessmen's Club, regional trade missions and visits by economic journalists.

### Italy

Bilateral relations with Italy continued to develop, characterized by a mutual desire to intensify interchange in all areas. Because of the presence of a large Canadian community of Italian origin, cultural relations continued to be very active, on both the artistic and academic levels. The desire to increase the exchange of high-technology products and to promote investment and industrial co-operation was manifest by the signing of an Industrial and Economic Co-operation Agreement on August 1, 1988.

Bilateral trade increased to \$2.9 billion in 1988, compared with \$2.5 billion the previous year. Italian exports to Canada were nearly \$2 billion, up 14.4 per cent over 1987. Canadian exports to Italy totalled \$1 034 million, an increase of 19 per cent over 1987.

An important mission of Canadian business persons to Rome and Milan, led by Mr. Crosbie, the Minister for International Trade, took place between January 29 and February 1. With Italian Trade Minister Renato Ruggiero, Mr. Crosbie co-chaired the first meeting of the Working Group on Industrial and Economic Co-operation. Visits by parliamentarians and senior officials in both directions also contributed to the political dialogue and the strengthening of ties. An amendment to the taxation agreement of 1977 was signed on March 20, 1988, to allow changes to be made in regard to pensions.

Mrs. Lise Bacon, the Deputy Premier and Cultural Affairs Minister of Quebec, paid an official visit to Rome on December 5, where she met Mrs. Vincenza Bono-Parrino, the Italian Minister of Cultural Property and Sites. Mrs. Bono-Parrino visited Quebec at Mrs. Bacon's invitation in September 1988 and opened a Christopher Columbus exhibition in Ottawa.

The Italian desire to establish an Italian Emigration Committee in Canada was the focal point of the discussions between Canada's Minister of State for Finance, Mr. Gilles Loiselle, and Italy's Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Senator Gilberto Bonalumi, when the latter visited Ottawa in March.

### Switzerland

Bilateral trade between Canada and Switzerland totalled \$1.4 billion in 1988, up nearly \$400 million over the previous year. Canadian exports increased by more than \$275 million, totalling \$712 million in 1988. Switzerland ranks seventh among foreign investors in Canada. Canadian public and private borrowing from Swiss sources is about \$3 to \$4 billion per year. The number of Swiss tourists visiting Canada in 1988 was more than 76 000, making Switzerland 10th among world customers of Canadian tourism, and representing an increase of more than 22 per cent over the previous year.

Mr. Crosbie led the Canadian delegation to the Davos Symposium, an annual informal gathering of governmental economic decision-makers, in January 1989. The premiers of British Columbia and Quebec, accompanied by senior business leaders, also took part in the event.

### Spain and Portugal

Canada's bilateral trade with Spain and Portugal increased 20 per cent during 1988 and reached a record level of \$1.2 billion. In September, Canada and Spain signed an air trans-



port agreement to increase flight connections between the two countries. A delegation from the Spanish Parliament visited Canada to consult on the Canadian health system. Extensive discussions with Spain were initiated over a broad range of subjects, including peacekeeping operations, United Nations affairs, defence co-operation, and cultural and scientific co-operation. Portuguese privatization policies and capital investment schemes proceeded during the year and attracted the interest of Canadian business persons. Defence co-operation between Canada and Portugal continued with a visit of the Portuguese National Defence Academy. Areas with potential for co-operation with Portugal were explored and are being developed.

### **The Holy See**

The international community once again bore witness to the moral authority of the Vatican, which published two important documents on minorities and racism. Canada's mission to the Vatican maintains close relations with Church authorities and regularly seeks their views on human rights, religious freedom, international development and other subjects of interest to Canada. The bilateral aspect of Canada's relations with the Holy See is of equal importance. A number of Canadian official personalities and religious figures visit the Holy See annually. It was in this context that Mr. Clark met with Pope John Paul II on January 2 and discussed with him major issues of current interest to the international community.

### **Austria**

In 1988 trade between Canada and Austria reached \$394 million, up nearly \$30 million over 1987. Mr. Thomas Klestil, the General Secretary of the Austrian Foreign Ministry, visited Ottawa in October. His meetings with Canadian officials enhanced the dialogue in the field of international politics. Mrs. Hilde Hawlicek, the Austrian Minister of Education, Arts and Sports, accompanied the Vienna Philharmonic Orchestra for its Toronto performance in October. She also visited Ottawa, Quebec City and Montreal. Air negotiations between the two countries took place in November.

Mrs. Mary Collins, the Associate Minister of National Defence, talked with the Austrian authorities in Vienna on the occasion of the ceremonies in March observing the beginning of two new series of negotiations, one on the reduction of conventional armed forces in Europe, and the other on confidence-building measures.

### **The Benelux countries**

Trade with Belgium, the Netherlands and Luxembourg continued its remarkable growth, increasing from \$3.5 billion in 1987 to nearly \$4 billion in 1988, and making this region an important trading partner. The surplus in favour of Canada is more than \$1 billion.

Two-way trade with Belgium was \$1.7 billion in 1988, up approximately \$100 million from 1987. The Prime Minister and other cabinet ministers — mainly the External Affairs, International Trade and National Defence ministers — frequently travel to Belgium for NATO meetings or for EC-related visits. Mr. Lucien Bouchard, Minister of the Environment, visited Belgium in March. A working visit to Belgium was made by Premier Bourassa of Quebec at the end of January. Mr. Valmy Féaux, President of the French Community of Belgium, participated in the August opening of the Canada-Quebec station TV-5. Discussions on an

extradition treaty were held in September. Canada and Belgium reviewed their cultural co-operation during the autumn of 1988.

The high point of Canada-Netherlands bilateral relations was the visit of Her Majesty Queen Beatrix and His Royal Highness Prince Claus to Canada in May. The royal couple were accompanied by the ministers of foreign affairs and international trade. In May, with the Queen present, Canada's Minister of the Environment and his Dutch colleague signed a memorandum of understanding for bilateral co-operation in environmental matters. In mid-May agreement was reached on the text of a new air accord. In September Mr. Deetman, the Dutch Minister of Education and Science, made a visit to Canada.

Negotiations toward an extradition treaty were completed in February, as were those for a supplementary accord for changes to the social security agreement between the two countries. During the year, British Columbia Premier Vander Zalm visited the Netherlands. Prime Minister Mulroney, accompanied by the Minister of the Environment, Lucien Bouchard, were at The Hague on March 10-11, attending an environmental conference, and also held discussions with their Dutch counterparts. In 1988, some 100 000 Dutch tourists visited Canada, while total Dutch investment in Canada attained \$2.5 billion, making the Netherlands the fourth-largest foreign investor in Canada. Trade increased by \$390 million over 1987, bringing the 1988 total to \$2.1 billion.

Canada and Luxembourg signed a double taxation agreement in February. Negotiations on social security between the two countries were held in March in Luxembourg.

### **Ireland**

Ireland is Canada's 14th-largest customer for exports and Canada is Ireland's 12th-largest market, with two-way trade reaching \$437 million in 1988. Canadian exports to Ireland in 1988 exceeded \$217 million, up 50 per cent from the previous year. Major exports included computers and parts, telephone equipment, lumber, wood pulp, wheat and aircraft engines and parts. Ireland is Canada's 13th most important source of foreign direct investment, amounting to some \$199 million at the end of 1986. Canadian direct investment in Ireland reached \$795 million in 1986, making Ireland Canada's seventh-largest destination of direct investment abroad.

Relations between Canada and Ireland are excellent and reflect such diverse factors as the presence in Canada of over one million persons of Irish descent. Both countries have a long record of service in UN peacekeeping operations. In August, the Governor General paid a private visit to Ireland and in March the Irish Deputy Prime Minister (*Tánaiste*) and Foreign Minister made an official visit to Ottawa. The year 1988 marked the millenary celebrations of Dublin, during which the RCMP Musical Ride performed at the Royal Dublin Society in May; the Mayor of Dublin visited Ottawa in September and met with her counterpart and the Chairperson of the National Capital Commission; Canadian maple trees were planted by Canadian and Irish officials at two locations in Dublin, and HMCS *Saguenay* visited Ireland to take part in the 150th anniversary of the first transatlantic steamship crossing. The Canadian Ambassador to Ireland was invited to be Marshall of the St. Patrick's Day Parade in Toronto, the first to be held in over

100 years. Canadian visitors to Ireland included provincial representatives from Newfoundland and the Anglican Primate of Canada.

### **Turkey**

Canada-Turkey trade slowed somewhat in 1988 reflecting fiscal restraint applied to the Turkish economy. As Turkey must make debt repayments in 1988 and 1989 of some \$7 billion in each year, financing for government-sponsored projects has been reduced accordingly. Canadian companies continue to position themselves in the Turkish market and are actively pursuing projects valued in the \$2 billion range. In February Mr. John McDermid, Minister of State (Privatization and Regulatory Affairs), visited Turkey for the initialing ceremony associated with the selection of a Canadian company for final negotiation of the contract for the Ankara Urban Transit Project.

### **Greece**

Bilateral trade with Greece amounted to \$129 million during 1988. Negotiations are taking place for Canadian participation in large projects, such as the Acheloos river diversion and in the defence and aviation industries. Consultations at the senior official level took place during the period in which Greece held the presidency of the European Community and of European Political Co-operation.

### **The Nordic countries**

Canada continued to enjoy close working relations with the Nordic countries both at the United Nations and in other multilateral organizations. It co-operated closely on matters such as human rights, peacekeeping and the protection of the global environment.

Arctic issues have been growing in importance in Canada's relations with the Nordic countries. Throughout 1988 Canadian officials and polar scientists co-operated with their counterparts in all the Nordic countries in discussions aimed at establishing a non-governmental international arctic science committee. Draft founding articles for such a body were agreed upon by the Arctic countries in December in Leningrad. Also in December Canada informed Finland that it supports the Finnish proposal that the Arctic countries work together to protect the Arctic environment. It is hoped that this initiative will lay the groundwork for international action to meet the growing evidence of environmental deterioration in the Arctic.

Highlights of the past year included the annual meeting of the Canada-Norway Offshore Working Group, which took place in Stavanger and Oslo; the Advanced Technology Mission and the Marine Mission both of which visited all four Nordic missions; and the Defence Products Mission to Oslo and Copenhagen.

Canadian products continued to be successful in traditional and new product areas in Denmark. In 1988 our exports grew 19 per cent to \$136 million, with major items being fish products, coal, chemical products, hi-tech products and medical supplies. As 1992 approaches, there will be growing opportunities for technology transfer, joint ventures and strategic partnering arrangements for Canadian firms. The Embassy in Copenhagen acquired a technology development officer to seek out opportunities for Canadian companies in, *inter alia*, the agriculture and food products, fisheries, light manufacturing and advanced technology sectors.

Prospects for increasing trade between Canada and Finland remained excellent. Exports to Finland increased from \$101.9 million in 1987 to \$176 million in 1988. Canadian exports of manufactured products rose considerably.

Although Iceland is a small market for Canada, exports totalled over \$12.8 million during 1988, with a variety of consumer products accounting for this total. This is a significant increase over previous years.

Canadian exports to Norway grew from \$321 million in 1987 to over \$489 million in 1988. Embassy promotional activity concentrates on the following sectors: defence programs and products, including aerospace; advanced technology; broadcasting, including CATV; telecommunications; and oil and gas equipment and services.

Increasing contacts between Canadian and Norwegian researchers have occurred under the auspices of the Exchange of Letters on Science and Technology Co-operation, signed in 1986. A number of new activities were launched in the marine sciences, particularly in aquaculture, a field of great potential for expanded co-operation.

Canada's exports to Sweden grew from \$266 million in 1987 to \$328 million in 1988. Sweden is the ninth largest source of direct foreign investment in Canada, and the Swedish corporate presence in Canada is extensive — about 100 Swedish companies have subsidiaries here.

### **The Soviet Union and Eastern Europe**

East-West relations showed marked improvement during the period under review, particularly in light of the successful conclusion of the Vienna Follow-up Meeting of the CSCE, the resolution of a number of regional conflicts and the generally more responsible posture adopted by the Soviet Union on arms control and disarmament questions. Against this background, the expansion of constructive dialogue with the Soviet Union and the other countries of Eastern Europe, particularly Hungary, Poland and Yugoslavia, and the promotion of contacts at the ministerial and senior official level, remained major Canadian foreign policy objectives. A variety of initiatives, especially in the area of trade relations, further strengthened Canada's relations with the Soviet Union and Eastern Europe.

#### **Soviet Union**

High-level contacts between Canadian and Soviet leaders were not so extensive in 1988/89 as in the previous year. The tragedy in Armenia, which preoccupied the Soviet leadership, prompted unprecedented official and unofficial Canadian assistance. Preparations were made for visits in 1989/90 by the Prime Minister, and by senior Canadian and Soviet ministers, as well as a Canadian parliamentary delegation.

Mr. Joe Clark met his Soviet counterpart, Mr. Eduard Shevardnadze, during the UN General Assembly in September. Discussions between senior officials across a broad spectrum of topics helped to expand the range of dialogue and co-operation between Canada and the Soviet Union in such areas as human contacts, disarmament, space co-operation, the Arctic and the United Nations.

#### **Eastern Europe**

The major changes taking place in Eastern Europe resulted in encouraging developments in a number of countries, which were followed with great interest in Canada and which will allow for more active bilateral relations.

In July 1988, Karoly Grosz, General Secretary of the governing Hungarian Socialist Workers' Party and, at the time Prime Minister, paid a brief visit to Niagara Falls and Toronto. He met Prime Minister Mulroney, Finance Minister Wilson, Ontario Treasurer Robert Nixon, and major Canadian business persons and financiers. Several projects of investment or joint ventures by Canadians in Hungary are moving forward.

Mr. Clark met his Polish and Yugoslav counterparts at the United Nations during September. Dialogue with Yugoslavia has acquired added interest since Yugoslavia assumed the chairmanship of the Non-Aligned Movement in September and will be host to the Movement's next summit in September 1989, and since Canada's election to the UN Security Council, of which Yugoslavia is currently a member.

In March the Department assisted Parliament in organizing the visit to Canada of a parliamentary delegation from Poland, which visited Toronto, Ottawa and Montreal. The Polish delegation made a particular point of explaining the political and economic reforms currently under way in Poland, which are expected to lead to improved Canada-Poland relations in many areas. The Department and respective Canadian embassies also rendered assistance to the Canadian delegation to the Inter-Parliamentary Union meetings in Sofia in September and in Budapest in March.

Political consultations were held with the foreign ministries of Bulgaria, the German Democratic Republic, Hungary and Romania. The first Canadian Ambassador accredited to Albania presented his credentials in Tirana in April 1988.

#### Trade

In 1988 Canadian exports to the Soviet Union and Eastern Europe increased to \$1.37 billion from \$1.0 billion in 1987. This recovery was due in part to increased prices for commodity exports. Imports from the region in 1988 almost doubled, from \$387 million in 1987 to \$614 million, due primarily to high Soviet shipments of precious metals. Overall, the trade balance continued in Canada's favour although at a lower level in proportion to total trade.

During the year bilateral trade consultations took place with the U.S.S.R., Czechoslovakia and Hungary.

An active fairs and missions program was continued, which included Canadian exhibits at the national fairs in all countries of the region. Incoming and outgoing missions were organized in sectors such as oil and gas equipment, environmental protection equipment and third market co-operation.

In January the Minister of State (Grains and Oilseeds) paid a working visit to the U.S.S.R. for consultations. Incoming visits of deputy ministers from the G.D.R., Romania and Czechoslovakia also took place.

There was a remarkable increase in the level of interest in the U.S.S.R. shown by the Canadian business community. The spearhead for much of these activities has generally been the process of *perestroika*, and specifically joint ventures, which allow for enhanced economic participation by foreign countries. As of March 1989, a total of 10 joint ventures were signed between Canadian companies and Soviet enterprises, and a number of others were under various stages of discussion. The process of decentralization and liberalization of the Soviet economy means that Canada's trading relationship with the U.S.S.R. has taken on the added dimension of direct Canadian investment in that country. New forms of trade and a diversification into new sectors of activity required the Department to respond with increased assistance to Canadian exporters.

#### Academic, cultural and scientific relations

With the successful negotiation of a new two-year Program of Academic, Scientific and Cultural Exchanges with the U.S.S.R., initiatives for further informal contact between Canadian and Soviet scholars, experts, and graduate students continued to develop. In 1988, 20 Soviet researchers and students came to Canada with federal funding available under the program, and a similar number of Canadian academics and students pursued studies in the U.S.S.R. The Arctic Ski Trek, underlying the co-operation between Canada and the U.S.S.R. in Arctic sciences and circumpolar affairs, was successfully concluded; the Soviet Prime Minister invested the adventurers with the Order of

Table 7

### CANADIAN EXPORTS TO EASTERN EUROPE BY COUNTRY (thousands of dollars)

	1986	1987	1988	Per cent change 88/87
Albania	49	540	1 343	148.7
Bulgaria	53 987	35 752	25 677	-28.2
Czechoslovakia	13 265	14 138	11 203	-20.8
Germany, East	117 666	55 858	57 706	3.3
Hungary	11 094	16 226	6 469	-60.1
Poland	19 487	12 455	19 133	53.6
Romania	130 443	53 678	53 830	4.0
U.S.S.R.	1 215 585	800 606	1 141 929	42.6
Yugoslavia	40 872	16 516	46 531	181.7
<b>TOTAL</b>	<b>1 602 448</b>	<b>1 005 769</b>	<b>1 365 821</b>	<b>35.8</b>

Table 8

**CANADIAN IMPORTS FROM EASTERN EUROPE BY COUNTRY**  
(thousands of dollars)

	1986	1987	1988	Per cent change 88/87
Albania	39	11	91	727.0
Bulgaria	9 318	9 606	12 031	25.2
Czechoslovakia	62 438	63 830	78 816	21.8
Germany, East	26 983	34 047	54 540	60.2
Hungary	42 053	47 366	51 585	8.9
Poland	67 931	68 648	83 574	21.7
Romania	56 118	57 046	70 284	23.2
U.S.S.R.	25 448	35 547	156 230	339.5
Yugoslavia	45 443	70 713	107 055	51.4
<b>TOTAL</b>	<b>335 771</b>	<b>386 814</b>	<b>614 204</b>	<b>58.8</b>

Friendship Between Peoples, a singularly prestigious Soviet honour.

Fit-Trek, a novel idea involving the twinning of five Canadian and five U.S.S.R. cities for the purpose of competing for the most accumulated 20-minute units of physical activity by their citizens, aroused active interest in all 10 cities. A protocol for co-operation in sport was signed and discussions continued toward a film co-production agreement with the U.S.S.R. A memorandum of understanding in the fields of academic relations, sport and culture was signed with Bulgaria and discussions toward a similar agreement continued with Czechoslovakia, Poland, Romania and the German Democratic Republic.

Highlights of Canadian cultural endeavours in Eastern Europe include exhibition of the Firestone Collection, which was warmly received in Hungary, Romania, Czechoslovakia and the U.S.S.R., the visit to Poland of the Calgary Youth Orchestra and the tour to Hungary of Aurora Borealis, an exponent of Canadian video art. Audiences in Yugoslavia and Hungary were attracted to the Alex Colville exhibition, and the Department supported the visit to Canada of well-known journalists from both Poland and Yugoslavia. Canadian films were entered in various film festivals in Eastern Europe and often were highly praised, in some instances gaining awards and citations. The Musée du Québec successfully mounted an exhibition of masterpieces from the National Gallery in Prague and the State Museum of Ethnography of the Peoples in the U.S.S.R. and the Musée de la Civilisation in Quebec City presented a very well-received joint exhibition on the peoples of Northern Siberia. Several other galleries and museums are negotiating for future exhibitions both to Canada and to Eastern Europe. The Canadian Studies program in various Eastern European universities is actively supported by book donations and by visits of professors and of Canadian authors to symposia on contemporary Canadian literature.

#### Immigration

During the past year there was significant progress in the Department's efforts to bring about increased opportunities for family reunification from Eastern Europe. The number of cases requiring Departmental intervention declined in all

countries of the region, with the exception of Romania, and all current cases presented by the Canadian government to the authorities of the Soviet Union and Poland were successfully resolved. Increasingly, family reunification in the region is taking place without the need for Canadian government intervention. A total of 14 680 people from Eastern Europe and the Soviet Union immigrated to Canada in 1988.

**Conference on Security and Co-operation in Europe**  
The Vienna Follow-up Meeting of the CSCE successfully concluded on January 19, 1989. The Vienna Concluding Document achieved important advances in all areas covered by the CSCE process and laid a solid foundation for further progress in the search for stability and security in Europe.

During more than two years of difficult negotiations Canada played a significant part in pressing for improved compliance with CSCE undertakings by all 35 participating states, and for a balanced and substantive concluding document.

In human rights and humanitarian co-operation the most important achievements of the Vienna Concluding Document include:

- strengthened commitments regarding the right to promote human rights and to monitor the observance by one's government of its commitments;
- freedom of religion, including the right to places of worship, institutions, and funding for religious communities, religious education and the use of publications and materials, and the right to travel and have contacts with coreligionists elsewhere;
- freedom from arbitrary arrest, detention, and exile and the abuse of psychiatric practices;
- the right to leave one's country and return to it, and freedom of movement within and between countries;
- the right to receive, publish and disseminate information, including an end to the jamming of foreign radio broadcasts; and
- the rights of minorities, the promotion of their culture, and their ability to have contacts with others.

There are also commitments to improve working conditions for business people and contacts with end users and decision-makers, to promote contacts between scientists and

institutions and to respect the human rights of scientists, to improve environmental protection, and to allow increased contacts between visitors and local populations. There is a firm statement on terrorism and acceptance of the principle of third-party involvement in the peaceful settlement of disputes.

The Vienna Concluding Document also launched two new negotiations on military security. The first, on Confidence- and Security-Building Measures, will build on the work of the Stockholm Conference. The second is an autonomous negotiation within the CSCE framework involving the 23 members of NATO and the Warsaw Treaty Organization, on conventional armed forces in Europe.

The Vienna Meeting also agreed on a varied and useful program of follow-up activities before the next main follow-up meeting, which begins in Helsinki in 1992. These include meetings on environmental protection, economic co-operation, the Mediterranean, peaceful settlement of disputes and culture. Most innovative is a mechanism by which participating states may request information, make representations, and hold bilateral meetings with other participating states on cases and situations in human rights, human contacts, and related humanitarian co-operation. Three meetings of a Conference on the Human Dimension will be held in Paris (1989), Copenhagen (1990), and Moscow (1991) to assess the workings of this mechanism, to review progress and to consider new measures.

## Asia and Pacific

### The region's significance for Canada

Canadian interests in the Asia and Pacific region have expanded greatly in recent years. Japan is now the foremost source of capital. Its investments in the region have stimulated enormous growth in the rapidly expanding economies of Korea, Taiwan, Singapore and Hong Kong. The development of Malaysia, China, Thailand and other countries in the region is not far behind.

Canada's transpacific trade reached \$36 billion in 1988. Fifty per cent of Canada's non-U.S. exports go to the region, compared to 34 per cent in 1982. Japan is Canada's second-largest trading partner, providing a larger market for Canadian goods than the country's four largest European trading partners. Three-quarters of these products originate in Western Canada. Japan's portfolio investment in Canada amounts to \$35 billion; promised and actual direct investment, particularly in the pulp and paper and automotive sectors, reached an estimated accumulated total of \$3.8 billion during the year.

Canada's relationship with the region broadened as links in the relatively new and important areas of science and technology, tourism and development assistance grew. About half of all persons immigrating into Canada originate in the Asia and Pacific region. Entrepreneurial immigration from the region brought over \$1 billion in investment to Canada last year.

The commercial and investment challenges presented by the region have generated a firm Canadian commitment to improve relations with Canada's Asia and Pacific neighbours. New efforts and resources to meet these challenges were identified during the year. Future programs are expected to complement and augment the accomplishments achieved under country strategies previously developed for

Japan, China and India, and the trade and investment action plans prepared for Korea, Hong Kong and ASEAN.

### Immigration

The Asia and Pacific region remained the primary area of origin of immigrants to Canada during the past year. Over 42 per cent of immigrant visas for 1988 were issued by Canadian missions in the region. Migrants from Asia and Pacific planned to transfer in excess of \$3.6 billion to Canada, representing 61 per cent of all funds to be brought in by arriving immigrants during 1988. While family class immigrants continued to predominate, the number of Asia and Pacific entrepreneur and investor applications approved rose to over 2 300 from approximately 1 500 in the previous year.

Working closely with the UN High Commission for Refugees, the Intergovernmental Committee for Migration, and other international agencies, Canadian missions in Asia facilitated the admission of over 3 800 refugees during the year. Canadian representatives also had a major part in organizing and contributing to a series of preliminary meetings leading up to an international conference of ministers to address solutions to the Indo-Chinese refugee problem, to be held in Geneva during June 1989.

In conjunction with the establishment on January 1, 1989, of new procedures for reviewing refugee claims submitted by persons arriving in Canada, missions in the Asia and Pacific region have helped to return to their countries of origin persons whose claims are found to be spurious. Many such claimants are nationals of states in the region, who sought to enter Canada with fraudulent passports or with no passport or other identification. Missions have frequently been called upon to intervene with local authorities to establish the true identity of refugee claimants, and to help repatriate those whose claims are unfounded.

The flow of visitors from the region continued to accelerate as Canada's attractiveness as a tourist destination for Asian and Pacific travellers was further enhanced by the establishment of more direct air links. Missions in the area continue to support Canadian universities and provincial offices in their efforts to attract foreign students.

### Public affairs

As Canada's centrepiece contribution to the 1988 Australian bicentennial, the Department sponsored a month-long tour of Australia by the 47-member RCMP band. Other sponsored performing artists as well toured in Australia and the countries of East and Southeast Asia. A squadron of six Canadian naval ships visited ports in Japan, China and Korea.

In November, Canada signed a cultural memorandum of understanding with China and initiated negotiations for a similar arrangement with India.

In Tokyo the ground-breaking ceremony took place for Canada's new Embassy, scheduled to be completed in 1991. The Canadian Prime Minister's Publishing Awards were launched for Japanese scholarly work concerning Canada. Another Canadian award (the Bruce Rankin Award) was instituted for original Japanese television documentary work on Canada.

The Department participated in the organization of special commemorative celebrations in Korea in honour of two Canadians. Dr. James Gale, a resident of Korea for 40

years (1888-1927) produced the Korean-English dictionary and translated the Bible and other English texts into the Korean language. Dr. Frank Schofield established the first school of veterinary medicine in Korea and, in acknowledgement of his many contributions to the development of modern Korea, is the only foreigner buried in their national cemetery.

Support was provided in promoting Canadian education through participation in educational service exhibitions in the Asia and Pacific region and through facilitation of the publication in Japanese of the *Comprehensive Guide to Schools in Canada*. Sponsoring visits by senior media representatives to Canada, advertising Canadian goods and services in Asian publications and facilitating speaking tours by prominent Canadians in the Asia and Pacific region were also part of the public affairs program.

### Japan

Japan's importance to Canada continued to grow as a result of its economic successes, and its commitment to promote peace and stability through greater contributions to peacekeeping missions, development assistance programs and the promotion of cultural understanding. Japan is Canada's second-largest trading partner and a major source of investment and technology.

Canada-Japan relations were the focus of discussions between Prime Minister Mulroney and Prime Minister Takeshita during a bilateral meeting in advance of the Toronto Summit in June. Exchanges on a wide range of bilateral and international issues occurred during the Foreign Ministers' Annual Consultations in July. During that visit Mr. Clark laid the basis for a high-profile Canadian presence in Japan with a ground-breaking ceremony for a new Tokyo chancery.

The Governor General attended the funeral of Japan's Emperor in February. Four cabinet ministers and 17 provincial ministers also visited Japan during the year. Canadian and Japanese officials met throughout the year under the auspices of the institutionalized consultative mechanisms. Chief among these were the Joint Economic Committee meeting and the nuclear, fisheries, aid policy, canola, and arms control and disarmament consultations.

The changes to the Canada-Japan air agreement, which were negotiated during the year, will result in a major expansion of direct services to Tokyo from Toronto and Edmonton, and to Nagoya from Vancouver.

The Prime Minister's Awards, first granted this year, will enhance greater cultural understanding by supporting the translation of Canadian materials into Japanese. To promote awareness of Canada among the Japanese, the Bruce Rankin Memorial Television Award was created for excellence in television documentaries about Canada. The Department assisted Japan to expand its intake of foreign language teachers by helping with the selection of more than 100 Canadians to spend up to two years in Japan teaching English.

The Canadian and Japanese prime ministers launched a complementary study in science and technology to identify areas of co-operation.

Activity continued throughout the year to establish a more effective framework of co-operation among Pacific countries. Canada took a leading part in efforts to strengthen the Pacific Economic Co-operation Conference

and in exploring options for Pacific consultation and institutionalization.

Japan is Canada's largest overseas export market, and two-way trade amounted to \$17.9 billion in 1988. Canadian sales rose by 23 per cent over the previous year. This reduced Canada's trade deficit with Japan to \$575 million, compared with the 1987 deficit of \$1.3 billion. The main export sectors were metals and minerals, agriculture, fish and food products and forest products. Exports of fully manufactured goods such as aircraft, telephone switching equipment, wind tunnels and consumer goods strengthened rapidly. An active tourism promotion program aided in encouraging a 30.4 per cent increase in Japanese tourism to Canada, the third year of growth in excess of 30 per cent. Canadian processed foods and value-added products face new and dramatic opportunities in Japan. The appreciation of the yen, and the measures taken by the Japanese to liberalize imports have rapidly transformed Canadian export prospects.

Funds from the National Trade Strategy and PEMD programs were used to support a substantial program of trade fairs and industry missions. Targeted market studies were launched to identify export opportunities as part of the government's approach to spur exports and establish an expanded position for Canadian value-added products. In parallel with the government's promotional activities, emphasis at the policy level was placed on securing access to Japanese markets both through the Multilateral Trade Negotiations and on a bilateral level.

Japanese direct investment in Canada, particularly in new manufacturing plants in the pulp and paper and automotive sectors, grew at an unprecedented rate. Total direct investment reached an estimated \$3.8 billion, about \$1 billion more than in the previous year. The quality of new investment improved significantly both in terms of technology received and the employment impact upon Canadian industry.

Canada absorbed about 2 per cent of total Japanese overseas direct investment compared with about 40 per cent going to the U.S. With the advent of the Canada-U.S. Free Trade Agreement, it is anticipated that Canada's share of new Japanese investment will significantly increase in the next decade. Canada mounted a campaign in Japan to explain the new investment opportunities provided by the FTA.

### China

The past year was notable for the continued high level of activity in Canada's relations with the People's Republic of China. These relations have continued to show remarkable growth in recent years, stimulated both by the adoption of a strategy to provide a framework for the focused growth of Canada's relations with China, and by the Chinese policies of economic reform, and the "open-door" to the West.

Frequent contacts at a high level have taken place. Vice-Premier Tian Jiyun paid an official visit to Canada in May and was the most senior Chinese visitor during the year. The annual Canada-China political consultations were held in Beijing in July, headed by a Vice-Minister of Foreign Affairs on the Chinese side, and the Under-Secretary of State for External Affairs on the Canadian side. The annual Canada-China arms control and disarmament consultations were held in Beijing in early 1989.

The CIDA bilateral development program in China continued at an active pace. Due to its concentration on technical assistance it has involved a large volume of exchanges of personnel between the two countries. Canada has continued to consult with China regarding its entry into GATT in a way that meets Canadian trade policy objectives. This subject was discussed during a visit in the autumn of 1988 by the Chinese Vice-Minister for Foreign Economic Relations and Foreign Trade.

There was a remarkable 81 per cent increase in exports to the P.R.C. compared with the previous year. This makes China Canada's fourth-largest export market and the second-largest market in Asia. The agricultural sector remains dominant in this trade, with \$1.8 billion in cereal sales to China in 1988. China's exports to Canada reached \$955 million, an increase of 18 per cent over 1987. China currently is the 12th largest source of imports for Canada. Apparel and textiles continue to dominate these imports but a range of light industrial goods and food products is also represented. An important feature in 1988 was the renewal of the EDC's line of credit for exports to the P.R.C.

The Canadian Embassy in Beijing and the Consulate General in Shanghai actively promoted Canadian goods and services through trade fairs and expositions.

#### **Southeast Asia and ASEAN**

Relations with the nations of Southeast Asia continued to strengthen during the past year. There were a number of exchanges with ASEAN nations (Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand). Mr. Clark attended the ASEAN Post Ministerial Conference in Bangkok in July, at which he reaffirmed the importance Canada attaches to its relations with the ASEAN countries.

In addition there were a number of parliamentary and senior level visits to Southeast Asia. Senator Guy Charbonneau, Speaker of the Senate, visited ASEAN countries in September to invite Senate and House speakers from each country to visit Canada in May 1989 as part of an ASEAN Interparliamentary Organization delegation. Senator Joan Neiman led an Inter-Parliamentary Union visit to Indonesia and Malaysia in November.

A number of return visits of senior representatives of ASEAN nations were made. Research and Technology Minister Habibie of Indonesia toured a number of advanced research and high technology facilities in Ottawa, Toronto and Montreal in September. Manpower Minister Sudomo led the Indonesian delegation to the World Productivity Conference in Montreal. A Thai parliamentary mission examined food treatment and handling equipment during a March 1989 visit.

While in Thailand, Mr. Clark signed an economic co-operation agreement designed to increase and strengthen commercial and financial linkages between Canada and Thailand.

#### **ASEAN**

Canada's economic and commercial relationship with the Association of South East Asian Nations is strong and growing. Canada is a significant importer of natural resources from ASEAN, and the steady growth of their economies offers excellent opportunities for Canadian suppliers. While two-way trade between Canada and ASEAN has tripled over the last decade, there remains great potential for future growth as ASEAN and Canadian

exports account for only slightly more than 1 per cent of each other's markets.

Canada's 1988 two-way trade with ASEAN amounted to \$2.65 billion, up from \$1.99 billion in 1987, for an increase of 33 per cent. Canadian exports to the region increased by 27 per cent to \$1.16 billion, while imports increased 37 per cent to \$1.49 billion. The greatest increase in Canadian exports was to Singapore — up 64 per cent over 1987, followed by exports to Malaysia, which were up 62 per cent. Imports in 1988 increased the most from Thailand (64 per cent over 1987), followed by those from Singapore (at 60 per cent).

In 1975, Canadian direct investment in ASEAN stood at \$150 million, but by 1988 had grown to \$1.5 billion. Over \$1 billion is centred in Indonesia, and the Philippines ranks second with almost \$60 million. Canadian investments in ASEAN represent about 3 per cent of total Canadian direct investment abroad, up from 1.4 per cent in 1979.

New air agreements facilitated cargo and passenger links between Canada and certain ASEAN countries. Air Canada has been servicing Singapore since 1984 and Singapore Airlines began service to Canada in July 1988. Canadian Airlines International has been flying into Bangkok since October 1987, and Thai International began service to Canada in July 1988. Commercial discussions are also going on between Canadian flag carriers and those of other nations in ASEAN.

During the past year the Department supported 22 trade fairs, exhibits, missions and seminars in the ASEAN region, plus 26 auxiliary activities including nine market studies, advertising supplements and sponsorship of incoming visitors. There were 18 trade missions to ASEAN financed by provincial governments as well as an additional 18 promotional events aimed at bringing together Canadian and ASEAN private-sector representatives to explore business opportunities in selected sectors. Ontario, Quebec and British Columbia now have regional trade offices in Singapore to service their provincial business communities.

Creating new links and expanding those now established between the Canadian private sector and its counterparts in ASEAN form the most important aspect of the Department's trade strategy. These relationships will be the building blocks to Canada's future success in the region. In April, the private sector (represented by the ASEAN-Canada Business Council), participated for the first time in a meeting of the Canada-ASEAN Joint Co-operation Committee. This marked the beginning of an effort to bring the private sectors of both Canada and ASEAN closer to policy formulation in trade-related matters.

There are three main private-sector groups with institutional relationships in ASEAN: the ASEAN-Canada Business Council, the Canada-Indonesia Business Council, and the Canadian Manufacturers' Association. The CMA has signed co-operation agreements with the Federation of Thai Industries (1984) and, in the autumn of 1988, also signed agreements with the Federation of Malaysian Manufacturers and the Singapore Manufacturers' Association.

Through membership in the Asian Development Bank (ADB), Canada contributes to the economic and social progress of developing member countries, which include five of the six ASEAN nations. Membership in the ADB also opens substantial business opportunities for Canadian

suppliers, civil works contractors and consultants in competing for Bank-financed contracts.

The Department is gradually succeeding in convincing Canadian companies to look beyond the direct sale when dealing with ASEAN and more toward equity participation — transfer of technology, joint venturing, and manufacture under licence. Future growth will depend upon “on the ground” presence. Canada is a latecomer to the ASEAN region — its presence goes back only three decades. Canada’s competition is firmly entrenched in the dynamic ASEAN region, and Canadian suppliers will have to be more aggressive and tenacious if they expect a larger share of these valuable markets.

#### Australia and New Zealand

Canada’s relations with Australia and New Zealand continued to show their traditionally healthy dynamism.

This was the bicentennial year of the European discovery

of Australia, and Canada participated in the year-long celebrations, which commenced on January 26, 1988, and continued with the very successful Brisbane EXPO, where the Canadian Pavilion was voted among the two best by most of its 2.5 million visitors. Canada Day at the Brisbane World’s Fair was marked by the visit of Deputy Prime Minister Don Mazankowski, on an official visit to Australia. The festivities were marked also by a performance of the RCMP Bison Band, which toured a number of large and small centres in Australia.

During his visit to Australia, Mr. Mazankowski met with the political leaders of the states of Victoria and New South Wales. In Canberra, he met with a large number of ministers. In his discussions with Prime Minister Robert Hawke and with the Trade Negotiations Minister Mike Duffy, Mr. Mazankowski reassured his Australian hosts about the open and trade-creating nature of the Canada-United States Free

**Table 9**  
**CANADIAN EXPORTS TO ASIA AND PACIFIC**  
(thousands of dollars)

	Exports 1986	Per cent	Exports 1987	Per cent	Exports 1988	Per cent
<b>Total, Japan</b>	5 941 999	54.1	7 036 247	53.5	8 670 293	50.3
Hong Kong	319 075	2.9	480 054	3.7	986 564	5.7
Peoples R. China	1 118 968	10.2	1 432 079	10.9	2 589 018	15.0
Korea, North	1 273	-	7 063	-	5 905	-
Korea, South	957 993	8.7	1 167 412	8.9	1 201 532	7.0
Taiwan	611 409	5.6	757 022	5.8	967 425	6.8
Vietnam	2 845	-	2 337	-	4 484	-
Laos	8	-	87	-	1 147	-
<b>Sub-total, East Asia</b>	<b>3 011 571</b>	<b>27.4</b>	<b>3 846 054</b>	<b>29.3</b>	<b>5 756 075</b>	<b>34.5</b>
Bangladesh	101 296	0.9	124 365	0.9	127 144	0.7
Sri Lanka	30 395	0.2	30 518	0.2	26 893	0.2
India	352 085	3.2	270 978	2.1	391 032	2.3
Pakistan	65 053	0.6	82 055	0.6	86 427	0.5
Afghanistan	132	-	43	-	772	-
Burma	318	-	1 073	-	806	-
Nepal	1 174	-	3 743	-	2 945	-
<b>Sub-total, South Asia</b>	<b>550 453</b>	<b>4.9</b>	<b>512 775</b>	<b>3.8</b>	<b>636 019</b>	<b>3.7</b>
Malaysia	104 175	0.9	118 350	0.9	190 532	1.1
Singapore	146 303	1.3	167 991	1.3	274 141	1.6
Indonesia	251 953	2.3	305 078	2.3	298 691	1.7
Philippines	49 476	0.5	122 095	0.9	131 046	0.8
Thailand	107 289	1.0	194 929	1.5	259 030	1.5
<b>Sub-total, Southeast Asia</b>	<b>659 196</b>	<b>6.0</b>	<b>908 443</b>	<b>6.9</b>	<b>1 153 440</b>	<b>6.7</b>
Papua N.G.	11 762	0.1	2 423	-	11 175	-
Australia	624 091	5.7	688 987	5.2	834 886	4.8
Fiji	5 907	-	2 510	-	2 227	-
New Zealand	149 405	1.4	136 107	1.0	137 693	0.8
<b>Sub-total, South Pacific</b>	<b>791 165</b>	<b>7.2</b>	<b>830 027</b>	<b>6.2</b>	<b>985 981</b>	<b>5.7</b>
<b>Other</b>	<b>20 496</b>	<b>0.4</b>	<b>7 593</b>	<b>0.3</b>	<b>29 460</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 974 880</b>	<b>100</b>	<b>13 141 139</b>	<b>100</b>	<b>17 231 268</b>	<b>100</b>

Source: Statistics Canada cat. no. 65-001 (percentages rounded off).



Trade Agreement. He signed the Canada-Australia Air Services Agreement and the Canada-Australia Social Security Agreement. The latter provides retirement, disability and survivor benefits to citizens of one country if they retire in the other.

The implementation of the recommendations of the New Zealand House of Representatives Select Committee Report on New Zealand-Canada Relations was the focus of Canada's relations with that country in the year under review. Both the New Zealand Minister of Labour, Immigration and State Services, Mr. Stan Rodger, and the Minister of Finance, Mr. Roger Douglas, made official visits to Canada during May, and Mr. Douglas returned at the end of November to address a private organization in Vancouver.

Deputy Prime Minister Don Mazankowski visited New Zealand in July and signed an air transport agreement. In addition, he met with Prime Minister David Lange, Deputy

Prime Minister Geoffrey Palmer, External Relations Minister Russell Marshall, Minister of Agriculture Colin Moyle, and other governmental representatives. He also visited the forestry reserves on the North Island, where there is significant potential for Canadian investment and exports of equipment.

Canada's International Trade Minister, Mr. Crosbie, was in New Zealand in March for a meeting of the Cairns Group of ministers and remained for an official visit. He met with Prime Minister Lange, Trade Minister Moore, Forestry Minister Tapsell and External Relations Minister Marshall. Mr. Crosbie also made a major statement on Canadian policy towards Asia and Pacific economic co-operation while in Wellington and addressed the founding meeting of the Canada-New Zealand Business Association in Auckland.

Total trade in 1988 with Australia and New Zealand increased by 19 per cent over last year to \$1.9 billion.

**Table 10**  
**CANADIAN IMPORTS FROM ASIA AND PACIFIC**  
(thousands of dollars)

	Imports 1986	Per cent	Imports 1987	Per cent	Imports 1988	Per cent
<b>Total, Japan</b>	8 367 315	53.9	8 351 382	50.4	9 245 403	49.5
Hong Kong	1 002 830	6.5	1 097 568	6.6	1 154 133	6.2
Peoples R. China	593 716	3.8	812 229	4.9	955 158	5.1
Korea, North	1 280	-	2 731	-	925	-
Korea, South	1 798 277	11.6	1 912 751	11.5	2 271 406	12.2
Taiwan	1 876 991	12.1	2 166 115	13.0	2 257 478	12.1
Vietnam	16 637	0.1	12 979	-	10 564	-
Laos	-	-	2	-	664	-
<b>Sub-total, East Asia</b>	<b>5 289 731</b>	<b>34.1</b>	<b>6 004 375</b>	<b>36.0</b>	<b>6 650 328</b>	<b>35.6</b>
Bangladesh	20 411	0.1	26 722	0.2	30 399	0.1
Sri Lanka	34 848	0.2	32 933	0.2	33 133	0.2
India	180 868	1.2	188 078	1.1	204 755	1.1
Pakistan	41 665	0.3	61 926	0.4	78 502	0.4
Afghanistan	162	-	313	-	244	-
Burma	5 258	-	2 144	-	2 985	-
Nepal	857	-	932	-	1 749	-
<b>Sub-total, South Asia</b>	<b>284 069</b>	<b>1.8</b>	<b>313 048</b>	<b>1.9</b>	<b>351 767</b>	<b>1.8</b>
Malaysia	208 431	1.3	257 467	1.6	323 816	1.7
Singapore	208 003	1.3	291 407	1.8	466 858	2.5
Indonesia	142 471	0.9	193 062	1.2	179 499	1.0
Philippines	133 510	0.7	132 799	0.8	178 331	1.0
Thailand	161 481	1.0	209 763	1.3	343 340	1.8
<b>Sub-total, Southeast Asia</b>	<b>853 896</b>	<b>5.2</b>	<b>1 084 498</b>	<b>6.7</b>	<b>1 491 844</b>	<b>8.0</b>
Papua N.G.	1 074	1.3	754	-	46	-
Australia	497 981	3.2	562 928	3.4	662 490	3.5
Fiji	4 402	-	6 526	-	12 726	-
New Zealand	180 504	1.2	220 288	1.3	224 860	1.2
<b>Sub-total, South Pacific</b>	<b>683 961</b>	<b>5.7</b>	<b>790 496</b>	<b>4.7</b>	<b>900 122</b>	<b>4.7</b>
<b>Other</b>	<b>25 454</b>	<b>0.2</b>	<b>29 061</b>	<b>0.3</b>	<b>34 281</b>	<b>0.4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>15 504 426</b>	<b>100</b>	<b>16 572 860</b>	<b>100</b>	<b>18 673 745</b>	<b>100</b>

Source: Statistics Canada cat. no. 65-001 (percentages rounded off).

Canadian exports to Australia and New Zealand grew by 4.8 and 0.8 per cent to \$835 million and \$138 million respectively. Canada's merchandise trade surplus with Australia continues to be one of the largest in the Asia and Pacific area at \$172 million. More than half of all Canadian exports to Australia and New Zealand are finished products.

### **The South Pacific**

The Canadian development assistance initiative for South Pacific marine resource agencies was signed in August 1988 by Canada's two high commissioners to the region. This initiative, valued at \$10 million, is in addition to \$2.6 million available annually through the locally administered Canada Fund. The Canadian project, administered by the Halifax-based International Centre for Ocean Development, has opened a small office in Suva, Fiji, which will provide assistance to the island states in the development and management of their vast marine resources.

During September, Canada welcomed the Minister of Economic Development of Western Samoa, Mr. Tanuvasa Livi, who came to Canada in preparation for a UN Development Program Round Table on Western Samoa's development needs. In Ottawa, Mr. Livi met with senior officials, and with representatives of Canadian non-governmental organizations (NGOs) based in Ottawa. In October, a similar visit was made by the Minister of Foreign Affairs and Judicial Services of Vanuatu, Mr. Donald Kalpokas. This was the first official visit of a Minister of the Government of Vanuatu since the independence of that country in 1980. Mr. Kalpokas met with senior officials and with NGO representatives to increase awareness of the development needs of his country.

### **South Asia**

Over the past year there have been a number of political developments with implications for Canada in general and for its bilateral relationships with the countries in the region. These countries continue to be major recipients of Canadian development assistance as well as being a major source of immigrants. Canada has important commercial relations with the region generally, and especially with India, a country that dominates this geographic area in terms of market size and growth potential.

The close relationship with India was furthered by the visit of Mr. Natwar Singh, Minister of State for External Affairs, to Canada in May to participate with Mr. Clark in the annual ministerial consultations and the senior officials economic consultations. Canadian companies achieved some commercial successes in India over the past year, with exports up by over 40 per cent. A major achievement was the awarding of the Rajmahal Coal Mine Project, worth over \$166 million in goods and services, to a Canadian company. Two trade missions to India covering telecommunications and space technology identified substantial opportunities for Canadian firms. In February, 35 Canadian companies participated in the Eighth Indian Engineering Trade Fair in New Delhi, which was attended by the Ontario Minister of Intergovernmental Affairs.

As required by the Geneva Accords (signed on April 15, 1988), the Soviet Union completed the withdrawal of its troops from Afghanistan by February 15, 1989. However the accords did not include provisions for a political settlement, or a ceasefire. Thus the fighting between the Kabul regime and the Mujahideen guerrillas continued.

Canada responded to an international appeal by the UN Secretary-General for humanitarian relief and economic assistance to Afghanistan by pledging \$22 million over two years, in addition to Canada's continuing assistance to Afghan refugees in Pakistan.

Following the death of President Zia in an air accident in August 1988, Pakistan continued its democratization process by proceeding with elections to the National and Provincial assemblies in November. At the national level, the Pakistan People's Party established itself as the leading party in the country, and its leader, Benazir Bhutto, was selected as Prime Minister on December 2. Canada's support for the re-emergence of representative democratic government in Pakistan was conveyed to Prime Minister Bhutto in a message delivered by Prime Minister Mulroney's personal representative, Mr. George Hees, during a visit to Islamabad in January. Missions to Pakistan covering Canadian capabilities in oil and gas, and thermal power, provided an opportunity for Canadian companies to capitalize on new openings in the Pakistan economy under Prime Minister Bhutto.

Bangladesh suffered through the worst flooding in its history in the autumn of 1988. The flood waters affected over 70 per cent of the country and left 30 million persons homeless. Canada responded to this disaster by donating \$14.5 million in emergency relief assistance. Late in November Bangladesh was battered by a cyclone, which once again caused flooding, property and crop damage, and loss of life.

Throughout the summer of 1988 millions of Burmese took to the streets in peaceful protests calling for a return to democracy. In September a military takeover put an end to these demonstrations resulting in the deaths of approximately 3 000 persons. Mr. Clark condemned the use of violence against protesters and called upon the military to honour their promise to hold elections. In March the military authorities announced that elections would be held in the spring of 1990.

Communal violence and political unrest continued in Sri Lanka, particularly in the lead-up to the presidential elections in December 1988. Former Prime Minister Ranasinghe Premadasa was elected to succeed outgoing President Jayewardene. In parliamentary elections held in mid-February, the government was returned with a slightly reduced majority. Canada's development assistance to Sri Lanka continued to support programs designed to reach the poorest segments of society, through agricultural and human resource development.

The heads of government of seven South Asian countries (Bangladesh, Bhutan, India, Maldives, Nepal, Pakistan and Sri Lanka) met in Islamabad at the end of December for the Fourth Summit of the South Asian Association for Regional Co-operation (SAARC). The Fourth Summit, chaired by Prime Minister Benazir Bhutto, was significant for two reasons. First, its deliberations produced a number of initiatives which, if successfully implemented, will be a major step towards the development of regional co-operation. It is a step welcomed by Canada as it will serve to focus efforts by all countries in the region on examining and working towards solving common problems. Second, the Fourth SAARC Summit permitted prime ministers Bhutto and Gandhi to hold bilateral talks. Although the SAARC does

not deal with bilateral issues, its meetings provide excellent opportunities for the heads of government to meet each other. The welcome results of the Gandhi-Bhutto talks served also to help create a positive mood in the SAARC.

### **Indochina**

Relations with the Indochinese countries have been minimal since the Vietnamese invasion of Cambodia in 1978. Canada has supported the ASEAN countries in the search for a comprehensive solution to the Cambodia problem. The outlines of an internal settlement began to emerge in 1988 and there were suggestions that Canada might be asked to serve on a peacekeeping force. It thus became possible to envisage a resumption of normal relations with Vietnam and Cambodia. Many refugees from this region have settled in Canada and to date about 30 000 Vietnamese have joined family members in Canada under the government's Family Reunification Program. In addition, Canada accepted 6 945 refugees and designated-class persons from Cambodia, Laos and Vietnam in 1988. Trade relations remain minimal and at present there are no bilateral development assistance programs.

### **Republic of Korea**

Canadian interest in the Republic of Korea (R.O.K.) stems from a desire to ensure continued stability on the Korean peninsula, as well as to develop and protect commercial and other bilateral interests. Major changes took place in the R.O.K. during the past year. The inauguration of President Roh Tae Woo on February 25, 1988, marked the first peaceful transfer of power in recent Korean history.

Canada-Korea trade relations have continued to expand, reaching \$3.5 billion in 1988 (up from \$3 billion in 1987). Canadian exports to Korea were \$1.2 billion in 1988, up only 2 per cent over 1987. The Department continued its efforts to ensure better access to Korean markets for Canadian goods. Coal, organic chemicals and wood pulp are Canada's largest exports to the R.O.K., while the main imports are clothing, textiles, cars, footwear, consumer electronic products, and iron and steel products.

Annual bilateral political consultations at senior official levels were held in Ottawa in November. The birth of James Scarth Gale, the first Canadian missionary to enter Korea and the first translator of the Bible into Korean, was celebrated in Seoul in 1988 in ceremonies jointly sponsored by the Department and the R.O.K. government. A major collection of Emily Carr paintings was to be exhibited in Seoul in May 1989. Academic relations have developed substantially with the impetus provided by the first Canada-Korea Academic Forum held in the R.O.K. in 1988.

### **Africa and the Middle East**

#### **Francophone Africa and the Maghreb**

The close ties developed in recent years with Francophone Africa continued to be consolidated during the past year, during which new areas and means of multilateral and bilateral co-operation became evident. This was in large part due to the new "Francophone Summit diplomacy," as it is called, which has brought Canada even closer to the African continent. High-level contacts, often associated with the activities deriving from this diplomacy, were numerous. A new partnership is in fact developing, which has considerable significance for Canada's traditional development co-

operation programs, from which this region has benefited for some time. The mutual trust manifest at various levels bears witness to this broader relationship, illustrated by the solid support lent by the countries of this region to Canada's candidacy for the United Nations Security Council.

A number of bilateral visits took place during the past year. Ministers from various countries in the region, namely Zaire, Ivory Coast, Sao Tomé and Príncipe, and Madagascar, made working visits to Canada. Mrs. Thérèse Houphouët-Boigny, the spouse of Ivory Coast President Félix Houphouët-Boigny, also visited in June. A number of visitors from Francophone Africa travelled to Canada for the mid-term meeting of the GATT Uruguay Round, held in Montreal in December. Various specialized missions visited Canada in the context of co-operation programs. Some were from the Algerian health, paperwork management and radio sectors, and others from the publishing, cinema and television industries of Morocco. Visitors to Canada also included Cameroonian, Tunisian and Moroccan journalists and media managers. Mr. Rachid Lahlou, representative of the Moroccan communities abroad, visited in September.

Canadian parliamentarians visited Ivory Coast in May 1988 and Niger in February 1989. Jean Charest, Minister of State for Youth, Fitness and Amateur Sport travelled to Morocco twice in connection with the first Francophone Games scheduled for Casablanca in July 1989. CIDA President Margaret Catley-Carlson visited Rwanda in November to represent Canada at the ceremonies commemorating the 25th anniversary of the National University of Rwanda. Bilateral relations with various African partners were reviewed at joint meetings with Algeria (June 1988), Senegal and Morocco (March 1989), and in bilateral consultations with Rwanda.

Close attention was also paid to human rights issues. The tragic events of August in Burundi, which resulted in the temporary exodus of thousands to Rwanda, were followed closely. Canada provided assistance for them through the multilateral institutions. The grave concern of the Canadian government was clearly understood by the Burundian authorities, who continued their efforts to achieve democratic openness and restored a climate of confidence, making it possible for nearly all the displaced persons to return home.

The economic situation in Francophone Africa as a whole and also in the Maghreb during this period was a delicate one. Rigorous programs to adjust the structures of the national economies resulted in considerable social problems in some countries. Accordingly, Canada attempted to adjust its own programs of co-operation in the region and intervened in various ways, bilaterally and multilaterally, to help alleviate the foreign debt burden.

Canada's cultural presence in Francophone Africa in 1988/89 included film weeks in Kinshasa and Yaoundé, the latter in co-operation with Quebec. Quebec and Canada also participated jointly in the International Educational Book Salon held in Casablanca, and the International Handicrafts Exposition in Rabat. There are continuing exchanges in the cultural technology fields of cinematography, museology and library sciences. In sports, the Canadian boxing team participated in a Moroccan gala event as part of their African tour. The Department sponsored the Africa tour of Montreal's well-known Oliver Jones Trio, which performed in Abidjan in March.

Table 11

**CANADIAN EXPORTS TO AFRICA**  
(thousands of Canadian dollars)

	1985	1986	1987	1988
Algeria	330 754	190 338	200 653	287 803
Morocco	169 345	154 590	203 608	278 564
Tunisia	78 949	75 550	75 368	74 733
Cameroon	31 262	12 452	15 752	17 706
Ivory Coast	18 200	7 293	11 192	14 472
Benin	659	2 348	3 309	1 594
Gabon	1 382	12 630	1 378	5 147
Guinea	17 767	2 736	3 410	9 281
Mauritania	3 495	268	1 672	2 881
Madagascar	4 245	1 398	3 689	603
Senegal	21 912	15 118	12 805	14 181
Togo	3 617	4 798	763	6 009
Zaire	20 921	16 504	17 206	32 747
Francophone NES	39 912	22 371	26 466	11 930
Malawi	692	847	3 749	1 479
Zimbabwe	11 374	7 370	8 792	22 485
Tanzania	17 251	24 556	25 426	25 495
Zambia	5 416	12 691	18 877	20 223
Angola	4 260	1 248	4 772	3 978
Mozambique	7 026	6 531	18 386	20 491
Gambia	13	61	570	300
Ghana	24 759	28 672	25 506	40 912
Kenya	17 031	48 774	9 361	7 312
Mauritius	907	987	992	725
Nigeria	67 434	18 943	22 435	22 646
Uganda	609	1 311	809	1 709
Sierra Leone	100	156	318	403
Commonwealth NES	2 299	34 771	273	0
Sudan	18 586	23 112	11 749	15 116
Ethiopia	59 563	31 549	34 593	40 002
Liberia	2 645	2 459	3 958	8 616
Somalia	148	1 817	825	490
Spanish Africa	178	2 184	1 057	50
Portuguese NES	1 962	2 340	2 993	658
South Africa Customs Union	150 916	151 128	113 170	
South Africa				138 555
Botswana				6 955
Lesotho				228
Swaziland				1 474
<b>TOTAL</b>	<b>1 135 589</b>	<b>919 901</b>	<b>885 882</b>	<b>1 038 322</b>

The Department publishes *Le Canada et l'Afrique*, a quarterly magazine that disseminates information on Canadian policy, accomplishments and cultural activities to an audience in Francophone Africa. To further Canada's exposure to the region, senior media personalities were invited for orientation visits to Canada. These included the Yaoundé-based Director from the Cameroon's Radio and Television Commission, Tunis' *La Presse*, Casablanca's *Le Matin du Sahara* and Dakar's *Le Soleil*.

#### Anglophone Africa

Canada's relations with Anglophone Africa continued to emphasize development issues and challenges both through bilateral co-operation and participation in international organizations. Appreciation of Canada's policies on eco-

nomie and political subjects of direct interest to African countries was reflected in Commonwealth and other international forums and in unanimous African support for Canada's candidature to the UN Security Council.

Two areas of regional conflict, the Horn of Africa and Southern Africa, were the focus of concerted consultations at senior political levels and of humanitarian and development assistance activities.

The Horn of Africa saw the first cautious steps toward peace and stability after decades of protracted internal conflicts, border wars, famine and drought. Ethiopia and Somalia signed a peace accord. The continuing conflict in Northern Ethiopia engaged Canada and other donors in political and diplomatic efforts to ensure the delivery of

Table 12

**CANADIAN IMPORTS FROM AFRICA**  
(thousands of Canadian dollars)

	1985	1986	1987	1988
Algeria	321 922	11 502	22 124	17 356
Morocco	13 532	19 358	29 429	46 286
Tunisia	101 171	9 359	2 312	3 938
Cameroon	4 377	304	1 173	19 516
Ivory Coast	17 478	15 760	13 226	31 442
Benin	7	12	1	0
Gabon	34 559	5 770	5 757	1 148
Guinea	9 573	15 169	19 453	15 406
Madagascar	1 164	7 848	111	1 854
Mauritania	0	24	0	0
Sénégal	399	58 <sup>1</sup>	156	635
Togo	2 375	3 182	14 076	41 518
Zaire	16 357	33 945	30 646	8 580
Francophone NES	1 300	16 616	22 361	25 507
Malawi	1 040	1 560	1 007	2 593
Zimbabwe	5 186	6 737	13 680	14 331
Tanzania	3 704	3 062	2 254	2 684
Zambia	26	84	23	27
Angola	890	42 428	121 836	82 765
Mozambique	287	110	1 520	2 647
Gambia	0	84	113	747
Ghana	28	65	6 264	7 526
Kenya	14 230	20 868	12 637	16 627
Mauritius	6 629	13 474	27 612	23 652
Nigeria	229 837	368 210	240 373	310 513
Uganda	1 765	2 360	1 967	6 209
Sierra Leone	21	8 211	10 186	11 572
Commonwealth NES	17 259	28 965	46	0
Sudan	2	27	1 480	204
Ethiopia	1 305	2 156	1 876	6 701
Liberia	1 563	1 260	1 822	4 329
Somalia	78	134	0	97
Spanish Africa	524	380	2 371	0
Portuguese NES	32	0	214	14
South Africa Customs Union	227 734	373 163	155 389	
South Africa				158 000
Botswana				293
Lesotho				1 637
Swaziland				35 525
<b>TOTAL</b>	<b>1 036 345</b>	<b>1 012 245</b>	<b>763 495</b>	<b>901 879</b>

relief supplies to civilians. In southern Sudan, the conflict between the Sudanese People's Liberation Army and the Government of Sudan reached a point where both sides seemed willing to enter serious peace negotiations. Mme Landry and officials in Ottawa and in the region were active in encouraging the peace processes. Canada also urged support for international relief efforts aimed at reducing the terrible deprivation caused by the wars, particularly in southern Sudan. Mme Landry intervened forcefully at the UN-sponsored donors' conference in Khartoum in March, urging that a ceasefire be declared to permit the delivery of desperately needed relief supplies to southern Sudan.

The nine member countries of the Southern African Development Co-ordination Conference (SADCC) continued to pursue regional development and economic integra-

tion to reduce dependence on South Africa. Notwithstanding the setbacks caused by war, widespread drought and low international commodity prices, support for these efforts remained the major focus of Canada's substantial development assistance to the region, totalling \$130 million in 1988/89. In Angola, prospects improved for an end to the civil war, which has crippled its development and hindered other neighbouring countries. The tripartite agreement signed in New York in December by Angola, Cuba and South Africa raised hopes of direct peace negotiations and internal reconciliation between the Angolan government and opposing guerilla forces. In Mozambique, however, the debilitating conflict remained a serious constraint on the development of both Mozambique and several other Southern African countries because of the continuing

interruption of vital regional transportation routes to the Indian Ocean. Canada announced in September that it would provide non-lethal security assistance for infrastructure projects in Southern Africa. This major policy shift was warmly welcomed by leaders of the Front Line States.

The SADCC Executive Secretary, Dr. Simba Makoni, visited Canada in December in preparation for the 12th annual ministerial meeting of SADCC. In February, Mr. Walter McLean, the government's Special Representative on Southern African and Commonwealth Affairs, led the Canadian delegation to the ministerial meeting in Luanda. Mr. McLean also had discussions with the Foreign Minister of Angola and other ministers concerning the development of Canada-Angola relations, including an exchange of trade and economic missions and the elaboration of a major CIDA-supported project by a consortium of Canadian NGOs. Mr. McLean subsequently visited Mozambique to review aid projects being implemented by a consortium of 21 Canadian NGOs in Nampula province.

A Canadian parliamentary delegation went in May to Ghana, Nigeria, Botswana, Zimbabwe and Zambia. Conversely, African ministers and officials visited Canada to establish institutional links and to consult with Canadian counterparts on a variety of subjects. Visitors during the year included the Kenyan Minister of Finance, George Saitoti, and the Kenyan Minister of Energy, Nicholas Biwott, in July; the Tanzanian Foreign Minister, Ben Mkapa, in September; the Ugandan Minister of State for Internal Affairs, Moses Kintu, in October; the Mauritius Minister of Housing, Land and Environment, Sir Ramesh Jeewoolall, in December; the Malawi Secretary to the President and Cabinet, Sam Kakhobwe, in December; Dr. E. Mwanangonze, Zambia's Minister of State for Higher Education in February 1989; and the former Minister of Education and widow of the late President Machel, of Mozambique, Mrs. Graca Machel in February. During the UN General Assembly session, consultations were held between Prime Minister Mulroney and President Robert Mugabe of Zimbabwe, and between Mme Monique Landry and the foreign ministers of Gambia, Somalia and Liberia.

Canada participated in a celebration in Nairobi on December 12, marking the 25th anniversary of Kenyan independence. The Governor General designated Senator Finlay MacDonald as her representative.

Canada continued to encourage regional co-operation in Africa and maintained an active dialogue with the Organization of African Unity (OAU), including a visit by an OAU delegation in July; consultations with the Economic Commission for Africa; and participation in the African Development Bank.

In Anglophone Africa, Canada enhanced its cultural impact by promoting of cultural products such as books, films and cultural nights. In addition, the Canadian boxing team visited Kenya and Nigeria, and the Oliver Jones trio toured Nigeria as part of their three-country African itinerary. The Editor-in-Chief of Harare's *The Zimbabwe Herald* accepted an invitation by the Department for an orientation visit.

### **South Africa**

Canada continued its efforts over the year to work towards a peaceful solution to the situation in South Africa. Measures already in place to pressure the government in Pretoria to enter into meaningful dialogue with black leaders towards a

non-racial democratic society were intensified. Canada maintained its leadership role by encouraging other countries to increase international pressure against South Africa. Major programs of assistance to victims and opponents of *apartheid* continued and a number of new initiatives to fight *apartheid* and promote dialogue were developed and implemented.

The Canadian Prime Minister and other government leaders at the Toronto Economic Summit in June 1988 declared their abhorrence of *apartheid* and agreed on the urgency of three particular matters. They stated that clemency should be exercised for the "Sharpeville Six," indicated that their relations with South Africa would be severely strained should anti-*apartheid* organizations be deprived of overseas aid through the enactment of new legislation, and declared their strong support for negotiations seeking national reconciliation within Angola, an end to the Angola/Namibia conflict, and early implementation of the United Nations Security Council Resolution 435.

The third *Annual Report on the Administration and Observance of the Code of Conduct Concerning the Employment Practices of Canadian Companies Operating in South Africa* was tabled in July in the House of Commons by Mr. Clark. The report found that all the nine remaining Canadian affiliates in South Africa were meeting and, in many cases, exceeding the set standards. Also in July, the government announced it was further tightening its policy on sporting contacts with South Africa, by denying visas to all South African passport holders who wish to come to Canada to participate in sporting events.

The Commonwealth Committee of Foreign Ministers (CFM), chaired by Mr. Clark, met for the second time in Toronto in August 1988. An interim report of independent experts showed that sanctions were having a discernible impact on the South African economy and that this impact could be greatly enhanced if sanctions were more widely adopted. The CFM also considered a report on South Africa's relationship with the international financial system. It concluded that the refusal of banks to lend to South Africa had proved to be the most significant sanction, with trade sanctions and disinvestment pressures playing a supporting role. The two reports resulted in a number of specific recommendations to widen, tighten and intensify sanctions.

In response to the security needs of South Africa's neighbours, the CFM emphasized the need for wider international support, particularly to Mozambique. On the question of Namibia, the Committee welcomed consultations among the governments of Angola, Cuba and South Africa mediated by the United States, and underscored their commitment and support for Namibian independence on the basis of Resolution 435.

Mr. Clark announced at the meeting that Canada would fund a feasibility study to explore the creation of a Commonwealth-wide network of non-governmental organizations dealing with advanced education and training of black South Africans. During the meeting Canada also sponsored an anti-*apartheid* cultural festival as well as a public forum on censorship and propaganda and invited prominent anti-*apartheid* activists from South Africa and elsewhere to participate.

Special focus was given to Canada's presentation of a detailed strategy to counteract South African propaganda

and censorship. The strategy's prime objective is to counter impediments to the free flow of information to, from and about South Africa. An 11-point \$1 million Canadian action plan was announced to implement this strategy. Some of the projects funded under this plan during the year included support for the alternative press, in-house journalism training, journalism scholarships at Rhodes University, support for anti-censorship activities and legal challenges, and sponsorship of a major conference in Regina on news reporting in South Africa.

In pursuit of the Toronto CFM recommendations Mr. Clark subsequently met with representatives of Canadian banks, who agreed not to increase trade credits to South Africa and to raise with other foreign banks directly involved the idea of loan scheduling terms as short as possible. In September he announced that the ban on exports of high-technology items on the Export Control List (ECL) was to be extended to private-sector end users in South Africa and that the ban on government contracts with majority South African-owned companies had been tightened to include grants, contributions and sales, including those by Crown corporations. Subsequently, South Africa was added to the Area Control List (ACL) in March 1989 and revisions were made to the Export Control List including the addition of goods that are sensitive for strategic and foreign policy reasons. This means Canada now controls the export of products to South Africa in areas, notably dual purpose items, additional to those listed on the ECL.

Following the Toronto meeting, Canada also publicly launched a fund to promote dialogue principally among, but also with, South Africans. Meaningful dialogue among South Africans of all races is an essential prerequisite for peaceful change. During the year Canada spent over \$600 000 on dialogue projects. A portion of these funds was committed to projects outlined in the Canadian Action Plan on countering South African propaganda and censorship, since censorship remains a serious impediment to dialogue. Other projects included bringing black and white youths together in a variety of forums to discuss a non-racial future, township encounters, and human rights and other conferences at which blacks and whites exchanged views on a post-*apartheid* South Africa.

Mr. Clark presented the third volume of the *Canadian Anti-Apartheid Register* to the Secretary-General of the UN in September. The register records the actions taken by Canadian individuals, private organizations and various levels of government to express their opposition to *apartheid*.

Meeting for the third time in February 1989 in Harare, the CFM focused on South Africa's destabilization efforts against its neighbouring states, and received a preliminary report on destabilization which set out the security needs of the Front Line States, and Mozambique in particular. The CFM also welcomed a draft strategy paper submitted by Canada on trade and investment promotion in these states as a means to help strengthen independence from the economy of South Africa.

The Committee agreed that sanctions, particularly financial sanctions, remain the most effective peaceful means to help end *apartheid*. The CFM undertook to review the Commonwealth lending ban and increase efforts to encourage other countries to adopt the measures recommended by the CFM. Based on a Canadian proposal, the

CFM adopted an initiative to be pursued in the Security Council to strengthen the arms embargo, by clarifying the definition of proscribed exports to include dual purpose items, making the import embargo mandatory and enhancing UN monitoring.

The CFM was able to engage in valuable direct consultation with several leading anti-*apartheid* personalities from South Africa, including the Rev. Dr. Allan Boesak, and representatives from the United Democratic Front (UDF). The liberation movements, the African National Congress and Pan-African Congress, also made presentations.

Aid to the victims of apartheid during the year totalled approximately \$7.8 million. This included \$3 million for the Canadian Education Program, \$400 000 towards the Canadian Fund for small-scale local initiatives and \$3.2 million towards legal and humanitarian assistance to detainees and their families and support for projects in education, community development, small-scale agriculture, provision of water and health care. Another \$1.2 million provided for multilateral assistance to support initiatives carried out by the Commonwealth, La Francophonie and the United Nations.

### Namibia

Reflecting a longstanding commitment to help bring Namibia to independence after a century of foreign occupation, Canada welcomed the outcome of negotiations among Angola, Cuba and South Africa, mediated by the United States. These negotiations concluded on December 22 with the signing of agreements in New York providing for Namibian independence under United Nations supervision and the phased withdrawal of Cuban troops from Angola.

Canada had been a non-permanent member of the Security Council in 1978 when Resolution 435 was adopted, calling for Namibia's transition to independence from South African occupation. Canada again joined the Security Council on January 1, 1989, with the intention of participating actively to ensure the success of the long-awaited agreement to allow Namibia its independence. The adoption of Security Council Resolution 632 on February 16 approved and set in motion the United Nations plan leading to complete independence for Namibia on April 1, 1990. The plan included the creation of the United Nations Transition Assistance Group (UNTAG) composed of large military and civilian components to supervise troop withdrawal and demobilization. It also laid the groundwork for UN-monitored elections. Canada provided two military officers to assist the UN with the review of logistical plans for the operation.

Canada announced on February 23 that it would contribute \$1 million to the \$40 million global budget for the repatriation program, an integral part of UNTAG. The funds were to enable some 58 000 exiled Namibians to return home in time for the pre-independence elections in November 1989. Subsequently an additional \$1 million was committed to refugee and other humanitarian and development assistance. In addition, the following day, Mr. Clark presented the Secretary-General's Special Representative for Namibia with a cheque for \$11.9 million as early payment for part of Canada's assessed share of \$15 million.

After Canada accepted the official invitation in March from the UN Secretary-General to participate in UNTAG in Namibia, the 89th Logistics Unit was created, composed of approximately 250 Canadian Forces personnel. The unit's function was to support both the military and civilian

Table 13

**CANADIAN TRADE WITH THE MIDDLE EAST**  
(thousands of dollars)

Canadian exports to:	Dec. 1986	Dec. 1987	Dec. 1988	Up to Apr. 1989
Bahrain	7 604	11 439	3 994	1 279
Egypt A.R.	32 952	83 529	71 133	25 971
Iran	35 683	168 093	140 166	11 399
Iraq	105 435	119 636	191 444	64 044
Israel	127 191	146 321	124 897	50 754
Jordan	6 090	55 713	13 078	2 270
Kuwait	24 366	20 133	22 526	9 276
Lebanon	17 561	10 139	13 948	5 066
Libya	74 123	28 781	56 116	18 368
Oman	5 906	4 050	7 867	1 334
Qatar	7 642	3 616	5 687	777
Saudi Arabia	211 985	267 862	202 535	121 199
Syria	12 307	8 875	4 133	387
United Arab Emirates	24 278	22 292	23 604	7 148
Yemen, Dem. South	10 295	5 706	1 327	160
Yemen, North	4 674	2 819	5 469	4 816
<b>TOTAL</b>	<b>808 092</b>	<b>909 004</b>	<b>887 924</b>	<b>324 248</b>
Canadian imports from:	Dec. 1986	Dec. 1987	Dec. 1988	Up to Apr. 1989
Bahrain	3 594	1 649	7 396	3 447
Egypt A.R.	5 118	34 018	25 195	2 256
Iran	208 682	110 304	70 327	6 676
Iraq	815	80 801	8 774	17 067
Israel	129 955	116 355	124 579	53 604
Jordan	1 633	587	183	193
Kuwait	293	564	2 297	573
Lebanon	1 060	1 570	6 374	936
Libya	22 727	0	5 176	0
Oman	4 380	49 617	57	1
Qatar	594	290	0	0
Saudi Arabia	186 894	175 134	95 407	80 556
Syria	48	439	300	55
UAE	2 100	48 698	46 765	28 076
Yemen, Dem. South	755	1 013	0	0
Yemen, North	77	82	230	0
<b>TOTAL</b>	<b>568 725</b>	<b>621 121</b>	<b>393 060</b>	<b>193 440</b>

components of UNTAG. Furthermore, Canada provided five military police and a few staff officers for UNTAG Headquarters.

Later in March Mr. Clark announced that Canada would open its own observer mission whose staff would engage in monitoring, liaison and observation activities during the one-year transition to independence beginning April 1, 1989.

#### Trade with Africa

The volume of Canadian exports to Africa in 1988 increased by nearly 20 per cent over 1987 to \$1.5 billion. Many business opportunities resulted from initiatives by the Department, e.g., organizing 20 fairs and missions in the region, export development loans, joint economic commissions, and a number of incoming missions of business and government buyers from African countries. Through the

Francophone and Commonwealth summits, Africa 2000 and the debt forgiveness program, Canada has enjoyed goodwill and a growing stature in Africa; Canada is perceived as a new economic partner offering North American technology both in English and French and bringing a fresh element of competitiveness with the potential to break historical monopolies.

Canadian funding is provided through both bilateral and multilateral agencies. CIDA funding to Africa totalled over \$400 million in 1987/88, while cumulative funding (export finance and insurance) provided by the EDC for eligible African and Middle East countries totalled \$1.1 billion to the end of 1988. Over the past few years, EDC has had a major part in support of firms seeking major contracts. Concessional financing has become important to the extent that, increasingly, many projects in Africa cannot be



obtained without it. Nevertheless, export financing by other OECD states still overshadows that available to Canadian companies. Moreover, these competitors often benefit from a number of existing trade arrangements, such as the Lomé Convention of the European Community. Notwithstanding, Canadian companies have been increasingly successful in penetrating geographical and sectoral markets.

In 1988, Algeria and Morocco were the top two importers of Canadian products, at nearly \$300 million each. Canada's exports to Africa covered a range of sectors including wood, fish and seed potatoes from the Maritimes; engineering and telecommunications equipment from Quebec; manufactured products including locomotives and aircraft from Ontario; wheat, sulphur, and oil and gas equipment from the Prairies; and lumber and smoked salmon from British Columbia. Major Canadian engineering companies were active, with contracts of more than \$200 million for the year; these were primarily in energy (transmission lines, water distribution systems), education, forestry, transport and telecommunications sectors.

During 1988 the Department assisted in opening a new office for the Canadian Association for the Private Sector in Southern Africa in Harare, Zimbabwe, with the mandate to develop economic co-operation between the Canadian and Southern Africa business communities.

### **The Middle East**

During the year under review, Canada worked to increase the prospects for an early settlement of the Arab-Israeli dispute, by encouraging an end to the cycle of violence in the occupied territories and the adoption of practical and realistic confidence-building measures to create conditions for negotiations. Canada has long regarded the requirements of a just and durable peace to be Israel's right to exist within secure and recognized borders, a principle underlying UN Security Council resolutions 242 and 338, as well as the recognition of the legitimate rights of the Palestinians.

There were a number of important developments in the region over the past year, including the continuing Palestinian uprising, the Jordanian disengagement from the West Bank and the Israeli elections. In the latter part of 1988 the Palestine National Council accepted Security Council Resolution 242 as a basis for a peace conference on the Middle East, and this and further helpful statements by PLO Chairman Arafat explicitly recognizing Israel culminated in the establishment of a PLO-U.S. dialogue in early 1989.

Following a thorough review of these developments, in March 1989 Mr. Clark announced that Canada had concluded that these changes in PLO positions largely addressed the reservations Canada had expressed, and that accordingly Canada was ending restrictions on official meetings with representatives of the PLO. He also reiterated that Canada does not recognize the Palestinian state as declared at Algiers, but that Canada does support the principle of self-determination for the Palestinian people, to be exercised through peace negotiations.

The situation in the occupied territories continued to be a matter of concern. In both bilateral and multilateral meetings, Canada pressed the Israeli government to recognize the applicability of the Fourth Geneva Convention to the occupied territories, and to cease their practices of deporting Palestinians, demolishing houses, etc.

In its frequent bilateral contacts with Israel, the Arab states in the region and interested parties such as the United States and the PLO, Canada has encouraged a search for pragmatic solutions in the peace process, acceptable to the main parties to this conflict.

During his January 1989 meeting with Israeli Foreign Minister Moshe Arens in Paris, Mr. Clark urged the Israeli government to propose realistic initiatives which would move the peace process forward towards a process of negotiations which would require the participation of the PLO as the principal representative of the Palestinians. Subsequently, in March, Prime Minister Mulroney met with King Hussein of Jordan in the Hague and discussed opportunities for progress. Ongoing dialogue with the PLO, such as the January visit to Canada by the Director General of its Economic Department, provided opportunities to stress the need for compromise and non-violent solutions. A visit to Egypt and Saudi Arabia in February 1989 by Mr. Raymond Chretien, the Associate Under-Secretary of State for External Affairs, was a further occasion to reiterate Canadian commitment to support moderate proposals that will accelerate the peace process.

In its bilateral relations with Israel, Canada welcomed working visits made separately by senior officials from the Israeli Ministry of Foreign Affairs and Dr. Ben-Elissar, Chairman of the Israeli Knesset Foreign Affairs Committee. Canada's Associate Minister of Defence, Paul Dick, visited Israel in April 1988. As part of continuing efforts to promote well-informed discussion on the Middle East, the Department assisted other visits to the region by parliamentarians, academics, journalists and groups such as the National Defence College.

During the year, Canada continued to develop strong and substantial relations with various Arab countries as well.

Egypt attracted particular interest as it returned to its traditional leadership role in the Arab world. Canada strongly supports President Mubarak's active role in the regional peace process. Canada's support found tangible expression in such practical measures as continued participation in the Multinational Force and Observers in the Sinai and substantial development assistance in the order of \$24 million per annum. The visit to Canada of the Egyptian Deputy Prime Minister and Minister of Planning in June 1988 reinforced Canada's broadly based ties with the Egyptians. During the visit, Canada expressed sympathy for Egypt's current economic difficulties and has since encouraged Egypt to reach early agreement with the IMF on necessary measures to resolve these problems.

The period under review witnessed a steady expansion of bilateral ties between Canada and Jordan, pursuant to new initiatives identified during the visit to Canada of HRH Crown Prince Hassan in June 1987 and the earlier visit of Mr. Clark to Amman in 1986. Energy co-operation remained in the forefront, as Canada provided technical and exploration-related assistance to Jordan to help exploit its hydrocarbon potential. In December an extension to the agreement between Petro-Canada International Assistance Corporation (PCIAC) and the Natural Resources Authority of Jordan brought PCIAC's total contribution to Jordan for exploration activity to \$32 million. The cross-Canada tour of the Jordanian Minister of Energy and Planning in June enabled him to identify new potential for co-operation in the hydrocarbon, hydroelectric, and related energy fields.

Canada's expanding commercial relations with Jordan also provided a measure of political support for Jordan's efforts to promote dialogue and moderation in the regional peace process. Prime Minister Mulroney reviewed these issues with King Hussein when they met at The Hague in March 1989.

The past year also provided an opportunity for progress in Canada's relations with Saudi Arabia. The plenary meeting of the Canada/Saudi Arabia Joint Economic Committee at Riyadh in February provided an occasion for bilateral discussions between the Associate Under-Secretary of State and the Saudi Foreign Minister, HRH Prince Saud al Faisal. Canada's trade and commercial relations grew steadily during the year. Most Favoured Nation (MFN) tariff treatment came into force in the autumn of 1988 and further facilitated the exchange of goods and services. Canada welcomed the accession of Saudi Arabia to the Nuclear Non-Proliferation Treaty in October.

On July 18, Canada normalized relations with the Islamic Republic of Iran following a hiatus of eight years. The Canadian Embassy in Iran resumed normal operations on October 18. This normalization of relations coincided with Iran's acceptance of UN Security Council Resolution 598, which provided a framework for a negotiated settlement to the conflict between Iran and Iraq. While this ceasefire remained in effect the peace talks became stalled because of differences over fundamental issues of concern to the national security interests of both Iran and Iraq. Canada continued to encourage both countries to move ahead resolutely to seek a negotiated settlement and a just peace.

Relations between Iran and Canada took a downturn in early 1989 when Iran's late spiritual leader, Ayatollah Khomeini, issued a death threat against British author Salman Rushdie and the publishers of the novel *The Satanic Verses*. The Canadian government condemned the death threat as totally unacceptable. In order to send to the Iranian authorities a strong message of Canada's absolute disapproval, the Canadian *Chargé d'affaires* to Iran was recalled from Tehran for consultations.

The situation in Lebanon continued to be of concern. In September the Lebanese parliament failed to elect a new president to succeed President Gemayel. The situation deteriorated further in early 1989. On March 30 Mr. Clark reiterated Canada's support for Lebanon's sovereignty, independence and territorial integrity and he called on all parties to exercise restraint and to redouble their efforts towards national reconciliation. Canada has pursued its involvement with humanitarian assistance to help alleviate the suffering of the Lebanese population.

The Middle East remained an important market for Canada, importing some \$888 million of Canadian goods in 1988. Canadian companies participating in the active Fairs and Missions Program of the Department were successful in identifying business opportunities, with 90 per cent of participants reporting new sales as a result. As well, incoming buyer missions organized by the Department increasingly reinforced Canada's reputation in the area as a supplier of state-of-the-art technology, and high-quality products and services.

Canada's trade relations with Israel were characteristically mature and stable. Israel represented a major market for Canada in the Middle East as reflected in trade ex-

changes which saw Israel as the largest source of Canadian imports from the region, and the fourth-largest Middle East market for Canadian exports.

The reopening of the Canadian Embassy in Tehran provided further opportunities to take advantage of the forecast diversion of Iran's export earning from war material to economic reconstruction.

Saudi Arabia and the Gulf states (Kuwait, United Arab Emirates, Oman, Qatar and Bahrain) were also major markets for Canadian exporters, as they gradually recovered from the impact of the fall in world oil prices earlier in the decade. Canadian companies were offered significant market opportunities in such fields as communications, mineral development, surveying, mapping and remote sensing, education, health care, agriculture and automotive spare parts. The fifth meeting of the Canada/Saudi Arabia Joint Economic Commission took place in Saudi Arabia in February, with the participation of the public and private sectors from both sides. The Commission's plenary and committee sessions at Riyadh in the priority areas of energy, mineral resources, communications, transportation, education and agriculture, offers an excellent medium through which Canada could achieve a larger percentage of Saudi business.

On the investment side, Middle East states have shown increased interest in Canada, with substantial movement of funds and direct investment taking place in the Canadian market.

In addition to trade promotion activities, Canada also benefited from increased interest in business immigration from the Middle East. In 1988, over 300 entrepreneurs were accepted as immigrants to Canada, bringing over \$185 million in capital, which is expected to create or retain more than 800 jobs. These figures represent an increase of approximately 60 per cent over 1987. In 1988 the Middle East was responsible for approximately 11 per cent of total business immigration to Canada. It is anticipated that entrepreneurial immigration from the Middle East will continue to expand in 1989.

### Latin America and the Caribbean

Over the past year international attention has focused with greater urgency on the serious social and economic issues facing Latin America and the Caribbean. Canada enhanced its relations with the region through informal exchanges between the Secretary of State for External Affairs and the foreign ministers of the Group of Eight, (originally comprising Argentina, Brazil, Colombia, Mexico, Panama, Peru, Uruguay and Venezuela), on such economic and political issues as the multilateral trade negotiations, international debt and the situation in Central America. On the latter, Canada assumed a much higher profile than previously due to the intensive discussions in which Canada took part on the implementation mechanism of the Central American peace process.

Following consultations held in March, a report was sent to the Group of Eight's foreign ministers setting out the Toronto Summit's achievements, and another meeting with the Group was arranged in New York during the UN General Assembly. Canada welcomed the Rio Group's initiative of a process of intra-regional consultation and co-operation between democracies to develop regional solutions for regional problems. The Group has now emerged as

Table 14

**CANADIAN TRADE WITH SOUTH AMERICA**  
(thousands of dollars)

	EXPORTS			IMPORTS		
	Percentage change from 1987	1987	1988	Percentage change from 1987	1987	1988
Argentina	-40.0	96 587	57 905	8.5	113 658	123 361
Bolivia	-23.8	4 487	5 556	551.4	3 481	22 667
Brazil	-31.9	636 824	433 051	37.4	858 082	1 179 528
Chile	37.4	98 596	135 538	7.8	152 680	164 727
Colombia	-20.9	224 330	177 312	1.9	135 491	138 138
Ecuador	5.5	41 345	43 641	-10.4	95 180	85 233
French Guiana	-68.9	139	43	76.2	81	143
Guyana	6.6	5 162	5 506	55.6	34 482	15 267
Paraguay	-49.3	4 008	2 031	-47.1	867	458
Peru	-46.5	120 522	64 470	15.1	76 634	85 969
Suriname	-58.6	1 004	1 593	-97.5	3 552	86
Uruguay	-56.5	25 934	11 270	-91.8	137 381	11 141
Venezuela	10.6	336 683	372 491	-17.1	559 042	463 261
<b>TOTAL</b>	<b>-17.8</b>	<b>1 595 624</b>	<b>1 310 412</b>	<b>5.5</b>	<b>2 168 597</b>	<b>2 289 993</b>

a major force of democratic expression in Latin America, with influence on Latin American positions and policies on such key issues as the external debt, the Multilateral Trade Negotiations, drugs, and Central America.

Since the Group's inception, Canada has concretely demonstrated support for its efforts to strengthen democracy, increase regional co-operation and promote respect for human rights, as well as to encourage social and economic development, all of which underlie Canadian foreign policy interests in Latin America.

Total Canadian exports to the region amounted to \$2.87 billion in 1988; Canada's exports to Brazil, Peru and Cuba showed a slight decrease. Imports by Canada from the region, on the other hand, increased by 10 per cent to \$4.53 billion. Major increases were recorded for imports from Brazil and Mexico.

Canada continued to assist the economic and social development of the region through programs administered by CIDA, the International Development Research Centre (IDRC), and Petro-Canada International, as well as through involvement in multilateral regional organizations such as the Caribbean Community and Common Market (CARICOM), the Pan-American Health Organization (PAHO), and the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA).

Large numbers of Canadians followed the events in Central America closely and many voiced their concern over the social impact the conflict has had on large segments of the populations of El Salvador, Guatemala, Honduras and Nicaragua. In 1988, the Canadian government not only conveyed these preoccupations to the countries concerned and urged that human rights be given adequate protection, but also contributed to alleviating the burden of the refugee population on neighbouring countries by funding the activities of the UN High Commissioner for Refugees in the region. Also in 1988, 3 484

Central American refugees were permanently resettled in Canada.

In the Caribbean, Canada took a leading role in trying to alleviate the enormous economic and financial burden created by severe indebtedness, particularly in Guyana and in Jamaica, which was also struck by a devastating hurricane in September.

#### **Brazil**

In recognition of Canada's developing relationship with Brazil, the Governor General, accompanied by Mr. Harvie Andre, Minister of Regional Industrial Expansion and Minister of State for Science and Technology, visited Rio de Janeiro, Sao Paulo and Brasilia in February 1989. Mme Sauvé was the first foreign Head of State to tour Brazil since it adopted its new constitution. Her visit opened communication at the highest levels and promoted stronger trade links. It helped to demonstrate Canada's continuing resolve to broaden and strengthen relations at all levels with Latin American governments.

While world concern turned to focus on the destruction of Brazil's rain forest, Brazil increased its efforts on environmental issues, initiating a review of environmental policy and establishing the Brazilian Institute for the Environment and Renewable Natural Resources. Brazil formally requested Canadian co-operation and assistance on environmental issues; accordingly, CIDA's development assistance program in Brazil will give increased attention to environmental concerns. In addition, the Canadian Embassy in Brazil supports a number of local environmental projects and an Arrangement on Environmental Co-operation was signed by Mr. Andre (on behalf of Environment Canada) and the State of Sao Paulo.

#### **The Southern Cone**

In Argentina, President Alfonsín's government faced serious economic and political difficulties, including a brief

army mutiny in December 1988. During this latter crisis, Canada conveyed a message of support to the Argentine government, which was much appreciated.

The bilateral relationship continued to grow, fostered by initiatives such as the Canada-Argentina Joint Economic Commission, which held its second meeting in Ottawa in July 1988. The Commission reviewed economic and trade policies facilitating co-operation in many fields, notably agriculture, energy, forestry and biotechnological research. CIDA also approved a professional visits program to encourage the exchange of information between Canadian and Argentinian academics, technicians and professionals as well as non-governmental organizations.

The return to democratic civilian government in Chile moved a step closer in October, when a majority of voters in a national plebiscite refused to renew General Augusto Pinochet's presidential mandate. The Chilean economy continued to strengthen and grow, with the highest rate of foreign investment in Latin America. Bilateral trade between Canada and Chile crossed the \$300 million threshold. Reports of human rights violations continued to be of concern and Canada has consistently made known to the Chilean authorities the importance it attaches to the protection and promotion of human rights. The Chilean government is committed to hold free democratic elections in December 1989, and Canada has expressed the hope for a trouble-free transition to democratic civilian government.

Mme Sauvé, the Governor General, and Mr. Harvie Andre visited Uruguay during their trip to the region in February. Mme Sauvé's visit marked closer relations between Canada and Uruguay, characterized by increasing trade, an expanded development assistance program, and shared interest in a variety of economic and agricultural issues.

#### The Andean countries

Bolivia continued to strengthen its economy following the IMF-approved economic recovery plan, realizing some encouraging results in 1988. The country is pursuing a policy of trade liberalization, which focuses on increasing exports. During her visit there in August, Mme Monique Landry, Minister for External Relations and International Development, ratified a memorandum of understanding for a one-year food aid program designed to generate counterpart funds for use in social development projects throughout the country. In addition, Canada announced a new CIDA program of bilateral assistance to Bolivia, which is already under way.

Efforts to control coca-leaf production in Bolivia met with mixed results last year and the narcotics trade continued to plague the country. On the multilateral level, Bolivia was host for the fifth regular session of the Inter-American Drug Abuse Control Commission in March 1989, at which Canada offered to co-operate in drug enforcement.

**Table 15**  
**CANADIAN TRADE WITH THE CARIBBEAN AND CENTRAL AMERICA**  
(thousands of dollars)

	EXPORTS		IMPORTS	
	Percentage increase from 1987	1988	Percentage increase from 1987	1988
The Bahamas	17.7	36 184	-50.5	20 882
Barbados	-2.5	40 054	-68.9	6 577
Belize	21.2	7 355	124.0	13 166
Bermuda	5.9	38 952	-82.3	967
Costa Rica	-9.5	27 851	-19.6	50 838
Cuba	-15.8	224 978	69.1	87 193
Dominican Republic	10.7	60 073	24.6	36 502
El Salvador	48.0	23 105	-3.4	41 686
French West Indies	8.8	7 899	-48.5	366
Guatemala	-8.9	18 392	17.0	38 559
Haiti	-26.2	18 739	-14.0	7 453
Honduras	4.3	19 610	6.5	27 887
Jamaica	33.8	126 353	32.0	150 166
Lee-Wind Islands	-17.3	37 807	20.0	6 630
Mexico	-6.8	486 556	12.4	1 319 782
Neth. Antilles	38.9	14 667	6.6	20 927
Nicaragua	115.7	21 177	125.2	64 537
Panama	3.3	34 936	0.0	30 813
Puerto Rico	6.9	244 564	8.7	246 685
Trinidad and Tobago	-21.2	54 897	53.0	56 395
U.S. Virgin Islands	36.8	6 332	-85.0	8 097
* Other	-	13 085	-	539
<b>TOTAL</b>	<b>-0.2</b>	<b>1 563 566</b>	<b>11.2</b>	<b>2 236 647</b>

\*Cayman Islands, Turks and Caicos Islands, Anguilla, British Virgin Islands, French Guyana, Suriname

The Peruvian government is facing hyperinflation, a drop in GDP and a worsening security problem caused by spreading guerilla insurgency. Canada continued to demonstrate its support for economic and social development in Peru through CIDA and the IDRC. Food aid and development projects in the fields of energy and agriculture combine to make Peru the largest recipient of Canadian bilateral assistance in South America. Despite Peru's parlous economic situation, Canadian exports reached almost \$55 million in 1988.

Mme Landry visited Ecuador in August to attend the inauguration of Ecuador's new president, Rodrigo Borja Cevallos. Mme Landry officially opened the new premises of the Honorary Consulate in Quito. Ecuador, which closed its embassy in Ottawa in 1987, has announced its decision to reopen it, a welcome development for Canada-Ecuador bilateral relations.

The public order situation in Colombia continued to deteriorate with left-wing guerilla movements, right-wing paramilitary groups and the narcotics trade all serving as sources of violence and instability. Despite these circumstances, the economy prospered with Colombia remaining the only Latin American country to pay back both principal and interest on its external debt.

Canada supported the Colombian government's initiatives in the field of human rights, offering funds for a network of municipal human rights ombudsmen and sponsoring visits to Canada and consultations with the Colombian Presidential Advisor on Human Rights and his colleagues.

Carlos Andres Perez won the presidential elections in Venezuela in December and assumed office for a second term (he was President during the 1970s) in February 1989. Canada was represented at his inauguration by Jean-Guy Hudon, MP, Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs. The Governor General also visited President Perez on her way to Brazil and Uruguay in February. The President stated his wish to develop closer relations between Venezuela and Canada.

### **Mexico**

Canada continued to enjoy excellent relations with Mexico on a variety of levels. Carlos Salinas de Gortari, who was victorious in Mexico's presidential election in July, was inaugurated President on December 1. Canada was represented at the inauguration by Mr. Guy Charbonneau, Speaker of the Senate. President Salinas identified Canada as a country to receive priority attention in Mexico's foreign affairs. The first ministerial-level contact with the new administration occurred when Pedro Aspe, Secretary of Finance, visited Ottawa in February.

Economic difficulties continued in Mexico during the past year, exacerbated by low oil prices, but the government scored some successes in its efforts to open the economy and make it more competitive. Some improvement was made in both the internal and external debt service situations, but this remained a critical economic and political problem, with implications for some Canadian banks. Trade missions and seminars reinforced efforts to promote Canadian exports of agricultural products, livestock, telecommunications equipment and mining machinery. Two-way trade reached \$1.8 billion, the largest Canada achieved with any country in Latin America.

### **Organization of American States**

The Organization of American States (OAS) faced two major difficulties during the year. The first reflected widespread dissatisfaction by member states with the organization's incapacity to address adequately many of the key problems facing the region. The second was the organization's serious financial plight, due mainly to large arrears in members' assessed dues. The OAS General Assembly in November decided to initiate a review of the OAS mandate and to reduce its staff to avoid bankruptcy.

Canada maintained its Permanent Observer status at the OAS as well as full membership in three of its specialized organizations: the Pan-American Health Organization (PAHO), the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture (IICA) and the Pan-American Institute for Geography and History (PAIGH).

CIDA initiated assistance programs with the OAS, PAHO and IICA amounting to over \$10 million.

### **Central America**

The efforts of the five Central American presidents to keep alive the spirit of the 1987 Esquipulas accords seemed to be moving positively as the year under review came to a close. Canada's offer to provide support and assistance to a practical security verification mechanism came into focus at the end of March, as the five Central American countries formally asked the UN Secretary-General to call upon Canada, Spain and the Federal Republic of Germany to take part in a UN Observer Group. Canadian officials consulted regularly with the UN and the other concerned parties to try to ensure the success of the peace process. Canada welcomed the public commitment of the United States Administration and Congress on March 24, 1989, to support the Central American peace process.

At the request of the Salvadoran government, Canada sent an official observer to El Salvador to observe the presidential elections, which took place on March 19. His findings indicated that, even in the midst of a civil war, Salvadorans exercised their right to vote in large numbers. The outcome of the election seems to be an accurate reflection of the will of most of the Salvadoran voters.

Armed conflicts in the region continued to be a preoccupation, particularly because of the heavy toll they inflicted on the population and their destructive effect on the economies in the area. As a direct result, 3 484 Central American refugees were permanently resettled in Canada in 1988, fleeing either the hostilities or persecution. Meanwhile, the flow of illegal migrants and improperly documented visitors accelerated during 1988. As a result, visitor visa requirements were imposed on Panama and Nicaragua. Canada continued to provide economic assistance to all governments of Central America, much of it channelled through Canadian and local NGOs.

Canadian exports to the region increased by over 18 per cent to \$145 million in 1988. Canadian firms participated in a major international trade fair in Panama, which attracted a number of potential buyers and investors from throughout Central America.

### **The Caribbean**

As a consequence of its special relationship with the Commonwealth countries of the Caribbean, Canada has been taking a leading role in helping to alleviate the serious economic and financial burden created by indebtedness. In

Jamaica, which suffered the devastation of Hurricane Gilbert in mid-September, Canada unilaterally declared a two-year moratorium on repayment of all Canadian official development assistance debts. This measure was additional to almost \$10 million in public and private emergency relief assistance sent to Jamaica following the passage of Hurricane Gilbert. Canada also assumed leadership in the International Monetary Fund Support Group, formed to devise a financial assistance package to allow Guyana to continue to honour its obligations to international financial institutions.

The fifth meeting of the Canada-CARICOM Joint Trade and Economic Committee was convened in Port of Spain from March 6 to 9, at which time Canada was able to reinforce its commitment to the region through trade, official development assistance, industrial co-operation and other mechanisms. Canadian trade and industrial development initiatives included the organization and implementation of trade shows in Jamaica, the Bahamas and the Dominican Republic. These events were intended to increase the level of trade and industrial co-operation activity.

Another important instrument designed to promote these objectives is CARIBCAN, a Canadian government program approved in 1986. This program, currently under review following the initial two-year operating period, features the unilateral extension by Canada of preferential duty-free access to a broad range of goods shipped by Commonwealth Caribbean countries into the Canadian market. The program also includes measures to strengthen the exporting capabilities of beneficiary countries, as well as to provide

information on the Canadian market and ways and means of developing marketing strategies.

The Commonwealth Caribbean Seasonal Agricultural Workers' Program continued to expand in 1988 with 3 900 workers participating. Also of note was the imposition of a visitor visa requirement on Trinidad and Tobago following a large increase in the number of improperly documented visitors from that country.

A number of high-level visits took place during the year, in particular those by the prime ministers of St. Vincent and Jamaica to Canada as well as that of the Vice-President of the Dominican Republic. Canadian ships took part in the 10th independence anniversary of St. Lucia and made port calls in a number of other Caribbean islands.

In excess of 500 000 Canadian tourists travel to the Caribbean annually, mainly to Jamaica, the Dominican Republic, the Bahamas and Barbados.

#### **Haiti**

Haiti experienced a number of political upheavals in 1988/89, during which time bilateral relations with Canada were marked by three important events: first, the group of parliamentarians that had visited Haiti at Mr. Clark's request to investigate the situation and review Canada's relations with that country tabled its report in the House of Commons. Second, the Canadian government decided, on September 13, to refrain from negotiating with the Haitian government over new official development aid projects. This decision came only a few days before the Namphy regime was overthrown by Lieutenant-General Prosper Avril. This past year also saw meetings between CIDA and its missionary and NGO partners working in Haiti.



## Arms control and disarmament

During the past year Canada continued to pursue multifaceted efforts in the field of arms control and disarmament. It frequently made its views known to the superpowers on a wide range of issues and was keenly interested in strategic nuclear arms reductions (START) and space-defence issues. A START agreement would contribute significantly to Canadian security, in view of the country's geographic position between the United States and the Soviet Union. Until satisfactory alternative agreements are concluded, Canada will continue to call for the maintenance of the existing arms control regime, including the Anti-Ballistic Missile Treaty. On a bilateral level, Canada conducted consultations with Japan, U.S.S.R., U.K., the Federal Republic of Germany, China, Spain, Portugal, New Zealand, the United States and Czechoslovakia.

Recent Canadian diplomatic efforts have involved participation in various multilateral disarmament forums, including the UN General Assembly First Committee, where Canada's Ambassador for Disarmament, Douglas Roche, was chairman. A very positive atmosphere prevailed in the First Committee, facilitating an unusually productive session. Of 67 arms control and disarmament resolutions adopted, a record 27 were by consensus. In preparation for assuming the chairmanship, Mr. Roche visited a number of capitals on five continents.

One of the highlights of 1988 was the Third Special Session of the UN General Assembly devoted to Disarmament (UNSSOD III) held from May 31 to June 25 in New York. Although participating states were unable to reach agreement on a concluding document, it was clear that a much more positive atmosphere prevailed than at UNSSOD II; there was an increasing recognition among the non-aligned states of their responsibility in the arms control and disarmament process, particularly in relation to conventional arms, and there was a general avoidance of unhelpful ideological rhetoric. Canada was also active at the UN Disarmament Commission, the Conference on Disarmament in Geneva (where continuing progress on a chemical weapons ban was made), as well as the Mutual and Balanced Force Reduction Talks, and the talks on a mandate for new conventional arms negotiations, both of which were held in Vienna.

A major event during the year relevant to defence, arms control and security policy was the agreement to the Concluding Document at the Vienna CSCE Conference on January 17. From this conference have emerged two new separate negotiations; the "Negotiation on Conventional Armed Forces in Europe" and the "Negotiation on Confi-

dence- and Security-Building Measures" both began on March 9. The former involves 23 NATO and Warsaw Pact member states and is aimed at establishing enhanced stability between the conventional forces of the two sides, at lower levels. The latter negotiation includes all 35 CSCE participating states and seeks to build upon the achievements of the Stockholm Agreement, further enhancing transparency in military matters in Europe. In preparation for these negotiations NATO conducted a major study of the conventional forces in both alliances and published the results in November. The document, entitled *Conventional Forces in Europe: The Facts*, highlights the asymmetries existing in Europe which NATO aims to eliminate through negotiation with the Warsaw Pact.

The year under review was the second year of implementation of the Stockholm Agreement on Confidence- and Security-Building Measures (CSBM) in Europe. Signed in 1986, the Stockholm document required all 35 member states of the CSCE (Conference on Security and Cooperation in Europe) to notify one another about significant military activities and exercises planned and, when appropriate, to invite foreign observers. In addition, any state may conduct a challenge on-site inspection when it is uncertain of the purpose of military activity. During the first two years of operation, some 35 military exercises took place at which observers were present and 18 challenge inspections (9 in Eastern Europe and 9 in Western Europe) were conducted. Canada sent observers to all relevant military exercises; Canadian forces in Europe were among those inspected and observed. Canada was also active in the CSCE negotiations in Vienna to secure the mandate for a second conference on CSBMs and a new mandate for conventional arms reductions in Europe.

### Verification

Canada's emphasis on verification was continued at a variety of levels, including the UN General Assembly's First Committee, where Canada co-sponsored a related resolution calling for an expert study on the role of the UN in verification, and at the UN Disarmament Commission where, for the second year, Canada chaired a working group on the subject, which reached consensus on a set of 16 verification principles. Canada also sent two representatives to a UN meeting of verification experts in Dagomys, U.S.S.R. The Department's Verification Research Unit continued its work on various aspects of the question, and in its publication program. An industry roundtable was convened in Toronto in February to discuss the issue, and the Department collaborated with the strategic studies program of the University of Calgary to convene a conference

to identify lessons for verifying a chemical weapons ban that might be learned from the experience of the International Atomic Energy Agency.

### **Public affairs**

The continuing dialogue with the public on arms control and disarmament issues was pursued with vigour during the year under review. The Consultative Group on Disarmament and Arms Control Affairs, which brings together representatives of Canadian disarmament organizations, academics and concerned individuals with government officials, met in Ottawa to discuss UNSSOD III. Nineteen academics and representatives of non-governmental organizations were also members of the Canadian delegation to UNSSOD III itself. Ten members of the Consultative Group participated in an orientation program of the UN's First Committee in November. The Department provided \$237 000 to groups and individuals involved in a balanced discussion of arms control and disarmament issues through the Disarmament Fund, and made its annual \$100 000 standing grant to the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament in Ottawa. The Disarmament Bulletin, a departmental publication providing information on Canada's arms control and disarmament activities, was widely distributed for public discussion of these issues. Appointment of a new executive director and five board members to the Canadian Institute for International Peace and Security was announced.

### **Defence and NATO**

The year was marked by important developments in East-West relations, largely due to a willingness on both sides to search for innovative ways of approaching arms control and disarmament in a post-INF environment. President Gorbachev's initiatives, both on the domestic and international scene, were brought about in part by a strong and united NATO, in which Canada continued to play an important role. At their semi-annual meetings, NATO foreign ministers discussed East-West relations and short-range nuclear forces modernization, and they continued their study of the Comprehensive Concept of Arms Control and Disarmament. This study takes into account the role of arms control in NATO security and its strategy of deterrence.

In 1988, Manfred Wornier, former West German Minister of Defence, was named Secretary-General of NATO.

Non-military co-operation in NATO encompasses a number of activities whose objectives are to strengthen free institutions and promote conditions of stability and well-being. Recognizing the importance of safeguarding the environment, NATO's Committee on the Challenges to Modern Society reported the completion of three pilot studies this year: Risk Management of Chemicals in the Environment; Dioxin Problems; and Health and Medical Aspects of Disaster Preparedness.

The White Paper of June 1987, *Challenge and Commitment: A Defence Policy for Canada*, which outlined the government's plans to reinvigorate Canada's defence effort, continued to be implemented in 1988. These plans included the creation of a three-ocean navy, improving Canada's contribution to NATO in Europe (in part by consolidating its forces in the central front), revitalizing the Reserves, reinforcing surveillance and strengthening territorial defence.

### **Canada-U.S. defence relations**

The excellent relations established by Canada with the new United States administration serve to ensure that defence co-operation continues to be active and developed as required. It was not by accident that the first foreign visit of the new U.S. President was made to Canada and that defence issues were discussed. This high-level attention to bilateral relations has meant that defence issues receive immediate and significant attention by the executive and legislative bodies of the two countries.

The defence relationship, like so many aspects of Canada's bilateral relationships with the United States, has been defined by geography and history. Just as Canada has been linked with Europe in NATO, so it has continued to expand its co-operation with the U.S. in North American defence. Over the last decade Canada has moved toward assuming more direct responsibility for assuring the defence of its own territory. This is particularly the case with aerospace defence, where the pattern over the last years has been to ensure that the defence of Canadian airspace is conducted by Canadians and facilities on Canadian territory are managed and manned by Canadians. This issue will be one of many to be looked at before the 1991 NORAD agreement renewal.

A principal element of bilateral co-operation is the joint project to modernize the North Warning System. Although most new radars have become operational, discussions are continuing to ensure that the North American defence system contains state-of-the-art technology. The new system has been linked with NORAD's regional operating control centre and has resulted in increased detection of Soviet long-range bombers on training runs. The supplementary arrangements under the North American Air Defence Modernization Memorandum of Understanding providing for Canadian co-manning of U.S. "Over-the-Horizon" Backscatter (OTH-B) radars and AWACS aircraft operating in support of NORAD have been initiated. Canada has begun deploying personnel at the OTH-B radar system operations centre and assigning some 40 flight-crew personnel for AWACS operations.

In addition to the close co-operation in the aerospace realm, an active pattern of exchanges and joint exercises was followed by the navies and armies of the two countries. At the policy level, consultations on bilateral security and defence questions were carried out at meetings of the Permanent Joint Board on Defence, three of which were held during the year under review.

Canada agreed to permit testing of the U.S. AGM-129A cruise missile, a modernized version of the AGM 86B, which had already been tested in Canada. One test of each type of missile was conducted.

### **Peacekeeping**

Canada continued to make a strong contribution to peace and security by providing approximately 1 230 troops for various peacekeeping operations (see Table 16). In support of increased United Nations peacekeeping activity, Canada provided military observers as part of the United Nations Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan in April 1988; and communications support as well as observers to the United Nations Iran/Iraq Military Observer Group in August 1988; and Canada agreed to contribute logistics



troops in the United Nations Transition Assistance Group Namibia (UNTAG). In peacekeeping activities outside UN auspices, the Canadian helicopter unit in the Multinational Force and Observers in the Sinai continued Canada's commitment to peace and stability in the Middle East.

A senior Canadian officer was appointed in February to command the United Nations Force in Cyprus (UNFICYP). Canada also offered technical advice on the design of the peacekeeping mechanisms that will be necessary for the implementation of any Central American peace plan.

Canada actively promoted improved support for United Nations peacekeeping, contributing a national study for a

comprehensive United Nations review of peacekeeping, and provided information on peacekeeping through seminars sponsored by the International Peace Academy in conjunction with Canadian and American universities.

**Military assistance and training**

During the year, 47 training courses were provided under the Military Training Assistance Program to military personnel from non-NATO countries, primarily from the Commonwealth Caribbean and Africa.

**Table 16**  
**PRESENT CANADIAN PARTICIPATION IN**  
**INTERNATIONAL PEACEKEEPING FORCES AND OBSERVER MISSIONS**

Operation	Location	Dates	Current Troop Contribution
United Nations Force in Cyprus (UNFICYP)	CYPRUS	1964-	580
United Nations Disengagement Observer Force (UNDOF)	ISRAEL SYRIA (GOLAN HEIGHTS)	1974-	225
United Nations Truce Supervisory Organization Palestine (UNTSO)	EGYPT ISRAEL JORDAN SYRIA	1954-	22
Multinational Force and Observers (MFO)	SINAI	1981-	140
United Nations Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan (UNGOMAP)	AFGHANISTAN	1988-	5
United Nations Iran/Iraq Military Observer Group (UNIIMOG)	IRAN/IRAQ	1988-	15
United Nations Transition Assistance Group Namibia (UNTAG)	NAMIBIA	1989	265



## Consular services

The Department has a mandate to protect and assist Canadians who live and travel abroad and to respond promptly when they find themselves in distress. This consular function is one to which the government attaches a high priority.

Canadians made more than 50 million trips abroad in 1988. When they encounter difficulties which they are unable to resolve themselves, the Department is prepared to assist, wherever possible, through its diplomatic and consular missions. In 1988, these missions extended over 600 000 separate services to Canadian citizens, ranging from responding to routine enquiries to appeals for help that tested the resourcefulness of consular staffs. These services included issuing passports, performing certain citizenship functions, arranging for the transfer of funds or the return to Canada of destitute or incapacitated Canadians, and providing advice, information and support to Canadians abroad in situations involving such problems as illness, accident, death, litigation over the custody or disappearance of a child, and lost or stolen property.

At least 424 Canadians were detained in foreign prisons during 1988. The Department's missions abroad took steps to ensure that they were treated fairly under the laws of the

host countries, to help them to communicate with their families and friends in Canada and, in some cases, to assist with their transfer to Canadian prisons. Twenty-nine Canadians were repatriated from foreign prisons during the year, in accordance with Canada's bilateral treaties on the transfer of offenders, which enable Canadians imprisoned abroad to complete their sentences in Canada, closer to family and friends and under conditions that improve their prospects for rehabilitation. A transfer agreement with Thailand came into force in 1988, and Canada continued to pursue similar agreements with other countries.

The demand for consular services has increased steadily in recent years, along with the growth in the number of Canadians travelling, working or residing permanently abroad. Members of the Canadian travelling public have come to expect a high level of service from Canadian missions and the Department pursued a number of initiatives to meet their needs more effectively, while ensuring a more efficiently managed consular program. Sections of the Manual of Consular Instructions were revised to reflect adjustments in consular policies and in laws and regulations affecting consular services. Staff training was expanded to familiarize departmental personnel, both in Canada and abroad, with the latest developments in consular policy and procedures, so as to equip them to carry out their consular functions. The challenge remains to meet growing demands with limited personnel resources but without any erosion of the quality and responsiveness of services.

The Department maintained its public awareness program to inform Canadians of the potential problems of travelling abroad and of the consular services available at Canadian missions. The booklet *Bon Voyage, but...* was revised and updated; more than 500 000 copies were distributed during the year to travellers at passport offices and travel agencies. The Department also provided the media and the public with information, on a responsive basis, concerning the security of travel to and within specific countries and regions. In addition, it distributed a handbook on services available to Canadians detained or imprisoned abroad.

Natural calamities such as Hurricane Gilbert, marine accidents like the North Sea platform disaster, and terrorist attacks such as the Lockerbie air disaster, as well as crisis situations arising from political instability, including those that occurred in Haiti, Sri Lanka and the Sudan, placed special demands on the Department's consular services at headquarters and abroad during 1988. Such events resulted in death and injury for some Canadians and physical danger and emotional stress for many others travelling or residing abroad. The security of the travelling public is of prime importance and the Department endeavours to react imme-

**Table 17**

### CONSULAR ACTIVITIES (Calendar Year 1988)

**Total number of cases or services rendered (approximate)**

**a) Cases:**

Repatriation	224
Hospitalization or medical treatment	1 965
Deaths	1 503
Detainees	867
Child custody	941

**b) Services:**

Passports	223 396
Citizenship	50 165
Legal and notarial	36 785
Requests for financial assistance or transfers	3 226
Well-being and whereabouts	9 537
Registration of Canadians	22 367
Advice and assistance	252 403

**Table 18****SELECTED CONSULAR STATISTICS  
(Calendar Year 1988)**

Canadians registered abroad with Canadian consular or diplomatic missions	55 863
Canadians residing abroad, including dual nationals (estimated number)	3 000 000
<b>Passports:</b>	
Valid passports in circulation	5 095 089
Total issued in Canada	1 030 833
Issued by missions abroad	69 700
Increase in total passports issued by missions abroad over previous year	7.2 %
<b>Travel:</b>	
Total visits abroad	51 973 000
To United States (of which 13 215 000 Canadians stayed at least one night)	49 231 000
To countries other than the United States	2 742 000

diately to crisis situations in order to secure the safety and well-being of Canadians abroad. To this end, the Department has developed a computerized registration service enabling Canadians residing in any of 141 countries to register their presence at the nearest Canadian diplomatic or consular mission. Such registration particulars are incorporated into mission contingency plans developed to facilitate assistance to Canadians abroad in potential crisis situations. Such plans include, as an ultimate measure, the assisted evacuation of Canadians from areas of imminent danger.

In some areas of the world, where Canada does not have its own diplomatic or consular representation, honorary consuls now provide consular services to Canadians travelling or living in those areas. They also assist in other departmental programs such as trade development, public affairs and general relations. During 1988, honorary consulates were established in nine new locations, namely Perth, Asuncion, Quito, Hamburg, Montego Bay, Managua, Cartagena, Tananarive, and San Salvador.

A memorandum of understanding concluded with Australia in 1987 enabled Canadians to benefit from emergency consular services provided by Australian missions in Honolulu and Denpasar, Indonesia, while Canada provided similar services to Australians in Lima, Oslo and Tunis. The two governments held discussions during 1988 for the extension of these reciprocal services to other locations.

The Department continued to consult interested parties in Canada on issues involved in the negotiations of bilateral consular conventions with additional countries, particularly those in which Canadians have encountered difficulties or with which the Department believes an agreement would facilitate its task of protecting and assisting Canadians.

**Immigration and refugees**

The conduct of Canada's immigration program abroad has been the responsibility of the Department of External Affairs

since 1981. During the past year immigration program sections were established in the missions in Kuala Lumpur, Sao Paulo and Kuwait; the Department now has 203 visa officers located at 65 missions abroad. Global economic, political and demographic pressures are likely further to increase migratory flows over the next decade and Canada can expect to remain an attractive destination for new immigrants.

The trend to higher visa issuance experienced since 1985 continued in 1988. Immigrant visas issued reached 154 789, an increase of 12 per cent over 1987, and 112 per cent over 1985. Increases were also experienced in the issuance of student, temporary worker and other visitor visas; a total of 532 126 visitor visas were issued at Canadian missions, an increase of 17.8 per cent over the previous year. An additional 77 889 visitor visa requests were refused due to failure to meet the requirements of the Immigration Act, largely because applicants could not satisfy a visa officer that they would remain only temporarily in Canada and return home on completion of their visit.

The interdiction of improperly documented passengers heading for Canada imposed a net additional workload for visa officers in 1988 and resulted in the interception of more than 3 200 persons. Continued abuse by bogus refugee claimants forced the imposition of visitor visa requirements on citizens of Nicaragua, Panama and Trinidad and Tobago. The Department sought to diminish the flow of illegal immigrants through additional co-ordination with airlines and host governments.

The computer-assisted immigration processing system (CAIPS), first introduced in Hong Kong, was extended to London. Missions in the United States will be the next recipients of the system, which will coincide with the installation of COSICS (see chapter 10). A machine-readable visa was tested in Hong Kong. The long-term objective is to replace the various types of entry documents now in use with a single standardized visa. CAIPS will streamline visa processing procedures and contribute to reduced processing times.

Immigration of refugees and members of designated classes as well as persons selected under humanitarian programs totalled over 27 000. Eastern Europeans made up the largest group of both government-sponsored (3 905) and privately sponsored (5 754) refugees. Southeast Asians accounted for 6 945, followed by refugees from the Middle East and West Asia for 4 459, Latin America 3 718, Africa 1 779 and 587 persons from other areas of the world.

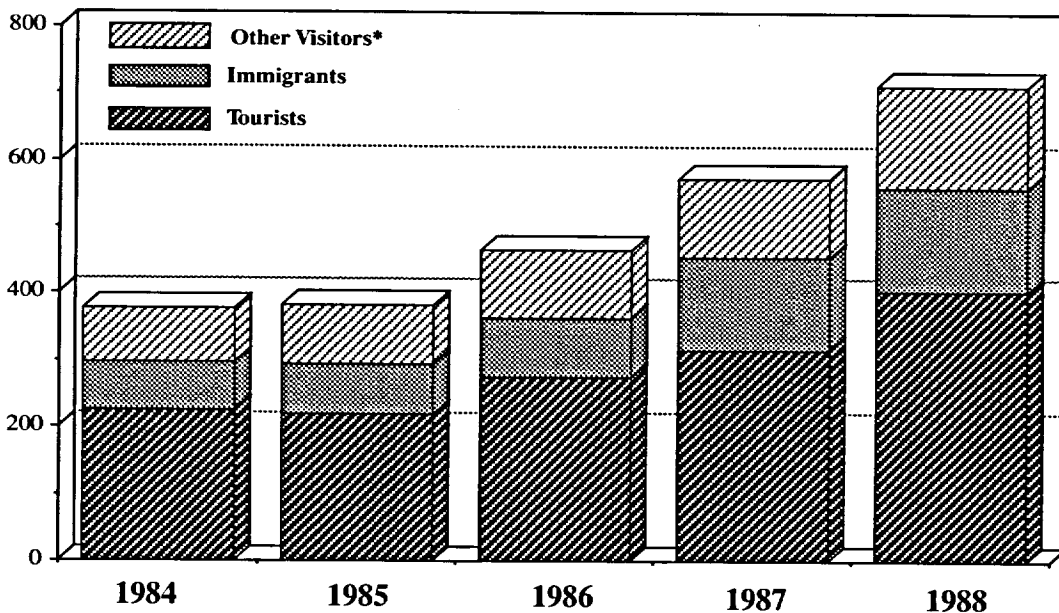
Canada continues to attract business immigrants. Over 3 400 business immigrants were issued visas in 1988, which is expected to result in the transfer to Canada of over \$6 billion and the creation or retention of 17 325 jobs. Hong Kong continued to lead the list of countries of origin, followed by the Republic of Korea, Egypt, Singapore and France.

The Immigration Cost Recovery Program, which levies fees for the processing of most immigrant applications and certain long-term visitor applications yielded \$7.3 million for the Consolidated Revenue Fund.

**Passport services**

Over 1.1 million passports were issued in Canada during the past year, exceeding the previous fiscal year's issuance by 4 per cent. Canadian missions abroad issued an additional

# VISA PRODUCTIVITY



\*Includes all visitor refusals.

Source: External Affairs Canada/Immigration Affairs Division.

69 700 passports. There are now about 5 million valid Canadian passports in circulation.

During the past year three new passport offices were opened, in Regina, Thunder Bay and Jonquière, bringing the total to 23 offices. Canadians who submit their application in person (about 80 per cent of all applicants) can expect to obtain their passport in three to five working days. Mailed applications are processed in the National Capital Region. The Passport Bureau maintains a national toll-free bilingual telephone enquiry service to support the network of passport offices. Some 133 550 contacts were made with the Bureau during the year.

The Bureau operates on a revolving-fund basis and its operations are intended to be self-financing. There was no increase in the passport fee of \$25 during the past year.

Some 4 622 refugee travel documents and certificates of identity were issued to eligible residents of Canada who are not Canadian citizens. It is anticipated that Canada's program for processing refugee claimants will generate a significant increase in demand for these documents.

## Private international law

The Department offers a variety of services to assist litigants in legal proceedings that have both a Canadian and a foreign element. These services can be offered because of a framework of treaties, conventions and arrangements between Canada and other countries. The Department publishes a booklet entitled *International Judicial Co-operation*, which describes these services in detail. As many of the subjects that arise — service of documents, taking of evidence, enforcement of orders — are within provincial jurisdiction, the Department maintains contact with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements.

Canada has conventions on legal proceedings in civil and commercial matters with 19 countries. These conventions

create channels for the service of legal documents and the taking of evidence in civil cases, either in Canada at the request of foreign litigants, or abroad at the request of Canadians. In 1988, Canada became a party to the Hague Convention of 15 November 1965 on Service Abroad. This creates a simplified channel for service of documents in the 24 other countries party to the Convention. The Convention comes into force in Canada on May 1, 1989. Even if a country is not party to any convention, the Department may be able to arrange co-operation with local authorities on the basis of reciprocity.

Canada currently has extradition treaties with 44 states, as well as rendition arrangements with some Commonwealth countries. These treaties or arrangements oblige the contracting parties to surrender individuals charged with, or convicted of, extraditable offences. Some of these treaties date back to the nineteenth century, and are in need of modernization. The Department has been pursuing this goal as well as commencing new extradition initiatives with other states. On November 18, 1988, Canada signed a new extradition treaty with France, which will come into effect on exchange of notice of ratification.

The Department is currently negotiating treaties relating to mutual legal assistance in criminal matters with a number of states on a bilateral basis. These treaties will provide a treaty framework for international co-operation in criminal investigations. The Department is also closely studying multilateral initiatives in this area.

## Access to information and privacy

The Access to Information Act and the Privacy Act are jointly managed within the Department by the Office of the Co-ordinator. A growing public interest in all aspects of foreign policy and operations along with a heightened awareness of the legislation have led to an increased

Table 19

**IMMIGRATION AND REFUGEES**  
**Visas issued during 1988 calendar year**

Area of mission	Immigrant visas	Visitor visas
<b>WESTERN HEMISPHERE</b>		
United States	14 013	132 802
Caribbean and Central America	13 846	45 405
South America	4 149	40 625
Sub-total	32 008	218 832
<b>AFRICA AND MIDDLE EAST</b>		
Africa	11 269	22 459
Middle East	4 892	15 656
Sub-total	16 161	38 115
<b>EUROPE</b>		
Western Europe	33 590	65 351
Eastern Europe	7 317	74 897
Sub-total	40 907	140 248
<b>ASIA AND PACIFIC</b>		
Hong Kong	27 202	37 319
Manila	7 566	11 805
New Delhi	9 977	28 313
Other missions	20 968	57 494
Sub-total	65 713	134 931
<b>TOTAL</b>	<b>154 789</b>	<b>532 126</b>

Note: The above data include visitor visas issued at Canadian missions where there are no immigration facilities.

number of requests. In the period under review, 257 requests for information under the Access to Information Act were received, a 25 per cent increase over the previous year. Requests handled under the Privacy Act were up slightly over the previous year, for a total of 114 from 102; these include both formal and informal requests for personal information. Other government departments and agencies undertook 179 consultations with the Department of External Affairs on records relating to or affecting the management of external relations. This was double the number for the previous year and reflects the central role played by the Department.

The range of requests under the Access to Information and Privacy acts touched on all aspects of the Department's interests and operations. Responses to both information and privacy requests have been made in the spirit of improving understanding both of the activities of the Department and the government's participation in international affairs. Some 40 per cent of the requests were for specific political, economic or trade files and records, while 30 per cent were for consular or immigration files. The remainder were requests directed at the Department's management and administrative files. The media were the largest group of requestors for such records,

followed by consultants, academics and non-governmental organizations.

Privacy requests from the general public were focused on personal information held in Departmental passport, consular or immigration files. Employees' requests for personnel records were handled with expedition, often informally.

A program of briefings on the acts and their applications for senior managers and branch units have had the effect of encouraging personnel at home and abroad to be increasingly sensitive to the objectives of the acts. The Office of the Co-ordinator has participated in interdepartmental consultations and exchanges on the acts, and has been represented at regional, national and international meetings on access to information and privacy.

Under the general supervision of the Co-ordinator approximately half a million pages of inactive departmental records were screened prior to their retirement to the National Archives. In addition, the Office is the departmental contact point for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research.



Pursuant to the Department of External Affairs Act, the Secretary of State for External Affairs shall foster the development of international law and its application in Canada's external relations in exercising his powers and in carrying out his duties and functions under the Act. Most of the activities and areas of responsibility of the Department have an important legal dimension. Consequently work of the Legal Bureau is reflected throughout much of this annual report. For example, the Legal Bureau's activity in private international law is addressed in chapter 7.

## Arctic

The Canadian government granted its consent on October 10, 1988, to a United States request under the Canada-United States Arctic Co-operation Agreement for the U.S. Coast Guard icebreaker *Polar Star* to navigate through the waters of the Northwest Passage. The Canadian Coast Guard icebreaker *John A. MacDonald* accompanied the *Polar Star* and an officer of the Canadian Coast Guard was on board the U.S. vessel.

The *Polar Star* had earlier sustained damage while providing assistance, in U.S. waters, to the Canadian Coast Guard icebreakers *Martha L. Black* and *Pierre Radisson*. Unable subsequently to continue on its westward journey from its location off the Alaskan coast due to extremely heavy ice conditions, adverse winds and engineering trouble, the *Polar Star* proceeded east through the Northwest Passage in order to exit the Arctic.

The U.S. authorities undertook to ensure that the *Polar Star* operated in a manner consistent with the pollution control standards and other provisions under the Arctic Waters Pollution Prevention Act and other relevant Canadian laws and regulations. In addition, the United States agreed to be held responsible for costs incurred in the unlikely event of any pollution caused by the *Polar Star*.

The Canadian government also consented to the conduct of marine scientific research during the *Polar Star's* voyage on the understanding that the information obtained in such research would be shared with Canada, as envisioned in the Arctic Co-operation Agreement.

## Canada-France maritime issues

Canada and France signed two agreements dated March 30, 1989, which are designed to resolve the maritime boundary off the south coasts of Newfoundland and Saint Pierre and Miquelon. The area in question comprises a large part of NAFO Division 3Ps, which is known as the disputed zone. One agreement (Compromis) established a court of arbitration, to which the boundary dispute will be submitted for binding settlement as well as its terms of reference. The

court consists of five judges, three of whom have been appointed jointly by the two governments: Mr. Eduardo Jimenez de Aréchaga, President of the court; Gaetano Arangio-Ruiz, professor of law at the University of Rome; and Oscar Schachter, professor of law at Columbia University. Canada has appointed Mr. Allan E. Gotlieb, former Canadian Ambassador to the United States, and France has appointed Mr. Prosper Weil, Director of the Institute of Higher International Studies at the University of Paris.

The court's proceedings include a written phase and an oral phase. The memorials are to be submitted by each party not later than June 1, 1990. Counter-memorials are to be submitted not later than eight months after the submission of memorials. It is expected that the court's decision will be rendered about the end of 1991. If not, provision is made in the other agreement (Procès-Verbal) for a graduated extension of fish quotas for the French in 1992.

The Procès-Verbal sets out, *inter alia*, the fish quotas allocated to France for the arbitration period. A decision on the boundary will determine which part of the disputed zone belongs to Canada and which part belongs to France and hence ownership of the fish in the disputed zone.

Canada's official position is that France is entitled under international law to a 12-mile territorial sea. France has maintained since 1977 a claim to a 200-mile exclusive economic zone.

## Law of the Sea

The Law of the Sea (LOS) Convention sets out a comprehensive regime for the regulation of the world's oceans. By March 31, 1989, 41 states had ratified the LOS Convention, which will enter into force 12 months after the date of deposit of the 60th instrument of ratification or accession.

As a state with one of the longest coastlines in the world and with important ocean interests, Canada regards the LOS Convention as a unique opportunity to make a major contribution to world peace and security by reducing the potential for conflict in the competing uses of the oceans. While some parts of the LOS Convention reflect generally accepted principles of international law, other aspects represent new law. Its provisions are having a significant impact on Canadian domestic legislation. Failure of the LOS Convention could, in Canada's view, risk a return to the uncertainties that existed before it was negotiated.

During the year under review, Canada participated in the work of the Preparatory Commission (PrepCom) established to set up the institutional system envisaged in the LOS Convention for deep seabed mining. The PrepCom met in New York in August to September 1988, and in Kingston, Jamaica, from February 27 to March 23, 1989, to

continue its efforts to develop suitable mechanisms for implementing the regime outlined in the Convention for the exploitation of deep seabed resources.

As a major land-based mineral producer and potential seabed mining nation, Canada has a fundamental interest in the complex issues being addressed by the PrepCom. Many industrialized countries (including Canada) have expressed concern about aspects of the deep seabed mining regime under the LOS Convention and consider it essential that the PrepCom's efforts result in a regime that encourages universal participation in the Convention. The outcome of the work of the PrepCom will, therefore, be an important factor for these states in determining whether or not to ratify, or accede to, the LOS Convention.

### **Trade law**

Following the signing of the Free Trade Agreement with the United States, the process of implementing the treaty began in 1988. To augment the necessary legal aspects of this work, extra positions were provided to the Legal Bureau and an expanded Economic and Trade Law Division was given the task of ensuring that Canada's international legal obligations under the treaty were fulfilled and Canada's rights maintained. Legislation to implement the Agreement was drafted by the Department of Justice and passed by Parliament, and the U.S. implementing legislation was examined to ensure that American obligations under the treaty were properly put in place. In addition, Canada and the United States drafted rules of procedure to ensure the effective operation of the dispute settlement panels provided for under the Agreement. These panels are intended to resolve general trade disputes under chapter 18, as well as countervailing and anti-dumping disputes under chapter 19, where private parties have been given a right of action. Consultations were held throughout 1988 on a number of bilateral trade disputes that the Agreement, which formally entered into force on January 1, 1989, should now help to resolve.

The Montreal Mid-Term Meeting of the Uruguay Round of the Multilateral Trade Negotiations took place in December. While a number of important questions remained outstanding, notably agriculture and trade-related intellectual property questions, the meeting achieved consensus on improving or clarifying the dispute settlement mechanisms under the GATT. Canada was a leading advocate of measures to ensure that disputes can more easily be brought before GATT panels and that their decisions can be made expeditiously. These mechanisms, coupled with those under the FTA with the United States, will provide Canada with a comprehensive means of resolving trade problems.

### **Intellectual property**

A negotiating group of the GATT (MTN) continued its work on trade-related aspects of intellectual property rights. At the December Mid-Term Review of the Uruguay Round in Montreal, it was not possible to arrive at an agreed text outlining the course of further work in this area. This matter was referred to a later meeting of the Trade Negotiation Committee, which was to meet again in Geneva, in April 1989.

The fourth session of the Committee of Experts on Intellectual Property in respect of Integrated Circuits took

place in November 1988. The draft Treaty on Intellectual Property in respect of Integrated Circuits, prepared by the committee, will be referred to a diplomatic conference, under the auspices of the World Intellectual Property Organization, to be held in Washington in May 1989.

### **International Tin Council litigation**

For the past three years, many creditors of the International Tin Council (ITC) have been pursuing legal proceedings against the ITC and directly against its member states, mainly in the United Kingdom where the ITC is headquartered, but also in Canada and several other countries. (Canada is a member of the ITC along with 21 other states and the EC.) This litigation stems from the cessation of ITC's buffer stock operations, in October 1985, and the consequent collapse of the tin market.

Member states of the ITC have thus far been successful before the U.K. courts in defending the basic legal principle that member states are not liable for debts of an international organization that has a distinct legal personality. In April 1988, the U.K. Court of Appeal found in favour of member states in a majority decision. Unless a settlement intervenes, an appeal of this decision is to be heard in the House of Lords in June 1989. Creditors are also suing member states in tort in a separate series of actions. In a judgement of first instance, on February 21, 1989, the English High Court dismissed member states' claim to sovereign immunity from legal suit on the basis that certain activities of the member states within the ITC were commercial transactions as defined by the U.K. State Immunity Act of 1978, thus falling within an exception to immunity under the Act. Member states will be lodging an appeal of the High Court judgement.

A Canadian creditor has undertaken legal proceedings against the Government of Canada in the Supreme Court of Ontario. The action was dismissed for want of jurisdiction. This judgement was confirmed by the Ontario Court of Appeal and the plaintiff has since appealed to the Supreme Court of Canada.

As a result of a Canadian initiative, exploratory talks have been conducted with ITC creditors, in recent months, with a view to assessing the possibilities of reaching an out-of-court settlement on the litigation. Discussions have reached an advanced stage and an out-of-court settlement might be reached in the course of 1989.

### **Environmental law**

Canada supports the development and codification of international law concerning the environment through participation in a wide number of bilateral, regional and global governmental and non-governmental forums.

During the past year, the growing problems associated with atmospheric interference and subsequent climate change have gained the attention of the world community. At the 43rd session of the United Nations General Assembly a resolution calling for the protection of the global climate for present and future generations was adopted. In November 1988, as a response to growing public and political interest in global warming induced by greenhouse gases and related atmospheric problems, the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) was established, under the auspices of the World Meteorological

Organization and the United Nations Environment Program (UNEP), to study the impacts of climate change and to develop policies and strategies for dealing with their environmental consequences. Canada is an active participant in the IPCC and, as member of the IPCC Bureau and vice-chairperson of the response strategies working group, will be able to contribute effectively to the deliberations of that body.

Domestically, Canada was host for two international conferences concerning atmospheric interference: one, held in Toronto, entitled "The Changing Atmosphere: Implications for Global Security" (June 1988); and another held in Ottawa entitled "International Meeting of Legal and Policy Experts on Protection of the Atmosphere" (February 1989). In the spring of 1989 the Prime Minister attended the Hague Summit, the first summit ever held on the environment. Heads of state or government of 24 countries signed the Declaration of the Hague calling for greater attention and effort on the question of atmospheric degradation.

On March 22, 1989, Canada was among 34 countries to sign the Global Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes, developed under the auspices of the United Nations Environment Program, agreeing to control the export of hazardous wastes by means of an international management system. Canada was instrumental, during a period of intense negotiations, in securing a consensus with respect to the transport of hazardous wastes by sea.

The Canadian member of the International Law Commission is involved in the discussion of environmental issues in the Commission, particularly the law of the non-navigational uses of international watercourses and the question of international liability for injurious consequences arising out of acts not prohibited by international law.

### **Space station**

In September 1988, representatives of Canada, the United States, Japan and nine European state members of the European Space Agency signed a multilateral agreement on the terms and conditions governing the development, construction, placing into orbit and operation of a space station. The agreement provided the foundation for an effective four-member partnership in this bold venture. Canada's contribution to the project will include a service centre integrated with the space station infrastructure and equipped with an improved Canadian remote manipulator arm.

On the legal side, the partners had to deal with the problem of whether and how to extend national laws to the space station. The agreement recognizes the jurisdiction of each partner's courts over the elements each provides and therefore allows the application of substantive national law, notably criminal law and laws pertaining to intellectual property. The agreement contains innovative rules to address multilateral co-operation for behaviour and events taking place on board the space station, taking into consideration existing international law and the specific conditions in which this joint undertaking is being pursued. One example is the agreement among the partners to refrain from legal recourse in matters of civil liability.

This arrangement to apply a certain legal regime is not intended to be an exhaustive one, since in many cases there

will be seen to be a common legal factor between activities taking place on earth and those taking place on board the space station, and the appropriate rule will be applied. In sum, the agreement and the international instruments used with it attempt to set in order the relationships between the scientific, technical and political aspects, and considerations of law, economics and trade in this major international co-operative undertaking, which is to continue for some 30 years.

### **International criminal law: drugs**

The question of narcotics abuse and the concomitant issue of narcotics trafficking have become a major focus of international attention. So large and complex is the problem that it threatens to undermine political and judicial systems; it has become a leading cause of domestic crime, forms an integral part of several states' economies, and has become an increasing burden on states' health and welfare systems. This crisis, combined with the inadequacy of existing UN drug conventions to address the trafficking problem, led to the adoption in December 1988 of the UN Convention Against the Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances. The relatively new co-operation techniques provided for in the convention (including measures to trace and confiscate the flow of drug-related profits and strong mutual legal assistance provisions) should enhance efforts to strike at some of the underlying causes of the drug problem.

Canada took a key part in the elaboration of the convention by advocating strong provisions that recognize the multifaceted nature of the drug problem. Canada has matched its international efforts with the enactment in 1988 of "proceeds of crime" legislation (S.C. 1988, chapter 51) which will enable law enforcement officials to take more effective action against the higher echelons of the drug trafficking trade.

### **Privileges and immunities**

The Department of External Affairs is responsible for the interpretation of the rules of international law relating to privileges and immunities of foreign states, diplomatic and consular missions, and of international organizations. These rules are set forth in the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations, and several conventions relating to international organizations, as well as customary international law. The law relating to privileges and immunities within Canada is mainly set out in three pieces of Canadian legislation: the Diplomatic and Consular Privileges and Immunities Act, the State Immunity Act, and the Privileges and Immunities (International Organizations) Act. During the year, the Department strove to ensure that the privileges granted under these acts served their intended purpose of supporting the process of international relations and were not abused. In addition, the Department was responsible for ensuring that Canadian missions abroad received the privileges and immunities entitled to them under international law.

During the year under review, Canada signed agreements relating to two new international organizations. The headquarters of the Commonwealth of Learning Agency and the Energy Institute of La Francophonie were permanently established in Canada. Privileges and immunities were



granted under the Privileges and Immunities (International Organizations) Act to each organization's officials, experts and representatives of states to the extent necessary for their functions. In addition, orders-in-council were adopted under the same act to grant privileges and immunities to the participants of various international conferences and organizations.

### **Treaty law**

During the 1988 calendar year, Canada signed 34 bilateral agreements with other countries. In the course of the year, 25 bilateral agreements entered into force upon signature and 14 by ratification or by the exchange of notifications. Canada also took action to terminate two bilateral agreements. Details are given in Appendix II.

In 1988, Canada signed or took measures relating to 18 multilateral agreements. Seven multilateral conventions entered into force for Canada, including the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer, and the Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Long-Term Financing of the Co-operative Program for Monitoring and Evaluation of the Long-Range Transmission of Air Pollutants in Europe. Details are given in Appendix III.

The high point of the year was the entry into force on January 1, 1989, of the Free Trade Agreement between Canada and the United States. The various instruments relating to the treaty are listed in Appendix II.



The basic framework for the Department's activities in communications and culture during the year under review continued to be the use of communications in Canada and public communications and cultural diplomacy abroad to:

- increase awareness and understanding among Canadians of Canada's role in the world and of the relevance of international affairs to their prosperity and security;
- promote Canada in the world and support the achievement of its foreign policy and international trade objectives; and
- enable the Canadian government and private individuals and organizations to pursue their international interests more effectively.

The following sections indicate some of the activities in the fields of communications and culture undertaken by the Department within the past year.

## Media relations

Through continuing contact with news and media organizations in Canada, the Department's Media Relations Office seeks to provide the public with the Canadian perspective on foreign political, economic and trade developments and their impact on Canada's security and prosperity. By providing information on the various aspects of Canadian foreign policy and trade issues, it encourages media and public interest in Canada's role within the international community. The Office maintains a continuing working relationship with the Parliamentary Press Gallery in Ottawa and with local media representatives across Canada. As the Department's focal point for contacts with Canadian journalists and foreign correspondents based in Canada, it helps plan activities that concern the media and develop communications strategies on a wide range of foreign policy and trade issues.

To assist the Secretary of State for External Affairs, the Minister for International Trade and the Minister for External Relations and International Development in furthering the government's foreign policy and international trade agenda, the Media Relations Office arranges media briefing sessions, interviews, editorial board meetings and press conferences. By monitoring the print and electronic media, it keeps the ministers' offices and departmental officials apprised of current media preoccupations and issues. It distributes an annual average of around 3 000 transcripts of news programs for use within the Department and provides a daily telegraphic news summary to all missions abroad to keep them informed of major developments within Canada.

As the host of a number of high-level international meetings, including the Economic Summit, the Franco-

phone Summit and the Commonwealth Heads of Government Meeting, Canada has attracted considerable worldwide media attention in recent years. The Media Relations Office has worked closely with other government departments in planning media arrangements for these international conferences. When the Prime Minister or one of the three External Affairs ministers travelled abroad on official visits, journalists were provided with relevant economic and political data to place each visit in its foreign policy context. Media representatives were encouraged, when appropriate, to accompany the ministers on their visits to provide effective media coverage. The Office makes all press arrangements for visits to Canada by heads of state, heads of government and foreign and trade ministers.

Some 400 press releases and speech texts were supplied to media outlets and key groups across Canada during the year.

## Domestic communications

The Domestic Communications Division seeks to inform Canadians about the work of the Department and to increase public understanding of Canadian foreign policy. An increasingly important facet of its work is communications planning and the development of communications strategies, through which it seeks to ensure that effective public communications are incorporated into the formulation of foreign policy. Tracking foreign policy issues, identifying groups and organizations concerned with particular foreign policy issues, and providing guidance on how to communicate effectively with Canadians are aspects of the Division's work.

During the past year, the Division implemented parts of the Canadian Action Plan to Counter South African Propaganda and Censorship (a public communication program announced by Mr. Clark in August at the second meeting of the Commonwealth Committee of Foreign Ministers in Toronto). A highlight of the program was a series of speaking engagements by five South African journalists in cities across Canada and their participation as panelists at a conference at the University of Regina, where the issue of the media and censorship in South Africa was discussed.

Volume III of the *Canadian Anti-Apartheid Register* was produced during the year. Some 2 500 Canadian individuals and groups used the *Register* to express their views on South Africa, indicate measures they had taken to encourage South Africa to dismantle *apartheid* and affirm their solidarity with the disenfranchised majority in that country. This brought to 11 000 the number who have signed the *Register*. Canada's Ambassador to the United Nations presented Volume III of the *Register* to UN Secretary-General Perez De Cuellar on November 7.

The year under review was the second in the Department's five-year International Drug Awareness Program. The dangers of involvement abroad with illegal drugs, or of being in the company of persons possessing drugs, were publicized by exhibits at airports, production of brochures to be handed out with passports and a national advertising campaign.

To inform Canadians about Canada's international relations, a number of items were produced, including radio news features on special events and feature articles on foreign policy for the regional press and for diverse ethnic group publications. To reach high-school students, information supplements were prepared for educational publications aimed at students and teachers. A new booklet on the Department of External Affairs explains its evolution, functions, organization and mandate. An information kit was assembled explaining Canada's responsibilities on the UN Security Council, to which Canada was elected for a two-year term beginning January 1, 1989, and Canada's long association with the United Nations.

A new series of fact sheets outlined Canada's bilateral relations — political, cultural and economic — with individual countries.

Some 230 briefings were organized for Canadian universities, media outlets, service clubs and non-governmental organizations. Visits were arranged for a dozen Canadian journalists and academics to multilateral institutions in Europe; 388 students received assistance to participate in UN model assemblies and eight to participate in the UN Summer Graduate Internship program. Assistance was also provided to six universities and organizations sponsoring Canadian foreign policy conferences in Canada.

The Foreign Policy Enquiries unit responded to some 4 655 telephone and 1 470 written requests for information about the Department and on international relations. Over 19 000 publications were mailed out in response to requests.

### **Information and sports programs abroad**

The External Communications Division's function is to promote an image of Canada abroad as a modern, bilingual, multicultural, and distinct country that is economically and technologically advanced.

During the year under review, it was responsible for the communications program in support of Canada's successful candidature for a seat on the UN Security Council. A strategy to counter South African propaganda and censorship was prepared and tabled at the Commonwealth Foreign Ministers' Conference in Toronto in August. The biennial review of Radio Canada International's geographic and linguistic priorities was commenced.

A video on Canadian arts and culture was produced for use by Canada's diplomatic missions in support of artistic events and for telecast. Work progressed on a new film — *Oh Canada!* — depicting the life and vigour of Canada, its people and industries for use abroad. A review of the Department's travelling exhibits program was undertaken. Work on a new series of 28 fact sheets on Canada was begun. Four issues of the departmental magazine *Canada Reports* were printed in English, French and Spanish and distributed to an international readership of some 35 000; topics included were Canada and the United Nations, architecture, health care and medical research, and human rights. A House of Commons monitoring service was

introduced to ensure that missions are speedily informed of parliamentary developments. Among a number of visits organized for foreign journalists and decision-makers, one of the most important was the pre-Summit tour of Canada for 17 senior international economic journalists prior to the Toronto Economic Summit.

### **International sports relations**

Extensive support was provided to the Toronto Ontario Olympic Council's (TOOC) bid for the 1996 Summer Olympics. During the year a number of projects were designed to raise Canada's sports profile abroad and project a positive image of this country. The Canadian National Boxing Team completed a highly successful tour of Nigeria, Kenya and Morocco. Coaching assistance projects with Malaysia and Singapore were initiated and funds were provided for the establishment in Canada of a sport documentation and information centre to serve the needs of developing countries. In keeping with the government's commitment to intensify sanctions against South Africa, Canada's policy on sporting contacts with South Africa was revised during the year. Support and assistance to members of the Canadian sport community travelling abroad was provided and Canadian involvement in the Seoul Olympics and the Paralympics was facilitated. Support was also given to Canadian bids for the 1994 Commonwealth Games and the 1993 World Nordic Games.

Canadian sprinter Ben Johnson's positive drug test for steroids at the Seoul Olympics gave rise to the most thorough investigation to date into the use of drugs in sport. External Affairs worked closely with the government-appointed Commission of Inquiry, headed by Mr. Justice Charles Dubin in monitoring international coverage of the affair. The Dubin Commission has captured the world's attention as it probes the extent of the use of banned substances in Canadian and international sport.

### **Trade communications**

The Trade Communications Bureau seeks to make Canadians aware of the vital importance of international trade and to understand national trade policies. It publicizes the availability of the Department's trade and investment development programs, services and related publications.

A number of programs were prepared on communications issues related to the Canada-U.S. Free Trade Agreement and the Multilateral Trade Negotiations under the GATT, as well as on other trade policy and trade development issues. National circulation of *CanadExport*, the Department's twice-monthly international-trade newsletter, rose to 40 000 from 30 000 the previous year. *CanadExport* keeps readers posted on sales opportunities abroad, foreign market trends, forthcoming trade fairs and missions, and developments in trade policy, programs and services.

Info Export, the Department's export trade information centre, handled up to 450 requests for information per week, up from 150 weekly the previous year; Info Export has a new location in the main lobby of the Department's headquarters with expanded office space, conference room and more staff to serve the Canadian business community. It is located in the Lester B. Pearson Building at 125 Sussex Drive, Ottawa, and has a toll-free telephone number (1-800-267-8376) for callers from anywhere in Canada. Info Export either gives clients immediate answers to their exporting queries or puts them in touch with experts who can respond.

During the year the Department set up exhibit displays at eight domestic trade shows and conferences, including the National Petroleum Show, two Free Trade Agreement conferences (Montreal and Toronto), and Export Marketplace (Toronto). Over 12 000 business people visited the External Affairs booth at these events to obtain updated export information. Arrangements were made for Departmental specialists to address business groups, universities and trade associations on the Free Trade Agreement and its effectiveness for each particular sector.

Two trade publications for exporters were produced: *So You Want to Export?*, a book to help first-time exporters decide if they are ready to export, and *Directory of the Canadian Trade Commissioner Service* (formerly entitled *Canadian Trade Representatives Abroad*), a directory of departmental offices in Canada and personnel abroad with trade, investment and tourism responsibilities.

The departmental trade advertising budget of \$1.2 million for the year was devoted to messages designed to heighten awareness in the business community of trade events such as Export Marketplace, and export seminars (e.g., customs seminars). Several overseas advertising projects, including trade fair advertising, U.S. entrepreneurial business, immigration and general trade awareness advertising campaigns were commenced and will continue in the forthcoming year.

### International expositions

The International Expositions Division is responsible for preparing for and managing Canada's participation in world exhibitions abroad. It is also responsible for promoting international expositions held in Canada and represents Canada at the Paris-based Bureau International des Expositions (BIE), the regulatory body for world expositions.

Canada's participation in EXPO 88 in Brisbane represented Canada's principal contribution to the Australian bicentenary celebrations. This world exposition, held from April 30 to October 30 with Leisure in the Age of Technology as its theme, attracted 54 international participants and 17 million visitors. The Canada Pavilion attracted 2.5 million visitors and ranked among the exposition's two best, because of the quality of its audio-visual elements and the attractiveness of its tactile interaction facilities. The appointment of Rick Hansen as Commissioner General of the Canada Pavilion contributed greatly to the success of Canadian participation. Mr. Hansen's fame, his talent as a communicator and his dynamism enhanced the profile and the credibility of the Canadian presence.

In May 1988, some major changes were made to the BIE Convention. The most important of these, which is in an area of concern to Canada, had to do with the frequency of major exhibitions, which it was decided will occur no more than five years apart beginning in 1995. The purpose of this change is to make world exhibitions so exceptional and well-organized as to attract enthusiastic participation of the highest quality.

Responding to an invitation by Spain, the Canadian government announced in December its decision to participate in the Seville World Exposition, which will be held in 1992 with The Era of Discovery as its theme. Canadian planning and preparation has now reached the stage of an architectural competition for the construction of a pavilion. Discussions are also under way with the provinces and

territories, and will shortly be started with the private sector, to establish the terms and conditions for joint participation in this event.

The Canadian government informed the BIE in November of the Toronto World Exposition Consortium's intention to organize an exposition in the year 2000 on the theme of urbanization.

### Library services

The Department of External Affairs' library serves a broad clientele not only from the Department but also from other federal government departments, provincial governments, private industry, and financial and academic institutions. It reciprocates in the sharing of its resources with other government, university, industrial and large public libraries under the interlibrary loan agreement.

In 1988, the library answered some 94 000 research queries, an increase of 16 000 searches over the previous year, and a 67 per cent increase since the beginning of the decade.

The library published the fourth edition of *Canada-United States Free Trade: A Bibliography*, and a new publication *Single European Market — 1992: A Bibliography*.

*Canada's Trade Statistics*, 3rd edition, published in conjunction with the International Trade Communications Group, was prepared especially for the Uruguay Round mid-term meeting at Montreal in December 1988. The library's annual publication *Canada's Bilateral Relations* also appeared in a new edition.

The library's second central processing unit was installed during the year. This has improved catalogue service for clients through easier access to catalogue information using key words, and greatly enhanced response time. Interconnecting software was installed for communication with the UN documentation database, which also includes the texts of resolutions and votes and records.

The library has the continuing function to provide support services for missions. The planning and functional design of the libraries in the new chancery in Tokyo and in the new embassy in Washington, received special attention during the year.

### International cultural relations

The cultural dimension of external relations affects the attitudes of nations towards each other. The opportunities and challenges presented by this aspect of external relations provide the mandate for international cultural relations as a foreign policy program.

#### Arts promotion

The work of Canada's creative artists and performers directly enhances Canada's image abroad as a contemporary, sophisticated and innovative nation. Canadian performing groups (supported in part by the Department) have made headline news at the Adelaide festival in Australia (Trilogie des Dragons), in Latin America (Desrosiers Dance Company), in Holland (The Country Music Stars from Alberta), and in New York where the astonishing success story of Le Cirque du Soleil was continued. Canadians are now invited to participate at major festivals the world over and many of Canada's performers are ranked with the world's best.

The Department supported, during the past year, over 1 400 performances by Canadian groups, or nearly four

performances every night of the year. For every dollar of grant money from the Department, these groups raised \$3.45 in box office receipts.

Canadian visual artists were present at the International Venice Biennale, and at the Sydney Biennial, as well as at the Chicago and Los Angeles art fairs. In addition their work was shown at the Centre Pompidou in Paris, at the Museum of Modern Art in New York and in galleries in most of the major capital cities.

More Canadian books in translation are being published in Scandinavia than books from, for example, the U.K. Canadian authors such as Margaret Atwood, Mavis Gallant, Robertson Davies and Mordechai Richler appear on best-seller lists in the United States with greater frequency.

The Department continued to bring foreign impresarios, festival directors, gallery directors and curators to Canada to meet their professional colleagues and to see the variety of Canada's cultural activity. Such visits lead to direct invitations, or, even more interestingly, to exchanges which will also bring the best of other countries to Canada.

Support to major international events, such as the visit of the Toronto Dance Theatre and the guitarist Liona Boyd to the Olympic Games in Seoul, added a Canadian cultural dimension which was well received.

Canada continued to receive and send delegations representing specific sectoral interests: a group of publishers from China were followed by a Chinese television crew shooting a documentary on the Canadian publishing industry. A delegation representing the visual arts went to the U.S.S.R. from Canada and a Soviet delegation then came to Canada.

The Department continued to provide funds for the Visiting Foreign Artists Program, which is administered by the Canada Council, and which brought 78 artists representing 17 countries to Canada to give workshops and master classes in Canadian institutions. The Department also contributed a major share to the Canada Council's Translation Program which pays for the translation and publication of Canadian works into languages other than the two official languages.

Canadian artists are assisted in making their mark internationally with the support of Canadian embassies and missions in every city that they visit. In major cities such as London, Paris, Rome, New York, Washington, Bonn, Brussels and Tokyo, special funds are delegated to Canadian missions to allow them to generate their own activities at the local level and so ensure a continuing presence in addition to the higher profile visits funded from headquarters.

#### **Canadian Studies abroad**

The Department's Academic Relations Program supported Canadian Studies at more than 800 universities in 29 countries through support to individual scholars, graduate students, Canadian Studies centres and programs, curriculum development and libraries. The Library Support Program has progressively moved towards one of matching grants linked to the purchases of Canadiana by foreign universities.

In an effort to strengthen Canadian Studies in the Asia and Pacific region, awards were made to 37 Chinese academics for course development or scholarly research about Canada. Start-up grants were given to three new regional Canadian Studies associations and eight new

Canadian Studies centres in China. The International Council for Canadian Studies accepted the invitation of the Chinese Association for Canadian Studies to hold its council meeting in China in May 1990. In Japan, three awards were granted under the new Canadian Prime Minister's Awards for Publishing Program introduced in honour of Prime Minister Takeshita's visit to Canada and designed to encourage publication of Canadiana in the Japanese language. The books receiving awards were the following: *Approaches to Canadian Politics*, (John Redekop, Ed.), translated by Dr. Toru Takemoto and Mr. Kensei Yoshida; *Structure and Development of Canadian Society*, written in Japanese by Mitsuru Shimpo, University of Waterloo; and an *ad hoc* runner-up award for *Labour Relations and Law in Canada*, written by Professor Teruhisa Kunitake of Niigata University. The Canada-Japan Research Award went to a team of researchers from Hitotsubashi University, Tokyo, for a project entitled Restructuring Advanced Western Nations: Canada and Japan. In Australia the newly introduced Canada-Australia Bicentennial Institutional Research Award went to the Australian University for a project entitled The Political Economy of Modern Canadian Government.

Elsewhere other foreign academics continued to expand their academic focus on Canada through Canadian Studies teaching, research and publication. A Spanish Association for Canadian Studies was formed by Spanish academics. The Association for Canadian Studies in the United States (ACSUS) held a retreat at Wingspread, Wisconsin, to discuss future developments for both ACSUS and Canadian Studies in the United States. ACSUS also published its third membership directory in 1988. With 1 300 members, ACSUS is the largest Canadian Studies Association in the world. Corporate sponsorship for Canadian Studies development abroad emerged as a viable form of partnership in some countries.

The International Council for Canadian Studies (ICCS), comprising 13 foreign associations representing more than 3 000 academics and also the (Canadian) Association for Canadian Studies, expanded and solidified its role through administration of more than 30 Canadian Studies programs of support funded by the Department. The Centre d'études canadiennes, at the Université Libre de Bruxelles was granted associate status by ICCS.

The prestigious annual Northern Telecom awards were presented at the ICCS Council meeting held in conjunction with the Italian Association for Canadian Studies conference at Catania, Italy. The International Canadian Studies award was presented to Professor Pierre George, honorary professor at the Sorbonne, for "his pioneer role in establishing human geography and particularly geography of population as a leading academic discipline, using Canada's social and political mosaic as a major testing ground in his studies." The Northern Telecom Five Continents Award for Canadian Studies went to Professor Luca Codignola of the University of Pisa for "his continued work in making known in Europe and Canada through bibliography, description, analysis, and publication, the considerable and significant resources for the history of French and British North America in the 17th and 18th centuries held in the archives of the Sacred Congregation 'de propaganda fide' in Rome."

The joint project between the Department, the National Library and ICCS to identify, collect and provide access to the materials about Canada produced by foreign academics,

Canadian Studies centres and Canadian Studies associations continued to flourish through the development of a computer database.

### **Scholarly exchanges**

The Department assumed full responsibility for the management and financing of the Canadian Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan under which 500 graduate awards were made available to students from 51 countries. Similar awards were offered to Canadians by several other participating Commonwealth states.

Government of Canada Awards (scholarships) were made available to 111 foreign nationals from 20 countries at the graduate and post-graduate levels during the year.

Similar awards are offered to Canadians by other countries in this reciprocal program.

The Department offers, under the Canada-China Academic Exchange Program, 12 graduate scholarships to students from the People's Republic of China. China offers an equal number of awards to Canadian students.

### **International education**

Through a \$75 000 grant to the Secretariat of the Council of Ministers of Education, Canada, the Department financed official Canadian participation in 15 education-related meetings of the OECD, UNESCO and the Council of Europe. The Department also facilitated and co-ordinated Canadian involvement in the activities of the Southeast Asian Ministers of Education Organization, which Canada joined as an associate member in 1988.

The Department is engaged in a number of activities, including the development of a national strategy, designed to promote Canadian education and training overseas. In addition it seeks to make foreign students more aware of study opportunities in Canada.

### **International exchanges**

Some 220 missions to and from Canada involving cultural personalities took place during the year. Some 113 persons from other countries visited Canada to participate in symposiums, seminars or other events, or simply to gain an appreciation of Canadian educational and artistic achievements. In addition, 107 Canadians took part in this international exchange program by visiting other countries. Of the 1 932 days allotted to the program in 1988/89, 813 were used for educational activities, and 1 119 for arts activities.

Western Europe was the chief participant in most of these missions mainly because, in Canada's bilateral agreements with France, Belgium, the Netherlands and Italy, there is an exchange mechanism known as a *Banque de missions* whereby the visitor's living expenses are paid by the host country and international transportation by the sending country. Special attention was devoted to the countries of Asia and the Pacific and there was an increase in exchanges with this region. Some interesting missions, although few in number, also went to Eastern Europe and South America.

Under the International Exchange Programs, exchange programs of students and young workers are administered partly by the Department of External Affairs and partly by non-governmental organizations. International co-operation is sometimes the primary objective; in other cases, they provide employment for students on vacation or practical university training abroad. For young workers, international youth exchanges provide experience in a career-related context. Some of these exchange programs are bilateral and others multilateral; they evolve with the priorities of Canadian foreign policy. A policy of reciprocity ensures that incoming foreign participants do not take more jobs than are available for the outgoing Canadians. During the year, some 15 000 students and young workers acquired international work experience in 70 countries through these programs.

### **Historical affairs**

The Department's historical record was made accessible in a number of ways. Volume 10 of *Documents on Canadian External Relations* (1944-45, Part I) was published. This volume deals principally with policies related to the conduct of the Second World War. The manuscript of volume II (1944-54, Part II) was completed for publication in 1989. Also completed for publication in 1989 was the first volume of the official history of the Department, covering the period 1909-46. Work continued on the second volume of the history, dealing with the years 1946-68, and with several other volumes in the *Documents* series. Source material and other assistance were provided to many researchers engaged in the study of Canadian external relations.



## Policy development

The Policy Development Bureau comprises a Political and Strategic Analysis Division and an Economic and Trade Analysis Division which, through the Director General, are responsible to senior management for providing advice on the overall direction of Canadian foreign policy, and for handling particular issues that require co-ordination among a number of bureaus. Analysis is carried out on a wide range of trade, economic and political issues. The Bureau is responsible for co-ordinating Canada's contribution to political issues at economic summits, and for assisting the departmental units responsible for the Commonwealth and La Francophonie in preparing Canada's contribution to the political agenda of the summit meetings of those organizations. Speeches by ministers or senior departmental officials on broad foreign policy themes are often prepared by the Bureau. Consultations on international trends are held with the policy units of other countries as opportunities permit.

Major activities during the year included the conclusion of the government's impact assessments of the Canada-U.S. Free Trade Agreement, the second half of a series of seminars for the Department's senior management on future foreign policy challenges, and the preparation of comprehensive foreign policy briefing and analysis papers in the immediate aftermath of the federal general election. The Bureau contributed substantially to the political agenda of the Toronto Economic Summit, and to the preparations for both the Montreal mid-term review of the GATT's Uruguay Round and the Hague Environment Summit. In addition, it co-ordinated the management of, and follow-up to, a major foreign policy study session chaired by Mr. Clark at the outset of the government's new term of office; co-ordinated departmental input into the Speech from the Throne and a series of Cabinet Committee briefings on foreign policy and international trade; prepared statements and speeches for the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs, the Minister for International Trade and the Under-Secretary of State for External Affairs; conducted policy planning consultations with a number of other countries; and carried out a public speaking program across Canada.

## Departmental management

The Corporate Management Bureau co-ordinated senior management's plans and objectives to bring resource allocation into line with government priorities in the context of fiscal restraint and downsizing.

During the year the Bureau sustained the momentum of the Long Range Management Plan, under which the Department is required to give up 262 person-years and \$25

million over four years, as part of the government's downsizing of the public service. The following elements of the plan have been completed: a series of reviews aimed at decreasing the number of managers relative to staff supervised, a global exercise of closures and reductions of missions overseas, and a comprehensive review of the Department's grants and contributions.

Funding for the COSICS office automation and communications project (see below) was obtained in the year under review and the project initiated. Increasingly, efficiency and productivity growth will be achieved through automation and through systems that are being put in place for the immigration and trade programs.

Resource allocation has continued to be difficult under the current restraint program. For the most part, new resources have been made available only to major high-priority projects, such as the decentralization of CIDA aid program delivery and the implementation of the Free Trade Agreement with the United States.

Several reviews were undertaken to assess resource use and requirements, as well as to identify the potential for resource reallocation within the Department: a streamlining study (cost-savings review) of departmental travel, six "Make or Buy" studies to determine more efficient methods and to assess alternative options, including privatization. Major reviews of personnel resources were completed for Washington, Algiers, Milan, Rome, Paris, New Delhi, Jakarta, Canberra, Sydney and Melbourne, as well as a resource review of headquarters geographic branches. Although some resources were reallocated from these missions, the general conclusion reached was that most personnel resources are essential to the conduct of Canada's international relations and programs abroad. Evaluations were undertaken of the accommodation program, WIN Exports, consular services, implementation of the aid program, management decentralization and a federal-provincial condominium pilot project.

The Cabinet Liaison and Co-ordination Secretariat provided the departmental focal point for activities pertaining to the Cabinet system, including briefings for the Department's ministers, preparation of Cabinet documents, scheduling of Memoranda to Cabinet and Order-in-Council requests for committee decisions, and liaison with other departments and agencies in relation to trade and foreign policy matters. Similarly, the Secretariat provided the focal point for the Department's relations with parliament and its committees and with individual members. This included facilitating access to the Department's services, co-ordinating the provision of papers and witnesses to parliamentary committees, organizing briefing

sessions for parliamentary groups participating in international events, co-ordinating departmental participation in parliamentary exchanges and, at times, organizing familiarization travel abroad for parliamentarians. The Secretariat also managed the Department's international conference allotment and co-ordinated the scheduling of high-level visits to and from Canada.

#### Inspection and internal audit

The Department's Inspector General undertook visits to five missions for management review purposes and participated in a number of special studies at headquarters during the year. Internal audits of administration programs were done in 17 missions and of immigration programs in six. Six audits of major functions in headquarters and missions were carried out and a number of special audits were done at the request of departmental management. Inspection and internal audit reports provided senior management with assessments and recommendations focused on the efficiency, economy and effectiveness of management policies, practices and controls.

#### Finance, administrative services, budget

The Bureau of Finance and Headquarters Administrative Services is responsible for financial planning and analysis; accounting, commitment control and other financial services; provision of an advisory, control and reporting function for service contracts; headquarters accommodation services; and headquarters inventory data and materiel support. During the year a new departmental financial management information system was implemented to streamline the capture of financial transactions and provide comprehensive financial information for all levels of users both in headquarters and around the world. A prime function of the Bureau is to report on the budgetary operations of the Department. These are set out below.

#### Budget

Departmental expenditures for the past fiscal year totalled approximately \$985.1 million. This included operating and capital expenditures, grants and contributions and other transfer payments in connection with the Canadian Interests Abroad Program and the World Exhibitions Program.

Operating and maintenance expenditures of approximately \$670.7 million were incurred to manage and co-ordinate operations at headquarters and at missions abroad and included salaries, wages and other personnel costs, property rentals abroad, travel, communications and costs for the conduct of foreign operations.

Capital expenditures of approximately \$116.8 million included \$64.1 million to purchase replacement vehicles, furnishings and equipment and \$52.7 million for the Long Range Capital Program.

Expenditures of approximately \$197.6 million for grants, contributions and transfer payments were largely non-discretionary and arose from Canada's membership in such international organizations as the UN, NATO, OECD and the Commonwealth.

#### COSICS

In August 1988 a contract was awarded to Fenco Engineers Inc., a subsidiary of Lavalin Inc., for the implementation of the Canadian On-Line Secure Information and Communications System (COSICS). Treasury Board approval was granted for Phase I of the project, to include installation in 14 missions in the United States as well as in selected branches in headquarters. A new position of Assistant Deputy Minister, Special Projects, was created to manage all aspects of the COSICS project implementation.

COSICS will provide automated desk-to-desk, secure, high-speed communications and information management. It will permit employees to compose and communicate on-

<b>Table 20</b>	
<b>1988/89 MAJOR BUDGET EXPENDITURES BY ACTIVITY</b>	
<b>(millions of dollars)</b>	
<b>Canadian Interests Abroad Program</b>	
Foreign policy, priorities and co-ordination	32.9
International trade development	55.1
International economic, trade and aid policy	50.9
Political and international security affairs	152.2
Legal, immigration and consular affairs	10.0
Communications and culture	46.9
Bilateral relations and operations	530.8
Passport	(0.4)
Operational support, human resource planning and administration	103.6
Sub-total	982.0
<b>World Exhibitions Program</b>	
World exhibitions	3.1
<b>TOTAL</b>	<b>985.1</b>



line formal and informal messages to any other employee having a COSICS terminal, and it will interface with the present telecommunications network to link with non-COSICS missions and individuals. COSICS will also provide for interactive access to existing departmental databases, such as the Computer-Assisted Information Processing System, WIN Exports and the departmental automated financial system, FINEX.

COSICS will utilize existing "off-the-shelf" technology modified to meet the needs of the Department of External Affairs. The COSICS Project Office has been working with Fenco on the planning and installation of the system, including the training package required for both the technical personnel and the users. The Canadian Consulate General in New York and Canada's Permanent Mission to the United Nations will be the first missions "on-line," with a target date during the summer of 1989. The remaining missions in the U.S. and related divisions at headquarters are expected to be operational later in 1989. Preparatory work is under way in Europe for the next phase of the project, which ultimately will link all Canada's diplomatic and consular missions around the world.

### Information resource management

The Information Resource Management Bureau is responsible for the Department's information management services, including global telecommunications, communications and technical security, computer systems design and development, records information services (including the new COSICS Automated Text Storage System — CATS), office automation, word processing, administrative printing and diplomatic courier, and messenger and vehicle services.

During the year automated and conventional records units processed approximately one million documents and responded to over 26 000 file retrieval requests.

By the end of the fiscal year the number of microcomputers in use at headquarters and missions abroad totalled 1 817. Development of the Computer-Assisted Immigration Processing System (CAIPS) proceeded on schedule, with the London High Commission system being installed early in the year. Word processing services produced over 430 000 pages of documents and the departmental printing plant produced over 60 million pages, and a further 20.8 million copies were produced on headquarters photocopiers. Some 600 departmental forms were originated or revised and three new manuals and five other publications produced, including 5 000 copies of two booklets (*Canadian Representatives Abroad and Diplomatic and Consular and Other Representatives in Canada*), 10 000 copies of *Treaties In Force* and 600 000 copies of *Bon Voyage, but...*, which is included with each new passport.

Preparations were made for the introduction of a broad-band communication service to Europe to provide higher speed circuits with better quality results. Extensive liaison has been conducted with telecommunications authorities throughout the world in preparation for the COSICS project and the ODA and immigration programs. The Department's diplomatic communications system carried more than 71.5 million words in the past calendar year.

### Physical resources

The Physical Resources Bureau provides all Crown-owned office and residential accommodation abroad, through

purchase or design and construction and all Crown-leased official residences and chanceries for the Department. Related services include provision of materiel assets, interior design and supervision of facilities maintenance for the Department's properties overseas and administration of the Department's collection of Canadian artworks for display at missions.

The estimated value of the Department's real property inventory in 1988/89 was approximately \$4 billion. Expenditures for the year totalled \$78.7 million, of which \$52.7 million was for construction and acquisition of real property under the Long Range Capital Program.

Work on several major capital projects continued, including construction of the Embassy complex in Beijing. Construction of new chancery facilities in Tokyo, where a temporary chancery was erected in 1988, began in early 1989, and design work continued for its staff quarters and a recreational facility. The new chancery in Washington, designed by Arthur Ericksen, was completed during 1988 and was opened in March 1989. It contains a gallery featuring a major collection of Canadian art.

Design and construction documents were completed for new chanceries in Buenos Aires and Dar-es-Salaam and for a new official residence in Singapore. Design also began for newly approved projects including an embassy complex in Algiers and a chancery in Dakar. Land acquisition proposals are proceeding for chancery projects in Port of Spain and San José and 27 staff quarters in Warsaw. Among 40 lease or purchase projects in various stages of implementation were the opening of a visa office in Sao Paulo and staff quarter purchases in New York, Hong Kong, Boston and Bridgetown. Disposal of six Crown properties returned \$1.1 million to the Consolidated Revenue Fund.

Major maintenance and renovation projects were completed at official residences in New York (Permanent Mission), Vienna, Paris, Madrid, Cairo and Washington and at chanceries in Georgetown, Rabat, New Delhi and Yaoundé and, in addition, in Kingston to repair the severe damage caused by Hurricane Gilbert.

An inventory of the Department's fine and antique furnishings, valued at some \$25 million, was completed during the year.

Furniture, furnishings, office materiel (etc.), valued at over \$40 million, was provided at headquarters and missions. The Department's vehicle fleet increased to 776 during the year.

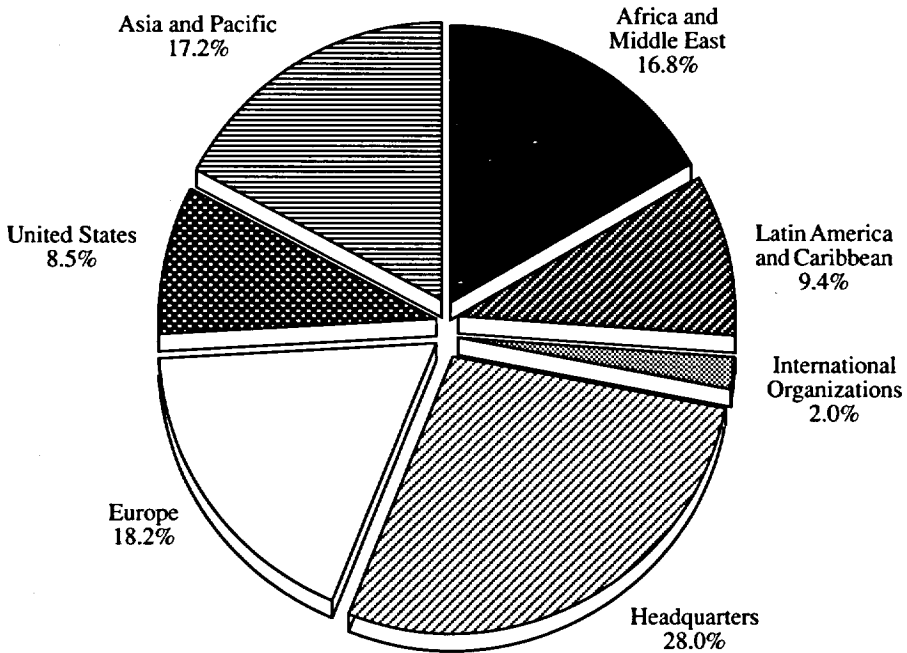
### Personnel

The Department of External Affairs has 8 226 employees, of whom 2 942 are in the rotational Foreign Service, 1 228 are staff serving permanently in Canada and 4 056 are staff hired locally at 125 missions abroad. A total of 1 031 transfers of persons to, from and between posts were affected during the year. Despite the worldwide nature of the Department's operations, responsibility for staff recruiting, training, assignments and administration is for the most part centralized in the 245-member Personnel Branch at headquarters.

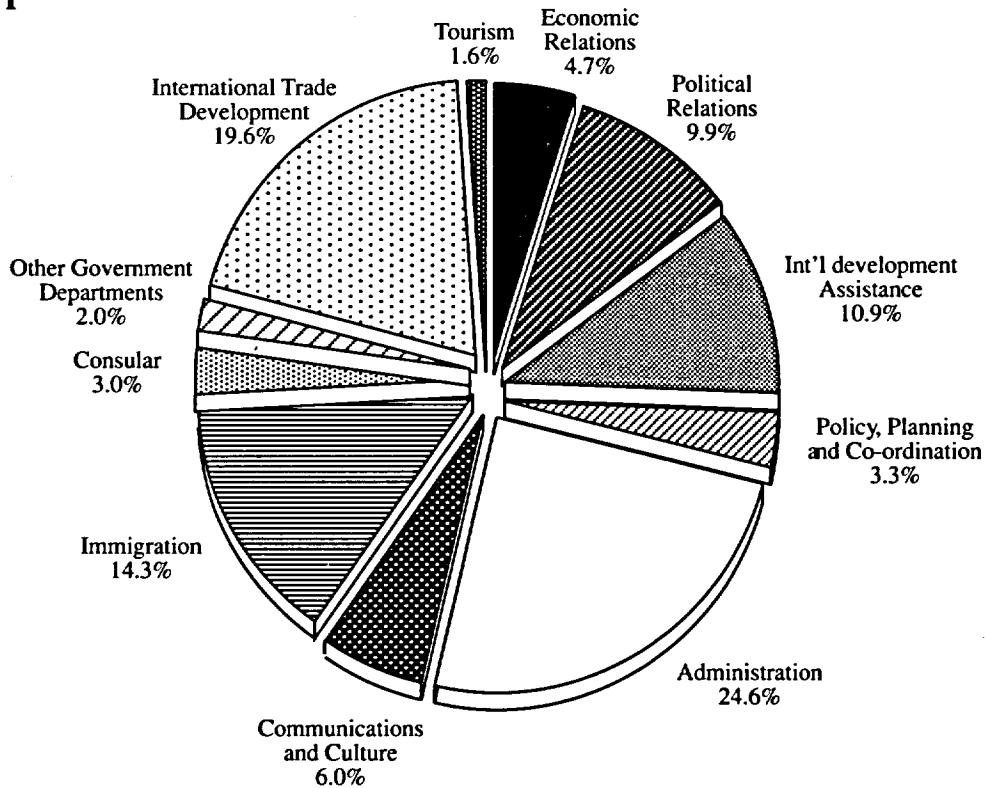
A main challenge for Personnel Branch during the past year arose from the Winegard Report's recommendations that Canada's international development assistance operations be decentralized. A memorandum of understanding was signed with CIDA and arrangements were concluded to shift positions to missions abroad from headquarters over

# DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS AND CANADIAN MISSIONS ABROAD (Canada-based and locally engaged employees)

## BY REGION



## BY ACTIVITY



Does not include locally engaged support administrative personnel.

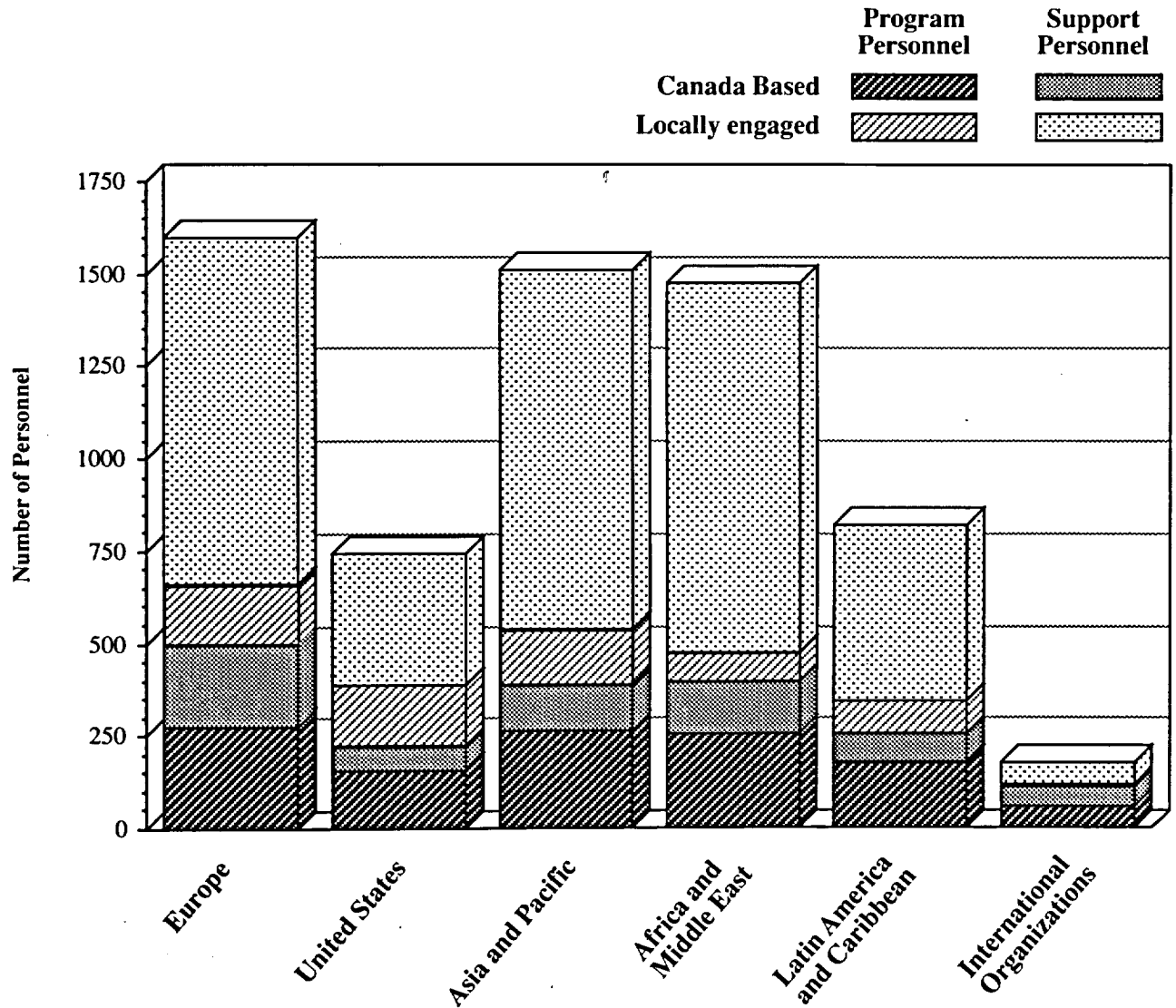
# DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT CANADIAN MISSIONS ABROAD BY GEOGRAPHIC REGIONS

(Canada-based and locally engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally engaged	Canada-based	Locally engaged
Europe	281	157	225	937
United States	158	161	66	360
Asia and Pacific	270	148	121	971
Africa and Middle East	260	74	143	999
Latin America and Caribbean	175	90	75	481
International organizations	60	3	52	58
<b>TOTAL</b>	<b>1 204</b>	<b>633</b>	<b>682</b>	<b>3 806</b>

**GRAND TOTAL**

**6 325**



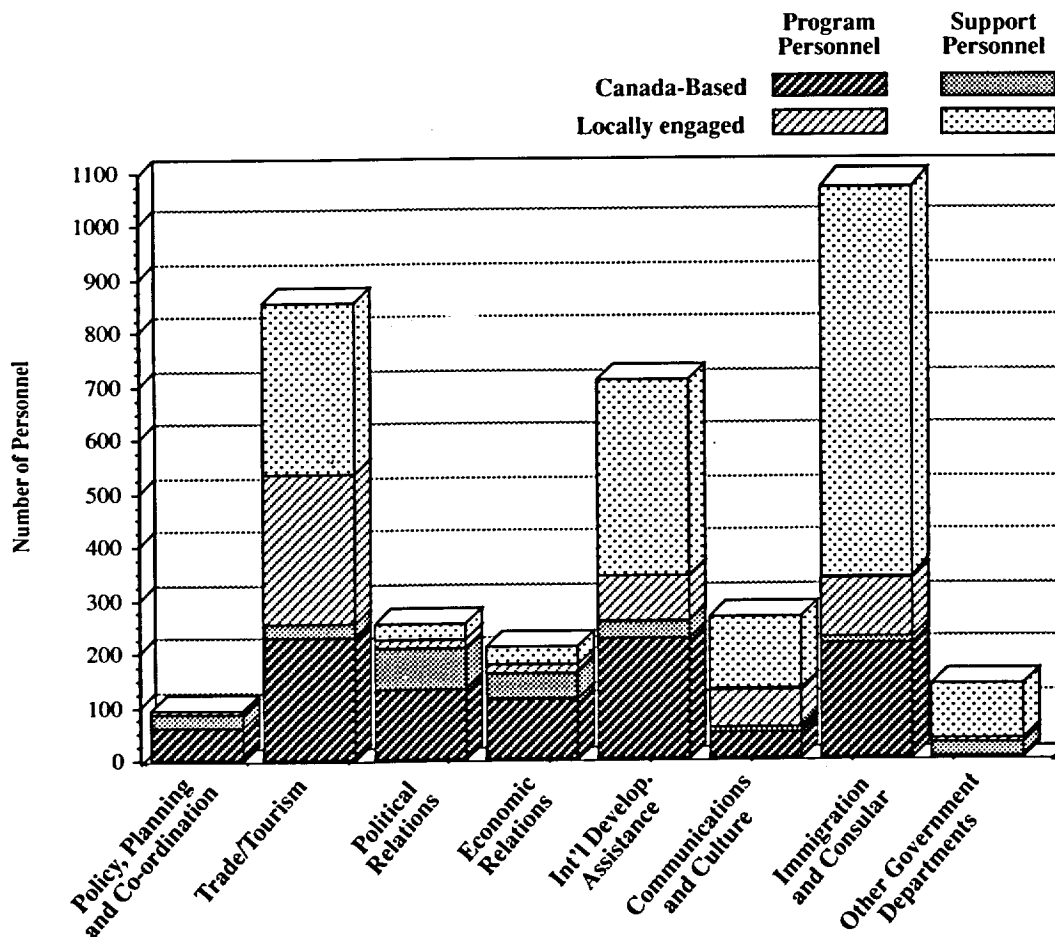
# DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT CANADIAN MISSIONS ABROAD BY ACTIVITY

(Canada-based and locally engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally engaged	Canada-based	Locally engaged
Policy, planning and co-ordination	61.0	1.4	26.6	5.7
Trade and industrial development	209.3	236.8	27.1	283.0
Tourism	19.7	43.8	0.1	34.9
Political relations	135.1	15.0	76.9	27.0
Economic relations	113.3	16.3	47.9	32.3
International development assistance	225.3	83.1	33.4	368.9
Communications and culture	50.7	70.5	11.3	134.2
Immigration and social affairs	213.2	111.6	13.3	575.0
Consular affairs	36.5	13.3	14.5	116.2
Administration	134.5	34.2	406.7	2 128.8
Other government departments	5.4	7.0	24.2	100.0
<b>TOTAL</b>	<b>1 204</b>	<b>633</b>	<b>682</b>	<b>3 806</b>

**GRAND TOTAL**

**6 325**

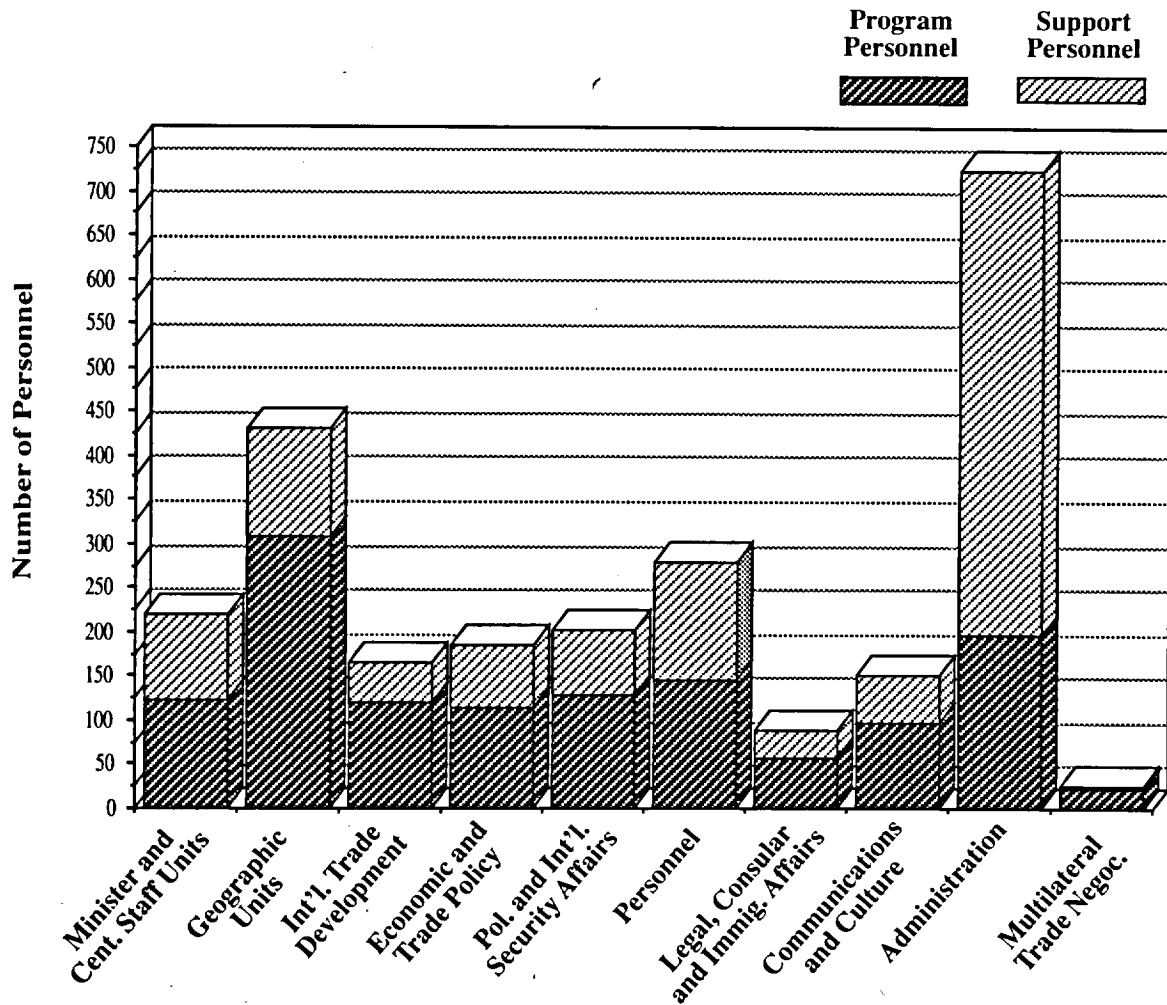


Does not include administration.

**DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS  
BY ORGANIZATIONAL ACTIVITY**  
(Canada-based employees)

	Program personnel	Support personnel
Ministers and Central Staff Units	123	98
Geographic Units	309	121
International Trade Development	119	47
Economic and Trade Policy	114	70
Political and International Security Affairs	129	73
Personnel	146	133
Legal, Consular and Immigration Affairs	57	30
Communications and Culture	97	54
Administration	198	525
Multilateral Trade Negotiations	23	3
<b>TOTAL</b>	<b>1 310</b>	<b>1 154</b>

**GRAND TOTAL** **2 464**



the next two years; during the first year, CIDA and External Affairs worked to prepare and deploy personnel to five missions abroad. One result of this decentralization will be the virtual tripling in size of the development assistance stream, i.e., the group of Foreign Service officers in External Affairs who specialize in international development.

A new group was established in the Personnel Branch to be responsible for Foreign Service officer recruitment, employment equity, interchange with the provinces and the private sector, and international appointments. It will seek to recruit Foreign Service officers from additional regions of the country, to reach out to "non-traditional" disciplines as sources of candidates, and to encourage applications from Canadians of all ethnic origins. The Department's progress in meeting its Employment Equity targets is the subject of a continuing joint review with the Canadian Human Rights Commission. The program to increase placement of Canadians, particularly of women, in international organizations is proceeding.

A strong secondment program continues, with 371 officers from other departments serving in External Affairs during the past year and 119 from the Department serving outside it.

Departmental training policy provides for equitable distribution of efforts among all employees, rotational and non-rotational, regardless of rank or mother tongue, and is aimed at helping all employees, from new recruits to heads of mission, to obtain the skills necessary to perform their duties. The foreign-language training program continues to grow, with 750 employees and spouses receiving training in 38 languages during the year under review.

To ensure that its managers are of requisite calibre, the Department introduced a five-day in-residence colloquium for newly appointed directors of divisions, which is to be expanded. During the year the largest single training exercise in the Department's history was initiated to provide training to approximately 5 000 users, hundreds of technical support staff and managers of COSICS.

A new unit was established in the Personnel Branch to improve career management for employees who serve only in Canada. An improved career path system is intended to provide them with more opportunity for advancement within the Department.

Merit and suggestion awards were made to 66 employees, including those who made an outstanding contribution to the three summit meetings which were held in Canada during the past fiscal year.

The Department sought to improve occupational safety and health and to ensure compliance with the Canada Labour Code and other standards. In accordance with Treasury Board policy, smoking in the workplace has been banned. Priority was given to improving personal safety in many parts of the world through further development of security measures and contingency planning. A new departmental policy on the Employee Assistance Program was designed to assist employees and their families with a wide range of problems, some of which are often exacerbated during service abroad.

In view of the increasing number of two-career families and employee couples in the Department, Personnel Branch undertook a study of spousal employment in the career Foreign Service. In the meantime, the program of negotiating reciprocal employment agreements with countries in

which Canada has missions continued; the addition of Finland and of Trinidad and Tobago brought to 26 the number of countries with which such arrangements are in force and they cover almost half of External Affairs staff serving abroad.

Under the government's work force adjustment policy, the Department cut 65 positions from its establishment during the past year; the adverse effect on individual employees was greatly reduced through retirement and redeployment. At the same time, the Multilateral Trade Negotiations, the follow-up to the Free Trade Agreement and the establishment of International Trade Centres across Canada created new positions.

### **Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada**

Canada has diplomatic relations with 158 countries. In Ottawa there are 78 resident embassies and 23 resident high commissions. Outside Canada there are 35 non-resident embassies and 15 non-resident high commissions accredited also to this country. During the fiscal year, 28 newly arrived ambassadors and seven high commissioners were appointed to Canada. Other international offices located in Canada include the International Civil Aviation Organization with representatives from 50 countries, the Delegation of the Commission for the European Communities, the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture, the International Atomic Energy Agency, the International Labour Organization, the Northwest Atlantic Fisheries Organization, the Organization of Eastern Caribbean States, the International North Pacific Fisheries Commission, the United Nations Centre for Human Settlements, and the United Nations High Commissioner for Refugees.

During the year under review the Office of Protocol was responsible for maintaining liaison between the foreign missions and the RCMP concerning the physical protection of diplomatic and consular representatives and their premises. It also provided services and advice to all foreign missions in accordance with Canada's obligations under the Vienna Conventions and other international agreements and Canadian laws and regulations. These included the accreditation arrangements for foreign heads of missions in Canada and Canadian heads of missions abroad. The Office is also responsible for the arrangement of the ceremonial events associated with visits of foreign heads of state to Canada.

Canada's international obligations pertaining to privileges and immunities are set forth in the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations and in several conventions concluded within international organizations. The Office of Protocol is responsible for interpreting and applying the international obligations in Canada in relation to diplomatic and consular missions and international organizations. The Office administers and monitors the privileges and immunities accorded to some 8 500 members of diplomatic and consular missions in Canada, including their dependants and domestic servants. During the year Protocol continued its efforts to see that the privileges and immunities were used not to the personal advantage of individuals, but to permit the efficient performance here of the functions of the diplomatic and consular missions and international organizations. Similarly, the conventions grant reciprocal privileges and immunities to the diplomatic and

consular missions of Canada abroad, and to its missions to international organizations. The Department strove to ensure that foreign states fulfilled their international obligations toward Canada, and that the members of Canadian missions abroad were not less favourably treated than the members of foreign missions in Canada.

The Office of Protocol organized the logistic and administrative support for a number of official visitors to Canada including heads of state, heads of government, ministers of foreign affairs and other personalities invited by the Canadian government.

Visitors to Canada during the year included Prime Minister Takeshita of Japan, Prime Minister Mikulic of Yugoslavia, Their Majesties King Carl XVI Gustaf and Queen Silvia of Sweden, Her Majesty Queen Beatrix of the Netherlands, Vice Premier Tian Jiyun of the People's Republic of China, Chancellor Kohl of the Federal Republic of Germany, Prime Minister Thatcher of Britain and Prime Minister Grosz of Hungary.

The Office of Protocol was responsible for arrangements for the state visits of the Governor General to Brazil and Uruguay. It was also responsible for arrangements connected with visits abroad by the Secretary of State for External Affairs. During the year under review Mr. Clark's overseas travel included visits to Kenya, Zambia, Zimbabwe, Paris (OECD), Bangkok (ASEAN), Tokyo, Washington and New York. Similarly, trips abroad made by the Minister for International Trade and the Minister for External Relations and International Development to Africa, Europe, the United States, Asia and Latin America received the support of the Office, as did visits to many destinations by other ministers or parliamentary secretaries representing ministers.

The Office also administered the Government Guest House in Ottawa and the hospitality centre at the Lester B. Pearson building. During the past year 8 415 guests were entertained in these facilities.

### **Federal-provincial co-ordination**

The Department of External Affairs has a major role in co-ordinating the policies and activities of the federal and provincial governments in the international sphere. During the year, provincial governments continued to devote considerable resources to promoting their interests abroad, and they received various forms of support from the Department.

A handbook has been prepared to guide the provinces in their increasingly active role on the international scene, thus enhancing the effectiveness of federal-provincial relations. The working units from two provinces, established on a pilot basis within Canadian missions abroad, are now fully operational. The 1978 agreement between Canada and

Quebec for co-operation on immigration matters has been updated. Federal-provincial consultations were held during the year to ensure that provincial interests were considered in the formulation of international relations policies and that provincial authorities were kept informed of the federal government's position on issues of mutual interest. In addition, the Department's telecommunications network was available to the provinces, providing them rapid access to the diverse services offered by Canada's diplomatic and consular missions abroad. The Department continued to transmit to the provinces reports, comments and research material, particularly of an economic and commercial nature, from Canadian missions abroad. The missions also maintained continuing contact with provincial offices located in their areas of responsibility.

The Department facilitated provincial participation in meetings of multilateral organizations such as OECD, the Council of Europe, the UN Commission on Human Rights, the Commonwealth and Francophone institutions. It also helped arrange an increasing number of visits abroad for provincial premiers and delegations as well as visits of foreign delegations to the provinces.

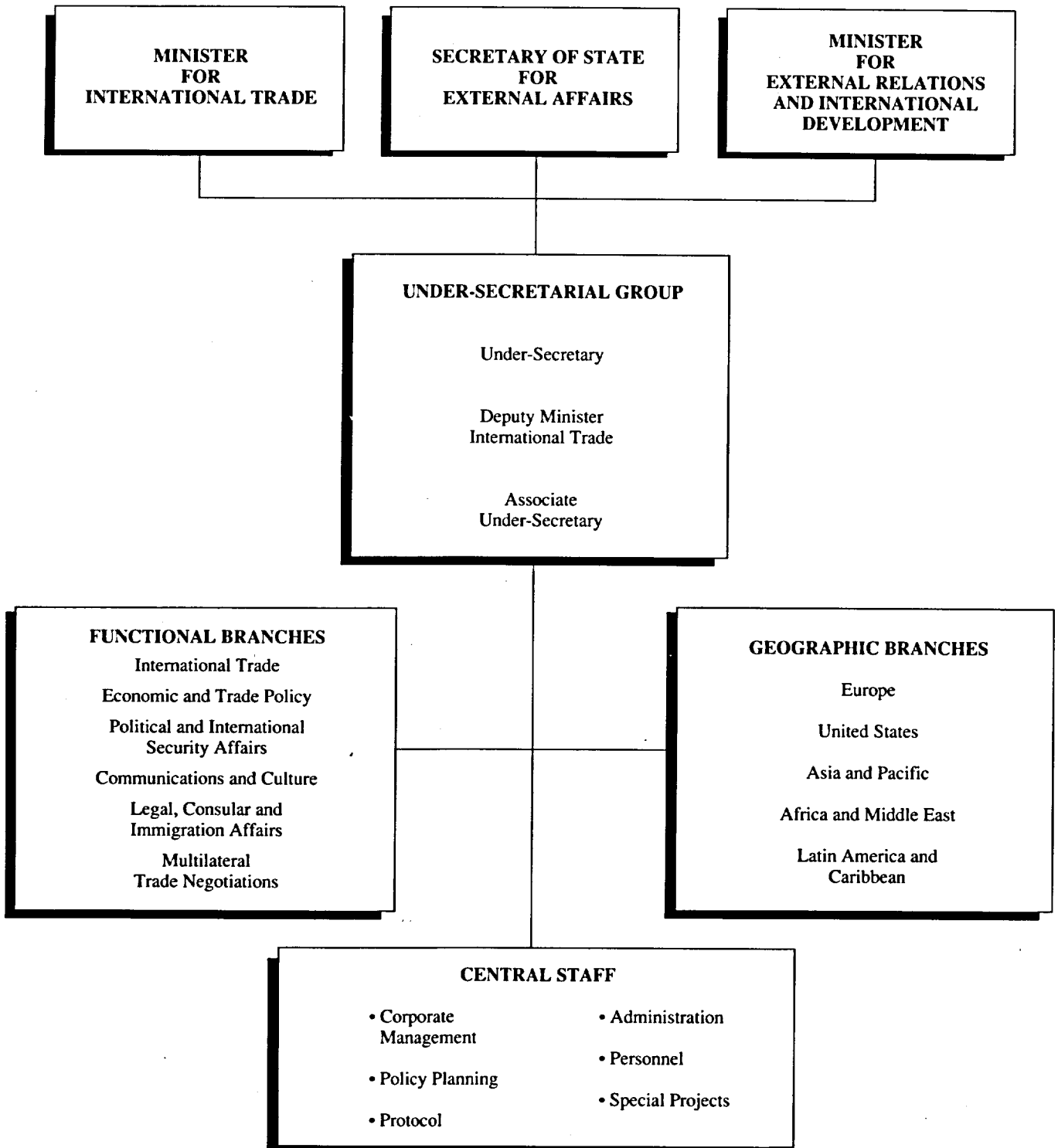
### **Security and intelligence**

The Security Services Bureau is responsible for departmental security and the development and implementation of Canada's international counter-terrorism policy. The departmental security program includes the protection of employees and their dependants serving overseas, physical and electronic data processing security at headquarters and at missions abroad, and personnel security. The Bureau provides policy co-ordination and guidance on the protection of foreign diplomats and internationally protected persons in Canada. It also develops policy recommendations for the government on international co-operation against terrorism, and co-ordinates the conduct of Canada's bilateral and multilateral counter-terrorism relationships. The Bureau co-ordinates departmental and interdepartmental response to crises abroad which involve Canadian interests, including natural disasters, evacuation of Canadian citizens, etc. and for this purpose maintains an operations centre, which functions 24 hours a day.

The Bureau of Foreign Intelligence collects, analyzes and disseminates intelligence relating to the capabilities, intentions and activities of foreign governments, organizations and individuals. Its role is to provide the government with timely, relevant and assessed information to help protect Canada's interests and facilitate the conduct of its external relations. The Bureau is organized into four divisions responsible for political intelligence, economic intelligence, intelligence services and interviews.



**Appendix I**  
**Department of External Affairs:**  
**Organization chart**







**Appendix II**  
**Bilateral international agreements**  
**(calendar year 1988)**

---

**Argentina**

Agreement on Film Relations between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic

Montreal, September 22, 1988

**Australia**

Reciprocal Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Australia

Canberra, July 4, 1988

Agreement between the Government of Canada and the Government of Australia relating to Air Services (with Annex)

Canberra, July 5, 1988  
In force July 5, 1988

**Bolivia**

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Bolivia constituting an Agreement on Investment Insurance

La Paz, March 22, 1988  
In force March 22, 1988

**Botswana**

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Botswana for the Training in Canada of the Armed Forces of the Republic of Botswana

Gaborone, February 17, 1988  
In force February 17, 1988  
with effect from September 1, 1986

**Cameroon**

Convention between the Government of Canada and the Government of the United Republic of Cameroon for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income (with related Letter)

Ottawa, May 26, 1982  
In force June 16, 1988

**Chile**

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile constituting an Agreement concerning Investment Insurance

Santiago, March 26, 1987  
In force April 21, 1988

**Colombia**

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Colombia for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Bogota, July 23, 1986  
In force June 3, 1988

**Commonwealth of Learning**

Agreement between the Government of Canada and the Agency known as the Commonwealth of Learning regarding the Headquarters of the Agency

Vancouver, November 14, 1988  
In force November 14, 1988

**Cultural and Technical Co-operation**

Agreement between the Government of Canada and the Cultural and Technical Co-operation Agency regarding the Headquarters of the Energy Institute of countries using French as a common language

Paris, November 17, 1988  
In force November 17, 1988

**Czechoslovakia**

Agreement on Film and Video Co-production between the Government of Canada and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic

Ottawa, March 25, 1987  
In force June 10, 1988

**Dominica**

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Commonwealth of Dominica

Roseau, January 14, 1988

**European Space Agency**

Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning Co-operation

Noordwijk, January 9, 1984  
In force January 9, 1984  
with effect from January 1, 1984  
Terminated December 31, 1988

Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Space Agency constituting an amendment to Article IV, Paragraph 1 of the Agreement between the Govern-

ment of Canada and the European Space Agency concerning  
Co-operation of January 9, 1984

Paris and Ottawa, December 17, 1986 and  
April 15, 1987  
In force April 15, 1987  
Terminated December 31, 1988

#### **Finland**

Agreement on Social Security between the Government of  
Canada and the Government of the Republic of Finland (with  
Protocol)

Ottawa, October 28, 1986  
In force February 1, 1988

#### **France**

Protocol to the Taxation Convention between the Govern-  
ment of Canada and the Government of the French Republic  
signed on May 2, 1975

Ottawa, January 16, 1987  
In force October 1, 1988

General Security Agreement between the Government of  
Canada and the Government of the French Republic concerning  
the Exchange of Classified Information of Defence Interest

Hull, February 18, 1988  
In force February 18, 1988

Agreement between the Government of Canada and the  
Government of the French Republic on the Establishment of a  
Mediation Procedure in respect of Fisheries

Ottawa, April 30, 1988  
In force April 30, 1988

Extradition Treaty between the Government of Canada and  
the Government of the Republic of France

Ottawa, November 17, 1988

#### **Germany, Federal Republic of**

Agreement on Social Security between the Government of  
Canada and the Government of the Federal Republic of Germany  
(with Final Protocol)

Bonn, November 14, 1985  
In force April 1, 1988

#### **Hong Kong**

Agreement between the Government of Canada and the  
Government of Hong Kong concerning Air Services

Hong Kong, June 24, 1988  
In force June 24, 1988

#### **Hungary**

Agreement between the Government of Canada and the  
Government of the Hungarian People's Republic for Co-operation  
in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Budapest, November 27, 1987  
In force January 12, 1988

#### **Iceland**

Agreement on Social Security between the Government of  
Canada and the Government of Iceland

Gimli, June 25, 1988

#### **International Bank for Reconstruction and Development and the International Development Association**

Agreement between the Government of Canada, the  
International Bank for Reconstruction and Development and the  
International Development Association concerning the co-  
financing of development projects

Washington, December 15, 1988  
In force December 15, 1988

#### **Italy**

Economic and Industrial Co-operation Agreement between  
the Government of Canada and the Government of the Republic of  
Italy

Rome, August 1, 1988  
In force August 1, 1988

#### **Saint Lucia**

Agreement on Social Security between the Government of  
Canada and the Government of Saint Lucia

Castries, January 5, 1987  
In force January 1, 1988

#### **Saudi Arabia**

Economic and Technical Co-operation Agreement between  
the Government of Canada and the Government of the Kingdom  
of Saudi Arabia

Hull, October 5, 1987  
In force November 12, 1988

#### **Spain**

Convention on Social Security between Canada and Spain

Madrid, November 10, 1986  
In force January 1, 1988

Agreement between the Government of Canada and the  
Government of Spain on Air Transport (with Annex)

Ottawa, September 15, 1988  
In force provisionally September 15, 1988

#### **Thailand**

Treaty on Co-operation in the Execution of Penal Sentences  
between the Government of Canada and the Government of the  
Kingdom of Thailand

Bangkok, January 5, 1983  
In force July 11, 1988

Exchange of Notes between the Government of Canada and  
the Government of the Kingdom of Thailand constituting an  
Agreement to amend the Treaty on Co-operation in the Execution  
of Penal Sentences signed on January 5, 1983

Bangkok, July 4 and 7, 1988  
In force July 8, 1988

Agreement on Economic Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Thailand

Bangkok, July 11, 1988  
In force July 11, 1988

#### Union of Soviet Socialist Republics

Agreement concerning Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics

Moscow, October 14, 1988  
In force October 14, 1988

#### United Kingdom

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concerning Air Services (with Annexes)

Ottawa, June 22, 1988  
In force June 22, 1988

Treaty between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on Mutual Assistance in Criminal Matters (Drug Trafficking) (with Annex)

Ottawa, June 22, 1988

#### United States of America

Free-Trade Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America

Ottawa, December 22, 1987, and January 2, 1988  
Washington and Palm Springs, December 23, 1987,  
and January 2, 1988  
In force January 1, 1989

Exchanges of letters forming an integral part of the Free-Trade Agreement

- 1) Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement on Article 2008 of the Free-Trade Agreement on Plywood Standards

Ottawa and Washington, January 2, 1988  
In force January 2, 1988

- 2) Exchange of Letters constituting an Agreement concerning Articles 301 and 401 of the Free-Trade Agreement on Conversion to the Harmonized System

Ottawa and Washington, January 2, 1988  
In force January 2, 1988

- 3) Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement pursuant to paragraph 4 of Annex 1607.3 of the Free-Trade Agreement

Ottawa, May 12, 1988, and  
Washington, May 16, 1988  
In force May 16, 1988

Diplomatic Notes and Exchanges of Letters involved in the entry into force of the Canada-U.S. Free-Trade Agreement

- 1) Exchange of Notifications confirming that legal procedures have been completed to enable the Free-Trade Agreement to enter into force

Exchanged December 31, 1988  
In force December 31, 1988

- 2) Exchange of Letters between the Minister of International Trade and the United States Trade Representative constituting an agreement concerning Chapters 18 and 19:

- a) Letter from John Crosbie to Clayton Yeutter;
- b) Letter from Clayton Yeutter to John Crosbie;
- c) Annex I: Model Rules of Procedure for Chapter 18 Panels;
- d) Annex II: Rules of Procedure for Article 1904 Binational Panel Reviews;
- e) Annex III: Rules of Procedure for Article 1904 Extraordinary Challenge Committees;
- f) Annex IV: Code of Conduct for Proceedings under Chapters 18 and 19 of the Canada-United States Free-Trade Agreement.

Exchanged December 29, 1988  
In force December 29, 1988

- 3) Exchange of Letters between the Minister of International Trade and United States Trade Representative constituting a Decision of the Commission respecting the December 29 Exchange of Letters on Chapters 18 and 19 and on the Chapter 18 roster:

- a) Letter from John Crosbie to Clayton Yeutter;
- b) Letter from Clayton Yeutter to John Crosbie;
- c) Roster of Appointees for Chapter 18.

Exchanged January 1, 1989  
In force January 1, 1989

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Arctic Co-operation

Ottawa, January 11, 1988  
In force January 11, 1988

Protocol amending the Treaty on Extradition between the Government of Canada and the Government of the United States of America signed at Washington on December 3, 1971, as amended by an Exchange of Notes on June 28 and July 9, 1974

Ottawa, January 11, 1988

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Agreement concerning the application of Tolls on the St. Lawrence Seaway

Washington, April 21 and August 10, 1988  
In force August 10, 1988

Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement concerning Article XII(D) of the June 15, 1955, Agreement on Co-operation concerning the Civil Uses of Atomic Energy

Washington, August 22, 1988  
In force August 22, 1988

#### **Yugoslavia**

Agreement on Film and Video Co-productions between the Government of Canada and the Federal Executive Council of the Assembly of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia (with Rules of Procedure)

Montreal, February 11, 1988  
In force October 3, 1988

#### **Zimbabwe**

Agreement on Economic and Technical Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Republic of Zimbabwe

Harare, December 15, 1988  
In force December 15, 1988

In March 1989, the Department of External Affairs published a comprehensive index of Treaties in Force for Canada. It is intended to be an annual publication.



**Appendix III**  
**Multilateral international**  
**agreements**  
**(calendar year 1988)**

**The Antarctic Treaty**

Done at Washington, December 1, 1959  
In force June 23, 1961  
Canada's Instrument of Accession  
deposited May 4, 1988  
In force for Canada May 4, 1988

**Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters**

Done at The Hague, November 15, 1965  
In force February 19, 1969  
Canada's Instrument of Accession deposited  
September 26, 1988

**Convention on Psychotropic Substances**

Done at Vienna, February 21, 1971  
In force August 16, 1976  
Canada's Instrument of Accession deposited  
September 10, 1988  
In force for Canada December 9, 1988

**International Convention on Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers, 1978**

Done at London, July 7, 1978  
In force April 28, 1984  
Canada's Instrument of Accession deposited  
November 6, 1987  
In force for Canada February 6, 1988

*Reservation*

"The Government of Canada reserves its position with regard to the provisions of paragraph 6(d) of the Appendix to Regulation II/2 and paragraph 16 of the Appendix to Regulation II/4 in the Annex to the International Convention on Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers, 1978 in respect of the compulsory knowledge of an ability to use the English language. The position of the Government of Canada is that the provisions of those paragraphs which refer to the ability to use navigational publications in English, and the need to have an adequate knowledge of the English language, are not applicable to Canada as there are two official languages in Canada: English and French. Both languages have equal status, consequently candidates for certificates may choose to be examined in either language."

**Convention on the Conservation of Antarctic Marine Living Resources (with Annex)**

Done at Canberra, May 20, 1980  
In force April 7, 1982  
Canada's Instrument of Accession  
deposited July 1, 1988  
In force for Canada July 30, 1988

**International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding Systems**

Done at Brussels, June 14, 1983  
Signed by Canada December 10, 1986  
Canada's Instrument of Ratification deposited  
December 15, 1987  
In force for Canada January 1, 1988

**Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution on Long-Term Financing of the Co-operative Programme for Monitoring and Evaluation of the Long-Range Transmission of Air Pollutants in Europe (EMEP)**

Done at Geneva, September 28, 1984  
Signed by Canada October 3, 1984  
Canada's Instrument of Ratification deposited  
December 4, 1985  
In force for Canada January 28, 1988

**Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer**

Done at Vienna, March 22, 1985  
Signed by Canada March 22, 1985  
Canada's Instrument of Ratification deposited  
June 4, 1986  
In force for Canada September 22, 1988

**Convention on the Law applicable to Trusts and on their Recognition**

Done at The Hague, July 1, 1985  
Signed by Canada October 11, 1988

**Amendments to the Convention on the International Maritime Satellite Organization (INMARSAT)**

Done at London, October 16, 1985  
Canada's Instrument of Acceptance deposited  
March 14, 1988

**International Sugar Agreement, 1987**

Done at London, September 11, 1987  
In force provisionally March 24, 1988  
Canada's Instrument of Accession deposited  
March 24, 1988

**Montreal Protocol on Substances that deplete the Ozone Layer**

Done at Montreal, September 16, 1987  
Signed by Canada September 16, 1987  
Canada's Instrument of Ratification deposited  
June 30, 1988

**Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at  
Airports serving International Civil Aviation**

Done at Montreal, February 24, 1988  
Signed by Canada February 24, 1988

**Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the  
Safety of Maritime Navigation**

Done at Rome, March 10, 1988  
Signed by Canada March 10, 1988

**The International COSPAS-SARSAT Programme Agreement**

Done at Paris July 1, 1988  
In force August 30, 1988  
Signed by Canada July 1, 1988

Agreement among the Government of the United States of  
America, Governments of the European Space Agency, the  
Government of Japan and the Government of Canada on Co-  
operation in the Detailed Design, Development, Operation and  
Utilization of the Permanently Manned Civil Space Station  
(with Annex)

Done at Washington, September 29, 1988  
Signed by Canada September 29, 1988

Protocol to the 1979 Convention on Long-Range Transboundary  
Air Pollution concerning the Control of Emissions of Nitrogen  
Oxides or their Transboundary Fluxes

Done at Sofia, October 31, 1988  
Signed by Canada, November 1, 1988

Convention against the Illicit Traffic in Narcotic Drugs and  
Psychotropic Substances

Done at Vienna, December 1988  
Signed by Canada, December 19, 1988